ARCHIVES NATIONALES

LES PROCÈS-VERBAUX
DU
DIRECTOIRE EXÉCUTIF
AN V - AN VIII

INVENTAIRE DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS
ET DES MINUTES DES ARRÊTÉS, LETTRES
ET ACTES DU DIRECTOIRE

postérieurs au
Recueil des actes du Directoire exécutif de Debidour

TOME IX

11 floréal – 10 thermidor an VII [30 avril- 28 juillet 1799]

(registres AF* III 15, fin, et 16, folios 1 à 105 recto;
cartons AF III 598, plaquette 4135, à 617, plaquette 4354)

par
Pierre-Dominique CHEYNET
Conservateur en chef aux Archives nationales

2004 (édition pour mise en ligne, 2006)

Sommaire

Présentation des tomes I à X des Procès-verbaux du Directoire..... 3

TOME IX

Séances du 11 au 30 floréal an VII [30 avril-19 mai 1799].....	4
Séances du 1er au 28 prairial an VII [20 mai-16 juin 1799].....	32
Séance permanente du 28 prairial au 9 messidor an VII [16-27 juin 1799].....	75
Séances du 11 au 30 messidor an VII [29 juin-18 juillet 1799].....	90
Séances du 1er au 10 thermidor an VII [19-28 juillet 1799].....	120

Présentation des tomes I à X des *Procès-verbaux du Directoire*.

L'inventaire des *Procès-verbaux du Directoire, an V-an VIII* prend la suite du *Recueil des actes du Directoire exécutif (Procès-verbaux, arrêtés, instructions, lettres et actes divers)*, par A. Debidour, Paris, 1910-1917, 4 vol. (Collection de documents inédits sur l'histoire de France), édition au jour le jour des registres des procès-verbaux du Directoire allant de la première séance du Directoire le 11 brumaire an IV [2 novembre 1795] au 15 pluviôse an V [3 février 1797].

Les *Procès-verbaux du Directoire, an V-an VIII* sont découpés en dix tomes, ici désignés sous les noms de fichier *pv1* à *pv10*:

- Tome I: 16 pluviôse- 10 prairial an V [4 février-29 mai 1797]
- Tome II: 11 prairial-5^e complémentaire an V [30 mai-21 septembre 1797]
- Tome III: 1^{er} vendémiaire-30 frimaire an VI [22 septembre-20 décembre 1797]
- Tome IV: nivôse-ventôse an VI [21 décembre 1797-20 mars 1798]
- Tome V: germinal-messidor an VI [21 mars-18 juillet 1798]
- Tome VI: 1^{er} thermidor an VI-20 brumaire an VII [19 juillet-10 novembre 1798]
- Tome VII: 21 brumaire -20 pluviôse an VII [11 novembre 1798-8 février 1799]
- Tome VIII: 21 pluviôse-10 floréal an VII [9 février-29 avril 1799]
- Tome IX: 11 floréal-10 thermidor an VII [30 avril-28 juillet 1799]
- Tome X: 1 thermidor an VII-17 brumaire an VIII [29 juillet-8 novembre 1799].

Dans l'inventaire, les mots en grands caractères renvoient au registre des procès-verbaux et ceux en petits caractères aux cartons du groupe des minutes des procès-verbaux de la sous-série AF/III.

Chaque tome est muni de son index détaillé, plus complet que l'analyse donnée dans l'inventaire pour les éléments nominatifs inventoriés (nominations de fonctionnaires locaux et arrêtés sur les militaires en particulier), constituant ainsi un index-inventaire), à raison de trois à cinq fichiers par tome, désignés sous les noms de fichier *pv + n° du tome + ind1, 2 etc.*

Dans les index, les renvois sont fait aux dates des séances du Directoire et non pas aux folios des registres des procès-verbaux et aux cartons du groupe des minutes des procès-verbaux de la sous-série AF/III. Pour trouver la cote des documents, se reporter à l'inventaire à la date de la séance indiquée dans la référence de l'index. L'astérisque après une date désigne toute précision non reprise dans le texte de l'inventaire de la séance indiquée.

Séances du 11 au 30 floréal an VII [30 avril-19 mai 1799]

Séance du 11 floréal an VII [30 avril 1799]

Présidence de Barras¹

(AF* III 15, folios 85 verso-87 recto; AF III 598, plaquettes 4135 et 4136)

Lois.

[Du 9] fixant l'administration centrale des Basses-Pyrénées à Pau²; et modifiant le régime douanier notamment en créant des transits vers la Suisse pour les cafés arrivant dans les ports de la Manche et les sucres raffinés en République batave³ (AF III 598, plaquettes 4132, pièces 4-6, et 4135; pièce 6).

La séance est consacrée en partie à la lecture de la correspondance militaire et diplomatique et à des conférences sur les divers objets auxquels elle se rapporte.

Finances.

Approbation d'un traité avec Musset frères et compagnie, entrepreneurs généraux de l'habillement et de l'équipement des troupes. Ordonnancement de fonds au ministre de la Guerre sur les contributions de l'an VII. Ratification de l'échange de la maison de Jean-Baptiste Morisot et sa femme Marguerite Lointier, rue de Seine-Saint-Victor, réunie au Muséum d'histoire naturelle, contre celle rue Antoine provenant de l'ordre de Malte⁴. Annulation de la vente du premier lot de l'abbaye de Marmoutier comprenant l'église et un bâtiment adossé adjudgé en dessous de sa valeur *et sur un feu qui n'a pas eu la durée prescrite par la loi*, confirmation de celle des deux autres et jugement des adjudicataires du premier en dommages et intérêts pour avoir continué la démolition malgré l'opposition à eux faite⁵. Bois communaux, coupe: Noncourt [-sur-le Rongéant] gelés et *abroustis*⁶ pour réparer des fontaines, des lavoirs et des ponts. Indemnités aux maîtres de poste de Montiéramey et Sennecey [-le-Grand] (AF III 598, plaquette 4135, pièces 1-2 et 7-23).

Intérieur.

Nomination des membres de la nouvelle municipalité de Wazemmes (Nord, auj.: commune de Lille) distraite de celle d'Haubourdin trop tard pour la tenue d'une assemblée primaire, lettre de Danel⁷ à Lagarde notant que si le frère de celui-ci n'avait pas été élu Haut Juré, il l'eût été à l'administration centrale au lieu de Landa. Destitution de l'agent municipal de Turckheim après des chants du Nouvel-An par l'instituteur et les élèves (AF III 598, plaquette 4136, pièces 46-49 et 59-61).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 598, plaquette 4136, pièces 24-45 et 49-58. Nomination de commissaires municipaux, *Ariège*, les Cabannes: Bernadac, administrateur du district de Tarascon [-sur-Ariège];- *Charente*, Confolens: destitution de Sicamois⁸, ayant écrit au commissaire central *qu'il ne ferait point faire les rôles attendu que les contribuables sont trop chargés*;- *Finistère*, Saint-Thégonnec;- *Manche*, Périers; Saint-Sauveur-Lendelin;- *Meuse*, Autrécourt [-sur-Aire] et Triaucourt (auj.: commune de

¹ Barras exerça la présidence jusqu'au 6 prairial et fut remplacé le lendemain par Merlin de Douai.

² Au lieu d'Oloron où l'avait placée la loi du 19 vendémiaire an IV (voir *tome VII*, 14 nivôse, message du Directoire, note).

³ Loi à la suite d'un message des Cinq-Cents du 11 brumaire (*tome VI*). L'exposé des motifs invoque l'amélioration de la répression des délits et des encouragements à donner aux armements en course.

⁴ Voir *tome VIII*, 5 germinal, Finances, note.

⁵ Marmoutier, à Sainte-Radegonde, auj.: commune de Tours. Parmi les adjudicataires du lot incriminé figurent le président de la municipalité de Tours et l'ex-commissaire municipal destitué comme anarchiste le 23 pluviôse (*tome VIII*) lors de la fermeture du cercle constitutionnel de la ville. Le député Guizol est adjudicataire du 3^e, consistant en un bâtiment à l'angle de la cour de l'église. L'affaire est citée par un mémoire anonyme reçu au Directoire le 27 germinal contre la municipalité anarchiste de Tours joint aux dossiers sur les élections de l'an VII du département (AF III 237, dossier 1017, pièces 83-116). Voir aussi *tome X*, 1^{er} complémentaire: maintien de la vente de l'abbaye, la bougie du premier lot ayant duré suffisamment pour que plusieurs enchères aient été faites.

⁶ Dévastés par le bétail.

⁷ Paul-François-Joseph Danel, président de l'assemblée électorale du Nord élu aux Cinq-Cents.

⁸ Avec minute de son arrêté de nomination le 15 frimaire an VI à la place du conventionnel Jacques Crévelier, nommé à l'administration centrale, qui manque à sa date (*tome III*), où l'on n'a qu'un billet des députés Dubois de Bellegarde, Guimberteau et Ribéreau.

PROCÈS-VERBAUX DU DIRECTOIRE, TOME IX

Seuil-d'Argonne)¹: destitution d'anarchistes ayant soutenu à l'assemblée électorale Lemaire, de Paris, *lequel étoit allé répandre de l'argent pour se faire nommer au Corps législatif*; - Oise, Ansauvillers; Sarcus; - Puy-de-Dôme, Vic-le-Comte².

Séance du 12 floréal an VII [1^{er} mai 1799]

(AF* III 15, folios 86 verso-89 recto; AF III 598, plaquettes 4137 à 4139)

Lois.

[Du jour] radiant de la liste des émigrés les députés Decrécy et Vuilley (AF III 598, plaquettes 4132, pièces 3-5, et 4137, pièce 7).

Messages des Cinq-Cents.

[Du jour] demandant le tableau des Acadiens et Canadiens ayant droit aux secours prévus par la loi du 25 février 1791 pour mise à jour du tableau joint à cette loi; et délibéré le 9 sur la réclamation des artistes et ouvriers de la manufacture de Sèvres pour arriéré de salaires et prestations en nature, messages envoyés de suite au ministre de l'Intérieur³ (AF III 598, plaquette 4137, pièces 8-9 et 18-21).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur la création d'un tribunal de commerce⁴ à Ussel (Corrèze), adresse d'habitants, environ 90 signatures, dont Badout et Chasson, notaires, Boulet, instituteur, Chastagnier père, conservateur des Hypothèques, et Roudel, directeur des postes; et le transfert du tribunal correctionnel de Saverne à Haguenau, carte du nord du département, encre, noir, avis favorables des municipalités de Bischwiller, Brumath, Fort-Louis⁵, Hochfelden et Niederbronn [-les-Bains], lettre du commissaire municipal de Saverne dénonçant au Directoire le commissaire près le tribunal correctionnel ayant interdit aux gendarmes et au président et au secrétaire en chef du tribunal d'assister au *Te Deum* chanté à l'église pour la paix de Campo-Formio, brumaire an VI (AF III 598, plaquettes 4138, pièces 32-41 et 48-49, et 4139, pièces 50-70).

Intérieur.

Nomination de l'administration centrale de l'Aude faute de désignation par l'assemblée électorale, minute de Merlin de Douai, rapport du commissaire central Genis au ministre de l'Intérieur sur les dernières opérations de l'assemblée (AF III 598, plaquette 4139, pièces 77-81).

Justice.

Rapports envoyés par le ministre, retenu chez lui pour maladie, et classés: rendant compte de l'acquittement des ex-commissaire et administrateurs centraux du Liamone à Brignoles⁶; de la détention de Mouton, ex-juge de paix de Grasse: renseignements attendus du commissaire près les tribunaux; du renvoi en conseil de guerre comme espions de Jean-Baptiste Labremans, émigré de la Dyle arrêté à Anvers, soi-disant fils du stadhouder, et d'une femme arrêtée avec lui; et sur la réclamation par la citoyenne Debourgetz de documents privés détenus par un fonctionnaire public agissant comme homme d'affaires. Destitution et jugement du président et du secrétaire de la municipalité de Campagne [-lès-Hesdin]⁷ et des agents municipaux de Buire-le-Sec et Roussent et leurs prédécesseurs pour actes de mariage antidatés de déserteurs. Référé rejeté du tribunal civil de l'Ourthe après cassation d'une sentence rendue à Mons (Jemappes) sur la réclamation de Joiry et Potaire sur le remboursement des dettes antérieures au retour des français en interprétation d'un arrêté des représentants en mission en Belgique de vendémiaire an IV⁸ (AF III 598, plaquette 4138, pièce 31, et 4139, pièces 71-76 et 84-86).

Marine et Colonies⁹.

¹ Minutes jointes des arrêtés de nomination des 15 prairial an V (*tome II*) et 2 frimaire (*tome VII*). Celui de Triacourt a le même nom de famille que l'anarchiste de l'assemblée électorale.

² Nom révolutionnaire: Vic-sur-Allier.

³ Voir plus loin, respectivement 19 messidor: message du Directoire en réponse, et 29 floréal: rapport du ministre de l'Intérieur sur l'affaire de la manufacture de Sèvres.

⁴ D'un tribunal correctionnel sur le registre. Ressort prévu sur les cantons de Bort [-les-Orgues], Bugeat, Eygurande, Meymac, Neuvic, Saint-Angel et Sornac, soit l'ancien district. Chemises des dossiers des commissions spéciales des Cinq-Cents créées le 18 sur ces deux messages.

⁵ Nom révolutionnaire: Fort-Vauban. Canton siégeant à Rœschwoog.

⁶ Voir *tome VII*, 7 nivôse, Intérieur, note.

⁷ De Montreuil *extra muros* sur le registre. Le président et le secrétaire d'une part et l'agent de Buire-le-Sec et le déserteur de sa commune de l'autre sont homonymes.

⁸ Aucun détail sur le fond ni les parties en cause.

⁹ Le ministre, absent, est suppléé par celui des Relations extérieures, dont les affaires précèdent celles-ci sur le registre.

Approbation de la conduite de Jeannet-Oudin, ex-agent du Directoire en Guyane. Nomination du capitaine et du lieutenant de port de Marennnes (Charente-Inférieure). Compte-rendu retiré par le ministre sur l'expédition du vaisseau *le Guerrier*² (AF III 598, plaquette 4137, pièces 10-16).

Police générale.

Prohibition du journal de Paris *le Juif errant, journal politique et littéraire rédigé par la citoyenne C. Hémerly propriétaire*, n° 87 du 11, 4 pages joint³, pour un article ironique sur un parisien appelé aux armées et retenu *par Vénus (Madame Tall)* et *la nymphe Mme Reica...*. Émigrés, radiation: François-Urbain-Hippolyte Borel, abbé arrêté à Mende en l'an VI, maintenu sur la liste des prêtres déportés; et Jean-Paul Villeneuve-Saint-Alban, chanoine de Saint-Victor de Marseille, parti pour Paris et prouvant sa résidence à Bourges et Chaumes [-en-Brie]. Prêtre, déportation⁴. Libération de Gadiot, banquier à Maastricht acquitté par le directeur du jury de cette ville⁵ (AF III 598, plaquette 4138, pièces 22-31 et 42-47).

Relations extérieures.

Compte-rendu de l'arrivée du Pape à Briançon; rapport sur des réclamations du margrave de Bade, du landgrave de Hesse-Cassel et des Électeurs palatin et de Mayence⁶.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 598, plaquette 4139, pièces 82-83. Nomination d'un commissaire près le tribunal correctionnel de Castelnaudary, minute de Merlin de Douai.

Séance du 13 floréal an VII [2 mai 1799]

(AF* III 15, folios 90 recto-93 verso; AF III 599, plaquettes 4140 à 4145)

Lois.

[Du 12] validant l'élection de députés: Côtes-du-Nord, Indre, Meurthe, Puy-de-Dôme et Bas-Rhin (AF III 598, plaquette 4137, pièces 1-6; AF III 599, plaquette 4140, pièce 32).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur: la réunion de la commune de Villeneuve, lieu-dit enclos et muré servant à une manufacture de drap et n'ayant qu'un seul propriétaire, à celle de Mourèze, chemise du dossier de la commission des Cinq-Cents créée le 18, délibération de la municipalité de Clermont-l'Hérault *extra muros*; le transfert du canton de Magoar à Kérien, commune plus centrale; la création d'octrois à Brest et Châlons [-sur-Marne]; et transmettant un état de pensions de 19 employés de l'Enregistrement⁷ (AF III 599, plaquettes 4140, pièces 9-13, 4141, pièces 54-56 et 65-69, et 4142, pièces 76-82).

Décision du Directoire.

Circulaire rappelant aux ministres *qu'ils n'ont pas besoin d'un ordre de prompt rapport signé de trois membres du Directoire pour faire des rapports sur des pétitions qui leur sont renvoyées ou sur celles qui leur sont adressées, la formalité d'un ordre de rapport signé de trois membres n'étant nécessaire que lorsqu'il s'agit de faire révoquer une décision déjà prise par le Directoire*, minute de Merlin de Douai, réponse du ministre des Finances (AF III 599, plaquette 4145, pièces 240-242).

Finances.

² Affaire non représentée ici. Vaisseau français capturé et brûlé en rade d'Aboukir par les Britanniques (*Fonds Marine. Campagnes*, page 208).

³ Ce numéro complète la collection conservée à la bibliothèque de l'Arsenal de Paris décrite dans le *Catalogue des périodiques du début du XVIII^e siècle à 1939*, s'arrêtant au n° 60 du 15 germinal an VII. La Bibliothèque nationale ne conserve que le prospectus de ce quotidien, signé par la citoyenne Clément-Hémery (*Martin et Walter*). Madame Tallien, Jeanne-Marie-Ignace-Thérèse Cabarrus, qu'on avait surnommé Notre-Dame de Thermidor; la nymphe est Madame Récamier.

⁴ Un prêtre du canton de Vailly-sur-Aisne (Aisne) plusieurs fois rétractataire, établi comme avoué à Paris après avoir renoncé à la prêtrise, dénoncé par le député de Seine-et-Marne Hattingais.

⁵ Sous le coup d'un mandat d'amener du 22 germinal (*tome VIII*) comme complice de l'agent anglais Crawford.

⁶ Affaires non représentées ici.

⁷ Voir *tome X*, 16 vendémiaire an VIII: loi du 14 transférant le canton de Magoar à Kérien et plus loin, 22 messidor: loi de la veille créant l'octroi de Châlons. Les grades des pensionnés de l'Enregistrement sont indiqués mais non leurs dernières affectations, éléments non retenus à l'index.

Arrêtés de distribution décadaire de fonds sur les exercices de l'an V à l'an VII avec tableau des fonds disponibles, parmi les dispositions sans sortie de fonds: traites pour Marin Duquesnoy et Jadelot, propriétaires des forges de Moyeuve [-Grande]. Approbation de traités de mouvement de fonds avec Baudecourt, de Paris, et Chalamel, et du 12 avec Fulchiron et compagnie et autres banquiers à Paris: Alexandre Barrillon, Geyler, Jordan et compagnie, Lang, Hupais, Gelot et compagnie, Jacques Récamier, et Hugues Vignes stipulant pour la maison Vignes et Neveu, de Bordeaux (traité classé au dossier du 12, AF III 598, plaquette 4137, pièces 16-17). Ordre au commissaire du gouvernement en Piémont Musset de veiller à ce que le transport des dépêches par la poste de l'armée d'Italie ne soit pas utilisé par les ennemis de la République¹. Récompense à des douaniers de Saint-Froult pour le sauvetage de deux marins du sloop *l'Espérance de Dieu* naufragés en sortant de Marennes et échoués dans une chaloupe, qu'ils ont tirés de la vase à un quart de lieue et portés sur leur dos jusqu'à la côte. Jugement de l'agent municipal de Saint-Médard (Landes, auj.: commune de Mont-de-Marsan), du commissaire municipal et de l'agent du chef-lieu membre du jury d'équité, pour faux sur la matrice des contributions de l'an V (AF III 599, plaquettes 4140, pièces 1-8, 4141, pièces 48-53 et 57-60, et 4145, pièces 236-239).

Guerre.

Fixation du traitement des prisonniers de guerre autrichiens, arrêté à communiquer par le ministre à la commission impériale pour l'échange des prisonniers établie à Günzburg en réponse à une note d'elle reçue par Perrochel, ambassadeur en République helvétique. Arrêtés sur le personnel² (AF III 599, plaquette 4141, pièces 33-40 et 44-47).

Intérieur.

Refus de maintenir les élèves et quelques professeurs des deux dernières classes de la conscription dans diverses écoles sous réserve d'incorporation dans la 17^e division militaire³. Ajournement de nouvelles candidatures au Prytanée jusqu'à ce qu'il y ait des places vacantes *et que la vérification ordonnée des fortunes, titres et capacité des sujets qui y sont placés soit terminée*⁴. Attribution aux artistes choisis par Chalgrin, architecte du Directoire, des travaux d'embellissement du Palais directorial, notamment ceux de sculpture, au lieu de les mettre au concours: *le plus souvent, les grands maîtres n'ont ni la volonté ni le tems de concourir; ils peuvent craindre de compromettre leur gloire et, comme ils sont recherchés par le public, ils préfèrent de se livrer à des travaux pressants et plus lucratifs. Alors les jurys n'ont à choisir qu'entre des productions très inférieures, ouvrages d'artistes sans occupations*. Destitution: municipalités de Tours anarchiste, lettre de Boisard au ministre de l'Intérieur sur les opérations des assemblées électorale mère et scissionnaire, 28 germinal, et remplacement du commissaire central Foucher par l'administrateur central Gaboré, de Loches, apostille de La Revellière-Lépeaux⁵; et Corcieux: président condamné pour faux comme receveur de l'Enregistrement de Granges [-sur-Vologne] et pour falsification d'un contrat de vente comme notaire. Destitution et jugement: président de la municipalité de Chalamont qui *a assigné pour local des réunions décadaires une chambre fort petite et s'est refusé opiniâtement à ce que l'église du lieu fût consacrée à cet usage* et agent municipal de Padern pour faux pour un réquisitionnaire et refus de remettre les registres d'état civil à la municipalité de Tuchan. Jugement: ex-officier municipal d'Aussevielle pour faux acte de mariage de réquisitionnaire et ex-commissaire municipal et agent du chef-lieu de [-Saint-Martin-de-] Connée pour vol et dilapidation des deniers publics du percepteur de Connée et Saint-Pierre-la-Cour de l'an III. Réintégration du président de la municipalité d'Hagetmau, suspendu pour avoir pris à son service un réquisitionnaire que la municipalité lui avait auparavant certifié n'être ni réquisitionnaire ni déserteur. Secours et refus de considérer comme ex-religieuse la citoyenne Fleury, se disant prête à prononcer ses vœux lors de la suppression des ordres religieux, mais jeune et non infirme, adresse écrite du séminaire Saint-Sulpice de Paris à Reubell⁶ (AF III 599, plaquettes 4141, pièces 42-43 et 61-64, 4142, pièces 70-72 et 83-85, et 4145, pièces 242-249 et 253-283).

Police générale.

¹ On n'a pas de précisions sur les risques évoqués ici. Le copiste du registre a écrit *Musset comme maire du gouvernement à Turin et transport des dépêches par la poste de l'armée d'Italie*.

² Dont nomination du futur général Charles-Joseph Evers et de Louis-Charles-Grégoire Maignet, aide de camp du général Jourdan, chefs d'escadron au 5^e hussards, mesures connues de *Six* et de *Quintin*. La notice sur le premier, né à Bruxelles, dans la *Bibliographie nationale publiée par l'Académie royale des sciences, lettres et beaux-arts de Belgique*, tome VI, colonnes 771-773, rapporte ses faits d'armes jusqu'à la retraite de Russie, où il commandait une légion hanovrienne chargée du trésor de la Grande Armée, et sa capture par les russes à Königsberg. Sur le second, voir aussi *tome VIII*, 27 pluviôse, Guerre, note.

³ Rapport du ministre d'avis contraire. Les écoles, certainement à Paris, siège de cette division militaire, ne sont pas précisées.

⁴ Mention d'un arrêté du 9 frimaire, dont nous n'avons pas mention dans les tomes précédents, y surséant jusqu'à ce que les surnuméraires soient devenus titulaires.

⁵ Sur ces affaires, voir plus haut, 11 floréal, Finances, note sur la vente de Marmoutier, et AF III 237, dossier 1017, pièces 83-168, Indre-et-Loire, élections de l'an VII. Charles Boisard, chef de la 6^e division de gendarmerie (Tours), élu aux Cinq-Cents par l'assemblée scissionnaire, plus tard invalidé. Voir aussi plus loin, 14 messidor: réintégration des administrateurs municipaux de Tours, destitués une première fois le 23 pluviôse et réélus.

⁶ Mention d'un rapport ministériel du 18 floréal an VI dont nous n'avons pas mention dans les tomes précédents.

Instruction sur les rapports entre les autorités civiles et la force publique, notamment la garde nationale sédentaire, à publier au *Bulletin des lois*, 31 pages manuscrites¹. Émigrés, radiation: Étienne-Urbain Binet, curé du Ribay déporté volontaire en 1792, inscrit dans la Mayenne et l'Orne, maintenu sur la liste des prêtres déportés; Louis Bonnet, cultivateur et meunier à Soulaire inscrit par homonymie par le district de Montfort-l'Amaury²; Charles-François Chaffoy et son fils Louis-Antide, nobles de Besançon condamnés à mort par la commission militaire de Lyon en l'an II, à la requête de Jeanne-Charlotte Pra, femme du premier; Amable de Champ, noble de Larzat (Allier, commune de Chirat-l'Église), lieutenant colonel du régiment de Pondichéry rentré en 1793 avec congé régulier; Robert Corneille, Antoine Duhamel, Pierre Hériet, Noël Legras, Pierre Lemoine et Laurent Letremble, de Saint-Georges-d'Asnières (Eure,auj.: Asnières), radiés provisoirement dans le Calvados³; Pierre-Joseph Coustard-Souvré, noble de Château-Gontier, radié provisoirement par le district de Segré, père d'un émigré à Brême⁴ et n'étant pas l'émigré Coustard-Le Court, de Nantes; Louis-René Lavaur, de Tournus, établi à Saint-Rambert (Loire, auj.: Saint-Just-Saint-Rambert); Claude-Henri Rigaut, charron à l'arsenal de Grenoble, parti recueillir la succession de son père à Douai et ayant travaillé aux arsenaux de cette ville, de Valenciennes et de Paris, recommandé à Merlin de Douai par le député Boisverd; Gabriel-Joseph Rouillet-La Bouillierie, de la Flèche, radié provisoirement en Maine-et-Loire; Alexandre-Victor-Blaise-Joseph Vault, colonel d'infanterie de Besançon, détenu à Versailles et Paris sous la Terreur, inscrit dans le Doubs et la Haute-Saône; et ceux de la Mayenne: Angélique, Barbe-Françoise-Renée et Julie-Renée-Angélique Bondesseul dites du Chesnay sœurs, de Craon; Jean Gary et Étienne Louin, tisserands à Laval, l'un pris par les rebelles à Craon et s'étant échappé et l'autre retiré à Nuillé [-sur-Vicoïn] de l'an II à l'an IV, considéré par les députés comme chouan amnistié; Jean-Emmanuel Godefroy-Montours, de Sablé [-sur-Sarthe]; Jacques Godivier, de Château-Gontier, rebelle fusillé à Saint-Denis-d'Orques en décembre 1793; Jean Lanoé, de Ruillé [-le-Gravelais], chouan ayant participé à la prise du Mans, rentré et fusillé dans sa commune en floréal an II; Joseph-Charles Lejai, chanoine à Laval mort à Rambouillet en détention avec les autres prêtres insermentés du département; Emmanuel-Jean-Marie Longlay dit Villepaille, noble sommé de quitter le département par le district de Lassay [-les-Châteaux] en l'an II, établi à Alençon puis Paris, à la requête de Guillaume Hubert, auquel il avait vendu sa terre de la Gonerie à Saint-Aignan [-de-Couptrain]; Jean Meslay, aubergiste à Saint-Berthevin forcé de suivre les rebelles avec sa voiture et fusillé à Loiron, à la requête de son frère Joseph, coutelier à Laval; Clair et Jean Noël frères, morts en décembre 1793 à Saint-Clément-de-Craon (auj.: Craon). Maintien: Marie-Madeleine Aubourg femme Miremont, comtesse, de Coucy-lès-Eppe, subventionnée en 1786 pour son ouvrage *L'Éducation des femmes* publié à Paris, ayant résidé en Italie, en Suisse et à Dusseldorf⁵; Barthélemy-René d'Avène, fils du correcteur de la Chambre des comptes de Paris Achille-René d'Avène-Fontaine, soi-disant parti se perfectionner en peinture à Rome, inscrit dans l'Oise; Charles-Nicolas Biencourt, de Rouen, page du Roi, incarcéré à Paris sous la Terreur, ne prouvant pas sa résidence pendant deux périodes de six mois; Jean-Baptiste François, notaire à Longuyon émigré sous le coup d'un mandat d'arrêt du Comité de salut public de l'an II non motivé et ne prouvant pas sa résidence; Charles-Alexandre-François-Marie Mesnard dit La Salle, marquis, lieutenant au régiment Rouergue-Infanterie, soi-disant né à Bressuire, inscrit dans la Seine s'étant livré en l'an IV après un mandat d'arrêt du Directoire⁶, condamné à la réclusion comme fou, évadé, ayant également déclaré avoir été membre de l'armée de Condé; Claude-Françoise Pahin, religieuse de Landresse radiée définitivement par le Comité de législation en l'an III, émigrée à Estavayer-le-Lac (Suisse) en l'an IV; Louis-Marie Quentin-Champcnetz, militaire noble, fils du gouverneur des Tuileries, inscrit à Paris en 1792, usant d'une fausse réclamation au Comité de législation⁷; ceux des Alpes-Maritimes: François et Joseph Alberty, avocat et prêtre, le premier présenté comme maçon par leur père, et François Borgondi, soi-disant cultivateur parti pour échapper à des poursuites, de Sospel; Joachim Bosan et Joseph Mouton, prêtres de Monaco l'un usant d'une copie informelle de passeport de sa municipalité pour se rendre à Gênes pour affaires et l'autre secrétaire d'État du prince, émigrés en 1793; et Balthazar Formarie, fils unique d'un riche propriétaire de Menton soi-disant travaillant la terre pour son père et parti pour échapper à des poursuites; ceux de la Mayenne⁸: Emmanuel-Marie-Louis-François Achard, officier d'infanterie radié provisoirement par le district de Lassay [-les-

¹ Voir plus loin, 17 prairial, Finances: maintien de l'exemption de service des préposés de la Douane, en vigueur depuis l'an II et omise ici.

² Nom révolutionnaire: Montfort-le-Brutus.

³ Six rapports distincts. Le premier et l'avant-dernier sont journaliers, le 2^e et le 3^e cultivateurs et le 4^e laboureur, comme le dernier, également greffier de la commune de 1792 à l'an III.

⁴ Sans doute Coustard-Souvré cadet, de la même ville, maintenu ici sur la liste présentée par les députés de la Mayenne.

⁵ Son ouvrage est sans doute celui qui figure au *Catalogue des imprimés de la Bibliothèque nationale* sous le titre de *Traité de l'éducation des femmes et cours complet d'instruction*, Paris, imprimerie de P.-D. Pierres, 1777-1789, 7 volumes, par la comtesse de Miremont d'après une note manuscrite, mais sous la rubrique MIREMONT (Anne d'Aubourg de La Bove, comtesse de) et alors que le rapport cite l'imprimerie Moutard.

⁶ Du 29 ventôse an IV (*Debidour*, tome I, page 849, note 6, sous le nom de De Meynard, émigré en 1792, vu le 29 de ce mois dans la rue de la Montagne-Sainte-Geneviève à Paris).

⁷ Les prénoms ne correspondent pas avec ceux des fils de Jean-Louis Quentin, marquis de Champcnetz, gouverneur des Tuileries, que cite *Roman d'Amat*. L'aîné, Louis-Pierre, devenu à son tour gouverneur des Tuileries par survivance en 1789, est peut-être le père du nôtre.

Châteaux], usant de faux certificats de résidence à Paris, Issy [-les-Moulineaux] et Vaugirard¹; Pierre Cibois et Thomas Férou, de Madré, l'un soi-disant enlevé par la troupe et décédé d'après sa veuve Marie Haloche, usant de certificats de l'an V, et l'autre prêtre n'ayant ni réclamé ni justifié de sa résidence²; Maurice-Simon Gasté-La Palu, chef chouan noble de Saint-Mars-sur-Colmont; Joseph et Pierre Périer du Bignon frères, soi-disant envoyés à Bilbao apprendre la langue et le commerce avec passeport de Laval dont le registre aurait été brûlé pendant les troubles, puis établis à Lisbonne; et Maurice Vallois, commandant la garde nationale de Laval, inscrit avant l'insurrection et n'ayant réclamé qu'en l'an IV³; ceux du Mont-Blanc: François-Pacifique des Combes, soi-disant mort à Suse avant son inscription; Joseph-François Grange, notaire à Saint-Michel [-de-Maurienne] soi-disant parti sous la menace de l'armée française en l'an II; Jean Jacquet, fils d'un négociant d'Ancey parti lors de l'évacuation par les piémontais pour travailler comme commis à Grenoble d'après des certificats d'Ancey; François-Auguste Roberti et sa femme Thérèse Gerbaix, nobles de Sainte-Hélène-du-Lac soi-disant fédéralistes d'après un certificat signé par le président de la municipalité en l'an III; et Humbert de Vignod, sa sœur Charlotte-Amédée et ses quatre filles Colombe, Françoise, Perrine et Victoire, nobles de Bellecombe [-en-Bauges]; et ceux de la troisième liste de la Mayenne⁴: le marquis d'Autichamp; Auguste-Louis-Casimir et Aglaée-Marie-Victoire d'Auvet, de Paris; Barabbé, curé de Chammes; Bastard-Boissay, noble, et Libert, prêtre à la Pallu; Cagnon, noble de Javron [-les-Chapelles]; Augustin Chalas, cultivateur à Saint-Hilaire-des-Landes (auj.: Saint-Hilaire-du-Maine); les deux frères Chalus dits Lauzurière, nobles de Juvigné⁵; Simon-Brice Coupel d'Alade, de Loigné [-sur-Mayenne]; Farcy du Roseraï fils aîné, noble de Quelaines [-Saint-Gault]; Fléchat dit Charrier et Freuslon, curés de Vimarcé et Voutré; Hercule-Gilles Grandière, noble; le marquis du Hardas d'Hauteville; Hullin-La Fresnaye; Jouin, prêtre à "Saint-Denis"; Françoise L'Escouble de Kerscouble (Dubois-Bérenger)⁶; Malfilâtre dit Marcilly, de Fougères [-du-Plessis]; Marie-Anne Merceret-Chanteloger, officier aux gardes; Mézières, vicaire à Châtres [-la-Forêt]; Monteclerc père⁷; Pierre Péchard, prêtre d'Argentré; Pommier, bénédictin à Villaines [-la-Juhel]; Pouyvet-Binières, officier de cavalerie, du Pas; de Préault, de Nuillé-sur-Vicoin, officier au régiment du Roi; Quelquejen, noble à Lassay [-les-Châteaux]; Sabran, domestique de du Hardas, de Charchigné; Songé fils; Thomas, vicaire de Renazé; Tanquerel fils dit Panissais; Tiroux-Saint-Cyr fils aîné; la fille Boucé dite Prairie, Bouchard-Polterie, Coustard-Souvré cadet, les sœurs des Hayes, nobles, les enfants des Hayes-Vaufleury, Arthur d'Héliand fils, Labuse, Lalande jeune, Lancreau dit Bréon, Monteclerc fils, Oger, prêtre, et Sainte-Marie, de Château-Gontier; Pierre-Henri-Hippolyte Bodard et Bodard-Préjean, de Craon; Jean-Baptiste Bois-Béranger et Charles-Louis-Henri des Noés fils aîné, nobles, Gabriel Pontavice et Thiroux-Saint-Cyr, d'Ernée; Cormier fils jeune, dit Polinières, prêtre, Farcy-Pontfarcy, Garnier fils, soldat, et Gaultier dit Saint-Cyr, de Laval; et du Bois-Basmaignie, Chapedelene aîné, Gasté-La Palue fils, Guibert, officier d'infanterie, et Tanquerel fils aîné, de Mayenne (AF III 599, plaquettes 4142, pièces 73-76, 4143, pièces 86-166, et 4144, pièces 167-235).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 599, plaquette 4145, pièces 250-252. Annulation de la nomination d'un commissaire municipal de Saint-Pol [-de-Léon] siégeant à Roscoff.

Séance du 14 floréal an VII [3 mai 1799]

(AF* III 15, folios 94 recto-95 verso; AF III 599, plaquettes 4146 à 4148)

Lois.

[Du 13] validant l'élection de députés: Aisne, Cantal, Côte-d'Or, Creuse, Drôme, Ille-et-Vilaine, Isère, Jura, Haute-Loire, Maine-et-Loire, Meuse, Orne, Ourthe, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne et Somme; et affectant le jardin de l'évêché de Rennes à l'école centrale (AF III 599, plaquettes 4140, pièces 14-31, et 4146, pièce 35).

Message des Cinq-Cents.

[Du jour] demandant les procès-verbaux des assemblées primaires d'Anvers et Malines où il y eu scissions, envoyé de suite au ministre de l'Intérieur⁸ (AF III 599, plaquette 4147, pièces 46-54).

La séance est consacrée en partie à la lecture de la correspondance militaire et diplomatique.

⁸ Distincts des soixante autres faisant partie de la troisième liste d'émigrés du département remise par les députés qui sont énumérés à la fin.

¹ Seine,auj.: communes de Paris et d'Issy-les-Moulineaux (Val-de-Marne). Les dates du certificat d'Issy ont été laissées en blanc et visiblement remplies d'une autre main.

² Deux rapports distincts.

³ Voir plus loin, 16 prairial: sursis et mise sous la surveillance de la municipalité, le commissaire central affirmant qu'il a contribué à l'arrestation de chefs de brigands dans les cantons d'Ernée et de Fougères.

⁴ 58 noms de famille, pour au moins 61 individus.

⁵ Localité dite ici Juigné près Ernée.

⁶ Tel que sur la minute, sans doute femme du Bois-Bérenger.

⁷ Dont le fils est cité comme habitant à Château-Gontier.

⁸ Voir plus loin, 18 prairial: loi du jour sur celles de Malines.

Guerre.

Confirmation d'une promotion faite par Bonaparte (AF III 599, plaquette 4147, pièces 40-42).

Marine et Colonies.

Ordre de se concerter avec le ministre de la Guerre pour l'affectation des écluses d'Anvers au service de la marine; rapport sur la mission de Ferquin, capitaine de frégate commandant le brick *le Lodi*, pièces retirées par le ministre. Lettre de condoléances au père du chef de division Lejoille, commandant le vaisseau *le Généreux* tué devant le fort de Brindisi¹ (AF III 599, plaquette 4147, pièces 36-37).

Police générale.

Annulation de l'inscription définitive de Jean-Baptiste-Alexandre Becdelièvre, de Nantes, sur la liste des émigrés d'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Inférieure, dénoncé comme émigré à Coblençe par Éven, administrateur central d'Ille-et-Vilaine en procès avec sa mère devant le juge de paix de Guéméné-Penfao pour une coupe d'arbres². Prêtres, déportation³ (AF III 599, plaquette 4147, pièces 46-54).

Relations extérieures.

Rapport sur Point fils et sa nomination au consulat de Bilbao; communication de notes de l'ambassadeur espagnol sur l'expédition de Brest, de lettres de Sieyès et d'une du roi de Prusse à son ambassadeur en France sur l'échange des légations française et turque, *le Directoire refuse ces propositions telles qu'elles lui sont faites*, pièces retirées par le ministre⁴. Traitement et indemnités de premier établissement de Rivaud, ambassadeur en Cisalpine (AF III 599, plaquette 4146, pièces 1-3).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 599, plaquette 4147, pièces 38-39. Feuille de brevet de pensions de l'Intérieur (cinq articles).

AF III 599, plaquette 4148, pièces 55-99. Nomination de commissaires municipaux, *Aube*, Montsuzain: remplacement de Feugé, élu administrateur central⁵; *Finistère*, Roscoff; Saint-Pol-de-Léon; *Indre-et-Loire*, la Haye (auj.: Descartes); *Maine-et-Loire*, Feneu: Julien Gaultier, d'Angers, prêtre marié et père de famille; *Marne*, Bourgogne: remplacement d'un commissaire payé par les réquisitionnaires; Cernon: Claude Bession, fabricant de papier, président de la municipalité; Cloyes [-sur-Marne]: Titran, secrétaire du district de Vitry [-le-François]; Saint-Amand [-sur-Fion]; Verzy: Hédin, notaire, remplaçant Laverne, frère d'émigré, démissionnant; *Meurthe*, Allamps; *Pas-de-Calais*, Hersin [-Coupigny]; Moulle; Wail: remplacement de Gouillard, venu à Arras lors de l'assemblée électorale bien que non électeur; *Puy-de-Dôme*, Clermont [-Ferrand]: remplacement de Nicolas, élu administrateur central, parmi les candidats: Bergier, député sortant, proposé par le commissaire central au cas où il souhaiterait suivre une carrière administrative.

Séance du 15 floréal an VII [4 mai 1799]

(AF* III 15, folios 95 verso-97 verso; AF III 600, plaquettes 4149 et 4150)

Lois.

[Du 14] validant l'élection de députés: Allier, Basses-Alpes, Ardennes, Aube, Calvados, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Eure, Gironde, Loir-et-Cher, Loiret, Lot-et-Garonne, Marne, Haute-Marne, Mayenne, Mont-Blanc, Morbihan, Nord, Oise, Hautes-Pyrénées, Haut-Rhin, Rhône, Seine, Deux-Sèvres, Vienne et Vosges; rectifiant divers cantons en Haute-Garonne; supprimant la seconde justice de paix de Dole; et sur l'ouverture de

¹ Le ministre est suppléé par celui des Relations extérieures, dont les affaires viennent avant celles-ci et commencent le procès-verbal. Les deux premières affaires de la Marine ne sont pas représentées ici. Sur le *Lodi*, voir *tome VI*, 13 thermidor an VI, Marine et Colonies, note; ce commandant n'est pas l'un de ceux cités dans *Fonds Marine. Campagnes*. Sur le *Généreux*, voir *Fonds Marine. Campagnes*, page 225, la notice sur Louis-Jean-Nicolas Lejoille du *Dictionnaire des marins français* d'Étienne Taillemite, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, éd. Tallandier, 2002, un rapport daté du 10 de Talleyrand, ministre de la Marine par intérim, dans le groupe des rapports de la Marine (AF III 206, dossier 943, pièces 138-139), et *tome X*, 9 fructidor: message du Directoire proposant de délivrer une pension à Cécile-Julie Le Baron, sa veuve, et à ses enfants.

² Voir *tome VIII*, 23 pluviôse. À rapprocher de son homonyme Gabriel-Antoine, également nantais (*ibidem*, 13 ventôse).

³ Deux prêtres exerçant dans les campagnes de la Seine-Inférieure et un de la Vienne.

⁴ Et non représentées ici.

⁵ Nommé à l'administration centrale par le Directoire le 27 brumaire (*tome VII*) et sans doute confirmé par l'assemblée électorale de germinal, le rapport parlant de son élection.

l'impasse du Coin-de-Nègre de Moissac jusqu'à la promenade publique⁶ (AF III 599, plaquette 4146, pièces 4-34; AF III 600, plaquette 4149, pièce 9).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur: le partage des pré-successions d'émigrés; les formalités à remplir par les créanciers d'émigrés, chemise du dossier de la commission spéciale créée le 18, manuscrits d'un rapport et d'un projet de résolution; le paiement des ventes de biens indivis entre la République et des particuliers, chemise du dossier de la commission spéciale créée le 18; la réduction du prix d'achat du château d'Amboise demandée par Sanche, propriétaire de la manufacture de quincaillerie; l'emploi comme caserne d'une partie des Bénédictins de Saintes; et l'échange de l'ancienne maison commune de Sainte-Livrade [-sur-Lot] contre la chapelle des Pénitents, mal située, ayant perdu une partie de toiture et impossible à vendre ou louer⁸ (AF III 600, plaquettes 4149, pièces 1-8, et 4150, pièces 39-46 et 57-65).

Décisions du Directoire.

*Le Directoire exécutif ayant pris séance s'occupe de la lecture de la correspondance militaire et diplomatique et confère sur les différents objets qui en font la matière. Instructions à Moreau sur les dispositions militaires qu'il doit prendre: Les circonstances périlleuses, citoyen général, dans lesquelles se trouvent les armées d'Italie et de Naples engagent le gouvernement à ordonner promptement la réunion de l'armée de Naples à celle d'Italie si vous ne l'avez déjà fait: ordre de faire procéder à la retraite en masse de l'armée de Naples par Macdonald avec instruction, en quittant Naples, Rome et la Toscane, de laisser le gouvernement dans les mains des patriotes les plus prononcés et organiser des moyens de résistance pour s'opposer au rétablissement du ci-devant royaume de Naples, assurer aux patriotes qui ne se croient pas en sûreté après le départ de l'armée qu'ils trouveront appui et protection auprès des armées de la République et du gouvernement français, évacuer les objets maritimes vers Gênes ou les ports français et les munitions de guerre, détruire les principales fortifications qui pourroient ralentir notre retour dans le pays, notamment celles de Capoue, faire partir le vaisseau le *Généreux* vers Naples, la Ligurie ou la France et emporter tout ce qui lui sera possible des objets précieux d'art⁹.*

- Dépêche du Directoire annonçant à Bruix l'évacuation de Naples par l'armée française, annulant ses instructions sur Corfou, dont la garnison a capitulé il y a environ deux mois, et lui recommandant de ne relâcher dans les ports italiens qu'après s'être assuré qu'ils sont aux mains de nos armées, envoyée à l'ambassadeur français en Espagne Guillemardet pour remise au contre-amiral Lacrosse au cas où Bruix croiserait dans les parages de Cadix, minutes de Merlin de Douai et de Lagarde; parmi les pièces jointes: rapport de Bourrand, capitaine de frégate commandant la corvette *le Berceau*, de Malaga, annonçant au Directoire qu'il n'a pas pu remettre au contre-amiral Lacrosse et à de Mazarredo, général de l'armée espagnole à Cadix, des courriers de Bruix annonçant que des vents contraires l'ont empêché de franchir le détroit de Gibraltar, 17 floréal; lettre de Bruix au Directoire, à bord du vaisseau *l'Océan* mouillé devant Carthagène, rendant compte de son passage du détroit sous la tempête, suivi de dégâts à trois vaisseaux de l'escadre qui l'obligent à renoncer à se porter sur Malte et à rallier directement Toulon, 18 floréal; envoi par le chef de la 1^{ère} division du ministère de la Marine au journal *le Rédacteur* de l'annonce du passage de la flotte de Bruix en Méditerranée, 28 floréal; lettre de Bruix sur son arrivée en rade de Toulon et son intention de servir de renfort à l'armée d'Italie, 24 floréal; rapport de d'Arçon, Kellermann et Muller approuvant ce projet; tableau de la flotte de lord Bridport au 7 floréal; rapport de Lacrosse au Directoire sur le départ de Cadix de la flotte du général de Mazarredo, 25 floréal¹⁰ (AF III 600, plaquettes 4119 pièces 10-38, et 4150, pièce 47, copies des lettres du Directoire au registre du bureau particulier, AF* III 19, pages 139-140 et supplément page 16).

Finances.

Organisation de la douane en Corse: création d'une inspection générale et liste des bureaux et brigades des deux départements¹¹ avec nombre et traitement des employés. Règlement du mode d'application de la remise de domaines nationaux à la commune de Landrecies pour servir à la réparation des édifices et des maisons¹². Autorisation à la

⁶ Les trois dernières lois font suite aux messages du Directoire du 27 prairial an V et des 23 pluviôse et 29 nivôse (*tomes II, VII et VIII*). Les modifications territoriales de la Haute-Garonne créées ici portent sur quinze cantons, dont ceux de Grisolle et Villebrumier aujourd'hui en Tarn-et-Garonne; elles sont récapitulées à la rubrique *Haute-Garonne* de l'index.

⁸ Les trois premiers messages sont envoyés au journal *le Rédacteur*. Les 3^e et 4^e rappellent des messages du Directoire des 9 ventôse et 21 messidor an VI (*tomes IV et V*). Sur le dernier, voir *tome X*, 3 brumaire an VIII: loi de la veille.

⁹ Le général russe Souvorov était entré à Milan le 10 floréal / 29 avril 1799 après avoir battu Moreau à Cassano l'avant-veille. La garnison française de Naples capitula le 1^{er} messidor / 19 juin après trois semaines de siège. Sur le vaisseau *le Généreux*, voir plus haut, au 14.

¹⁰ Ces documents et ceux joints aux instructions du 7 prairial (plus loin) complètent les instructions du Directoire du 25 ventôse à Bruix, ministre de la Marine et des Colonies commandant l'expédition navale partie de Brest, et ses lettres au président du Directoire jusqu'à son départ de l'anse de Bertheaume jointes à ces instructions (*tome VIII*). La garnison française de Corfou avait capitulé le 13 ventôse / 3 mars 1799, ce que Bruix dit ici avoir su avant de quitter Brest. Le contre-amiral Jean-Raymond de Lacrosse. Le général espagnol Jose de Mazarredo, futur ministre de la Guerre du roi Joseph. Les généraux d'Arçon (Jean-Claude-Éléonor Le Michaud d'), François-Étienne-Christophe Kellermann et Jacques-Léonard Muller, membres du comité militaire du Directoire (voir *tome VIII*, 6 germinal). L'amiral britannique Alexander Hood, vicomte Bridport, dont la flotte bloquait Brest, avait cru à une nouvelle expédition contre l'Irlande, l'armée navale de Bruix lui ayant échappé.

¹¹ Noms repris à la rubrique *Douanes* de l'index.

¹² Pour réparer les destructions pendant le siège, voir *tome III*, 29 brumaire an VI, messages des Cinq-Cents, note.

régie de l'Enregistrement de louer une partie de la maison des ex-écoles de droit à la 12^e municipalité de Paris pour y tenir ses séances¹ (AF III 600, plaquette 4150, pièces 48-56 et 66-68).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 600, plaquette 4150, pièces 4150. Nomination de René Tourin, officier de santé, administrateur municipal de Louviers *intra muros*, commissaire municipal *extra muros*, candidature d'un frère du député Lapotaire².

Séance du 16 floréal an VII [dimanche 5 mai 1799]

(AF* III 15, folios 97 verso-99 recto; AF III 600, plaquettes 4151 et 4152)

Assassinat des plénipotentiaires français au congrès de Rastatt.

Le Directoire ayant pris séance, il est fait lecture d'une lettre du citoyen Jean Debry, l'un des ministres plénipotentiaires français au congrès de Rastadt, annonçant que l'Autriche vient de mettre le comble à ses longs forfaits en faisant assassiner, le neuf de ce mois, les trois ministres plénipotentiaires français au sortir de Rastadt. ... Les citoyens Bonnier et Roberjot ont été égorgés et sont morts sur le lieu même de l'assemblée et le citoyen Jean Debry, couvert de blessures, n'a échappé à la mort que par une sorte de prodige. Message aux deux Conseils, dont exemplaire imprimé par ordre du Conseil des Cinq-Cents, 8 pages, brouillon manuscrit et notes des bureaux du Directoire. Réception et classement d'un message des Anciens demandant des informations sur cette nouvelle. Lettre de consolations à la femme de Roberjot. Lettre à Jean Debry *lui témoignant tout l'intérêt qu'il [le Directoire] porte à son prompt rétablissement.* Remise des scellés sur les biens du comte de Metternich sur la rive gauche du Rhin; chemise du dossier d'une commission spéciale des Cinq-Cents créée le 16 sur *l'examen des propositions sur l'assassinat des ministres plénipotentiaires de la République*; lettre de Ricou, employé de la 5^e municipalité de Paris, proposant un programme pour les funérailles; rapport sur la visite de Jean Debry à l'hôpital militaire de Strasbourg le 11 floréal à une heure du matin; copies de courriers échangés entre le général autrichien Goiger et les généraux La Roche du Bouscat, commandant provisoire de la 5^e division militaire, et Legrand, commandant le corps du centre de l'armée du Danube, sur l'organisation du retour des plénipotentiaires français; lettre du prince Charles, au quartier général de Stokach le 2 mai 1799, au général en chef de l'armée du Danube, déclarant regretter l'incident; envoi par Reitzenstein³ au Directoire le 16 de la traduction d'une lettre relatant l'intervention des plénipotentiaires de Bade et de Prusse après l'arrestation par les Autrichiens d'un courrier de leurs collègues français la veille du départ de ces derniers; proclamation du Directoire aux Français, 17 floréal, envoi aux journaux *l'Ami des lois* et *le Rédacteur*; Manifeste du Directoire à tous les peuples et à toutes les nations, 18 floréal; *Traduction du procès-verbal des ministres plénipotentiaires à Rastadt sur les événements des 9 et 10 floréal an 7*, imprimerie de *l'Ami des lois*, 7 pages; lettres du Directoire à la mère et aux filles de Bonnier d'Alco, 19 floréal, et réponses de Plantier veuve Bonnier et des filles de Bonnier, Eulalie et Joséphine, Montpellier, 6 et 3 prairial; billet de Talleyrand annonçant le refus de signer des *ambassadeurs royaux* sauf de Azara, 19 floréal; loi du 22 floréal reçue le lendemain par le Directoire accordant des indemnités aux familles des deux plénipotentiaires et organisant leur fête funèbre le 20 prairial; lettre du ministre de l'Intérieur annonçant que *Chénier s'est chargé avec plaisir de l'oraison funèbre à prononcer au Champ de Mars le 20 prairial*, 25 floréal; message du Directoire transmettant aux deux Conseils de nouveaux détails sur l'affaire par Jean Debry, texte manuscrit signé intitulé *Narré fidèle du forfait commis à Rastadt*, 25 floréal; arrêtés du Directoire des 26 floréal accordant des acomptes sur indemnités à Jean Debry et à la veuve de Roberjot, 4 prairial fixant les indemnités de Sophie Cornet, veuve Roberjot et 13 prairial délivrant à Jean Debry des armes de la manufacture de Versailles remplaçant celles dont il a été dépouillé; proclamation du Directoire du 16 prairial; arrêtés du 19 prairial admettant les trois neveux de Roberjot comme élèves au Prytanée, extraits des actes de baptême des intéressés, et des 26 prairial et 6 messidor sur des indemnités aux filles et à la mère de Bonnier et à Jean Debry; message du Directoire aux Cinq-Cents du 26 thermidor sur la remise de la maison de l'émigré Castellane, rue du Bac à Paris, à la veuve de Roberjot et loi du 9 fructidor reçue ce jour par le Directoire; lettre du duc de Valmy, voisin de cette maison, en demandant les plans à M. Barry, chef des archives de l'ex-Secrétairerie d'État, 1825; arrêté du 29 thermidor sur des secours aux filles de Bonnier (AF III 600, plaquette 4151, pièces 7 et 46-48, et 4152, pièces 51-150).

Finances.

Approbation d'un traité de mouvement de fonds avec Charles Marotel (AF III 600, plaquette 4151, pièces 38-40).

Guerre.

¹ Voir aussi plus loin, 8 thermidor: location d'une autre partie au nommé Valette pour y installer une filature à l'anglaise.

² Louis-Jean-Gabriel Lapotaire, commissaire municipal de Lorient élu aux Anciens en l'an VI. Le rapport du ministre indique que son frère, établi depuis longtemps à Louviers, y avait été administrateur municipal et membre *du bureau* de paix.

³ Sigismond-Charles-Jean de Reizenstein, ministre d'État du landgrave de Bade, alors envoyé particulier au congrès de Rastatt (*Repertorium der diplomatischen Vertreter*).

Promotions dans la cavalerie⁴ (AF III 600, plaquette 4151, pièces 8-37).

Police générale.

À la lecture de lettres non jointes des départements de l'Ouest *annonçant que les brigands royaux se réunissent de nouveau et reprennent le cours de leurs odieux assassinats*, mesures à faire prendre par les commissaires centraux: désarmer la population à chaque attentat, sauf les patriotes, et se saisir des nobles, royalistes et ex-chouans, et ordre au commissaire central des Deux-Sèvres d'appliquer immédiatement ces mesures aux habitants du château de la Meilleraye² et de la commune de Beaulieu [-sous-Parthenay] (AF III 600, plaquette 4151, pièces 41-45).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 600, plaquette 4151, pièces 49-50. Remplacement de Chabot, commissaire près le tribunal correctionnel de Montluçon élu aux Anciens.

Séance du 17 floréal an VII [6 mai 1799]

(AF* III 15, folios 99 recto-101 recto; AF III 600, plaquettes 4153 et 4154)

Lois.

[Du 16] validant l'élection de députés: Finistère, Manche, Vendée et Yonne; et prolongeant les délais de paiement par les acquéreurs de biens nationaux (AF III 600, plaquettes 4151, pièces 1-6, et 4153, pièce 11).

Assassinat des plénipotentiaires de Rastatt³.

Adoption d'une proclamation aux Français à publier au *Bulletin des lois*, n° 274, 2 pages, joint avec note de renvoi au dossier de la veille (AF III 600, plaquette 4153, pièce 12).

Finances.

Approbation d'un traité de mouvement de fonds avec Joël le jeune. Arrêté de distribution extraordinaire de fonds pour l'habillement des six demi-brigades helvétiques par l'entreprise du citoyen Musset et pour les ports de Marseille et Toulon (AF III 600, plaquette 4153, pièces 1-3 et 31-32).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel⁴ (AF III 600, plaquette 4153, pièces 27-30).

Police générale.

Émigrés, radiation: Victoire-Louise-Marguerite d'Albon, mineure de Fontainebleau, et Louis-Nicolas Carpentin et sa femme Marthe-Louise-Gabrielle-Marguerite-Charlotte Gosselin, de Franleu, inscrits l'une dans le Rhône et les autres dans la Seine-Inférieure; Louise-Anne Aymer veuve Louveau, noble de Niort détenue à Angoulême sous la Terreur; Gaspard-Thérèse Bures fils, d'Albi, chef de bataillon aux colonies; Jean-Baptiste Colrat, homme de loi à Chaudes-Aigues, et Pélage Coniac, noble de Rennes, inscrits pour des séjours à Javols et Paris; Pierre Duclos, cultivateur à Clécy, François-Henri Pierre, de Saint-Denis-d'Augeron, ex-employé de la caisse d'escompte de Paris, Thérèse-Gaston Gerès-Camarsac, capitaine au 19^e de cavalerie mort en 1793, et François Mesnil, curé d'Annebault détenu à Pont-l'Évêque sous la Terreur, radiés provisoirement dans l'Eure et la Moselle et par les districts de Bordeaux et Bernay (Eure); Marie-Charles du Hais, capitaine du génie à Mézières (Ardennes) jusqu'en l'an IV inscrit dans l'Orne, à la requête de sa mère Charlotte Soalhat veuve Grégoire du Hais; Charles-Jean-Jacques de La Haye, noble de Coutances; Marcel-Louis Parfourru, de Juveaux (Eure, auj.: Morainville-Juveaux); François Pontiau d'Harscamp et sa veuve Isabelle Brunet, baronne, lui radié provisoirement par le district de Rocroi, mort à Noville-les-Bois⁵ en 1794, elle née à Aix-la-Chapelle, retournée en Allemagne après le décès de son mari et revenue en l'an V; Adrien Thiboust dit d'Anizy, noble de Lisieux, administrateur

⁴ Dont celle du futur général Saint-Sulpice (Raymond-Gaspard de Bonardi de), chef de brigade à la suite du 5^e chasseurs à cheval, commandant le 19^e de cavalerie, mesure connue de *Six*.

² À Beaulieu-sous-Parthenay.

³ C'est par cette affaire que commence le procès-verbal sur le registre.

⁴ Dont nomination du chef de bataillon Jean Bertholet (Berthollet sur le registre) chef de brigade d'infanterie à employer à la première vacance de poste. *Quintin* le dit nommé à la suite de la 18^e demi-brigade d'infanterie le 6 mai 1797 / 17 floréal an V, ce que nous ne vérifions pas au *tome I*, et commandant la 77^e demi-brigade de ligne ce 6 mai 1799 / 17 floréal an VII, au lieu du 25 floréal (plus loin). À rapprocher de Berthollet, chef de brigade nommé commandant la place d'Avignon le 17 vendémiaire an VI (*tome III*).

⁵ Dans le pays de Liège, à notre époque département de l'Ourthe, auj.: Belgique, province de Namur, commune de Fernelmont. Ils sont inscrits dans les Ardennes et l'Ourthe. Le départ de la veuve, qu'on pourrait dire redevenue étrangère de fait, ne peut être considéré comme une émigration puisque le pays n'était pas alors rattaché à la France, bien qu'elle ait demandé la permission de rentrer au pays du défunt en l'an III, ce qui pourrait être regardé comme une élection de domicile.

municipal puis central fédéraliste, mort en l'an VI. Maintien: Antoine-Joseph-Louis Berthier de Sauvigny, avocat général à la cour des aides à Paris, soi-disant soigné comme dément à Venise; le comte Botton-Castelamonte, de Chambéry, où il occupait une charge pour les sardes, émigré à Lausanne; Catherine-Françoise Castanier de Confoulens veuve Poulpury, noble de Paris soi-disant partie pour raison de santé; le constituant Marc-Antoine Charrier de Chirac, condamné à mort par le tribunal criminel de l'Aveyron en juillet 1793 comme chef de la rébellion de la Lozère de 1792, radiation demandée par sa veuve Marie-Victoire Valette, de Nasbinals; Pierre-Joseph Dumortier, fabricant et marchand à Tourcoing soi-disant ouvrier¹; Pierre-François Durod et Jean-Joseph Mestral, de Thônes, fils d'un notaire et administrateur du district d'Annecy²; ceux des Alpes-Maritimes Maurice Donendi, prêtre à Tourrette [-Levens] présenté par une pétition d'habitants comme victime de persécutions en 1793 pour avoir reçu chez lui l'état-major français et inhumé un volontaire assassiné; Joseph Pastore, soi-disant parti de Menton sous le coup d'un mandat d'arrêt; Jean-Joseph Sauvan, notaire à Puget-Thénières, soi-disant cultivateur; et les niçois Joseph Ansaldi et Guillaume Avenas, marchand de comestibles en détail et marchand, soi-disant fédéralistes³, François Barralis, apothicaire, soi-disant parti récupérer des malles volées dans sa boutiques et retrouvées à Livourne et Savone, André Bottini, directeur de la régie des postes sardes, sa femme Thérèse Héraud et leur domestique Pline Amoretti, soi-disant partis pour raison de santé à Turin en mai 1792, Jean-Marie Cauvin, noble, et Jacob Trèves, soi-disant banquier à Turin, sa femme Douce Moyse et leurs enfants Esther, Michel et Salomé; et ceux de la Moselle Dominique Gaspard, prêtre d'Ay [-sur-Moselle] émigré en 1791; Joseph-Gabriel Goussant dit Montigny, conseiller au parlement de Metz, condamné par contumace en 1793 pour s'être joint aux ennemis dans la région de Briey; Philippe-Raoul Manteville, d'Épiez [-sur-Chiers], officier noble au régiment des Hussards de Bercheniy soi-disant entraîné par la trahison de son colonel, arrêté à Bastogne en l'an III, décédé; et les nobles de Metz Pierre-François-Hercule Serre, soi-disant parti pour son éducation, engagé dans les gardes du comte d'Artois à Coblenze, et Alexandre Sthème-Jubecourt, soi-disant fou d'après sa mère Marie-Anne Le Payen, veuve Sthème-Jubecourt⁴. Annulation d'un arrêté de l'administration centrale du Rhône déclarant non inscrit François Naudeau, ouvrier en soie à Lyon parti en 1791 pour Turin puis Lugano, maintenu en détention jusqu'à son jugement définitif. Prohibition du journal de Bruxelles *le Rapporteur* annonçant que les Britanniques auraient débarqué à Blankenberge (Lys) et y auraient payé le bétail qu'ils auraient pris⁵. Prêtre, déportation⁶. Mandat d'amener contre Pierre Maas, d'Houthalen, et ses deux fils, dont l'un bénéficiaire à Louvain, conspirateurs de la Dyle⁷ (AF III 600, plaquette 4153, pièces 13-23, et 4154, pièces 40-150). *Le ministre prend ensuite les ordres du Directoire* pour attribuer un mois d'indemnités aux employés du bureau de surveillance de la correspondance avec l'étranger supprimé le 19 ventôse, expulser de France Jean Rugger, détenu au Temple pour l'affaire d'Augustin Monneron, et inscrire comme émigrés les individus des départements de l'Ouest quittant leur domicile, pièces retirées par le ministre⁸.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF* III 19, registre du bureau particulier, pages 140-141, AF III 600, plaquette 4153, pièces 24-26, et AF III 601, plaquettes 4160 (dossier du 19), pièces 54-55. Ordre à Masséna, puisqu'il ne peut reprendre l'offensive en Allemagne avant un mois, d'envoyer 15 000 hommes à l'armée d'Italie, et lettre en prévenant Moreau; minute de lettre du Directoire à Moreau et brouillon sur papier à en-tête et vignette gravée du ministère de la Guerre datées du 19.

AF III 600, plaquette 4153, pièces 33-39. Nomination de Fels, juge au tribunal civil du Bas-Rhin, commissaire central⁹, remplaçant Aurich, élu député; et de commissaires municipaux, *Allier*, Yzeure, minute de Merlin de Douai et lettre du commissaire central Beauchamp à celui-ci;- *Nord*, Bailleul: Girard, ex-préposé du payeur général aux armées.

¹ Cité comme radié sur le registre, alors qu'il est inscrit définitivement et ne l'était pas provisoirement.

² Qualifiés d'*honorables* dans des actes publics, ce que l'administration centrale du Mont-Blanc de l'an V affirmait signifier: travaillant de leurs mains.

³ *Il est de notoriété publique que le soi-disant fédéralisme n'a pas été connu dans le département des Alpes-Maritimes.*

⁴ Dont le nom est cité sur le registre à la place de celui du fils.

⁵ Ce journal de Bruxelles, dont le dernier numéro recensé dans le *Catalogue collectif des périodiques du début du XVII^e siècle à 1939* est du 3 mai 1799 / 14 floréal, n'a pas de rapport avec le *Rapporteur républicain* de Paris connu de *Martin et Walter*.

⁶ Un prêtre de la Sarthe ordonné il y a deux ans par un soi-disant évêque de Paris.

⁷ Houthalen, Belgique, Limbourg auj.: Houthalen-Helchteren, alors: Meuse-Inférieure, est dit dans la Dyle sur le registre, par confusion avec Louvain. Voir plus loin, 7 messidor: libération de cet individu, que seul accusait le fait que son nom figure dans les papiers du prêtre et brigand Daniels.

⁸ Et affaires non représentées ici. Sur celle de la caisse des comptes courants et de son directeur général Jean-Joseph-Augustin Monneron, député de Paris à la Législative, voir *tome VII*, 28 brumaire.

⁹ Nomination annulée le 14 messidor (plus loin), où le conventionnel Christiani le remplace. Le *Nouveau Dictionnaire de biographie alsacienne*, Strasbourg, Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, 1983-2003, donne des détail sur la carrière de Fels, dont sa nomination comme commissaire central et son remplacement, sans toutefois parvenir à l'identifier précisément et en le disant curieusement candidat malchanceux à l'élection aux Cinq-Cents en 1800.

Séance du 18 floréal an VII [7 mai 1799]

(AF* III 15, folios 101 verso-103 recto; AF III 600, plaquettes 4155 à 4157)

Lois.

[Du 17] validant l'élection de députés: Léman, Lozère, Lys et Tarn; rendant obligatoire la comptabilité en francs à partir de l'an VIII, avec correction d'un centime et un quart ou trois deniers en plus la livre tournois pour les pièces en or et en argent; et sur la vente de l'église Saint-Sauveur de Beauvais et de sa tour en portant à huit mètres la Petite rue Saint-Sauveur¹ (AF III 600, plaquettes 4153, pièces 4-10, et 4155, pièce 15).

Message des Cinq-Cents.

[Délibéré le 17] demandant des renseignements sur des assemblées primaires mères et scissionnaires des Bouches-du-Rhône, envoyé immédiatement au ministre de l'Intérieur² (AF III 600, plaquette 4157, pièces 64-66).

Assassinat des plénipotentiaires de Rastatt³.

Adoption d'un manifeste à tous les peuples et à tous les gouvernements, rédigé par le ministre des Relations extérieures, à imprimer au *Bulletin des lois*, afficher dans toutes les communes et mettre à l'ordre du jour des armées (AF III 600, plaquette 4156, pièce 16, *Manifeste du Directoire, Bulletin des lois* n° 275, 6 pages, et note renvoyant au dossier du 16).

Intérieur.

Secours au polonais réfugié Albert Turski, feuille d'exécution du 16 vendémiaire an VIII notant le remboursement de cette avance par l'intéressé (AF III 600, plaquette 4157, pièces 62-63).

Police générale.

Ordres au ministre: sur un paiement à la veuve de David, assassiné par le chouan Rochecot, et la mise en résidence surveillée à Paris de Jassot et de sa famille, pièces retirées par le ministre⁴; et de remettre les minutes des arrêtés du Comité de législation sur les émigrés aux archives du Directoire après en avoir fait des copies, les archives du Directoire étant autorisées à lui remettre les copies des arrêtés du Conseil exécutif provisoire et des comités de gouvernement sur les réclamations en la matière. Émigrés, radiation: Jacques-François-Ernest Humbert, radié définitivement par la Convention et maintenu le 3 ventôse⁵ sur rapport fait par erreur *sur un résidu de pièces qui se sont trouvées dans mes bureaux*; inscription: Joseph-François Desplas, valet de chambre des Caylus parti comme domestique à Lausanne, rentré en l'an VI avec un passeport du comité de surveillance de Morat (Suisse), détenu à Toulouse, à déporter à la plus proche frontière; déclaration de non émigration de l'imprimeur François-Antoine Lamy, de Paris, parti en 1781 à Kehl pour l'impression des œuvres de Voltaire par Beaumarchais, directeur d'une imprimerie française à Vienne en 1783, expulsé d'Autriche en 1798; rejet des réclamations du député à la Législative Étienne Giroult, présentée par son beau-frère Nicole, juge de paix de Villedieu [-les-Poëles], et Rosalie-Marc-Marie-Thérèse Rancher-La Ferrière veuve Nadaillac femme d'Escars⁶. Prêtres, déportation⁷; rejet de la réclamation de François Martinet⁸; autorisation au prêtre Beauquet-Grandval de rester sous la surveillance de la municipalité de Bayeux pour raison de santé (AF III 600, plaquettes 4157, pièces 17-40, et 4158, pièces 41-49).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 600, plaquette 4157, pièces 50-52. Feuilles de brevets de pension de la Guerre et de l'Intérieur.

AF III 600, plaquette 4157, pièces 53-61. Levée de l'état de siège au Puy et à Yssingaux et, contre l'avis d'Augereau, à Tarbes⁹.

¹ À la suite d'un message du Directoire du 25 floréal an VI (*tome V*) non rappelé ici.

² Voir plus loin au 22 le message du Directoire en réponse, portant aussi sur les assemblées électorale mère aux Carmélites d'Aix et scissionnaire aux Prêcheurs. Le département est le seul sur les 27 où il y eut scission en l'an VII dont la validation des opérations électorales restait à faire lors du coup d'État du Dix-Huit Brumaire.

³ C'est par cette affaire que commence le procès-verbal sur le registre.

⁴ Et non conservées ici. Sur David, voir *tome VI*, 2 vendémiaire, message des Cinq-Cents, note.

⁵ Voir *tome VIII* à cette date.

⁶ Maintenus les 17 pluviôse et 27 brumaire (*tome VII*).

⁷ Un prêtre de la Charente et un de Villebrumier (alors Haute-Garonne) favorisant la division entre *bons catholiques* et protestants.

⁸ Vicaire à Saint-Laurent-la-Roche (Jura) déporté volontaire en Suisse, émigré radié et maintenu sur la liste des déportés le 17 fructidor an VI (*tome VI*).

⁹ Les premières avaient été mises en état de siège le 25 fructidor an VI à cause du procès de d'Astier et autres royalistes et Tarbes le 5 vendémiaire suivant après des troubles contre le droit de passe (*tome VI*). Augereau était général en chef de la 10^e

AF III 600, plaquette 4157, pièces 67-80. Nomination: de Bonnemain¹ commissaire municipal de Troyes, et judiciaires²: remplacement de Maes et Danel, commissaires près les tribunaux correctionnels de Courtrai et Lille élus aux Cinq-Cents; commissaire et 1^{er} et 2^e substitués près les tribunaux du Nord.

Séance du 19 floréal an VII [8 mai 1799]

(AF* III 15, folios 103 recto–107 recto; AF III 601, plaquettes 4158 à 4162)

Lois.

[Du 18] validant l'élection de députés: Ardèche, Eure-et-Loir, Forêts, Gard et Loire-Inférieure; [du jour] *idem*: Ariège, Lot et Pas-de-Calais; [du 18] sur: l'ouverture d'une rue à Fécamp de la place de la Révolution à la grande route du Havre à Dunkerque, plan encre couleur par Lescaille, ingénieur des ports de Fécamp et Saint-Valery [-en-Caux] et des routes du district de Cany [-Barville], devis et conditions du marché sur formulaires imprimés du district, an III; l'échange de terrains entre l'hospice de Joigny et Pérille, receveur de l'Enregistrement; et la vente de communaux d'Étaule au lieu-dit la Ruelle-Couteuse à deux citoyens pour bâtir leurs maisons; [du jour] sur: la vente d'un communal de Salies [-du-Salat] à Bourgouigan pour agrandir sa manufacture de faïence; et l'échange d'une partie de maison et terrains de l'hospice de Saint-Brieuc contre des terres du citoyen Vesuty à Plérin et Ploufragan³ (AF III 600, plaquette 4155, pièces 1-14; AF III 601, plaquette 4158, pièces 5-11).

Message des Anciens.

[Du jour] déclarant siéger les 20, 25 et 30 floréal⁴ (AF III 601, plaquette 4161, pièce 106).

Message des Cinq-Cents.

[Du jour] demandant de recevoir chaque jour le bulletin de santé de Jean Debry (AF III 601, plaquette 4158, pièces 3-4 et 13).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur: la commune de Toutlemonde; la réunion à celle d'Ecques de celle de Westecques, composée de quatre habitations, non représentée dans la municipalité de Théroüanne et dont l'état civil se constate à Ecques; le transfert à Montreuil [-Juigné] du canton de la Meignanne, commune excentrée et dévastée par la guerre; la réclamation de la municipalité de Tonneins *intra muros* contre la réunion de celle *extra muros*; une contribution locale de la commune d'Aigues-Vives (Aude) pour curer le ruisseau le Réal; le transfert du cimetière de Belleville [-sur-Saône]⁵; l'affectation à l'école centrale de Jemappes des Ursulines de Mons qu'elle occupe provisoirement; et transmettant: un dossier sur des arrêtés des représentants en mission Couturier et Dentzel de mars 1793 sur des indemnités dues à des administrateurs municipaux d'Haguenaü par d'autres les ayant lésés pour leur patriotisme; et une lettre d'Agricol Moureau refusant son élection au Corps législatif par l'assemblée mère de Vaucluse, copie jointe, écrite de la campagne d'Aix [-en-Provence] le 13, minute de Merlin de Douai⁶ (AF III 601, plaquettes 4160, pièces 51-53 et 72-74, et 4161, pièces 75-92 et 103-105).

division militaire (Perpignan), dont relevaient les Hautes-Pyrénées.

¹ Jean-Thomas Bonnemain, député de l'Aube à la Convention et aux Cinq-Cents jusqu'en l'an V, élu au même Conseil invalidé en l'an VI, nomination connue de *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*.

² Tableaux de candidatures sur des formulaires imprimés intitulés: *Organisation générale de l'ordre judiciaire... présenté au Directoire le ...*, que nous n'avons pas rencontrés précédemment.

³ Les lois citées après celles sur les élections font suite à des messages du Directoire des 24 messidor an IV (*Debidour*, tome III, page 68), 9 frimaire, 27 brumaire et 29 nivôse an VII (*tome VII*) et 23 vendémiaire précédent (*tome VI*). Dunkerque et le Havre sont désignés sous leurs noms révolutionnaires de Dune-Libre et le Havre-Marat mais celui de Port-Brieuc n'est pas employé pour Saint-Brieuc.

⁴ Message adopté sur une résolution analogue du jour du Conseil des Cinq-Cents pour achever le travail de validation des élections de députés avant le 1^{er} prairial.

⁵ La commune de Toutlemonde avait été placée par loi du 5 juillet 1791 dans le canton de Maulévrier, district de Cholet, mais était revendiquée par les Deux-Sèvres comme succursale de la paroisse de Saint-Hilaire-des-Échaubrognes (auj.: commune de Saint-Pierre-des-Échaubrognes). Sur la réunion de Westecques à Ecques, voir *tome X*, 29 fructidor, loi de la veille. Sur la Meignanne, voir plus loin, 22 messidor: loi de la veille. Sur Tonneins, voir *tome VII*, 17 ventôse, message du Directoire. Sur Aigues-Vives, voir *tome VI*, 27 vendémiaire: message du Directoire non rappelé ici. Sur Belleville (Rhône), voir *tome VII*, 28 brumaire: message des Cinq-Cents de la veille.

⁶ Voir *tome V*, 17 prairial an VI, Affaires non citées au procès-verbal, note.

Assassinat des plénipotentiaires de Rastatt¹.

Lettres à la mère et aux filles de Bonnier (AF III 601, plaquette 4158, pièce 1: fiche de renvoi au dossier du 16).

Finances.

Distribution extraordinaire de fonds au ministre de la Guerre pour l'armée d'Italie et autorisation à la Trésorerie nationale d'utiliser les fonds prévus par les traités du 17. Poste aux chevaux: suppression de relais inutiles dans les départements suivants: Aisne, Allier, Ardennes, Aube, Aude, Calvados, Cantal, Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Doubs, Eure, Eure-et-Loir, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Isère, Jemappes, Loir-et-Cher, Loire, Lot, Marne, Haute-Marne, Meurthe, Moselle, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Bas-Rhin, Rhône, Sambre-et-Meuse, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Sarthe, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Somme, Vosges et Yonne²; indemnités pour localités difficiles aux maîtres de ceux de Saint-Brice [-en-Coglès], Saint-Léger [-sur-Dheune] et Sorigny et à la maîtresse de celui d'Aumale pour pertes; augmentation d'un quart de la perception de celui d'Amiens à cause de l'étendue de la commune; fixation à une poste et quart de la distance entre ceux de Cavignac et Saint-Antoine, nouvel emplacement de celui de Boismartin (Gironde, commune de Virsac) sur la route de Paris à Bordeaux. Poste aux lettres: création d'un bureau de distribution à Cérences³; nomination du contrôleur du bureau d'Auxerre. Bois communaux: repeuplement de la forêt du Rothmannsberg⁴; coupe: Douzy incendiés en germinal an VI, pour réparer des chemins, la fontaine et les murs du cimetière, et Uzemain en affectant la recette au repeuplement et à la construction de fossés et avec interdiction de mener le bétail dans les cantons replantés. Autorisation au ministre de passer le contrat de vente de la maison des Filles de la Trinité de Paris avec Tissot, fabricant de feuillets de corne, demande d'expédition par Forqueray, notaire à Paris, pour MM. Ray, acquéreurs de Tissot, 1830⁵. Jugement de l'ex-agent municipal d'Ohlungen pour vente de bois communaux sans verser les fonds à la caisse du receveur. Remise par le ministre du tableau des mutations de l'Enregistrement pour la 1^{ère} décade de floréal. Confirmation de traités de mouvement de fonds avec Bauwens, Beths et compagnie et avec Paillet (AF III 601, plaquettes 4159, 26-50, 4160, pièces 56-60, 70-71 et 93-101, et 4162, pièces 144-147).

Guerre.

Nomination de Scherer inspecteur général de l'infanterie de l'armée française en République batave, remplaçant Tilly, lettres de Scherer, du quartier général à Pizzighetton demandant son remplacement par Moreau: *Je ne puis plus faire le bien dans cette armée. La marche que je viens de faire et qui a mis Milan à l'abri d'un coup de main est mal interprétée, 23 germinal, et de Paris le 4 prairial refusant sa nouvelle affectation: Je suis outrageusement calomnié et comme ministre et comme général. Je dois à mon pays, à votre choix, à mon honneur et à ma probité attaqués une justification complète des inculpations graves accumulées sur ma tête. Sous peu le compte public de ma gestion pendant les 5 premiers mois de l'an 7 sera mis sous vos yeux; il sera appuyé de toutes les pièces justificatives qui peuvent en assurer la véracité et l'authenticité. Quant à mes opérations militaires comme général, c'est à votre tribunal et à celui de mes pairs que j'en appelle* (AF III 601, plaquette 4158, pièces 14-19).

Intérieur.

Destitution, municipalités: Argentré [-du-Plessis], Dingé et Parcé pour refus de serment le 2 pluviôse, Châteauneuf [-d'Ille-et-Vilaine]: président ayant présidé cette fête sans son écharpe, Nérès [-les-Bains]: président anarchiste et négligent *au point de n'avoir pas paru depuis plusieurs mois aux séances de l'administration*, et Wasselonne: membres fanatiques; agents municipaux: Mauvers (Haute-Garonne, auj.: commune de Verdun-sur-Garonne) réquisitionnaire et Saint-Clément (Corrèze) refusant de remettre le rôle des contributions au percepteur et convoquant une assemblée des habitants pour le remplacer par son beau-frère; adjoints: Danne [-et-Quatre-Vents] ne respectant pas le décadi et Roz-Landrieux n'ayant ni assisté à la fête du 2 pluviôse ni prêté serment, et agent et adjoint de Breil [-sur-Roya] intéressés dans les fournitures de vivres aux troupes et ayant cherché à corrompre un officier. Suspension et jugement de l'agent de Canihuel et du commissaire municipal de Botoha (Côtes-du-Nord, auj.: commune de Saint-Nicolas-du-Pélem) l'un ayant donné quittance à une citoyenne d'une amende pour délit forestier que le commissaire aurait perçue⁶. Jugement:

¹ C'est par cette affaire que commence le procès-verbal sur le registre.

² 142 relais au total, dont onze dans le Pas-de-Calais et dix dans l'Aisne, mais un seul dans les départements suivants: Allier (à Bourbon-l'Archambault, nom révolutionnaire: Burges-les-Bains), Aude (à Limoux), Charente, Doubs, Gironde, Ille-et-Vilaine, Isère, Jemappes (à Chimay), Loir-et-Cher, Lot, Rhône, Sambre-et-Meuse (à Mariembourg), Seine-Inférieure, Deux-Sèvres et Yonne. Le bureau de Neuilly-sur-Marne est cité par erreur en tête de ceux de Seine-et-Marne, avec Bray [-sur-Seine], la Bussière – sans doute Bussièrès et non la Bussièrès, dans le Loiret, également relais de poste -, Lagny [-sur-Marne] et Villeneuve-le-Comte mais à la suite de ceux de Seine-et-Oise. Seuls les relais cités ici sont retenus à l'index. Ceux de l'arrêté suivant ont été identifiés grâce au *Dictionnaire géographique des postes aux lettres de tous les départements de la République*, Paris, an XI, dont la liste des communes mentionne celles qui étaient alors relais de la poste aux chevaux.

³ Département du Morbihan sur le registre et la minute, ainsi qu'à la fin du rapport, par erreur pour celui de la Manche, cité au début du rapport.

⁴ Bas-Rhin, sur la rive sud de la rivière l'Andlau à l'ouest de Barr, indivise entre les communes d'Andlau, Barr, Bourgheim, Gertwiller, Goxwiller, Heiligenstein et Mittelbergheim.

⁵ Voir tome VI, 25 fructidor an VI, message du Directoire, note.

⁶ Le commissaire est destitué après avoir été acquitté par intrigue le 1^{er} complémentaire (tome X).

ex-agent et adjoint de Genevrey ayant autorisé l'exercice du culte en l'an V par le prêtre rebelle de L'Hôtel et ex-agent de Saussay [-la-Campagne] pour trafic d'exemption de conscrit. Refus de laisser un citoyen ayant insulté les conscrits poursuivre l'ex-agent de Châtenois (Bas-Rhin) pour détention arbitraire. Nomination de la municipalité de Périgueux¹. Renvoi à plus ample informé de la réclamation de l'ex-secrétaire en chef de celle de Namur². Rejet d'une dénonciation calomnieuse contre l'administration centrale de la Moselle accusée d'avoir Pirolle, un des rédacteurs du *Journal des amis* prohibé³, parmi ses employés, d'en avoir trop et ne les payer qu'à demi-tarif, de trop payer l'imprimeur du département, d'avoir adjugé trop cher les travaux des routes et d'irrégularités dans la vente du pavillon Saint-Marcel et d'une verrerie du canton de Bitche. Ordre au ministre d'exercer une surveillance particulière sur deux des nouveaux administrateurs centraux du Nord dénoncés comme anarchistes par le commissaire central, dont Cellier, destitué et réélu, lettre de Cellier à Merlin de Douai, et sur le président de la municipalité de Nay [-Bourdettes] également destitué comme royaliste et réélu⁴. Ordre au ministre de se concerter avec celui de la Justice sur des questions sur l'état civil et le divorce à soumettre aux Cinq-Cents (AF III 601, plaquettes 4160, pièces 61-69, 4161, pièce 102, et 4162, pièces 107-143 et 148-154). Rapport sur les dépenses du Directoire pour l'an VIII⁵.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 601, plaquette 4158, pièce 20, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, supplément, page 20. Ordre au ministre de la Police générale d'exécuter le mandat d'arrêt contre Ferrières-Sauvebœuf, qui se trouve en France⁶.

Séance du 20 floréal an VII [9 mai 1799]

(AF* III 15, folios 107 recto-108 recto; AF III 601, plaquette 4163)

Tirage au sort du Directeur sortant au 1^{er} prairial.

Tirage au sort en présence des ministres de Reubell comme Directeur sortant au 1^{er} prairial. *Le Directoire arrête que le présent procès-verbal sera adressé sur le champ à chacun des deux Conseils par un message et qu'une expédition en sera déposée dans les archives du Directoire*, procès-verbal sur papier à en-tête et vignette gravée du Directoire signé par Barras et Lagarde, minute du message et reçus des deux Conseils, celui des Cinq-Cents daté de 12 h ½ (AF III 601, plaquette 4161, pièces 3-7).

Séance du 21 floréal an VII [10 mai 1799]

(AF* III 15, folios 108 verso-110 recto; AF III 601, plaquettes 4164 et 4165)

Loi.

[Du 20] validant l'élection des députés de l'Aveyron (AF III 601, plaquettes 4163, pièces 1-2, et 4164, pièce 3).

Message des Cinq-Cents.

[Délibéré le 13 et expédié le 17], envoyé au ministre de la Guerre, sur la pension de la veuve du général Moreaux⁷ (AF III 601, plaquette 4164, pièces 4-6).

Message aux Cinq-Cents.

Sur l'élection illégale par l'assemblée primaire de Chatelaudren de l'an VI d'un second juge de paix à Plélo (AF III 601, plaquette 4164, pièces 24-25).

La séance est consacrée en partie à la lecture de la correspondance militaire et diplomatique.

Finances.

¹ Remplacement de nouveaux membres refusant ou parents à des degrés proscrits.

² Voir *tome VIII*, 16 ventôse, Intérieur, note.

³ *Journal des amis rédigé par une société de républicains du département de la Moselle*, Pirolle, rédacteur, prohibé le 12 germinal an VI (*tome V*, voir note) en même temps que la fermeture du cercle constitutionnel de Metz.

⁴ Sur Cellier et le président de la municipalité de Nay, voir *tomes V*, 27 messidor an VI, et *VIII*, 7 ventôse, Intérieur, notes.

⁵ Affaire non représentée ici.

⁶ Mandat d'amener du 6 floréal (*tome VIII*). Sur ce personnage, voir *tome VII*, 18 nivôse, Relations extérieures, note.

⁷ Jean-René Moreaux, général en chef de l'armée de la Moselle mort devant Luxembourg le 23 pluviôse an III (d'après *Six* mort à Thionville la veille du jour indiqué ici d'une fièvre contractée en visitant les malades). Voir plus loin, 15 prairial: message du Directoire en réponse.

Enregistrement: augmentation du nombre d'employés de la régie à cause des nouvelles fonctions qui lui ont été récemment attribuées: conservation des hypothèques, perception des droits de greffe et sur le tabac, recouvrement des frais de justice sur les condamnés et opérations concernant les domaines engagés, en supprimant les emplois du bureau de l'ancienne législation sur les Hypothèques; approbation de la remise générale formant le traitement des régisseurs et préposés pour l'an VII suivant tableau joint. Traités de mouvement de fonds avec Gevaudan et Housset¹. Vente de la maison Saint-Rome de Toulouse provenant des doctrinaires à Rives et Saulié, soumissionnaires en l'an IV, et déchéance définitive de Meilhac². Confirmation de la vente de celle du religionnaire fugitif Nicolas Bernard, à Elbeuf, au citoyen Legendre, sauf aux héritiers Jean Niveligne et sa femme à se pourvoir en liquidation. Réclamation rejetée contre l'annulation de l'adjudication frauduleuse de l'abbaye de Vaucelles à Crèvecœur [-sur-l'Escaut] à Caron et consorts représentés par Clin et Doublet, cessionnaires, qui y ont établi une blanchisserie et une papeterie, faite après une coalition d'habitants prouvée par un acte notarié passé à Cambrai obligeant les acquéreurs à partager ce domaine par parties égales entre chaque chef de famille de la commune³ (AF III 601, plaquette 4164, pièces 7-23).

Justice.

Demandes de cassation de jugements dans les départements provisoires de la rive gauche du Rhin: rejet de celle d'André Henseler, journalier à Cologne, contre sa condamnation par le tribunal criminel de la Roër pour vol dans une boutique fondée sur son état d'ébriété; admission de celle des douanes contre un jugement de celui du Mont-Tonnerre en appel du tribunal correctionnel de Mayence sur la saisie à Sandhof (commune d'Eich-über-Worms) de neuf charrettes de grains sur Saur, marchand de grains de Dittelsheim [-über-Worms] (AF III 601, plaquette 4164, pièces 26-29).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 601, plaquette 4165, pièces 30-141. Nominations: d'Esmenjaud, ex-substitut de Sambre-et-Meuse, administrateur central nommé par le Directoire et non réélu, commissaire près les tribunaux du département, remplaçant Mallarmé⁴; - et de commissaires municipaux, *Allier*, Saint-Sauvier: Gabriel Fargin père, ex-président de l'administration centrale, recommandé par le député Barailon, lettre du député Maugenest proposant un autre candidat;- *Aube*, Trainel;- *Aveyron*, Saint-Antonin-Noble-Val⁵: remplacement de Cambes, élu administrateur central;- *Cher*, Ourouer [-lès-Bourdelins];- *Escaut*, Assenède; Evergem; Nazareth; Overmere (auj.: commune de Berlare); Zottegem: Douche, ex-chef de bureau de l'administration centrale;- *Eure-et-Loir*, Champrond [-en-Gâtine]; Dangeau;- *Finistère*, Gouézec; Locronan;- *Haute-Garonne*, Castelnau-d'Estrétefonds; Saint-Sulpice-sur-Lèze;- *Hérault*⁶, Agde; Cessenon; Clermont [-l'Hérault]; Lunas; Mèze; Montagnac; Pignan; le Poujol [-sur-Orb]; Poussan;- *Marne*, Beaumont [-sur-Vesle]: remplacement d'un ivrogne *exerçant des actes arbitraires pour des motifs de vengeance personnelle*; Damery: Binon, secrétaire de la municipalité et de l'assemblée électorale de l'an VII; Saint-Brice [-Courcelles]: Goubeau, de Fismes, ex-prisonnier de guerre en Autriche;- *Haute-Marne*, Chalindrey: Nicolas Ravelet, ex-administrateur central;- *Meuse*, Fresnes [-en-Woëvre];- *Meuse-Inférieure*⁷, Achel (auj.: Hamont-Achel): Guyot, ex-militaire, commissaire du département pour les contributions, parmi les candidats: Van Gestel, officier de santé, commissaire municipal d'Echt; Beringen: Castelnovo, de Maastricht, d'origine italienne, parlant le flamand; Meerssen;- *Puy-de-Dôme*, Saint-Pardoux-la-Tour (auj.: la Tour-d'Auvergne): Michel Moulin, député à la Législative, remplaçant son fils, élu administrateur central;- *Saône-et-Loire*, Chauffailles: Denis, notaire à Saint-Igny-de-Roche;- *Seine-Inférieure*, le Havre: remplacement de Costé, élu aux Cinq-Cents, par Stanislas Faure, fils du conventionnel et frère du nouveau député de la Seine⁸;- *Vaucluse*, Lagnes;- *Vienne*, Gençay;- *Yonne*, Coulanges-sur-Yonne; Ouanne: Jean-Baptiste Pain, notaire à Leugny, remplaçant Beaunier, élu administrateur central.

Séance du 22 floréal an VII [11 mai 1799]

(AF* III 15, folios 110 recto-111 verso; AF III 601, plaquettes 4166 et 4167)

Loi.

¹ Le second est classé par erreur au dossier du 24 (AF III 601, plaquette 4171, pièces 20-21).

² Auquel cette maison avait été attribuée par arrêté du 19 floréal an V (*tome I*) ici annulé et qui n'a pas versé les fonds dans les délais. Le rapport ajoute que Meilhac était le rédacteur de *l'Antiterroriste*, journal de Toulouse prohibé le 20 fructidor an V, condamné à la déportation par la loi du 22 suivant (*tome II*).

³ Voir *tome IV*, 19 ventôse an VI, Finances, note.

⁴ *Qui d'ailleurs n'a pas besoin d'emploi puisqu'il a amassé des sommes énormes étant commissaire central à Bruxelles, tellement qu'il tient, à ce que l'on dit, équipage à Namur*: il s'agit du député de la Meurthe à la Législative et à la Convention François-René-Auguste (voir *tomes IV*, 16 pluviôse an VI, Intérieur, note, et *VIII*, 26 pluviôse, Justice, note). Sur Jacques Esmenjaud, voir *tome I*, 29 germinal an V, liste des employés du ministère de la Justice dans les départements réunis, note.

⁵ Nom révolutionnaire: Libreval.

⁶ Destitution de meneurs anarchistes à l'assemblée électorale, dont le premier n'était même pas électeur. Sauf à Clermont, où il s'agit sans doute du commissaire *extra muros*, ces arrêtés sont annulés le 22 messidor (plus loin).

⁷ Candidats recommandés par Chenard, président de l'administration centrale élu aux Cinq-Cents, préférés à ceux proposés par le commissaire central.

⁸ Pierre-Joseph-Denis-Guillaume Faure, né au Havre, conventionnel de la Seine-Inférieure. Louis-Joseph Faure, commissaire près les tribunaux de la Seine élu aux Cinq-Cents en l'an VII.

[Du 21] validant l'élection des députés par l'assemblée électorale de la Sarthe siégeant au temple de la Visitation du Mans et invalidant les opérations de celle tenue dans une des salles de l'administration centrale (AF III 601, plaquettes 4164, pièces 1-2, et 4166, pièce 6).

Message des Cinq-Cents.

[Délibéré le 19 et expédié le 22] dénonçant l'apposition par l'administration du port de Rochefort de nouveaux scellés sur ceux posés par le juge de paix sur les effets de deux employés de la marine, envoyé au ministre de la Justice¹ (AF III 601, plaquette 4166, pièces 1-3).

Message aux Cinq-Cents.

Transmettant les renseignements parvenus au ministre de l'Intérieur sur les élections des Bouches-du-Rhône², parmi les pièces jointes: procès-verbal de l'assemblée tenue aux Carmélites, 23 germinal, adresse d'électeurs de celle tenue aux Prêcheurs au commissaire central, 22 germinal, tableaux nominatifs des électeurs désignés par les assemblées primaires du département et par celles du canton de Marseille, avec notes sur les inéligibles, note récapitulative faisant apparaître un total de 281 électeurs, dont 206 pour l'assemblée des Carmélites: 130 *inéligibles bien constatés* et 76 éligibles et de 75 électeurs pour celle des Prêcheurs, extrait de la liste des émigrés du département sur Henri Sagnier, de Barbentane (AF III 601, plaquette 4166, pièces 10-27).

Décisions du Directoire³.

Lettre prévenant Debry, à Strasbourg, de l'envoi de fonds pour la veuve de Roberjot et lui et l'autorisant à en disposer en partie pour le secrétaire de la légation à Rastatt Rosensthiel, la veuve de Roberjot étant arrivée à Paris, fiche de renvoi au dossier du 16. Réponse à une lettre jointe de Letourneux, élu député et devant abandonner ses fonctions de régisseur de l'Enregistrement, *le félicitant sur le nouveau témoignage de confiance que ses concitoyens viennent de lui donner* (AF III 601, plaquette 4166, pièces 7-9).

Police générale.

Émigrés, radiation: Dominique Baffoigne⁴ et Blaise Cortade, prêtre à Mugron et curé de Lasserre-Berdoues (Gers,auj.: Berdoues) déportés volontaires en Espagne, maintenus sur la liste des déportés; et Joseph Bideran-Saint-Cirq, chanoine à Cahors établi à Toulouse, inscrit uniquement comme insermenté, non sujet à la déportation; annulation du maintien définitif d'Adélaïde-Marie-Émilie Filleul veuve Flahault⁵, restant inscrite dans la Seine sauf à faire valoir sa réclamation et les pièces à l'appui et reconnue ne pas être l'émigrée du Calvados veuve Filleul l'aîné, de Falaise. Traduction en conseil de guerre de responsables des troubles de Belgique: six de l'Escaut, huit de Jemappes, un de la Dyle et un des Deux-Nèthes sous le coup de mandats d'amener des 2, 4, 6 et 14 frimaire⁶ (AF III 601, plaquette 4167, pièces 28-51). *Le ministre prend les ordres du Directoire sur Louis-Joseph Urban et Debast et autres détenus des départemens réunis, et sur l'anglais Robert Barclay, retenu comme otage*⁷.

Séance du 23 floréal an VII [dimanche 12 mai 1799]

(AF* III 15, folios 112 recto-114 recto; AF III 601, plaquettes 4168 à 4170)

Lois.

[Du 22] ordonnant la célébration le 20 prairial de la fête funèbre de Bonnier et Roberjot, *massacrés le neuf de ce mois par les ordres et par les satellites de l'Autriche*, et attribuant des indemnités aux enfants du premier et à la veuve du second⁸; sur le paiement des intérêts de la dette publique; et créant un tribunal de commerce à Avallon avec même ressort que le tribunal correctionnel⁹ (AF III 601, plaquettes 4166, pièces 4-5, et 4168, pièce 11).

¹ Voir plus loin, 2 prairial: message du Directoire en réponse, et *tome X*, 27 fructidor: nouveau message des Cinq-Cents du 23 précédent sur cette affaire.

² En réponse au message des Cinq-Cents du 17 (plus haut au 18).

³ Ces deux affaires viennent en début du procès-verbal sur le registre après le message sur les Bouches-du-Rhône.

⁴ Prénommé Thomas sur le registre par confusion avec son frère, réclamant sa radiation.

⁵ Mère du futur général Auguste-Charles-Joseph Flahaut de La Billardière, connue sous le prénom d'Adèle (voir *tome VII*, 3 nivôse, Police générale, note).

⁶ *Tome VII*. Leurs noms sont regroupés à la rubrique *Belgique* (guerre des paysans) de l'index.

⁷ Pièces reprises par le ministre. Affaires non représentées ici. Sur le premier, Urban, propriétaire du journal *l'Écho* de Bruxelles, et le dernier, voir *tome VII*, 2 frimaire et 27 nivôse, Police générale, note.

⁸ Voir plus haut au 16.

⁹ À la suite d'un message du Directoire du 4 fructidor an VI (*tome VI*).

Message aux Cinq-Cents.

Pour autoriser l'entrée en France des troupes de cinq vaisseaux et d'une frégate espagnols venant de relâcher en rade de l'île d'Aix (AF III 516, plaquette 3302, pièces 9-11, classées par erreur au dossier du 23 germinal an VI).

Finances.

Arrêtés de distribution décadaire de fonds sur les exercices des ans V à VII avec tableau des fonds disponibles, parmi les dispositions sans sortie de fonds: délégation à la compagnie Féline sur les contributions du département de Jemappes pour fourniture à celui-ci d'armes de la manufacture de Maubeuge. Traités de mouvement de fonds avec Chalamel, de Paris, et Benoît Gaudin, entrepreneur des subsistances et de l'habillement des prisonniers de guerre en Angleterre, visé par Talleyrand pour le ministre de la Marine et des Colonies. Perception d'un seul droit d'enregistrement en ligne directe en plus d'un en ligne collatérale sur la succession d'Étienne Piedgui, cultivateur à Sainte-Catherine (Rhône) assassiné avec sa femme et ses cinq enfants¹ (AF III 601, plaquette 4168, pièces 1-7, 19-24 et 34-35).

Guerre.

Don d'une armure complète de la manufacture de Versailles au général Maurice Mathieu, de l'armée de Naples. Règlement sur les cas où la garde nationale sédentaire a droit au traitement militaire. Remise en activité et emploi comme adjoint à l'état-major de l'armée d'Angleterre de l'ex-chef d'escadron Mathurin-Pierre-Marie Ropert. Attribution du traitement de capitaine de 1^{ère} classe à Corret de La Tour d'Auvergne² (AF III 601, plaquette 4168, pièces 13-18 et 28-33).

Intérieur.

Rapports sur: le coût de l'achèvement des réparations au palais directorial en l'an VIII³; et la nomination d'un membre du bureau central de Paris⁴. Mise à disposition définitive du ministre du petit Hôtel d'Angiviller, dépendance du Grand, pour le logement des artistes et savants autrefois logés au Louvre, mention sur la feuille d'exécution de l'envoi de l'expédition par le ministre à Raymond, inspecteur du Palais national des sciences et des arts (AF III 601, plaquette 4168, pièces 12 et 25-27).

Police générale.

Émigrés, radiation: Adrien-François-Odet, Aimée-Luce-Félicité et Marie-Catherine-Stéphanie Aubert, nobles, radiés provisoirement par le district de Bernay (Eure), le premier cheval-léger prouvant sa résidence à Cæn et Moul et ses sœurs à Folleville (Eure) puis Lisieux; Caroline Baillet, de Chemilly [-sur-Serein], inscrite sous un nom collectif à Châlons-sur-Marne; Claude Billard-Belisard, architecte à la cour de Versailles, membre de l'Académie d'architecture de Paris, parti étudiant à Madrid en 1790 et mort en prison en Espagne, sa veuve Marie-Charlotte Grognet et leur fils Claude-Charles⁵; Jean Billiard, rapeur de tabac à Paris, Anne-Thérèse-Marguerite Jumeau femme François Couillard, de Beaugency, Jean-François Temporal, épicier à Chalon-sur-Saône, et Marie-Anne-Marguerite Doinard veuve Camarec, de Morlaix, radiés provisoirement dans la Côte-d'Or, en Eure-et-Loir, dans l'Ain et par le district de Montfort-l'Amaury⁶; François Blanchard-Lamusse, mort à Nantes en mars 1793; Jean-Baptiste Bonnefond, tuilier à Athée (Côte-d'Or); Marie-Madeleine du Buat veuve Antoine Labbé du Mesnil, morte à Mortagne [-au-Perche] en l'an III; Jacques-Louis Formage dit des Hommets, de Demouville, trésorier au bureau des finances de Cæn; Marie-Joseph-Hubertine Havart, de Marchiennes, emmenée à l'âge de sept ans en l'an II après la mort de son père par sa mère Euphrosine Lobry, rentrée en l'an III⁷; Paul La Baume, né à Ludiès, capitaine commandant le régiment de la Martinique venu en 1790 rendre compte à la Constituante des événements de la colonie, retraité à Paris en 1792 et résidant à Malves [-en-Minvervois], et Charles-Antoine Perron⁸, de Percey-le-Grand, inscrits dans l'Ariège et par le district d'Is-sur-Tille; François Le Boucher dit Brémoy, noble de Cæn; Nicolas-Augustin Lecocq-Bausancy, de Cæn, dément, inscrit pour un séjour à Jersey avec

¹ Et leurs deux domestiques, dans la nuit du 3 au 4 brumaire. Puisqu'on ignore quel membre de la famille est décédé en dernier, le principe des co-mourants (le plus jeune est censé avoir survécu au plus âgé) ferait percevoir six droits en ligne directe, du moins âgé des parents jusqu'au plus jeune enfant.

² Le futur premier grenadier des armées de la République, voir *tome I*, 28 germinal an V, Guerre, note. Sur le registre, son nom est écrit Latour d'Auvergne cadet.

³ Que le ministre estime ne pouvoir être inférieures à 1 400 000 francs. Rapport classé au bureau particulier.

⁴ Nicolas-Pierre-Louis-Joseph Dubois, futur préfet de police, commissaire municipal du 5^e arrondissement (du 10^e d'après *Roman d'Amat*), ex-chef de bureau au bureau central, confirmé le 26 par le Directoire (plus loin). Les noms des autres candidats sont également repris à l'index.

⁵ Deux rapports distincts. Celui sur la veuve et le fils indique qu'en Espagne, seuls les chefs de famille devaient prêter le serment des étrangers au roi et qu'on ne l'exigeait pas des artistes travaillant dans le pays. Reçu à l'Académie d'architecture de Paris en 1776, Billard-Belisard avait travaillé au Palais Bourbon et à l'hôtel de Lassay, aujourd'hui hôtel de la présidence de l'Assemblée nationale, puis construit la salle des spectacles du château de Chantilly; il avait obtenu un congé pour études en Espagne en décembre 1790 (*Thieme et Becker*, où il est dénommé Claude Billiard de Belisard ou Belissard ou Bellissart).

⁶ Nom révolutionnaire: Montfort-le-Brutus.

⁷ *La réclamation tardive de son tuteur peut-elle l'exposer à la perte de son état civil et aux peines portées contre le crime d'émigration?* Sa mère est maintenue définitivement le 25 messidor (plus loin).

passport en 1792, à la requête de sa femme Marie-Anne Chaumontel; Anne et Louise Léger sœurs, nées et habitant à Lisbonne, n'étant jamais venues en France, reconnues ne pas être les filles Léger-Deschamps, émigrées de la Seine; Jean-Baptiste de Loubert du Mesnil, de Mainneville, seigneur du Mesnil [-sous-Vienne]¹; Gilles-René-Jean-Guillaume Mauduit de La Rosière, noble de Rouen retiré à Vattrecit (auj.: commune de Colleville); Sybille-Louise Ochs, veuve du maire de Strasbourg Philippe-Frédéric de Dietrich radié par la Convention, née suisse du pays de Bâle²; Pierre-Jean-Antoine du Quesne père, de Toutainville, chevalier de Saint-Louis³; Jacques-Alexandre Thirouin, d'Authon [-la-Plaine], ayant résidé à Orléans, recommandé par le député Lebrun⁴. Maintien: Luce-Antoinette Aspremont divorcée Montréal, de Peyrehorade, soi-disant réfugiée à Bayonne, sa ville natale, après des troubles causés par des volontaires, usant de faux certificats de résidence à Cambo [-les-Bains] et Saint-Palais, Alphonse-Ferdinand-François-Marie-Frédéric de Bryas-Bryas, demeurant à Bryas, comte d'Empire et premier pair du pays de Liège, dont le district de Rocroi et les départements du Pas-de-Calais et de Sambre-et-Meuse avaient sursis à la vente des biens comme étranger, mais président d'une assemblée primaire et du comité créé à Saint-Pol [-sur-Ternoise] en 1789 puis commandant la garde du district de cette ville pendant quinze mois, et Anne-Léon duc de Montmorency, soi-disant parti avec passport du Roi pour Liège en 1791 et empêché de rentrer l'année suivante par le commandant autrichien, inscrits dans les Landes, le Pas-de-Calais et à Paris; Étienne-Gaspard Billard, de Pertuis, soi-disant manufacturier en soie vivant de ses mains, juge émigré en 1792, s'étant joint aux Britanniques à Toulon, rentré et élu juge au tribunal civil de Vaucluse en l'an V, ayant, après le Dix-Huit Fructidor, correspondu avec Grenier, agent des Britanniques et l'agent autrichien Schumbach⁵, sa femme Marie-Louise-Pauline Colle, de Toulon, usant du certificat d'un juge de paix d'Hyères de l'an III la disant menacée comme fédéraliste, en réalité sans doute menacée comme complice de son mari, assassin de son beau-père, et son complice à Toulon Joseph Croze, noble de Pertuis, ayant déposé une réclamation au Comité de législation *accueillie par Durand-Maillane*⁶ et auquel Mangourit, résidant de France dans le Valais, a fait retirer son passport en l'an VI parce qu'il y fréquentait des émigrés et tenait des propos contre le gouvernement; Charles-Joseph-Éléazar Châteauneuf-Randon d'Apchier fils aîné, de Thoras, usant de certificats inscrits sur deux faux registres successifs; Jean-Louis Cristini et sa femme Françoise Bertrand, soi-disant partis de Nice à cause de la Terreur⁷; Pierre d'Espéyron, colonel au régiment de Soissonnois absent de Saint-Barthélemy [-d'Agenais] depuis 1792, radiation demandée par la citoyenne Ewel sa belle-mère; Pierre-Joseph Landuette, de Sarrelouis, soi-disant envoyé à Deux-Ponts pour son éducation en 1792 d'après sa mère Barbe Bogars veuve Landuette⁸; Charles-Henri La Pature, de Montreuil-sur-Mer, élève de la marine s'étant présenté au consul français à Malaga comme parti en 1791 pour la Havane puis engagé dans la marine espagnole après la paix; Marie-Anne-Joséphine-Victoire Macquet femme Beseau, de Bailleul (Nord), ne prouvant pas sa résidence avant son départ soi-disant à cause de la Terreur en 1793, rentrée en l'an III; Pierre Ortilon, marchand boucher à Paris en faillite parti pour Saint-Gall en 1791; Hubert Paranteau, cordonnier au Château [-d'Oléron] engagé dans l'armée espagnole en 1787, déserteur rentré en l'an IV; Pascal Poullin, professeur de mathématiques au séminaire Saint-Sulpice de Paris parti en 1792 comme professeur des enfants du comte polonais Mitzyski⁹; Frédérique-Wilhelmine, princesse de Salm-Kirbourg, femme du constituant de Croy, soi-disant étrangère¹⁰; François Thiériet, homme de loi à Lunéville usant d'un certificat de 1793 le disant parti en 1791 avec passport

⁸ À rapprocher de son homonyme Antoine, d'Arc [-lès-Gray] (Haute-Saône), radié provisoirement par le district d'Is-sur-Tille, radié le 7 prairial (plus loin).

¹ Voir Arch. dép. de l'Eure E 842: Philippe de Loubert, seigneur du Mesnil-sous-Vienne, 1722 (*Inventaire-sommaire de la série E*, tome I, E 1 à E 1877, Évreux, 1899, réimpression, 1997).

² Le maire de Strasbourg, condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire exécuté le 29 décembre 1793. Sa femme était fille d'Albrecht Ochs, banquier et membre du conseil de la république de Bâle (*Nouveau Dictionnaire de biographie alsacienne*, Strasbourg, Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, 1983-2003).

³ Dont la réclamation au district de Pont-Audemer a été enregistrée mais s'est égarée. Mention de l'ajournement par le Directoire le 27 pluviôse, apparemment sans que le Directoire ait pris un arrêté puisqu'il n'est pas cité au *tome VIII*.

⁴ Le futur consul Charles-François Lebrun, député du tiers état du bailliage de Dourdan à la Constituante puis de Seine-et-Oise aux Anciens.

⁵ Les deux agents ne semblent pas connus par ailleurs. Cet émigré avait été radié provisoirement par le district d'Aix (Bouches-du-Rhône) comme sorti en août: *on est d'abord étonné de trouver cette expression* mois d'août *dans un arrêté rendu en l'an III sans qu'on dise à quelle année ce mois d'août appartient, mais on ne tarde pas à voir que ce n'est qu'un artifice pour induire à croire que le réclamant était sorti du territoire de la République depuis le 1^{er} mai 1793*. Sa femme et son complice font l'objet de rapports et d'arrêtés distincts.

⁶ Pierre-Toussaint Durand-Maillane, constituant, conventionnel des Bouches-du-Rhône, membre du Comité de législation connu pour ses nombreuses radiations d'émigrés (les affaires d'émigration étaient de la compétence de ce comité), député aux Anciens sorti en l'an V, arrêté comme royaliste en l'an VI et acquitté par le tribunal criminel de la Seine.

⁷ Deux rapports distincts, radiation demandée par Jules-César Cristini père, de Nice.

⁸ Enrôlé dans les hussards et blessé à Hadamar (Allemagne, Hesse) d'après une lettre interceptée de 1794. Sarrelouis, nom révolutionnaire: Sarrelibre, alors: Moselle.

⁹ Ce qui ne constitue pas le cas d'exception prévu pour ceux partis se perfectionner dans les sciences.

¹⁰ Curieusement dénommée sur le registre, l'arrêté et le rapport comme Auguste-Frédéric-Guillaume Salm-Kirbourg femme de Croy. Le duc de Croy (Anne-Emmanuel-Ferdinand-François de Croy-Solre), député de la noblesse du bailliage du

pour la Russie; Claude Velat, chanoine à Moutiers [-Tarentaise] soi-disant disparu de chez son frère à Gilly [-sur-Isère] en 1793 et usant de faux certificat de résidence à Allondaz (AF III 601, plaquettes 4169, pièces 36-101, et 4170, pièces 102-163).

Séance du 24 floréal an VII [13 mai 1799]

(AF* III 15, folios 114 verso-116 recto; AF III 601, plaquettes 4171 et 4172)

Lois.

[Du 23] créant un octroi à Bordeaux¹; et validant l'élection des députés par l'assemblée électorale des Landes siégeant au temple décadaire de Mont-de-Marsan et invalidant celle tenue aux Barnabites (AF III 601, plaquettes 4168, pièces 8-10, et 4171, pièce 14).

La séance est consacrée en partie à la lecture de la correspondance militaire et diplomatique.

Finances.

Distribution extraordinaire de fonds au ministre de la Guerre sur l'exercice de l'an VII (AF III 601, plaquette 4171, pièces 7-8).

Guerre.

Autorisation au général en chef de l'armée du Danube de requérir la livraison de fournitures et de vivres par les administrations centrales des départements voisins, expédition envoyée également à Marquis, commissaire du Directoire dans les départements provisoires de la rive gauche du Rhin d'après la feuille d'exécution (AF III 601, plaquette 4171, pièces 15-16).

Justice.

Rapport justifiant le directeur du jury de Beaucaire (Gard), dénoncé par malveillance après l'arrestation du déserteur Coulomb dit Le Niacre². Approbation de décisions du ministre sur des demandes de cassation dans les départements provisoires de la rive gauche du Rhin: rejet du pourvoi de Mitter, agent municipal de "Castel" (Rhin-et-Moselle), contre son jugement par le tribunal civil du département contre Hoofs; rejet de celui de l'Enregistrement contre l'acquiescement par le même tribunal de Pierre Engel, directeur des postes à Coblenz, accusé d'introduire des journaux étrangers sans les faire timbrer sans preuves suffisantes; admission de celui de l'Enregistrement contre celui du tribunal civil de la Roër minorant les droits sur la succession de Tilmann Hamm, négociant à Cologne; rejet de celui d'Élisabeth Seib et admission de celui d'Élie Lévi dit Rixheim, de Landau (Bas-Rhin), tous deux condamnés pour vol par le tribunal criminel du Mont-Tonnerre, le second sur questions posées de façon complexe; rejet de celui de la douane contre un jugement de ce tribunal sur la saisie de briquets et de couteaux sur Jacob Brillmayer, batelier à Bingen, sans le certificat d'origine, pourtant visé au départ de Cologne et arrivé par la poste; annulation de la condamnation par le juge de paix d'Alzey (Mont-Tonnerre) de Georges Dørhoff et sa mère pour avoir fouetté jusqu'au sang Lœl Gerson, affaire relevant du tribunal correctionnel. Renvoi devant l'administration: du procès au tribunal civil de la Seine-Inférieure en appel de celui de l'Eure entre Leroy-Livet, acquéreur du domaine du prieuré de Saint-Gilles (à Saint-Germain-Village), et Bouis, revendiquant la ferme du prieuré; et de l'acquiescement de Jean-Baptiste Bataille, émigré de l'Hérault, par la commission militaire de Nîmes. Précision sur l'arrêté du 12 nivôse sur Jouvot fils, ex-notaire à Bretoncelles³ (AF III 601, plaquettes 4171, pièces 1-6 et 22, et 4172, pièces 37-52).

Police générale.

Émigrés: sursis au maintien de Joseph Lenoir dit Pas-de-Loup, placé sous la surveillance de sa municipalité avec maintien du séquestre sur ses biens, le député Delorme affirmant qu'il s'est retiré sur ses terres près de Cholet en juin 1793 et n'a jamais pris les armes; rejet de la réclamation de Joachim-Joseph-Marie Kernezné, de Pludual, produisant un certificat informel de dépôt de ses armes au commandant de la place de Questembert⁴. Autorisation de rester sous la surveillance des municipalités à des artisans, journaliers et domestiques rebelles de la Mayenne n'ayant pas

Quesnoy, avait démissionné en décembre 1789 et ne rentra d'émigration que sous le Consulat.

¹ À la suite d'un message du Directoire du 27 brumaire (*tome VII*). Le tarif des droits joint à l'expédition authentique de la loi est particulièrement détaillé pour les matériaux de construction, dont des *planches dites de Dantzig*. Le droit sur l'ardoise est de 5 francs 60 centimes le millier, contre 3 francs 50 pour les tuiles; il s'élève à 7 francs pour les pavés des carrières de Bergerac mais n'est que de 18 centimes seulement pour ceux dits de Barsac. Une erreur sur le prix des pierres de Bourg et dites de Dudon, taxées à un moindre prix que celles, de moindre qualité, de Laroque et Langoiran fait l'objet d'un message du Directoire du 22 messidor et d'une loi rectificative du 4 thermidor (plus loin, à la première date et au 6 thermidor).

² Aucune précision sur les détails de l'affaire ni les accusations portées contre le directeur du jury.

³ Voir *tome IV*, 23 pluviôse an VI, Intérieur, note sur sa destitution comme président de la municipalité. On précise ici qu'il ne s'agissait pas du père, également notaire, décédé en l'an IV.

⁴ Voir *tome VII*, 3 nivôse et 13 pluviôse.

demandé leur amnistie, *en considération des circonstances malheureuses dans lesquelles ont été entraînés des hommes faibles, sans expérience et non encore entièrement émancipés de la servitude féodale et des préjugés religieux*, au nombre de 64, et à 21 autres de mêmes professions non rebelles inscrits à tort comme émigrés et n'ayant jamais réclamé¹ (AF III 601, plaquette 4171, pièces 27-34).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 601, plaquette 4171, pièces 17-19. Deux lettres à Masséna: lui demandant de hâter l'envoi de renforts à l'armée d'Italie par le Grand Saint-Bernard ou toute autre route plus sûre et l'autorisant à évacuer les cantons italiens² en tenant les positions les plus fortes des Grisons; et le félicitant de ses succès contre les révoltés, minutes de Lagarde, brouillon de la première lettre par Treilhard, copies au registre du bureau particulier, AF* III 19, pages 141-142.

AF III 601, plaquette 4172, pièces 53-67. Nominations judiciaires, substituts, *Charente-Inférieure*: Béraud, commissaire municipal de la Rochelle [*intra muros*], remplaçant Godet, élu accusateur public, et *Gard*; tribunaux correctionnels, commissaires, *Ardèche*, Tournon: Juventin, administrateur du district du Mézenc;- *Eure*, Louviers³;- *Rhône*, Lyon;- *Sarthe*, Mamers: remplacement d'Hardouin, élu aux Cinq-Cents.

Séance du 25 floréal an VII [14 mai 1799]

(AF* III 15, folios 116 recto-118 recto; AF III 602, plaquette 4173)

Lois.

[Du 24] validant l'élection des députés élus par l'assemblée électorale de la Loire tenue à l'Oratoire de Montbrison en annulant celle tenue au temple décadaire, et ceux de Seine-et-Oise; créant un sixième tribunal correctionnel de la Meurthe à Pont-à-Mousson, ressort sur les cantons de Belleau, Dieulouard, Flirey, Morville [-sur-Seille], Nomény, Pagny [-sur-Moselle] et Thiaucourt [-Regniéville]; et érigeant le hameau de Brasménil (Jemappes) en commune distraite de celle de Roucourt et du canton de Quevaucamps et transférée à celui d'Antoing; [du jour] autorisant l'entrée des troupes espagnoles arrivées à l'île d'Aix et validant l'élection des députés élus par l'assemblée électorale des Basses-Pyrénées tenue aux Cordeliers de Pau en annulant celle tenue à l'église Saint-Martin, et de la Haute-Vienne par celle tenue à l'école centrale en annulant celle tenue dans la salle des enchères publiques⁴ (AF III 601, plaquette 4171, pièces 9-13; AF III 602, plaquette 4173, pièces 1-5).

Assassinat des plénipotentiaires de Rastatt⁵

Message envoyant aux deux Conseils une lettre de Jean Debry contenant de nouveaux détails sur l'assassinat des citoyens Bonnier et Roberjot (AF III 602, plaquette 4173, pièce 9, fiche de renvoi au dossier du 16).

Finances.

Emploi des bons au porteurs prévus pour le paiement des rentes et pensions du 2^e semestre de l'an VI au paiement de celles prévues par la loi du 22. Recépage de bois du canton de Combles appartenant à l'hospice de Péronne (AF III 602, plaquette 4173, pièces 6-8 et 20-22).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel⁶ (AF III 602, plaquette 4173, pièces 12-17 et 23-25).

Intérieur.

¹ Leurs noms sont récapitulés dans l'index au nom du département. Le registre n'établit pas de distinction entre les rebelles, que nous supposons inscrits sur la liste des émigrés à cause de leur absence, et les autres. Parmi les premiers, on note Jagu, élève en chirurgie à Laval. Les seconds sont en réalité au nombre de 29.

² Du sud de la Suisse.

³ Avec la minute de l'arrêté du 16 brumaire an V nommant le commissaire ici destitué.

⁴ Les lois autres que celles sur les élections font respectivement suite aux messages du Directoire des 12 pluviôse, 29 frimaire (*tome VII*) et du 23. Le ressort du tribunal correctionnel de Pont-à-Mousson correspond à celui du district, ce que la loi ne précise pas. Brasménil et Roucourt, auj.: Belgique, Hainaut, commune de Péruwelz; Quevaucamps, auj.: commune de Belœil.

⁵ C'est par cette affaire que commence le procès-verbal sur le registre.

⁶ Dont nominations de Jean Bertholet, chef de la 77^e demi-brigade nouvelle (voir plus haut, au 17), remplaçant le futur général François-Joseph Offenstein, muté chef de la 44^e le 9 floréal (*tome VIII*), d'Étienne Nardy, chef de brigade à la suite de la 97^e demi-brigade, commandant la place de Besançon, remplaçant Jean-Denis Bergeron (voir *tome VIII*, 3 ventôse), mesure connue de *Quintin*, et à la 28^e demi-brigade de ligne.

Exemption du droit de passe pour les voitures transportant les fournitures pour l'armée du Danube visées par l'arrêté de la veille (AF III 602, plaquette 4173, pièces 18-19).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 602, plaquette 4173, pièces 10-11. Feuille de brevets de pension de l'Intérieur (six articles).

Séance du 26 floréal an VII [15 mai 1799]

(AF* III 15, folios 118 recto-120 recto; AF III 602, plaquettes 4174 et 4175)

Message des Cinq-Cents.

[Du jour] demandant *des renseignements circonstanciés sur la gestion de l'ex-ministre Scherer, notamment sur l'exagération probable des états de présence relatifs à l'exercice des six premiers mois de l'an sept et sur les causes du dénuement qui s'est manifesté tant dans le personnel que dans le matériel des armées lors de la reprise des hostilités avec l'Autriche*¹ (AF III 602, plaquette 4175, pièces 26-27).

Finances.

Ordre au ministre de rendre compte des causes du retard de la destitution du directeur des postes de Millau² (AF III 602, plaquette 4175, pièce 25).

Intérieur.

Nomination d'un membre du bureau central de Paris (AF III 602, plaquette 4175, pièces 47-52).

Police générale.

Libération de sept des individus de la Meuse-Inférieure sous le coup du mandat d'amener du 2 floréal³. Renvoi devant le directeur du jury de Gand de ceux sous le coup de pareil mandat du 8 germinal⁴ comme complices de l'ex-secrétaire de la municipalité Vanlangenhove: Basile Conteras, notaire, réfugié à Paris lors du retour des Autrichiens et habitant alors avec l'actuel député Meyer et les généraux Dændels et De Winter, Jean-Baptiste Vanælbrouck, homme de loi, ami de Florent Guiot, emprisonné par les Autrichiens à Valenciennes, Pierre-Jean Vandeveldé, affirmant avoir été accusé pour l'empêcher de participer à l'assemblée primaire, qui l'a élu à la municipalité, et Bernard Van Wambeke, conservateur des Hypothèques, se disant dénoncé par les royalistes de l'administration centrale pour l'empêcher de présider l'assemblée primaire. Mandat d'amener contre Montois, vitrier à Namur, et François Pauwels, poissonnier à Louvain⁵. Annulation à la demande du député Van Hulthem de trois listes supplémentaires d'émigrés arrêtées par l'administration centrale de l'Escaut en frimaire et nivôse comprenant des citoyens s'étant soustrait à des mandats d'amener et ordre d'en refaire une réinscrivant *ceux qui ne justifieraient pas légalement de leur résidence*. Prêtre, déportation⁶ (AF III 602, plaquette 4175, pièces 28-46).

Relations extérieures.

Remplacement de Mure, consul général au Maroc démissionnant, par Guillet, gérant le consulat par intérim. Remboursement à Lacombe-Saint-Michel, ex-ambassadeur à Naples, du surcroît de dépenses causé par *son départ soudain et sa détention à Tunis* où il a dû *faire de fortes distributions pour parvenir à assurer sa liberté et celle des français qui l'accompagnaient*. Paiements sur fonds secrets à André Grasset-Saint-Sauveur et, pour deux personnes *chargées d'un service secret*, à Guttin. Acompte sur les indemnités de Jean Debry et de la veuve de Roberjot, fiche de renvoi au dossier du 16. Autres paiements à Bresson, agent du gouvernement à Bienne avant le rattachement, Chaponel, ex-agent dans la rivière de Gênes et en Caroline-du-Nord tombé dans la misère à la suite d'une maladie de cinq ans sur les yeux, Feydel pour solde de ses appointements de membre de la compagnie d'artistes

¹ Message repris sous une autre forme par celui du 3 prairial (voir plus loin au lendemain, et au 18 suivant: message du Directoire en réponse).

² Demandée par le Directoire le 14 ventôse (*tome VIII*) comme royaliste destitué et réintégré.

³ Voir *tome VIII*, à cette date, Police générale, note.

⁴ *Tome VIII*, à cette date. Jacques-Guillaume Meyer, député de l'Escaut aux Cinq-Cents. Herman-Willem Dændels, général de l'armée batave. Le général De Winter est sans doute Jean-Guillaume, néerlandais également mais engagé dans l'armée française. Florent Guiot dit Florent-Guiot, conventionnel de la Côte-d'Or, représentant en mission près l'armée du Nord de septembre 1792 jusque peu avant le Neuf-Thermidor. Sur Van Wambeke, voir aussi *tome VI*, 21 thermidor an VI, Intérieur, note.

⁵ Le premier, dénoncé par Vaugeois, accusateur public de Sambre-et-Meuse, *s'est permis de dire qu'on devait assassiner les français comme nos ministres l'ont été à Rastadt*; le second *ne cesse dans les lieux publics d'exciter à la révolte*. Voir aussi plus loin, 4 messidor, et *tome X*, 3 fructidor: libération de Montois et de Pauwels.

⁶ Un prêtre sexagénaire détenu à la prison de Chambéry d'où il *provoque par des écrits contre-révolutionnaires la haine du gouvernement républicain et le mépris de ses institutions*.

employés à Constantinople et aux anciens employés du ministère Follard¹ et Lafond. Échange avec Demetrius Arliotty d'un mandat sur son père, de Corfou, qui sera envoyé à l'ambassadeur espagnol à Constantinople pour les secours aux français détenus (AF III 602, plaquette 4174, pièces 1-20).

Séance du 27 floréal an VII [16 mai 1799]

(AF* III 15, folios 120 verso-124 recto; AF III 602, plaquettes 4176 à 4181)

Élection de Sieyès au Directoire².

Introduction d'un messenger du Conseil des Anciens portant l'extrait du procès-verbal de la séance de ce jour élisant Sieyès, ambassadeur à Berlin, au Directoire. Envoi de cet extrait à Sieyès par courrier extraordinaire avec une lettre lui annonçant sa nomination et l'invitant à venir prendre ses nouvelles fonctions: *Nous avons vu avec beaucoup de satisfaction le choix du Corps législatif se porter sur un citoyen à qui nous avons depuis longtemps voué confiance, estime et amitié et nous attendons avec impatience l'instant qui va vous réunir à nous et vous associer à nos travaux. Ordre à toutes les autorités civiles et militaires de veiller à la sûreté de la personne du citoyen Sieyès, de prendre ses ordres à cet effet et de lui rendre les honneurs dus à la dignité dont il est revêtu* et au ministre de la Guerre de veiller à ce que l'instant de l'arrivée à Paris du citoyen Sieyès soit annoncé par douze coups de canon (AF III 602, plaquette 4178, pièces 79-83, minutes signées par La Revellière-Lépeaux, Merlin de Douai et Treilhard).

Lois.

[Du jour] validant l'élection des députés de l'Ain et de l'Aude; et créant jusqu'à la paix une retenue proportionnelle sur les traitements des fonctionnaires et employés civils supérieurs à trois mille francs par an³; [et du 26] sur l'échange d'une maison par l'hospice civil de Lille contre des terres de Marie-Catherine-Josèphe Recq veuve Pierre-Jacques-Joseph de Brigode à la Madeleine et Wasquehal; et transférant le tribunal correctionnel d'Hesdin à Saint-Pol [-sur-Ternoise] avec ressort sur les cantons d'Aubigny, Monchy-Breton et Pernes, transférés de celui de Béthune, et sur ceux d'Auxi-le-Château, Avesnes-le-Comte, Blangy, Fleury, Framécourt, Frévent, Heuchin, Magnicourt-sur-Canche, Saulty et Wail, en transférant ceux de Capelle [-lès-Hesdin], Fruges et Hesdin au tribunal correctionnel de Montreuil-sur-Mer⁴ (AF III 602, plaquettes 4174, pièces 21-22 et 24, et 4176, pièces 1-5).

Message des Cinq-Cents.

[Du jour] demandant l'avis du Directoire sur deux projets de résolutions sur les droits d'exportation des tabacs en feuille et fabriqués du Bas-Rhin, envoyé au ministre des Finances (AF III 602, plaquettes 4176, pièce 20, et 4177, pièces 41-42).

Message aux Cinq-Cents.

Sur l'ouverture d'une rue à Dijon entre les rues Étienne et des Juifs près de la salle des spectacles, en partie sur un terrain provenant de l'Évêché vendu au nommé Larcher⁵ (AF III 602, plaquette 4177, pièces 34-36).

¹ Louis-Antoine-Claude Mure, nommé à ce poste le 4 messidor an VI (*tome V*). Sur Guillet, voir *tome VI*, 2 thermidor an VI, Relations extérieures, rapport du ministre sur une intervention du roi du Maroc en faveur de Quillet, note. Jean-Pierre Lacombe-Saint-Michel, député du Tarn à la Législative, à la Convention et aux Anciens, général, nommé à Naples le 26 prairial an VI (*tome V*). André Grasset-Saint-Sauveur, ex-consul aux îles vénitiennes, obtenant un secours le 18 brumaire (*tome VI*). Guttin, déjà rencontré pour un paiement du même ordre le 18 germinal (*tome VIII*). Bresson ne doit pas être le conventionnel des Vosges Jean-Baptiste-Marie-François, entré aux Affaires étrangères en 1800 d'après *Roman d'Amat* reprenant *Kuscinski*, *Dictionnaire des conventionnels*, puisqu'il était sorti des Cinq-Cents en l'an VI. En revanche, Follard est sans doute le même qu'Hubert de Folard, ancien diplomate secouru (comptes des dépenses secrètes du ministère, plus loin au 24 messidor).

² L'introduction du messenger des Anciens portant l'extrait de procès-verbal du jour élisant Sieyès membre du Directoire remplaçant Reubell et les arrêtés du Directoire en conséquence interviennent au milieu de la séance, avant la réception du message des Cinq-Cents plus bas et les affaires des Finances et de la Police générale par lesquelles s'achève le procès-verbal. L'extrait des Anciens porte que Sieyès a obtenu 118 suffrages et Duval 74, Lambrechts, Gohier et Delacroix se partageant 13 autres voix.

³ *Considérant que, dans un moment où la Patrie déploie toutes ses ressources pour venger l'attentat commis par la maison d'Autriche sur les plénipotentiaires français, il appartient surtout aux fonctionnaires publics de contribuer d'une manière plus spéciale et plus prompte aux moyens qui tendent vers ce but...*

⁴ Les deux dernières lois font suite à des messages du Directoire des 27 thermidor an VI et 26 brumaire (*tomes VI et VII*).

⁵ Ce message est censé répondre à celui des Cinq-Cents du 9 nivôse (*tome VII*, séance du 17 suivant) sur le percement d'une autre rue à travers les Bénédictins et l'Évêché, mais cette opération avait été autorisée par une loi du 13 pluviôse (*ibidem* au 14); voir *tome V*, 5 prairial an VI, message du Directoire, note.

Finances.

Autorisation aux entrepreneurs des fournitures et subsistances des armées de terre et de mer d'employer à l'achat des denrées les délégations à eux données sur les contributions¹. Ordre aux commissions civiles près l'armée du Danube et l'ex-armée d'Helvétie de concourir aux approvisionnements visés par l'arrêté du 23. Récompense au lieutenant et à un préposé de la brigade volante des douanes de Cherbourg ayant sauvé les équipages de deux navires naufragés à Ravenoville et près des îles Saint-Marcouf. Liquidation des créances des hospices et autres établissements de bienfaisance sur les communautés et corporations supprimées dont les biens sont devenus nationaux. Traité de mouvement de fonds avec Le Geard. Dépôt par le ministre de l'état des mutations de la régie de l'Enregistrement de la 2^e décade de floréal (AF III 602, plaquettes 4176, pièces 21-25, et 4177, pièces 26-33, 37-39 et 43-45).

Guerre.

Formation de deux camps en avant de Lyon et en Belgique². Maintien provisoire de la compagnie des bateliers militaires attachés à l'armée du Danube, assimilés aux pontonniers pour la solde et la nourriture³. Gendarmerie: transfert de la lieutenance de Corbigny, trop proche de celles de Clamecy et Nevers, à Moulins-Engilbert, siège du tribunal correctionnel; obligation aux officiers de gendarmerie d'être équipés de leur monture sous un mois⁴. Arrêtés sur le personnel: nomination du commandant du fort Barraux et de vétérans (AF III 602, plaquettes 4176, pièces 6-19, 4177, pièces 46-51, et 4178, pièces 52-78).

Intérieur.

Nomination de membres du bureau central de Lyon approuvés par le député Chasset, et refus des candidats de son collègue Vitet, qui regrette ceux destitués le 20 ventôse, et de la municipalité de Trégomeur faute de désignation par l'assemblée primaire. Destitution: administrateur central du Gard anarchiste⁵; municipalités: Aix [-en-Provence] anarchistes, Laferté-sur-Aube: président et autres ayant admis à la fête du 2 pluviôse deux instituteurs inciviques dont l'un condamné et interdit *pour outrage aux mœurs en la personne de ses élèves*, Pézenas⁶ et Saint-Julien (Jura): agents municipaux de Lancette (auj.: commune de Lains) et Saint-Laurent [-la-Roche] fanatiques; agents: Morval n'ayant ni assisté à la fête du 2 pluviôse ni prêté serment, Richelieu ayant formé un attroupement qui a *conduit en triomphe les électeurs de l'assemblée scissionnaire revenant de Tours et menacé et insulté* ceux de l'assemblée électorale mère⁷, et Ploufragan incivique. Jugement: ex-secrétaire de la municipalité de Beringen ayant délivré des cartes de sûreté en blanc trouvées sur un brigand, ex-agent municipal de Cézia réquisitionnaire ayant fait inscrire son faux acte de mariage en l'an IV, ex-agent et adjoint de Morez ayant rempli d'actes de mariage de réquisitionnaires le registre d'état civil de Bellefontaine, encore vierge en prairial an VI, ex-président de la municipalité de la Rixouse pour mariage nocturne de quatre conscrits de Valfin [-lès-Saint-Claude] (auj.: commune de Saint-Claude), ex-adjoint de Sainte-Agnès (Jura) aidant les conscrits et réquisitionnaires restés dans leurs foyers et ex-administrateurs municipaux de Solliès complices de crimes contre les républicains en l'an III. Refus de poursuites par la commune de Saou et son défenseur officieux Léon contre les administrateurs municipaux de Puy-Saint-Martin de l'an V au sujet de la forêt de Saou⁸. Indemnité à Gasse, ex-commissaire municipal de Nanterre⁹ (AF III 602, plaquette 4177, pièce 40, et 4181, pièces 206-211, 218-223, 235-237, 241-243, 247-267, 304-306, 311-314 et 320-323).

¹ Le ministre exposant la nécessité de faire rentrer l'arriéré des contributions et même celles de l'an VII d'ici au 1^{er} vendémiaire an VIII dans l'intérêt du crédit public et de l'ordre de la comptabilité, et ayant dû *remonter jusqu'aux rôles de 1787; je me suis vu dans l'obligation d'en faire marcher jusqu'à 22 de front dans quelques départemens*.

² À Pont-d'Ain et Liège (arrêté du 3 prairial, plus loin, nommant Chabert et Hédouville leurs commandants). Leur création est annulée de fait peu après (arrêtés du 13 prairial nommant Hédouville, précédemment nommé commandant de celui de Liège, commandant en chef des 24^e et 25^e divisions militaires, celles de Belgique, et du 14 renvoyant aux armées les troupes qui devaient composer ces deux camps).

³ Compagnie créée en l'an III par les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, dont, conformément aux lois du 23 floréal an V (*tome I*, au lendemain), la solde avait cessé d'être payée en l'an V car reconnue par aucune loi.

⁴ Après leur nomination. La loi du 28 germinal an VI a créé une retenue sur la solde des sous-officiers et gendarmes non montés pour pourvoir à leur équipement, mais cette disposition n'a pas été étendue aux officiers, alors que la loi de 1791, abolie, prévoyait la destitution de ceux qui refusent de se monter.

⁵ Réintégré le 19 messidor (plus loin).

⁶ Destitution de membres anarchistes de la municipalité sortante responsables des troubles de l'assemblée primaire, en partie réélus par l'assemblée primaire mère, remplacés provisoirement jusqu'à la décision du Corps législatif sur les assemblées par ceux élus par l'assemblée scissionnaire. Arrêté annulé le 22 messidor (plus loin) avec réintégration de ceux ici destitués.

⁷ Voir plus loin, 14 messidor: réintégration de cet agent, qui n'a fait que suivre les habitants, partis au devant des électeurs rentrant de Tours comme ils en avaient l'habitude, et a même demandé à la gendarmerie de se mêler au cortège.

⁸ D'après le rapport, la commune de Saou aurait retiré ses pouvoirs au défenseur officieux en 1792. Voir aussi *tome IV*, 23 pluviôse an VI: destitution de la municipalité de Puy-Saint-Martin, restée inactive lors de l'incendie de cette forêt nationale.

⁹ Fiche remplaçant la minute et la feuille d'exécution notant que l'arrêté a été remis à Fain à la demande du Directoire le 26 vendémiaire an VIII. Sur Gasse, voir *tome II*, 8 fructidor an V, Relations extérieures, note.

Police générale.

Émigrés, radiation: Charles-Alexandre Bouillerot des Taboureaux, garde du Roi, d'Issy¹; Catherine-Nicole Deslandes divorcée Jean-Baptiste Betalli, restée en République cisalpine après le divorce de son mari, de Canzo, ensuite naturalisé français, réputée non émigrée de la Seine; Claude Floret, marchand de blé, juge de paix de la section du Nord de Lyon condamné à mort par la commission militaire de l'an II, à la requête de sa veuve Jeanne-Antoinette Berger, inscrit dans la Côte-d'Or et le Rhône; Jean-Baptiste Gouveau, de Gemeaux, militaire à la 29^e demi-brigade malade à l'hôpital Jean-Jacques de Dijon, exempté par le Directoire en l'an V; Pierre Hébert dit La Pleignière, maître d'équitation à Cæn, Marie-Anne Touzé, couturière à Rouen, Joseph Laurière, de Casseneuil, mort à Villeneuve-sur-Garonne en l'an II, et Nicolas-François Perbal, chanoine de la cathédrale d'Autun, de Pont-à-Mousson, radiés provisoirement par les districts de Montivilliers et Bernay (Eure), dans la Gironde et la Moselle; Jeanne-Louise Patry veuve Pierre Malherbe, de Bayeux, détenue sous la Terreur; Jean-Antoine Poure², d'Annonay, juge au tribunal du district du Mézenc, président de l'assemblée de section de sa ville en juillet 1793 s'étant rétracté et ayant fait adopter la constitution mais placé sous mandat d'arrêt malgré sa justification par la société populaire; Balthazar Puy, marchand épicier à Lyon, Jean-Emmanuel Valentin, de Rouen, Henri-François Rosière-Sorans, noble mort à Sorans-lès-Breurey en l'an V, et Jeanne-Catherine Salomon femme Barberot, de Besançon, recommandée par le député Briot, inscrits en Côte-d'Or et dans l'Eure et par les districts de Besançon et Is-sur-Tille; Martial Saint-Martin, conseiller à la cour des aides de Bordeaux, retiré à Saint-Sauveur [-de-Meilhan]³; Pierre-Nicolas Thiboust, directeur de l'Enregistrement à Rennes jusqu'en l'an VI, inscrit en Seine-et-Oise pour des biens à Richebourg; Charles-Louis de Vic, de Paris, officier au régiment Colonel général, frère d'un officier de l'ordre de Malte, dont les parents, d'Auch, ont obtenu un sursis pour le paiement des taxes sur les parents d'émigrés; et ceux de Seine-et-Marne inscrits dans l'Aube: Louis-Nicolas Mir, marchand épicier à Chenoise; les provinois Angélique-Julite-Simone Varante veuve Joseph Morin, fille du garde-marteau des Eaux et Forêts, Barbe-Félicité Varante veuve Nicolas-Grégoire Saint-Maur, employé aux aides, et Marc-Antoine et Marie-Anne Varante⁴; Jean-Baptiste Perrot, marchand à Nangis, recommandé par le député Simon, et Jean-Charles Thuin, coutelier à Montereau [-fault-Yonne], et sa femme Louise-Marguerite Soyer, radiés provisoirement par le district de Nogent-sur-Seine; et Étienne-François Vignole, notaire à Chalaute-la-Grande. Maintien: Patrice-Gabriel Bernard dit Montessus-Rully, inscrit en Saône-et-Loire⁵; François-René-Hervé et Henri-Marie Carbonnel dits Canisy frères, officier aux Dragons de la Reine et chevalier, émigrés en 1791, *chefs de brigands royaux* rentrés à Vassy (Calvados) avant fructidor⁶, inscrits dans le Calvados et la Manche; Marie-Stéphanie Choiseul-Stainville divorcée Claude-Antoine-Gabriel Choiseul-La Baume dit Stainville, de Paris⁷; Claude Crochet, homme de loi de Cluny détenu à la prison de l'Abbaye de Paris sous la Terreur, ne prouvant pas sa résidence; Pierre-Adolphe Estienne dit Cezey, de Mussy-sur-Seine, comte, chevalier de Saint-Louis, radié provisoirement par le district de Châtillon-sur-Seine, usant de faux certificat de service au 1^{er} bataillon de la Haute-Saône, cité sur une liste d'émigrés à Hambourg⁸; le constituant Maximilien-Augustin Bleikard de Helmstatt, né à Nancy, baron d'Empire, inscrit dans la Meurthe, la Moselle et la Seine⁹; Adrien-Marie-Louis Le Paige fils, noble de Paris, lieutenant-colonel au 1^{er} chasseurs à cheval parti du service au début de la guerre; Charles-Auguste Lescure, émigré notoire radié provisoirement par l'administration centrale de la Lozère en l'an V, et Henri-François-Athanase Wlgrin-Taillefer fils, de Périgueux, officier au régiment Royal cravate, usant de faux certificats de résidence à Thoras et Champs [-sur-Marne]; Élie-Florent de Rassac du Lac, parti de la Rochefoucauld en 1791 sous prétexte que des individus voulaient l'arrêter¹⁰; Martin Storck, de Lochwiller, usant de faux certificats de résidence (AF III 602, plaquettes 4179, pièces 84-141, et 4180, pièces 142-191).

¹ Issy-les-Moulineaux, alors: Seine, nom révolutionnaire: Issy-l'Union. Le registre appelle l'émigré Jonne Bouillerot des Taboureaux à cause d'une erreur de lecture pour le département de l'Yonne, où il est inscrit, en marge de la minute de l'arrêté à la fin de la ligne énumérant ses prénoms.

² Ou Pourret d'après le rapport.

³ Et voisin du député Laujacq, qui témoigne de sa non-émigration.

⁴ Les liens de parenté des émigrés Varante ne sont pas indiqués; la première fait l'objet d'un rapport et d'un arrêté distincts.

⁵ On n'a pas d'autre précision sur cet émigré.

⁶ Avant le Dix-Huit Fructidor an V. *Ils ont inspiré une telle terreur à Vassy qu'aucun n'a accepté les fonctions d'agent municipal qu'on a été obligé de faire remplir par un commissaire.*

⁷ Claude-Antoine-Clériadus-Gabriel de Choiseul-Stainville, colonel du régiment émigré des Hussards de Choiseul (voir *Les Archives du Directoire*), dont la mère était Diane-Gabrielle de La Baume de Montrevel.

⁸ Peut-être celle cotée AF III 51 A, dossier 184, pièce 15 (*Les Archives du Directoire*, page 292).

⁹ Helmstatt (Maximilien-Augustin Bleikard de), député de la noblesse du bailliage de Sarreguemines, retiré en Souabe (à Neckarbischoffsheim suivant *Lemay*, qui ne cite pas cet arrêté mais le dit inscrit provisoirement en 1792 et réclamant, comme ici, en se disant allemand). Nos documents font de Bleikard son premier prénom.

¹⁰ Le rapport cite parmi les pièces décrites la déclaration devant notaire du nommé Étienne Deschamps, volontaire au bataillon de la Charente, niant l'avoir rencontré à Liège.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 602, plaquette 4181, pièces 192-205, 212-217, 224-226, 229-234, 238-240, 244-246, 268-303, 307-310, 315-319 et 324-336. Nominations: commissaires centraux (remplacement de nouveaux députés sauf indication contraire), *Allier*: Cossonnier, commissaire municipal de Montauguet [-en-Forez];- *Ardèche*;- *Aube*;- *Aveyron*: Cambon, administrateur central¹;- *Forêts*: Delattre, commissaire près le tribunal correctionnel de Luxembourg²;- *Indre*: Forest, ex-commissaire près les tribunaux³;- *Léman*: Gavard, député du Mont-Blanc aux Cinq-Cents sortant;- *Lot*;- *Lozère*: Cade, président du tribunal criminel, remplaçant Servièrre, décédé, parmi les candidats le conventionnel Pelet⁴;- *Lys*: Fournier, commissaire près les tribunaux, où le remplace le substitut Dubois⁵;- *Manche*: Bonnesœur, substitut⁶;- *Rhône*;- *Yonne*: Droin, juge de paix de Noyers;

- et commissaires municipaux, *Hautes-Alpes*, Embrun;- *Alpes-Maritimes*, Puget-Théniers: remplacement de Joseph Drogoul, élu administrateur central;- *Charente*, Confolens;- *Charente-Inférieure*, la Rochelle *extra muros*: Regnault, greffier du tribunal du district;- *Dordogne*, la Cassagne: Theyssieu, de Saint-Geniès, ex-capitaine de volontaires;- *Finistère*, Pleyben;- *Golo*, canton de Tavagna: remplacement de Geromini, protégeant les rebelles et faisant obstacle à l'inscription d'émigrés;- *Haute-Loire*, le Puy (*intra muros*): Genestel, commissaire de police;- *Lys*: Bruges; Gistel; Houtave (auj.: commune de Zuienkerke): Lebas, ex-chef de division des transports militaires; Lo [-Reninge]; Oostkamp: Soulié, ex-militaire, employé à l'agence des contributions du département; Pittem; Roulers; Warneton (auj.: Comines-Warneton); Westkapelle (auj.: commune de Knokke-Heist);- *Meuse-Inférieure*, Valkenburg⁷;- *Sarthe*, la Suze [-sur-Sarthe]: Courteille, ex-professeur au collège de la Flèche;- *Vendée*, la Châtaigneraie: Chapelain, député sortant des Cinq-Cents, remplaçant Perreau, député à la Législative, démissionnant⁸;- *Vosges*, Darney: remplacement de Mengin, élu administrateur central; Xertigny: Rémi-Dominique Rémy, employé de l'administration centrale.

Séance du 28 floréal an VII [17 mai 1799]

(AF* III 15, folios 124 verso-126 recto; AF III 602, plaquettes 4182 et 4183)

Messages des Cinq-Cents.

[Délibéré le 24 et expédié le 28] sur la plainte de la municipalité de Pamiers contre le commissaire municipal ayant refusé de signer un passeport et injurié le président qui lui demandait la raison⁹ (AF III 601, plaquette 4172, pièces 35-36, dossier du 24); [délibéré le 8 et expédié le 28] demandant si les lois sur les colonies étaient publiées dans le département du Nord de Saint-Domingue le 20 germinal an VI, envoi de ces messages respectivement aux ministres de l'Intérieur et de la Justice¹⁰ (AF III 602, plaquette 4183, pièces 44 et 51-53).

Messages aux Cinq-Cents.

Favorable à la création d'un tribunal de commerce à Saint-Gaudens; et sur le remplacement des juges de paix et assesseurs non désignés par les assemblées primaires de l'an VII¹¹ (AF III 602, plaquette 4183, pièces 40-43).

¹ Minute portant celle d'un arrêté du 19 prairial précisant qu'il s'agit de Cambon, juge, ex-administrateur central (pièce 204), et mention d'une nouvelle interprétation du 8 messidor (plus loin), date d'un arrêté annulant ceux-ci et nommant l'administrateur central Cambe.

² Nommé le 18 prairial an VI (*tome I*), arrêté le disant originaire de Metz et citant les initiales de ses prénoms (F.-P.-I.).

³ Pierre-Paul-Hippolyte Forest, né à Châtilhon-sur-Indre, secrétaire du département d'Indre-et-Loire en l'an II, nommé commissaire près les tribunaux en brumaire an IV, administrateur des domaines nationaux de Saint-Domingue en l'an VI (*Roman d'Amat*); frère du secrétaire du général Hédouville désigné pour l'expédition de Saint-Domingue après le Dix-Huit-Fructidor (*tome II*, 3 fructidor an V, Marine et Colonies, listes de candidats pour Saint-Domingue présentée par Hédouville), commissaire près les tribunaux de l'Indre remplacé le 6 pluviôse an VI (*tome IV*).

⁴ Laurent Servièrre, député à la Convention, nommé commissaire central le 16 frimaire an IV (*Kuscinski, Dictionnaire des Conventionnels*, qui date son décès du 12 prairial an VII). Jean Pelet dit de la Lozère, sorti des Cinq-Cents en l'an V, futur préfet de Vaucluse puis chargé du 2^e arrondissement de la Police générale sous l'Empire.

⁵ Nicolas Fournier, ex-accusateur public des Vosges (voir *tome III*, 11 vendémiaire an VI, Affaires non citées au procès-verbal, note). Victor Dubois, ex-sous-bibliothécaire à la bibliothèque publique d'Arras (liste des fonctionnaires des départements réunis relevant du ministère de la Justice, *tome I*, 29 germinal an V).

⁶ Siméon-Jacques-Henri Bonnesœur-Bourginière, député de la Manche à la Convention et aux Anciens sorti en l'an V, nommé substitut près les tribunaux du département le 16 floréal an V (*tome I*, nomination datée par erreur de la veille à l'index de ce tome) et non commissaire près les tribunaux comme l'écrivent *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels* et *Roman d'Amat*.

⁷ Nom français: Fauquemont.

⁸ Vincent Chapelain, refusant, remplacé le 16 thermidor (*tome X*). Aimé-André Perreau, nommé le 4 messidor an VI (*tome I*).

⁹ Le commissaire (*intra muros*) est destitué le 14 messidor (plus loin) comme royaliste et malhonnête.

¹⁰ La lettre d'envoi du second précise qu'il s'agit de savoir s'il y a lieu de ne valider que Jean-Baptiste Deville, élu aux Cinq-Cents par l'assemblée électorale de ce département tenue au Cap, et d'invalider les deux autres élus, dits ici Jean-Baptiste Perodin et Julien Reymond (Jean-Baptiste Niderop-Perodin et Julien Raimond d'après *Kuscinski, Les députés au Corps législatif*). Voir plus loin 7 prairial: message du Directoire répondant que ces lois ont été reçues après le 20 germinal an VI.

Justice.

Approbation de décisions du ministre sur des demandes de cassation dans les départements provisoires de la rive gauche du Rhin: admission des pourvois des Domaines et de Balthazar Scheurer, cabaretier à Coblenze, contre des jugements du tribunal civil de Rhin-et-Moselle: acquittant Floss, d'Arzdorf [-über-Rheinbach], fermier des biens saisis d'Hild, receveur du comte de la Layen en fuite; et des marchands de vin ayant refusé d'être payés en assignats en l'an IV; rejet des pourvois d'Henri Windhenser et Philippe-Louis-Ernst Mosebach, condamnés à mort par les tribunaux criminels de la Sarre et de Rhin-et-Moselle pour vol avec effraction et escalade dans des maisons d'habitation et pour vol avec violence et effraction, et de Jacques Daiber et Pierre Herzog et de Gaspard Braun et Michel Hilden, condamnés aux fers pour vol par ceux du Mont-Tonnerre et de la Roër. Annulation de sentences des commissions militaires de Cæn et Poitiers acquittant les émigrés Maurice-Nicolas-Alphonse Filleul et Gabriel-Henri Villedon¹. Suspension et jugement du commissaire près le tribunal correctionnel de Tarascon [-sur-Ariège] s'étant fait payer avec son greffier pour le transfert d'une affaire de violences pendante au tribunal correctionnel de Limoux aux fins de transiger à l'amiable entre les parties². Cassation d'un référé du tribunal civil de Vaucluse sur le règlement des droits de Marthe Millet femme François Beyssier pour la reprise de ses deniers dotaux lors de la saisie des biens de son mari par les créanciers de celui-ci (AF III 602, plaquettes 4182, pièces 1-12, et 4183, pièces 36-39).

Marine et Colonies³.

Approbation de la conduite de Victor Hugues, ex-agent particulier en Guadeloupe⁴ (AF III 602, plaquette 4183, pièces 45-46).

Police générale.

Après interrogatoire par le ministre, renvoi devant un officier de police judiciaire des six ex-juges au tribunal civil des Bouches-du-Rhône de l'an IV sous le coup du mandat d'amener du Directoire du 5 nivôse⁵ (AF III 602, plaquette 4183, pièces 28-35). Instructions verbales pour la libération d'Ignace Dethier⁶.

Relations extérieures.

Rapport sur la question de savoir si la France peut exiger de l'Espagne une déclaration de guerre contre l'Autriche et si elle y a intérêt; communication de lettres de l'ambassadeur Sieyès, pièces retirées par le ministre⁷.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 602, plaquettes 4182, pièce 13, et 4183, pièce 50. Lettres: chargeant Bruix de se concerter avec Moreau à Gênes pour opérer le transfert de l'armée de Naples par la mer si les Autrichiens coupaient les communications par terre; *quand cette jonction sera opérée ou si elle l'est déjà, vous devez suivre le plan tracé par vos instructions à moins que la situation des affaires ou la force et la position des anglais ne vous les fassent juger trop dangereux...* Post-scriptum: *Corfou n'étant plus en notre pouvoir, il seroit dangereux que vous vous engageassiez dans l'Adriatique;* et en faisant part à Moreau, minutes de Lagarde signées des cinq Directeurs⁸, copies au registre du bureau particulier, AF* III 19, pages 142-143.

AF III 602, plaquette 4183, pièces 47-49. Feuilles de brevets de pension de la Guerre et de l'Intérieur, 10 et 6 articles.

Séance du 29 floréal an VII [18 mai 1799]

¹¹ Le premier message fait suite au renvoi d'une pétition par les Cinq-Cents au Directoire, ce qui laisse supposer, sans que le texte du message du Directoire l'indique expressément, l'existence d'un message des Cinq-Cents qu'on ne trouve pas mentionné auparavant dans les procès-verbaux. Le second rappelle que les lois du 19 fructidor an V et du 12 prairial an VI (*tome V*, séance du lendemain) avaient chargé le Directoire d'y procéder.

¹ Seul le second est connu du fichier des émigrés des Archives nationales (F⁷ 5778 et BB¹ 96, pl. 3), comme inscrit dans la Vienne. Le premier est cité dans l'index du groupe des Affaires diverses de la sous-série F⁷ (F⁷ 7555, dossier 61) comme chef chouan, conspirateur dangereux, détenu à Cæn comme prévenu d'émigration et d'assassinats, ensuite amnistié, ventôse an VII-germinal an VIII.

² Arrêté annulé le 4 messidor (plus loin), le commissaire ayant été disculpé par le directeur du jury.

³ Le ministre est suppléé par celui des Relations extérieures.

⁴ Voir *tome IV*, 29 ventôse, Marine et Colonies, note.

⁵ Voir *tome VII*, à la date indiquée, Police générale, note.

⁶ Sous le coup d'un mandat d'amener du Directoire du 18 frimaire (*tome VII*, index) comme meneur de l'insurrection de Belgique, résidant à Amelsdorp (Meuse-Inférieure,auj.: Belgique, Limbourg, commune de Bilzen) et seigneur de Kanne (auj.: commune de Riemst). Le registre le dit du département de la Meuse. Voir aussi F⁷ 7702, dossier 9, ventôse-floréal an VII, où il est dit seigneur de Nederkanne et mis en surveillance.

⁷ Et non représentées ici.

⁸ Dernière signature de Reubell.

(AF* III 15, folios 126 recto-128verso; AF III 602, plaquettes 4184 à 4186⁹)

Lois.

[Du 28] validant les opérations des assemblées électorales mères de la Haute-Garonne et de la Meuse-Inférieure et invalidant les scissionnaires; et simplifiant les inscriptions sur le Grand livre de la dette publique (AF III 602, plaquettes 4183, pièces 23-27, et 4184, pièce 5).

Message des Anciens.

[Du 26] transmettant une adresse de citoyens de Grenoble au Corps législatif et au Directoire du 17 *sur les derniers événements militaires en Italie* accusant Scherer de s'être caché dans une ferme lors de la bataille du 16 germinal, affirmant qu'en passant par Chambéry *pour aller rétablir sa santé à Paris il a eu la bassesse d'écrire à l'adjutant général Herbin² de pourvoir à sa sûreté qu'il croyait menacée* et portant l'invitation suivante: *Si vous croyez la Patrie en danger, ne craignez pas de le déclarer fortement*, environ 150 signatures, dont Garmelin, ex-chef de bataillon, et Michal, juge de paix (AF III 602, plaquette 4186, pièces 79-80).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur: le transfert du canton de Verruyes à Saint-Georges [-de-Noisné], commune plus centrale, plus peuplée et plus accessible; une contribution locale de la commune de Consenvoye pour payer la réparation des fontaines; l'échange par les hospices de Saint-Chef de terrains avec Charles-Joseph Ducros, et de Soissons d'une maison contre des terres du citoyen Lévêque et de la veuve Mennesson; l'achat par la commune d'Hortès (Haute-Marne,auj.: commune d'Haute-Amance) du presbytère, attribué à la justice de paix mais nécessaire pour les séances de la municipalité et le logement de l'instituteur, en vendant un communal au lieu-dit la Pommeraye; l'échange d'un communal de Bardos avec Jouannès-Peigueui pour bâtir un moulin à eau et celui de terrains par la municipalité avec Jean Pochelu-Garat au chef-lieu; la vente d'un communal de Mirepeix au citoyen Poey pour bâtir sa maison; l'échange d'un communal de Moroges contre un terrain du citoyen Juillet à charge pour lui d'y bâtir un abreuvoir et un lavoir; l'achat par le citoyen Aubeuf, de Sennecey [-le-Grand], d'une parcelle de communaux de Viel-Moulin anticipée en reconstruisant une maison après un incendie; et envoyant les procès-verbaux des assemblées primaires d'Anvers et Malines³ (AF III 602, plaquettes 4184, pièces 11-13 et 17-31, et 4185, pièces 32-43 et 51-53).

Finances.

Distribution extraordinaire de fonds sur l'an VII aux ministres de la Guerre pour les poudres et salpêtres et de la Marine et des Colonies (AF III 602, plaquette 4184, pièce 4⁴).

Intérieur.

Rejet: du projet du patriote Gonchon⁵ de créer une loterie des ouvrages d'ébénisterie du faubourg [Saint-] Antoine de Paris pour assurer aux habitants du faubourg un meilleur produit, ce qui, *loin d'atteindre le but désiré, ne ferait que détruire l'industrie en lui ôtant sa perfection et en avilissant ses produits*, les mauvaises productions devant

⁹ Plaquette contenant une feuille néant pour le 30 floréal / dimanche 19 mai 1799.

² Le futur général Jean-Baptiste Herbin-Desseaux, commandant le département du Mont-Blanc dans la 7^e division militaire depuis le 26 mars 1798 / 6 germinal an VI d'après *Six*, mesure non citée au *tome V*.

³ Il y a deux messages sur Bardos, le premier notant l'avis favorable de la municipalité à l'échange proposé par la commune chef-lieu. Viel-Moulin, réunie à Sennecey-le-Grand par loi du 27 fructidor an VI (*tome VI*, à cette date). Sur Hortès, voir *tome X*, 12 brumaire an VIII: loi de la veille. L'envoi des procès-verbaux d'Anvers et Malines répond à la demande des Cinq-Cents (plus haut au 14).

⁴ Il n'y a pas de feuille d'exécution.

⁵ Clément Gonchon, né à Lyon, ouvrier en soie établi au faubourg Saint-Antoine, orateur connu dès le début de la Révolution, membre modéré des Jacobins, auteur de plusieurs adresses imprimées à la Législative et à la Convention, commissaire du Conseil exécutif en Rhône-et-Loire en 1793, incarcéré par la suite comme fédéraliste, puis de nouveau envoyé en mission à Lyon en l'an III, où il s'attacha à prouver que le peuple n'était pas partisan des agitateurs royalistes. Bien que *Roman d'Amat* écrive qu'on perd sa trace à Paris après 1795, il fait partie des patriotes secourus par le Directoire le 26 brumaire an IV comme défenseurs de la Convention en Vendémiaire, puis fut envoyé en mission en Haute-Loire le 11 floréal suivant (*Debidour*, tomes I, page 82, et II, pages 262-263), mission pour laquelle il figure dans les comptes secrets du ministre de la Police générale approuvés le 27 thermidor an V pour un paiement de prairial précédent (*tome II*, où nous l'avions dénommé Gouchon, comme dans *Les Archives du Directoire*, page 199, à l'occasion d'un rapport du même ministre de messidor an IV sur une nomination en Haute-Loire). Il est également cité dans les premiers comptes du ministre approuvés par le Directoire le 28 prairial an IV pour un paiement du mois de germinal pour *le bon esprit du faubourg Antoine* (*Debidour*, tome II, page 640). Son souci des petites gens, qui perce dans ses rapports sur Lyon, se manifeste aussi par un arrêté du Directoire du 29 floréal an IV (*ibidem*, page 293) transmettant au ministre de l'Intérieur une liste d'indigents remise par lui. Il faut cependant noter que la *Table analytique des procès-verbaux de la Convention*, où les missions de Gonchon sont citées, comme dans le *Recueil des actes du Comité de salut public*, mentionne également la mort d'un certain Gonchon aîné et une demande de secours de sa veuve les 7 et 22 germinal an II.

nécessairement mieux se vendre. *La vente du mobilier des émigrés, qui a fait rentrer dans le commerce une infinité d'objets précieux en ce genre, l'ébranlement et la chute d'un grand nombre de fortunes, la rareté du numéraire et son intérêt exhorbitant, voilà quels obstacles s'opposent en ce moment à l'activité des arts de luxe; et de la demande d'exportation de soie en trame et organsin dans les pays alliés et neutres par Hippolyte Henry et compagnie, négociants à Paris, pour écouler le superflu et favoriser la reproduction de cette matière, qui leur donnerait un privilège exclusif et permettrait à l'Angleterre et à l'Espagne de se procurer cette matière première à notre détriment et d'attirer même nos ouvriers que le défaut absolu d'ouvrage forceroit à s'expatrier.* Approbation du tarif des bois flottés de Paris. Brevets d'invention à Baumann, Hullot et compagnie, de Paris: procédé de travail du cuir pour la chapellerie et la garniture des meubles; et aux américains Robert Fulton et Nathanael Cutling: machines pour fabriquer des cordes et cordages. Réduction des 4/5^e du droit de passe sur les voitures chargées de minerai de fer d'Autrey [-lès-Gray]¹ (Haute-Saône) jusqu'aux ports sur la Saône pour la fabrication de canons avec de la fonte douce faite au coak par la manufacture du Creusot. Autorisation de jouissance du moulin de la Garde à Barry-d'Islemade sur le Tarn au citoyen Frainneau. Après réception du message des Cinq-Cents sur les arriérés de traitement des artistes de la manufacture de Sèvres, rapport sur les mesures prises pour les régler sans vendre à l'encan des productions de la manufacture comme proposé dans leur pétition aux Cinq-Cents jointe du 5 floréal, environ 85 signataires, ce qui éveillerait l'attention du public sur la détresse de cet établissement et il perdrait la réputation de supériorité qu'il s'est acquise². Règlement sur la police des eaux minérales reprenant les anciennes lois et ordonnances non abolies, 7 pages manuscrites, à publier au *Bulletin des lois*. Destitutions et nominations à l'octroi de Paris, rapport des régisseurs Joubert et Morin sur les destitutions proposées, listes des destitués et des candidats avec mention de leurs recommandations³. Arrêté sur les subsistances des troupes françaises en République ligurienne: achat de grains des départements de l'Ain, de la Côte-d'Or, de l'Isère et de Saône-et-Loire, à expédier par le ministre de la Guerre, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, page 143 (AF III 602, plaquettes 4184, pièces 6-10 et 14-16, 4185, pièces 41-50 et 54-62, et 4186, pièces 63-78).

[Le Directoire] arrête qu'il chômera demain décadi trente floréal et ajourne sa séance à après-demain premier prairial.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 602, plaquette 4186, pièces 81-86. Remplacement de Savary et Simon, commissaires centraux de l'Eure et du Haut-Rhin élus députés⁴, billet de Reubell proposant que Belin, proposé pour le second par le nouveau député Simon, et qui ne plairait qu'aux belfortains dont le district doit être retiré du Haut-Rhin pour être réuni au Mont-Terrible, remplace Roussel, commissaire central de ce département qui est dans le cas d'être destitué, 22 floréal.

Séances du 1^{er} au 28 prairial an VII [20 mai-16 juin 1799]

Séance du 1^{er} prairial an VII [20 mai 1799]

(AF* III 15, folios 129 recto-131 verso; AF III 603, plaquettes 4187 et 4188)

Lois.

[Du 29 floréal] validant les opérations de l'assemblée électorale mère de l'Hérault et, pour l'élection des députés, de celle du Var sauf Hernandès, n'ayant pas trente ans, en invalidant les assemblées scissionnaires des deux départements (AF III 602, plaquette 4184, pièces 1-3; AF III 603, plaquette 4187, pièce 1).

Messages des Anciens.

[Des 29 et 30 floréal] élisant Dubois (des Vosges) commissaire de la Trésorerie nationale, remplaçant Desrez, sorti par le sort, et Féval commissaire de la Comptabilité nationale, et arrêtés du Directoire transmettant ces procès-verbaux aux deux élus (AF III 603, plaquette 4188, pièces 35-37 et 40-43).

Messages des Cinq-Cents.

¹ Cette commune est la seule des trois du nom d'Autrey en Haute-Saône où des mines de fer soient connues. *Coak*: coke.

² Le ministre signale que les fonds nécessaires ont été inscrits sur la dernière distribution décadaire et estime inutile de répondre aux Cinq-Cents par un message.

³ Eléments non retenus à l'index.

⁴ Nomination de Marie-François-Gilles Rever, député de l'Eure à la Législative, et de François, dit Marc-Antoine Richert, administrateur central du Haut-Rhin, que nous identifions grâce au *Nouveau Dictionnaire de biographie alsacienne*, Strasbourg, Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, 1983-2003. Pierre-Joseph Belin, député sortant des Cinq-Cents, était né à Delle (auj.: Territoire-de-Belfort); il est nommé commissaire près le tribunal correctionnel de Belfort le 18 prairial (plus loin). Roussel est cité comme commissaire central du Mont-Terrible en frimaire an V (*Debidour*, tome IV, index).

[Délibéré le 24 floréal, expédié le 28] transmettant la dénonciation par Boisseson, conscrit de la Calmette (Hérault) contre des municipalités du département délivrant des faux actes de mariage de conscrits et réquisitionnaires; [et délibérés le 26 et expédiés le 28] sur la plainte de la municipalité d'Aix contre l'inaction du tribunal criminel des Bouches-du-Rhône pour réprimer les assassinats et brigandages; et le transfert de la commune de Saint-Germain-en-Coglès du canton de Saint-Georges [-de-Chesne] à celui de Fougères¹ (AF III 603, plaquette 4188, pièces 51-59).

Message aux Cinq-Cents.

Transmettant l'état des ventes de biens nationaux en germinal (AF III 603, plaquette 4187, pièces 18-19).

Décision du Directoire².

Instructions à Bruix sur des mesures à concerter avec le général Moreau: autorisation de mettre ses troupes de débarquement à la disposition de Moreau, puis ordre de se joindre à l'escadre espagnole, si elle est sortie de Cadix, pour surpasser les forces ennemies avant que l'amiral Bridport ait renforcé l'escadre de Nelson, Jervis ayant sans doute divisé la sienne pour augmenter celle de ce dernier, dans ce cas, *balayer la Méditerranée pour faciliter l'approvisionnement de la Ligurie et de la Toscane, ... empêcher des explosions dans les états évacués, ... donner du courage et relever les espérances des amis de la liberté, ... et faciliter la délivrance des troupes qui, laissées dans quelques forteresses, s'y trouveroient trop pressées*, ensuite dégager Malte; ajout en marge: *Quant à l'expédition de la Sicile, elle paroît dans ce moment devoir être abandonnée* (AF III 603, plaquette 4187, pièce 1, minute de Treilhard signée par les trois autres Directeurs, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, page 144).

Finances.

Remplacement de Letourneux, régisseur de l'Enregistrement, et Clauzel, membre de la commission de liquidation de la comptabilité intermédiaire élus députés, par Duchâtel et Segretain, députés sortis; nomination de Précy, sorti des Anciens, agent forestier d'Auxerre³. Poste aux chevaux: règlement sur l'ordre et la police, 16 pages manuscrites, à imprimer au *Bulletin des lois*; indemnités à des maîtres de poste pour localités difficiles⁴. Création d'un bureau de distribution de la poste aux lettres à Villepreux. Modalités de l'instruction contradictoire devant l'administration centrale de la Seine-Inférieure entre Jeanne Huré veuve Pierre-Louis Mahieu ou Mathieu, et la citoyenne Barrois-Baudry sur la validité de baux emphytéotiques de 1767 et 1775 de maisons provenant du couvent de Grammont à Rouen⁵ (AF III 603, plaquettes 4187, pièces 20-30, et 4188, pièces 32-34, 38-39 et 44-47).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel⁶ (AF III 603, plaquette 4187, pièces 2-17).

Intérieur.

¹ *La Calmette, canton d'Olargues* dans le texte: la Calmette, commune de Mons; le conscrit déclare que son propre père a acheté un tel acte. Messages envoyés aussitôt les deux premiers au ministre de la Justice et le troisième à celui de l'Intérieur. Voir plus loin au 12 le rapport du ministre de la Justice sur la plainte de la municipalité d'Aix.

² Le procès-verbal de la séance commence par cette affaire.

³ L'ex-ministre de l'Intérieur Letourneux, élu de la Loire-Inférieure aux Anciens, Jean-Baptiste Clauzel, réélu de l'Ariège aux Cinq-Cents, Charles-Jacques-Nicolas Duchâtel et Louis-François-Laurent Segretain, députés de la Gironde et de la Mayenne sortis des Cinq-Cents et des Anciens. Sur Jean Précy, député de l'Yonne à la Convention, aux Cinq-Cents et aux Anciens jusqu'en l'an VII, voir *tome VIII*, 14 ventôse, Police générale, note sur la fermeture du cercle constitutionnel d'Auxerre.

⁴ Notamment dans le Var entre Vidauban et Antibes (éléments récapitulés à la rubrique *Poste aux chevaux* de l'index).

⁵ Instruction contradictoire prescrite par arrêté du 23 prairial an V (*tome II*), ici décrite en 34 pages manuscrites.

⁶ Dont promotion du futur général Jean-Baptiste Domon, capitaine à la suite de la 9^e demi-brigade de ligne, aide de camp du général Compère, chef de bataillon, nomination du général Frégeville (Jean-Henri-Gui-Nicolas de Grandval de), député du Tarn aux Cinq-Cents sorti en l'an VII, inspecteur général de la cavalerie de l'armée d'Angleterre (mesures connues de *Six*), retraite de l'ex-général de brigade Louis-René Lemouton de Boisdeffre (mesure inconnue de l'auteur, qui le dit avoir cessé le service en 1792), et traitement de réforme de capitaine à l'ex-général de brigade Louis-Jean Plaideux, non compris dans la réorganisation de l'an III, qui, suivant le même, supprima les derniers mots de cet arrêté et toucha le traitement de réforme de général jusqu'en 1811, où il fut déclaré indigne de servir et invité à rembourser les sommes indûment perçues. Des extraits de propositions au Directoire de la 3^e décennie de frimaire sont joints à ces arrêtés et portent notamment ajournement de la demande de promotion au grade de chef de brigade du futur général François-Joseph-Fidèle Gressot, capitaine à la 16^e demi-brigade légère, aide de camp de Scherer, général en chef de l'armée d'Italie, et refus de convertir en traitement de réforme les pensions des ex-généraux de division Charles-François Duhoux, renvoyé au ministre des Finances pour paiement de six mois d'arriérés, et Jean-Charles Hallot, décédé, et d'employer à l'état-major de l'armée d'Italie un certain Dominique Assereto, ex-capitaine de vaisseau au service de l'Espagne.

Remplacement de Thibault, régisseur de l'octroi de Paris élu député, par Pilastre, lettre des régisseurs de l'octroi Joubert et Morin proposant la candidature de Foucher, conventionnel du Cher, actuel inspecteur général en chef de la régie¹, à remplacer par l'inspecteur général Crozat (AF III 603, plaquette 4188, pièces 48-50).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 603, plaquette 4188, pièces 60-67 Nomination des ex-députés Delacoste substitut près le Tribunal de cassation, Pierre Gauthier suppléant à ce tribunal, et Goupil-Préfelne commissaire près le tribunal correctionnel d'Argentan remplaçant son fils Louis-François-Alexandre, élu aux Anciens².

Séance du 2 prairial an VII [21 mai 1799]

(AF* III 15, folios 131 verso-133 verso; AF III 603, plaquettes 4189 à 4191)

Message des Cinq-Cents.

[Déliéré le 30 floréal] transmettant une adresse de citoyens de Chambéry au Corps législatif et au Directoire du 22 jointe sur les événements militaires en Italie: ... *Pourquoi l'inepte Scherer, signalé comme traître par l'immortel Hoche, est-il resté si long temps au ministère de la Guerre et pourquoi a-t'il pu comme général consommer à l'armée les maux qu'il avoit préparés dans son ministère, par quelle étrange fatalité un tel homme a-t'il succédé à Bonaparte... pourquoi le vainqueur de Rome et de Naples et les compagnons de sa gloire sont-ils mis en accusation*, adresse évoquant également les destitutions en masse (par le Directoire) et réclamant la liberté de la presse, *ce premier boulevard de la liberté*, environ 220 signatures (AF III 603, plaquette 4189, pièces 17-19).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur les scellés posés par un officier de la marine à Rochefort sur ceux du juge de paix³ en application de l'ordonnance de 1765 sur la marine et sans violation des pouvoirs de la justice, l'article 8 de la loi des 6-27 mars 1791 portant que *l'apposition des scellés étant un acte purement ministériel et conservatoire*; et sur la création de tribunaux de commerce à Louviers et correctionnel à Quillan, chemises des dossiers des commissions spéciales créées le 7, adresse d'habitants et commerçants de Louviers, environ 25 signatures⁴ (AF III 603, plaquettes 4189, pièces 1-2, et 4190, pièces 25-37 et 42-47).

La séance est consacrée en partie à la lecture de la correspondance militaire et diplomatique.

Justice.

Départements de la rive gauche du Rhin⁵: rapport sur les progrès de l'organisation de la gendarmerie et paiement des frais de casernement sur les contributions de ces départements; traitement des employés de l'Enregistrement comme ceux *du même grade dans l'intérieur*. Annulation: de sentences de la commission militaire de Nîmes acquittant les prévenus d'émigration Louis Bureau, Charles Chabannier et Jean Vidalon⁶; et de l'instruction par le tribunal civil de l'Yonne d'un conflit entre acquéreurs de biens nationaux dans le canton de Mont-Saint-Sulpice (AF III 603, plaquettes 4189, pièces 3-10 et 20-24, et 4190, pièces 38-40).

Police générale.

Émigrés, radiation: François-Joseph et Pierre-Joseph Delecroix, prêtres insermentés de Rombies [-et-Marchipont]⁷, maintenus sur la liste des déportés; Jean-Toussaint Duval, prêtre détenu à Rouen de 1793 à l'an IV, non assujéti au

¹ Anne-Alexandre-Marie Thibault, élu de Loir-et-Cher aux Cinq-Cents. Urbain-René Pilastre de La Brardière, député du tiers-état de la sénéchaussée d'Angers à la Constituante puis conventionnel de Maine-et-Loire, sorti des Anciens en l'an VII, mesure connue de *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*, qui date en revanche du 12 fructidor au lieu du lendemain (*tome X*) sa destitution, en rapportant cependant au 13 la nomination de son remplacement par Jean-Baptiste Cavaignac, conventionnel du Lot sorti des Cinq-Cents en l'an V. Jacques Foucher, député du Cher à la Législative et à la Convention.

² Jean-Aimé Delacoste, député de la Charente-Inférieure à la Législative et aux Anciens, nomination inconnue de *Kuscinski, Les députés à l'Assemblée législative*. Gauthier, député du Calvados aux Cinq-Cents sortant. Guillaume-François-Charles Goupil-Préfelne aîné, député du tiers-état du bailliage d'Alençon à la Constituante, sortant des Anciens.

³ Voir plus haut, 22 floréal: message des Cinq-Cents.

⁴ Sur Louviers, voir aussi dans AF III 33, pièces 127-229: revendication par Louviers du tribunal fixé à Orbec, an V-an VI (*Les Archives du Directoire*, page 174). Sur Quillan, voir *tome VIII*, 19 ventôse, message des Cinq-Cents, note.

⁵ Appelés ici les *quatre nouveaux départemens de la rive gauche du Rhin* au lieu de l'expression habituelle de départements provisoires de la rive gauche du Rhin.

⁶ Louis Bureau, teinturier, inscrit dans le Gard (Arch. nat., F⁷ 5856). Les fichiers des émigrés des Archives nationales connaissent plusieurs Chabannier, inscrits notamment dans les Bouches-du-Rhône, mais avec d'autres prénoms. Le dernier est peut-être Jean Vidallon, également des Bouches-du-Rhône (BB¹ 96, pl. 3, et F⁷ 5856).

serment. Déportation en Guyane de Gabriel-Antoine Becdelièvre, émigré maintenu acquitté par le commission militaire de la 17^e division militaire de contravention à la loi du 19 fructidor an V. Maintien définitif de Louis-Godefroi-Henri Launois, frère de l'ex-député de l'Aisne aux Anciens Jean-Barthélemy. Rejet des réclamations des émigrés maintenus Charles-Anne-Victorin Lasteurie du Saillant, Adélaïde-Louise Mascrany divorcée Clermont-Mont-Saint-Jean, et Léopold Newenstein. Annulation de l'article de l'arrêté du 18 floréal chargeant le ministre de faire un rapport sur la résidence de Jacques-François-Ernest Humbert, légalement prouvée par le décret de la Convention du 18 nivôse an III le radiant définitivement. Annulation de l'arrêté du 23 ventôse sur Pierre-Henri Martin, vicaire de Morienval, radié de la liste des émigrés, où il n'était inscrit que comme prêtre déporté, et maintenu sur celle des déportés¹ (AF III 603, plaquette 4191, pièces 56-84).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 603, plaquette 4190, pièces 48-55. Remplacement de Balivet, commissaire central de la Haute-Saône élu député, par Hennequin, inspecteur des contributions, gendre du député des Vosges Poullain-Grandprey; nomination du commissaire près le tribunal correctionnel de Pont-à-Mousson et des 1^{er} et 2^e substitués du Rhône, minute jointe d'un arrêté du 26 prairial an IV nommant 1^{er} substitut celui ici muté en 2^e.

Séance du 3 prairial an VII [22 mai 1799]

(AF* III 15, folios 133 verso-137 verso; AF III 603, plaquettes 4192 à 4197)

Lois.

[Du 2] validant les assemblées électorales mères de la Dordogne et du Golo et invalidant les scissionnaires; et sur le mode d'estimation des lésions d'actes de partage stipulés en papier-monnaie, excepté pour les biens nationaux² (AF III 603, plaquette 4189, pièces 13-16).

Message des Anciens.

[Délibéré le 29 floréal] transmettant une adresse de citoyens du Mont-Blanc sur les événements militaires en Italie³ (AF III 603, plaquette 4193, pièces 32-33).

Message des Cinq-Cents.

[Du 2] demandant le procès-verbal de l'assemblée primaire de Laplume, envoyé au ministre de l'Intérieur⁴ (AF III 603, plaquette 4194, pièces 84-86).

Finances.

Arrêtés de distribution décadaire de fonds sur les exercices des ans V à VII avec tableau des fonds disponibles. Mesures et modèle de certificat pour le paiement des arrérages de la dette publique du 1^{er} semestre de l'an VII suivant la loi du 22 floréal, envoi au journal *le Rédacteur*. Nomination d'un inspecteur des contributions de l'Isère⁵. Traité de mouvement de fonds avec A.-L. Bockairy, de Paris, fondé de pouvoirs d'Alexis Bourdon, ex-préposé aux subsistances militaires, Louis Chanasse, fournisseur d'étrilles et de porte-mousquetons, Placide Gayde, ex-entrepreneur des transports de vivres de l'armée des Alpes, Ambroise Nicod, ex-fournisseur des hôpitaux militaires de la 6^e division militaire, Claude Raybois, ex-préposé aux étapes de la place de Nancy, et Rouillé, ex-fournisseur des étapes et convois des Deux-Sèvres et de la Vendée⁶ (AF III 603, plaquettes 4192, pièces 1-6 et 13-19, et 4194, pièces 80-83).

Guerre.

⁷ Radiés malgré l'avis du ministre, qui établit qu'ils ne sont pas sortis dans le délai de six mois après la date à laquelle ils avaient pris des passeports de déportés volontaires, le premier ayant alors exercé au Quesnoy et le second étant accusé par le commissaire municipal de Landrecies d'être en réalité de Forest [-en-Cambresis].

¹ Sur Becdelièvre, voir *tome VIII*, 13 ventôse, Police générale, note; sur Launois, voir *tome V*, 7 floréal an VI; sur les trois réclamants, voir *tomes VII*, 3 nivôse, *V*, 3 messidor an VI, et *VIII*, 13 germinal; sur Humbert et Martin, voir *tome VIII*, 3 et 23 ventôse.

² Loi à la suite d'un message du Directoire du 6 thermidor an VI (*tome VI*) sur les cas de rescision des ventes dont le prix était stipulé en papier-monnaie.

³ Celle de citoyens de Chambéry du 22 déjà vue la veille et dont on a ici un autre exemplaire.

⁴ Voir plus loin, au 9, le message du Directoire envoyant les procès-verbaux des assemblées mère et scissionnaire de la section de l'Orient.

⁵ Sans que cela soit dit ici, on remplace André Réal, conventionnel, sorti des Cinq-Cents en l'an V, nommé inspecteur des contributions du département le 11 frimaire an VI (*tome III*, index) et commissaire central le 29 germinal an VII (*tome VIII*).

⁶ Le financier a traité avec ces fournisseurs la reprise de leur créances. Il est payé en délégation sur les contributions moyennant versement à la Trésorerie nationale d'un capital en numéraire.

Exemption de conscription aux colons réfugiés et déportés et aux jeunes colons venus en France pour leur éducation si leurs parents sont dans ce cas¹. Nomination des généraux en chef des divisions militaires inspecteurs des réquisitionnaires et conscrits jugés hors d'état de servir après incorporation². Coupe de bois des forêts nationales proches des places militaires de la rive gauche du Rhin pour les mettre en état de défense ainsi que les postes et les ouvrages de campagne. Autorisation au ministre d'employer des fonds extraordinaires pour secours provisoires aux militaires blessés et aux veuves et enfants de décédés et reversement dans la caisse des secours des sommes perçues en avance par les commissaires de la Trésorerie nationale. Nomination des généraux de brigade Chabert et de division Hédouville commandant les deux camps créés à Pont-d'Ain et Liège, le second ayant le général Beaufort sous ses ordres. Arrêtés sur le personnel, dont remise en activité et emploi à l'armée du Danube du général de division Montchoisy, rapport joint du ministre Petiet proposant de le nommer à l'armée de Rhin-et-Moselle à la demande de Moreau au lieu de Grouchy, qui souhaite rester dans la 12^e division militaire, 26 germinal an V, et lettre de Montchoisy remerciant le Directoire de l'avoir relevé de sa destitution et demandant sa remise en activité, floréal an V, promotion du général de brigade Olivier général de division, admission à la retraite du général de brigade Valette avec traitement de réforme en attente de pension, nomination de Fournier [-Sarlovèse], chef de brigade attaché au 4^e hussards, chef de brigade au 12^e, et renvoi de Félix Dombrowski, promu par Hoche sous-lieutenant au 7^e dragons et non reconnu, auprès du général Dombrowski *pour y être employé sous ses ordres ainsi qu'il le jugera convenable*³ (AF III 603, plaquettes 4193, pièces 34-54, et 4194, pièces 55-79).

Intérieur.

*Le ministre de l'Intérieur observe au Directoire que les membres du Directoire exécutif de la République cisalpine ayant été forcés par les événements de la guerre de se retirer en France, il est de la dignité du gouvernement français de veiller à ce que ces magistrats soient reçus avec les égards dus à leur caractère: ordre à l'administration centrale de l'Isère de leur faire préparer une maison nationale à Grenoble, ce qui leur permettra de rentrer plus facilement en Italie qu'à Chambéry où ils sont arrivés avec quelques députés, et de leur donner une garde d'honneur, lettre de Talleyrand annonçant les intentions du Directoire au ministre de l'Intérieur, 1^{er} prairial: *il ne s'agit point ici cependant, mon cher collègue, de faire des prodigalités* (AF III 603, plaquette 4192, pièces 7-12).*

Police générale.

Émigrés, radiation: Jean-Baptiste-Pierre-Paulin Bernardon, de Morée⁴, Jean-Frédéric La Tour du Pin-Paulin, ex-ministre de la Guerre, condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire⁵, Antoine-Charles Maussion, noble de Paris, Bernard-Philibert Poulin, d'Avallon, juge au tribunal civil, et Adélaïde-Blanche-Marie Saint-Simon veuve Saint-Simon d'Allainville et son fils Henri-Victor Saint-Simon, nobles de Paris, radiés provisoirement par les district de Châteaudun, Ribéac, Évreux, Autun et les deux derniers par celui d'Angoulême; Jacques-Joseph-Marie Bourasseau-La Renollière, de Cholet, ex-administrateur du département; Claude Chardon et sa femme née Gabriel-Catherine-Pierre Saincy, ayant continuellement résidé à Riom sauf quelques voyages à Moulins de la seconde⁶, Jeanne-Marie-Claude de Chessé veuve Joussebert-Rochelemer, d'Angers, retirée à Neuvy [-en-Mauges] pendant les troubles, Bruno-Clément Colmont, conseiller au parlement de Dijon condamné à mort par le tribunal criminel en l'an II, Étienne Destany veuve Jean Boiveau, de Saint-Gervais [-sur-Couches], et Jean-Bernard Mannoury de Salleurs, de Bernay (Eure), capitaine au régiment Condé infanterie, inscrits les deux premiers dans l'Allier, la suivante en Maine-et-Loire et dans la Vienne, et les

¹ Le rapport vise surtout les réfugiés de Saint-Domingue, jouissant d'une exemption de fait et auxquels l'on ne peut imposer, comme aux exemptés de l'Ouest, la condition d'être retournés dans leurs foyers.

² Pour les radier avec toutes les garanties possibles des corps militaires où ils sont entretenus sans utilité. Sur la feuille d'exécution du 12, note de Pryvé, chef de la 8^e division du ministère: *Avant de donner des ordres pour l'exécution du susdit arrêté, on a cru devoir faire un rapport au ministre pour lui proposer de l'étendre aux armées* (d'active).

³ Ces camps avaient été créés le 27 floréal (plus haut), sans précision sur leur localisation. Six connaît la nomination du général Théodore Chabert, député des Bouches-du-Rhône sorti des Cinq-Cents en l'an VII, commandant le second, mais ignore celle d'Hédouville et Beaufort (Jean-Baptiste Beaufol de Thorigny, dit); Hédouville fut nommé commandant des 24^e et 25^e divisions militaires (celles de Belgique) le 13 prairial, arrêté annulé le 19 messidor et Beaufort fut renvoyé à la 12^e division le 18 messidor (plus loin). L'auteur date du 15 avril 1799 /26 germinal an VII l'arrêté sur Montchoisy (Louis-Antoine Choin de Montgay de), commandant à Lyon destitué comme favorable aux royalistes en l'an IV, puis réformé le 10 germinal an V (*tome I*), Grouchy étant, comme le dit le rapport de Petiet, envoyé à l'armée de Rhin-et-Moselle le 24 suivant (*ibidem*, voir note). Six ignore l'arrêté sur le général Olivier (Jean-Baptiste Oliviv dit) et le dit promu provisoirement par Macdonald le 25 mai 1799 / 6 prairial. Sur le général Antoine-Joseph-Marie de Valette, voir *tome V*, 15 prairial an VI, Décisions sur l'Italie, note. Le futur général François Fournier-Sarlovèse, mesure connue de Six. Le général polonais Dombrowski (Jean-Baptiste Dabrowski, dit), servant dans l'armée cisalpine.

⁴ Dénommé par erreur Jean-Baptiste-Pierre Poulin sur le registre qui le cite après Bernard-Philibert Poulin.

⁵ Ministre de la Guerre du 4 août 1789 au 16 novembre 1790, condamné à mort le 16 floréal an II (Arch. nat., W 354, dossier 737). Maintien du séquestre de ses biens comme père de deux émigrés.

⁶ Deux rapports distincts renvoyant l'un à l'autre.

autres en Saône-et-Loire, en Côte-d'Or et dans l'Orne; François de Cussy, de Teurthéville [-Hague]; Laurent La Faurie-Monbadon, noble de Bordeaux; Jacques Langlois-La Roussière, noble de Nantes, chevalier de Saint-Louis, engagé au 1^{er} bataillon de Paris en septembre 1792 puis secrétaire d'un commissaire des guerres, expulsé de Nantes comme noble et prouvant sa résidence à Orléans et Châlons-sur-Marne; Martin-Jean-Baptiste Nicolas, de Thiaucourt [-Regniéville], radié provisoirement dans la Meuse; Pierre-Nicolas-Laurent-Cyprien Paillart dit Hardivilliers, de Bracquetuit, capitaine au 84^e d'infanterie destitué comme noble en 1793 à l'île d'Oléron; Jean Pascal, instituteur à Luzy [-Saint-Martin] dénoncé en 1793 et depuis retiré chez Jean-Baptiste Mouille, maire de Livry [-devant-Dun]; François Pérès, d'Artassenx, conseiller au parlement de Bordeaux, emprisonné pendant la Terreur, retiré dans les Basses-Pyrénées, mort en Espagne où il s'était rendu conformément à la loi du 19 fructidor an V; Jean-Nicolas-André des Pommarés, conseiller au parlement de Rouen mort en avril 1793; Amélie-Auguste-Charlotte Récourt, de Reims, inscrite en Eure-et-Loir comme héritière Challerange; Guillaume-Michel-Henri Valhenry, mort à Trun en 1786, inscrit dans le Calvados en 1792; Nicolas-Gabriel Vallet, de Rouen, volontaire pendant la guerre de Vendée puis engagé dans la marine; François-Bernard-Guillaume Vignerol, noble de Ri; Hubert-Constant-Joseph Woorm, d'Arras, élève de l'école centrale des travaux publics de Nanterre, admis à l'École polytechnique¹. Maintien: François Barate, de Bages, émigré en 1793, soi-disant rentré en l'an IV d'après un certificat informe; Thomas-Pierre-Victor Baril, né à Trun, habitant Saint-Pierre-sur-Dives, soi-disant retiré en 1792 chez son frère, curé des Moutiers-en-Auge puis administrateur municipal de Crocy²; Jean-Amable-Armand et Marie-Charles-Eugène-Gabriel Cailus, inscrits en Haute-Garonne; Louis-Marie Dulieu, noble de Lyon, ayant été commandant de la garde nationale de Bussièrès (Loire), où il résidait dans sa maison de Chenevoux, parti soi-disant prendre les eaux en Suisse; Pierre Garnier, avocat au bureau des finances de Grenoble soi-disant parti avec passeport aux eaux d'Aix-les-Bains en 1792 puis empêché de rentrer de Genève par la maladie de sa fille et usant d'un faux certificat de résidence à Voreppe³; Nicolas Lepetit-Colin et sa femme Marie-Josèphe Quignon, de [Charleville-] Mézières, domestique et nourrice chez l'émigré Vaucleroi partis avec leurs maîtres en 1791 en Belgique puis aux Pays-Bas, arrêtés dans la Dyle en l'an VI en rentrant d'Amsterdam, déportés en Guyane; le fils aîné de Charles-François-Daniel Morel et Marie-Anne-Françoise Guérin, de Coutances, inscrit en 1792 et n'ayant fait l'objet d'aucune réclamation; Jean-Stanislas Surrel, de Lafarre (Haute-Loire), usant de faux certificat du 2^e bataillon de l'Eure⁴. Autorisation de rentrer en France sous la surveillance de la municipalité qui lui sera désignée à François-Gabriel de Bray⁵. Mise sous la surveillance provisoire de la 2^e municipalité de Paris d'Henri Cambefort, négociant à Marseille, fédéraliste retiré à Puylaurens puis en Suisse en l'an II, rentré en l'an III et autorisé par le Comité de sûreté générale à rester à Paris jusqu'à sa radiation, pour compléter ses preuves de résidence dans le Tarn. Ordre au ministre de faire un rapport dans les vingt-quatre heures pour faire connaître *le journal qui le premier a imaginé et publié le prétendu fait de la souscription de 24 millions d'obligations de la part de différens banquiers et fournisseurs, qu'ils se seraient obligés à reprendre pour comptant des fournitures dont ils sont chargés, ainsi que l'annonce non moins mensongère d'un emprunt recherché dans l'étranger au nom du gouvernement par le citoyen Génissieu*, arrêté commençant par une déclaration signée de Ramel, ministre des Finances, démentant la rumeur de la souscription par Amelin, Barrillon, Cerf-Berr, Durand, Lanchère, les deux Lanoue, Rochefort et Vanrobais, *manœuvre atroce dirigée contre le crédit public et particulier*, envoi au journal *le Rédacteur* (AF III 603, plaquettes 4194, pièce 87, 4195, pièces 88-143, et 4196, pièces 144-196).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 603, plaquette 4193, pièces 29-31. Copie certifiée conforme par le député de la Loire-Inférieure aux Cinq-Cents Boulay-Paty d'une lettre écrite par lui le 3 à Chiron du Brossay, homme de loi à Nantes, saisie par les chouans et reprise par les républicains en Maine-et-Loire, dont il a retiré l'original au Directoire le 18: lettre informant son correspondant de l'installation des nouveaux députés Douillard et Pillet, nommé membre de la commission de la marine aux côtés de Boulay-Paty, lui relatant les manœuvres pour dresser la liste des candidats commissaire de la Trésorerie nationale avec Grelier et Bertrand du Bas-Rhin, *glichen*⁶, ce qui a fait passer Dubois des Vosges; *Au commencement du mois, mon ami, nous ne croions pas aller à la fin sans une tentative de la part du Directoire qui vouloit évidemment se perpétuer et nous cisalpinier ou plutôt nous floréaliser ainsi que les nouveaux entrants. Mais nous avons opposé tant de sagesse et de fermeté que nous avons déjoué toutes les prétendues conspirations que l'on organisait pour se défaire des vrais républicains. Ensuite sont venus nos désastres qui ont épouvanté les traitres et nous ont donné plus de motifs pour notre cause et par conséquent plus de courage. On n'a pas fait de tentatives parce que l'opinion étoit bien prononcée contr'eux; nous en avons profité en faisant passer le message contre Scherer. Il a donc fallu tirer au sort et tout a suivi jusqu'à ce moment. Mais c'est vraiment bien le moment de reprendre notre véritable place dans la ligne constitutionnelle, ou nous sommes perdus ainsi que la*

¹ Voir *tome VI*, 13 vendémiaire: radiation de ses sœurs Louise-Pélagie-Françoise-Ursule-Élisabeth-Sabine et Mélanie-Victoire, de Beaulieu (Indre), inscrites comme lui dans le Pas-de-Calais, et sursis pour lui.

² Ayant, d'après la municipalité de Saint-Pierre-sur-Dives, donné un gala le jour où ses collègues administrateurs de Crocy signèrent un faux certificat de résidence de l'émigré, en les y invitant tous à l'exception de l'un d'entre eux qui ne voulut point signer le certificat de résidence.

³ Maintenu malgré l'intervention de la députation pour son fils, militaire destitué.

⁴ Le ministre note qu'il y a eu entre trente et quarante faux certificats de ce bataillon; on en a rencontré plusieurs cas dans les tomes précédents.

⁵ Voir *tome VIII*, 3 ventôse, Police générale, note.

⁶ Clychien (du club royaliste de l'an V).

République. Nos revers¹, mon ami, sont très grands. Notre armée d'Italie est réduite à peu de monde, les Autrichiens sont dans le Piémont, encore quelques victoires et ils seront à Lyon pour y proclamer un roi; les conscrits n'ont pas rejoint ou ils ont désertés parce qu'ils ne trouvoient même pas de la paille pour se coucher, nos places fortes sont sans approvisionnements en armes ni en vivres ni en force militaire. D'après le système suivi constamment depuis six mois, nous croyons vraiment que l'on vouloit faire revivre la faction d'Orléans, ou plutôt nous ne savons où l'on vouloit nous conduire &... Il va se faire une motion sur la liberté de la presse, c'est le seul moyen de sauver la patrie, par là nous allons connoître toutes les dilapidations et les grands criminels. Elle aura de la peine à passer, mais nous en sentons tous la nécessité. Je crois bien qu'elle aura de forts opposants. Nous venons de mettre le pauvre Jean de Bry président, nous attendons Augereau et plusieurs autres députés patriotes².

AF III 603, plaquette 4197, pièces 197-237. Remplacement de Chauchet, commissaire central des Ardennes élu aux Cinq-Cents, par Nicaise Hémart, commissaire près les tribunaux, que remplace Marchoux, sorti des Cinq-Cents; et nomination de commissaires municipaux, *Aisne*, Soissons *extra muros*: remplacement de Brayer, élu juge au tribunal civil, rapport proposant J.-E. Dubois-Descharmes, commissaire d'Oulchy [-le-Château], beau-frère du général Desjardins, de Triellard, commandant le 11^e chasseurs, et du commissaire près le tribunal correctionnel de Saint-Omer, frère de celui près les tribunaux de la Lys, d'un mort aux armées et d'un prisonnier de guerre³; - *Aube*, Chaource; - *Aveyron*, Concourès (auj.: Sébazac-Concourès): Gabriel-Antoine Passelac, remplaçant son frère, coopté administrateur central; - *Côte-d'Or*, Labergement-lès-Seurre: Pierre Jannin, géomètre à Seurre; - *Indre*, Azay-le-Ferron; - *Morbihan*, Arradon: Fages, ex-administrateur central, président de la municipalité d'Auray; - *Saône-et-Loire*, Cuisery: Lafarge, notaire⁴; Saint-Usuge: remplacement d'un fanatique tenant un cabaret à Louhans; - *Seine-et-Oise*, Palaiseau: remplacement de Giraudet, élu accusateur public; - *Tarn*, Lisle [-sur-Tarn] *extra muros*⁵.

Séance du 4 prairial an VII [23 mai 1799]

(AF* III 15, folios 138 recto-141 recto; AF III 604, plaquettes 4198 et 4199)

Lois.

[Du 3] invalidant les assemblées électorales scissionnaires et validant les assemblées mères d'Indre-et-Loire, de Sambre-et-Meuse et de la Haute-Saône, validant l'élection des députés de la Moselle, sauf Philippe-Louis-Sébastien Thirion, ex-receveur général, gendre d'émigré, et celle de Dupin, commissaire central de la Nièvre, aux Anciens, en renvoyant à une loi particulière le cas de Gallois; modifiant le tarif des canaux d'Orléans et du Loing pour le charbon de bois; et créant un arrondissement de recette à Rochefort (Charente-Inférieure) avec même ressort que le tribunal correctionnel⁶ (AF III 603, plaquette 4192, pièces 19-27; AF III 604, plaquette 4198, pièce 14).

Message des Cinq-Cents.

[Du 3] demandant des renseignements sur les sommes effectivement ordonnancées sur l'an VII par le ministère de la Guerre sous Scherer et pour divers articles des crédits de celui de l'Intérieur, à la suite d'un rapport de la commission chargée de mettre le niveau entre les recettes et les dépenses de l'an VII, message envoyé immédiatement à ces ministres⁷ (AF III 604, plaquette 4198, pièces 19-21).

Finances.

Ordre au ministre de présenter demain ses vues sur le projet de traité de commerce avec la République helvétique, minute de Merlin de Douai (AF III 604, plaquette 4198, pièce 8).

Guerre.

¹ *Nous révère* sur la copie.

² La fin de cette lettre concerne un billet à ordre.

³ Lettres de l'intéressé sur papier à en-tête de commissaire municipal d'Oulchy au député Debatz et de celui-ci au ministre. Le général Jacques Jardin dit Desjardin (*Six*) ou Desjardins (*Roman d'Amat*). Victor Dubois, substitut de la Lys nommé commissaire près les tribunaux le 27 floréal (plus haut). Pierre Porion, défenseur officieux nommé commissaire près le tribunal correctionnel de Saint-Omer le 4 messidor an VI (*tome V*).

⁴ Remplaçant un anarchiste, qui est réintégré le 8 messidor (plus loin).

⁵ Rapport indiqué comme adopté, sans minute d'arrêté ni feuille d'exécution.

⁶ Sur Thirion, qui n'est pas le conventionnel Didier Thirion, voir *tome VIII*, 25 ventôse, affaires non citées au procès-verbal, note. Le rapport sur André Gallois, président de l'administration centrale de la Nièvre élu aux Cinq-Cents n'était pas déposé au 18 brumaire an VIII. Sur les deux dernières lois, voir *tomes VII*, 26 frimaire, messages des Cinq-Cents, note, et *VIII*, 23 pluviôse, messages aux Cinq-Cents, note.

⁷ Voir plus loin 17 et 18 prairial: messages détaillé sur les dépenses de l'Intérieur et transmettant l'état, non joint au dossier, de celles de Scherer

Arrêtés sur le personnel, dont emploi au grade de capitaine de Collin, ex-adjutant-général major au service de la Russie (AF III 604, plaquette 4198, pièces 17-18).

Justice.

Rapport sur *la marche de l'administration dans les nouveaux départements organisés sur la rive gauche du Rhin en floréal*¹, dont: plaintes de la République batave contre un arrêté de la municipalité de Cologne tendant à remettre en vigueur d'anciens droits, ordre au commissaire du Directoire Marquis de rappeler les agents qu'il avait envoyés rechercher dans les archives d'Heidelberg des titres sur les propriétés de la rive gauche, réception des travaux des administrations centrales de la Roër et de la Sarre pour les tableaux de comparaison des anciennes et nouvelles mesures, adjudication des salines de [Bad-] Kreuznach et [Bad-] Dürkheim et nomination de Strobill commissaire près ces salines. Rejet de pourvois en cassation par Schmitt et Seippel, de Mayence, contre un jugement du tribunal correctionnel de la ville pour Anne-Marie Louis faute de consignation de l'amende de cassation, et de l'Enregistrement contre un jugement du tribunal civil de Rhin-et-Moselle pour les nommés Gædder et Moysse Minckel (AF III 604, plaquettes 4198, pièce 22, et 4199, pièces 36-39).

Marine et Colonies².

Approbation de paiements extraordinaire par Bruix à Brest pour frais de table des commandants de bâtiments de l'armée navale (AF III 604, plaquette 4198, pièce 16).

Police générale.

Création d'une colonne mobile de gendarmerie dans la Mayenne³. Émigrés: inscription de Saint-Michel, Chalus et Gardet, capitaine et lieutenants à Pondichéry faits prisonniers de guerre et ayant refusé de rentrer en France après échange, le lieutenant Lassus et les frères Pariset, capitaine et lieutenant, accusés d'avoir porté le ruban blanc en Angleterre où ils avaient été libérés sur parole, déclarant avoir pris la cocarde blanche par erreur et le regretter⁴. Expulsion de Pietro Sargologo, soi-disant vénitien et ancien négociant à Smyrne venu à Paris pour le commerce⁵. Traduction en conseil de guerre d'Alexis Gaignol, officier au 16^e dragons complice de l'assassinat de Bergue, commissaire de police au Mans⁶. Détention jusqu'à la paix de Christophe Martin, détenu à Dieppe, né à Lyon, parti en 1767 comme précepteur en Russie⁷. Sursis jusqu'à plus ample informé à la déportation de Raymond Pucheu, prêtre d'Orthez⁸, et à celle de Louis Batis, d'Ypres, qui n'est prêtre que de nom, n'a jamais exercé le culte et est précepteur d'une famille de la ville depuis trente ans, avec ajournement jusqu'à plus ample informé pour Walwein, étudiant au collège de Louvain, *fait prêtre en masse par le ci-devant cardinal archevêque de Malines* contre le gré de sa famille. Autorisation à Hullin dit Conti de rouvrir la salle du presbytère Basile d'Étampes à charge de se conformer aux lois sur les sociétés et réunions de citoyens⁹. Prohibition du *Journal d'indications de Paris, rédigé de manière à exciter continuellement les inquiétudes des amis de la liberté et à relever les espérances des royalistes*¹⁰ (AF III 604, plaquette 4198, pièce 15, et 4199, pièces 23-35 et 40-51).

¹ Le rapport, comprenant les tableaux habituels de vérification des caisses des 4 départements, annonce des pièces jointes qui ne sont pas conservées ici.

² Suppléé par le ministre des Relations extérieures, dont les affaires précèdent celle-ci au début du procès-verbal. La feuille d'exécution manque.

³ Afin de pouvoir attaquer les brigands se déplaçant en bandes, en prenant deux gendarmes dans chaque brigade pour obtenir une force de trente à quarante hommes, commandée par Michelot, capitaine de gendarmerie (nommé à Laval le 29 brumaire, tome VII, index).

⁴ Sur ces officiers, voir tome VII, 3 pluviôse, Marine et Colonies, où le premier est dénommé Mihiel et le quatrième Lassusus.

⁵ Arrêté annulé le 16 brumaire an VIII (tome X): natif de Smyrne mais originaire de l'île Sainte-Maure (Ithaque) attribuée à la France par le traité de Campo-Formio, il a adopté la France pour sa partie jusqu'à ce que la sienne ne soit l'paus dans les fers. *Le sol de la liberté lui doit un azile.*

⁶ Assassiné le 12 nivôse et ayant déclaré à plusieurs reprises être menacé par cet officier, chez le père duquel il avait saisi des lettres prouvant des relations avec des contre-révolutionnaires.

⁷ Par conséquent sorti de France avant le 1^{er} juillet 1789 sans avoir d'établissement à l'étranger avant son départ.

⁸ Ex-commissaire municipal *extra muros* anarchiste destitué le 21 messidor an VI (tome V, affaires non citées au procès-verbal, voir note).

⁹ Voir tome VIII, 8 ventôse, Police générale, note.

¹⁰ Dont le n° du 8 floréal ajoute, page 3487, à la mention du *brave Moreau* la proposition *qui va bientôt prendre la défensive*, et qui écrit dans celui du 14, page 3579: *Le quartier général de l'armée est à Briançon. La fille du ci-devant roi se rend à Mitau. Le Journal d'annonces, de nouvelles et des spectacles*, rédigé par François Babié de Bercenay, périodique n° 618 de *Martin et Walter*, apparemment seule collection connue, très lacunaire de l'an V à 1810. La notice sur son rédacteur dans *Roman d'Amat* note qu'il s'était fait connaître par un *Projet d'éducation militaire nationale dédié à M. le marquis de La Fayette* paru en 1789, avant de collaborer à divers journaux tout en fondant son *Journal d'annonces*, qu'il dirigea jusqu'à la fin. Auteur de la fausse *Correspondance de Louis XVI* parue en 1802, il rédigea notamment un *Dictionnaire des non-girouettes* saisi par la police en 1816 dès la fin de son impression.

Relations extérieures.

Réponse à une lettre du Directoire exécutif ligurien non jointe *contenant l'expression de son dévouement à la France et de son zèle constant à concourir aux efforts de la République française pour repousser leur commun ennemi*, l'assurant de sentiments réciproques et l'informant des mesures prises pour l'approvisionnement de cette république. Fixation des indemnités de Jean Debry, de la veuve de Roberjot et de Rosensthiel, fiche de renvoi au dossier du 16 floréal. Signature des lettres de créance de Guillet, consul général au Maroc, et de Mathieu Lesseps, nommé de nouveau chancelier interprète de ce consulat. Nomination de Dufour, chancelier du vice-consul à San-Remo, vice-consul, remplaçant Thédenat, muté vice-consul à Savone ¹(AF III 604, plaquette 4198, pièces 1-7 et 9-10).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 604, plaquette 4199, pièces 52-63. Nominations judiciaires, *Indre-et-Loire*, tribunaux, commissaire: Foucher, ex-commissaire central, remplaçant Moisan, destitué;- *Sarthe*, substitut: Carant, député des Vosges à la Législative², commissaire municipal de Lamarche;- et commissaires près les tribunaux correctionnels d'Annecy, Clermont (Oise) et Thiers³.

Séance du 5 prairial an VII [24 mai 1799]

(AF* III 15, folios 141 verso-142 recto; AF III 604, plaquette 4200)

La séance est consacrée en partie à la lecture de la correspondance militaire et diplomatique et à la discussion sur plusieurs objets y relatifs.

Décision du Directoire.

Instructions sur la réception du nouveau Directeur Sieyès: envoi à ses devants d'un courrier à Louvres, chargé de le faire attendre quelques heures pour préparer le dispositif, escorte du Bourget jusqu'à son entrée dans Paris où le ministre de l'Intérieur l'attendra à la barrière, cortège par la rue Martin jusqu'au boulevard vers la place de la Révolution, puis les rues de Bourgogne, Grenelle et Vaugirard et tir de douze coups de canon après sa prestation de serment dans la salle des audiences du Directoire (AF III 604, plaquette 4200, pièces 9-12).

Finances.

Distribution extraordinaire de fonds au ministre des Relations extérieures pour secours aux Directeurs cisalpins à Chambéry, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, supplément page19; lettres écrites le 16 floréal de Lanslebourg par Rivaud, ambassadeur en République cisalpine: ... *Je fus averti si tard du mouvement rétrograde de l'armée que je ne pus en informer les représentants du peuple qui étaient avec nous à Turin qu'au moment où tous les moyens de transport disponibles devaient être employés. Quoique l'armée qui couvre encore Turin leur ait donné du tems pour l'évacuer, il est fort à craindre du moins que le passage du mont Cenis ne soit intercepté avant qu'ils ayent pu le franchir... Le général Anselme, qui s'étonnait de me voir encore là, prétendait qu'il n'y avait plus à se dissimuler que la Cisalpine était devenue Lombardie. Aussi a-t'il été un de ceux qui ont passé avant nous le mont Cenis, traitant de vautours tous ceux qui s'empresaient de se faire payer par le caissier de l'armée et paraissaient annoncer aussi sa destruction totale par leur avidité à toucher les traitemens qui leur étaient dus; et du Directoire cisalpin, signée Sopranzi, président, et Canzoli, secrétaire, entête en français *Au nom de la République cisalpine une et indivisible, le Directoire exécutif*, vignette gravée par G. Gagnoni: *Les événemens de la guerre nous ont forcés sur l'avis de votre digne ambassadeur de quitter Milan pour nous rendre à Turin avec les membres du Corps législatif qui ont pu prendre la même direction. Après deux jours de résidence, des circonstances non moins impérieuses nous ont déterminés à chercher un asyle sur le territoire du plus puissant de nos alliés. Nous avons emporté avec nous l'espoir consolant que bientôt la République cisalpine sera rendue à elle-même par les armes de la Grande Nation. Nous en avons pour garants la bravoure de ses soldats, le génie du général qui les dirige et l'honneur de la France étroitement lié avec notre existence politique assurée par les traités qui ont placé la République cisalpine sous l'égide formidable de la République française.* Dépôt par le ministre du tableau des mutations de la régie de l'Enregistrement pour la 3^e décade de floréal (AF III 604, plaquette 4200, pièces 1-8 et 35-37).*

Guerre.

Arrêtés sur le personnel, dont confirmation de Manigault-Gaulois, adjudant général chef de la 1^{ère} demi-brigade légère à dater du 23 brumaire an VI⁴ (AF III 604, plaquette 4200, pièces 13-35).

¹ La signature de leurs commissions le 17 thermidor (*tome X*) nous donne leurs prénoms: Pierre-François et Pierre-Paul.

² Nicolas-Thérèse Carant, nomination connue de *Kuscinski, Les députés à l'Assemblée législative*, page 125, note 4, qui ignore son refus et son remplacement le 22 (plus loin).

³ Nomination de Madiou, commissaire municipal –ce qui n'est pas dit ici- remplacé le 14 messidor (plus loin).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 604, plaquette 4200, pièces 37-38. Remplacement de Duplaquet, commissaire central de l'Aisne élu député, minute de Merlin de Douai.

Séance du 6 prairial an VII [25 mai 1799]

(AF* III 15, folios 142 recto-143 verso; AF III 604, plaquettes 4201 et 4202)

Loi.

[Du 4] validant l'assemblée électorale mère du Doubs et invalidant la scissionnaire (AF III 604, plaquettes 4198, pièces 12-13, et 4201, pièce 14).

Message des Cinq-Cents.

[Du 4] envoyé au ministre de la Justice, sur la création d'un tribunal correctionnel à Castellane¹ (AF III 604, plaquette 4202, pièces 37-39).

Finances.

Réunion de la commission civile près l'armée d'Helvétie à celle près l'armée du Danube et acceptation de la démission de Rapinat², commissaire près la première, avec ordre de remettre ses comptes aux ministres des Finances et de la Guerre *pour être du tout fait un rapport au Directoire* (AF III 604, plaquette 4202, pièces 19-25).

Guerre.

Emploi de l'adjudant général Chénier³ dans son grade à l'armée du Danube, minute de Lagarde (AF III 604, plaquette 4202, pièces 26-37).

Marine et Colonies.

Envoi du contre-amiral Vence à Rochefort, *où il attendra les ordres qui lui seront donnés*; nomination du contre-amiral Renaudin commandant des armes à Toulon, minutes de Lagarde⁴ (AF III 604, plaquette 4202, pièces 15-18).

Police générale.

Expulsion de France jusqu'à la paix de Ferdinand Custine⁵. Libération du suisse Georges Thomé-Saint-Cyr, né à Saint-Symphorien-de-Lay, petit-fils d'un bourgeois de Cerniat (Suisse, canton de Fribourg), détenu à Montbrison (Loire) comme prévenu d'émigration. Correction du mandat d'amener du 24 ventôse⁶ contre François Waupenær, instigateur des troubles de Belgique (AF III 604, plaquette 4202, pièces 28-36). Ordres au ministre pour libérer le citoyen Leclerc (des Vosges) par mesure ministérielle et les corses Ceccaldi et Petrignani, et pour faire juger François-Antoine Robillard, de Mouy, et François Bonneville, artiste et marchand de musique⁷.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 604, plaquette 4201, pièces 1-3. Tableau des fonds nécessaires pour le ministère des Relations extérieures en l'an VIII et rapport du ministre, 15 floréal, remis par Talleyrand le 6 prairial pour les archives du Directoire, le ministre des Finances

⁴ Le futur général Joseph-Yves Manigault-Gaulois (voir *tome III*, 23 brumaire an VI, Guerre, note), confirmation levant l'incertitude que nous avons sur la demi-brigade. Les autres arrêtés sont également des confirmations, notamment celle d'un capitaine du 2^e bataillon franc du Nord à dater de la formation de ce corps le 18 août 1792 et dans les 47^e demi-brigade et 30^e et 73^e demi-brigades de ligne nouvelle formation (pour celle-ci, confirmations à dater de la formation du 1^{er} ventôse an IV de militaires provenant, indistinctement à trois exceptions près, du 1^{er} bataillon de la Sarthe ou de l'ex-161^e demi-brigade).

¹ Voir *tome X*, 6 vendémiaire an VIII: message du Directoire favorable à cette création.

² Jean-Jacques Rapinat, beau-frère de Reubell (voir *tome V*, 8 floréal an VI, affaires non citées au procès-verbal, note).

³ Louis-Sauveur Chénier, frère d'André et Marie-Joseph, libéré après le Neuf-Thermidor, ayant servi dans l'armée de l'Intérieur puis celle d'Italie, aurait été nommé chef de la division du génie du ministère de la Guerre par Scherer (*Roman d'Amat*, ce que l'on ne vérifie pas dans l'*Almanach national* de l'an VII). Voir AF III 188, dossier 697, pièces 94-96.

⁴ Mesures connues de Six pour Jean-François Renaudin, mais non pour Jean-Gaspard Vence, qu'il remplace à Toulon, et qui y est réintégré le 17 fructidor (*tome X*), ce que l'auteur ne note pas non plus.

⁵ Sur cet espion, soi-disant frère du général, offrant de livrer Carnot en Suisse en l'an VI, voir *tome IV*, 11 pluviôse an VI, Guerre, note.

⁶ *Tome VIII*, Police générale, à cette date, visant l'oncle, bailli d'Overmere (Escaut, auj.: commune de Berlare), décédé depuis trois ans, au lieu de l'agitateur, stadhouder d'Alost.

⁷ Affaires non représentées ici. Leclerc (L., dit des Vosges), journaliste, rédacteur de *l'Indépendant* et du *Tableau politique, littéraire et moral de la France et de l'Europe* en l'an VI (voir *tome IV*, 21 ventôse an VI, affaires non citées au procès-verbal, comptes du ministère de la Police générale, note). Sur les deux citoyens du Golo, voir *tome VII*, 22 frimaire, Police générale, note. Le personnage ici dit Jean-François Robillard est peut-être François Robillard, de Mouy (Oise), menuisier se faisant passer pour missionnaire, détenu à Laon puis Soissons, réclamant, vendémiaire-brumaire an VIII (Arch. nat. F⁷ 7634, dossier 30).

en ayant reçu deux copies pour le message du Directoire à faire sur les dépenses de l'an VIII: liste et montants des traitements des ambassades et consulats et des employés du ministère et présentation des autres dépenses du ministère, parmi lesquelles celles de la démarcation à faire des limites avec l'Espagne.

Séance du 7 prairial an VII [dimanche 26 mai 1799]

(AF* III 15, folios 144 recto-146 verso; AF III 604, plaquettes 4203 à 4207)

Lois.

[Du 6] créant des taxes à titre de subvention extraordinaire de guerre pour l'an VII sur les propriétés foncières, les contributions personnelle, somptuaire et mobilière, l'impôt sur les portes et fenêtres et les droits d'Enregistrement, de timbre, sur les voitures publiques, de garantie des matières d'or et d'argent, de douane, de navigation et sur les amendes et condamnations pécuniaires¹; créant un droit de timbre sur les affiches et avis² imprimés; sur le paiement de pensions de veuves et orphelins de militaires compris dans trois états non joints ici; transférant l'hospice civil d'Aurillac au couvent Saint-Joseph; et créant un 5^e tribunal correctionnel de l'Eure aux Andelys avec ressort sur les cantons de Charleval, Écos, Écouis, Étrépagny, Gisors, Lyons [-la-Forêt], Mainneville, Pont-Saint-Pierre, Suzay et Tilly, détachés de celui de Louviers³ (AF III 604, plaquettes 4201, pièces 4-13, et 4204, pièce 35).

Message aux Cinq-Cents.

Répondant que les lois sur les colonies ont été reçues après le 20 germinal an VI dans le département du Nord de Saint-Domingue⁴ (AF III 604, plaquette 4204, pièces 36-39).

Présidence du Directoire.

Déclaration de Merlin de Douai président à l'expiration des trois mois de Barras et remise des sceaux⁵.

Autre décision du Directoire.

Remplacement provisoire du secrétaire général Lagarde, malade, par Aubusson, chef de division au secrétariat général (AF III 604, plaquette 4204, pièce 56).

Finances.

Autorisation au ministre des Relations extérieures de payer les indemnités de Jean Debry, de la veuve de Roberjot et de Rosenstiel (AF III 604, plaquette 4204, pièces 31-32).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel⁶. Ordre au ministre de rendre compte des instructions qu'il a du donner au général en chef de l'armée d'Angleterre après réception ce matin d'un avis fort important donné au ministre de la marine par le sous-commissaire de la marine à Dinan datant du 1^{er}, minute de Merlin de Douai⁷ (AF III 604, plaquette 4204, pièces 40-55).

Intérieur.

Confirmation de trois membres du bureau central de Bordeaux maintenus par la nouvelle administration centrale⁸. Sursis à la destitution d'un administrateur central du Gard, minute de Merlin de Douai⁹ (AF III 604, plaquette 4207,

¹ Quatre lois différentes, avec même exposé des motifs: ... *considérant qu'il n'est rien de plus instant que de fournir aux dépenses de la solde, de l'armement et équipement des défenseurs de la Patrie destinés à venger la nation et l'humanité des attentats commis par la maison d'Autriche.*

² Sur les *airs* imprimés sur le registre.

³ Les trois dernières lois font suite à des messages du Directoire des 17 pluviôse et 19 nivôse (*tome VII*) et 24 pluviôse (*tome VIII*). Sans que cela soit rappelé, le ressort du tribunal correctionnel des Andelys est celui de l'ancien district.

⁴ Voir plus haut, 28 floréal: message des Cinq-Cents.

⁵ C'est par cette affaire que commence le procès-verbal, avant le remplacement du secrétaire général. À partir du 7 et jusqu'au 30, dernier procès-verbal du registre AF* III 15, chacun d'eux est signé par Barras, ex-président du Directoire.

⁶ Notamment confirmation de nominations à l'ex-36^e régiment d'infanterie à dater de l'an II et à la 73^e demi-brigade de ligne: militaires provenant indistinctement du 1^{er} bataillon de la Mayenne ou du 49^e régiment d'infanterie.

⁷ On ignore de quoi il s'agit.

⁸ Ils avaient été désignés par les précédents administrateurs centraux, nommés par le Directoire.

⁹ Destitution d'un anarchiste le 27 floréal (plus haut). On ne donne pas les raisons du sursis.

pièces 174-179). Rapport sur les membres des autorités de la République cisalpine réfugiés, minute au bureau particulier¹.

Police générale.

Émigrés, radiation: Suzanne Blair femme Lebeuf et Barbe Duclos veuve Blair, de Courcelles-Chaussy²; Jean-Marie Bruyset, imprimeur libraire à Lyon, Louis Picou, notaire à Provins, et Louis-Auguste Poléon, comte, de Bordeaux, inscrits dans la Côte-d'Or et l'Aube et en Lot-et-Garonne; Pierre-Michel Heulin dit La Martinais, homme de loi à Nantes, Jean-Baptiste Maréchal, d'Houdan, et Antoine Perron, d'Arc [-lès-Gray]³, radiés provisoirement par les districts de Segré, Dreux et Is-sur-Tille; Pierre-François Jarry, mort à Saint-Pierre-sur-Dives en l'an IV, inscrit en l'an VI; Louis-Paul de La Motte-Ango dit de Flers, maréchal de camp, de Villebadin, inscrit pendant un séjour à Paris et défendu par le député de l'Orne Bourdon; Pierre Lasausay, de Bordeaux, confondu avec l'émigré inscrit par le district de Bazas La Chaussée, de Langoiran; Pierre-Jean-Baptiste-Suzanne Leboindre-Lemoire, mort au Mans en l'an V, inscrit dans l'Orne sous le nom de Boindre et comme habitant à Montgaudry; François-Louis Le Damoisel-Bourgeauville, de Trun, Jacques-François Pavin-Fontenay, commissaire des guerres de la 7^e division militaire détenu à Grenoble⁴ sous la Terreur, mort en l'an IV à Poligny (Hautes-Alpes), et Thomas Suard, de Brûlon, radiés provisoirement dans le Calvados, l'Ardèche et l'Orne; Pierre-Alexandre Vignette, greffier des Eaux et Forêts de Provins dont les biens dans l'Oise ont été séquestrés après sa mort en l'an VI. Maintien: Marie-Auguste-Fortuné d'Andigné, de Sainte-Gemmes [-d'Andigné], officier noble de l'armée vendéenne présentant des certificats de résidence ininterrompue à Segré et dans le canton de Jallais alors qu'il était à la marche sur Granville puis à la déroute du Mans; Louis-Désiré Beauregard, de Coussay, lieutenant noble au régiment d'Artois, émigré de Maine-et-Loire et de la Vienne présumé rentré dès 1792, usant de faux certificat de résidence, arrêté et détenu à Poitiers, renvoyé devant la commission militaire; François Bérenger-Courtin, inscrit à Paris, soi-disant mort au siège de Lyon d'après sa veuve Thérèse Jacquin et usant de faux certificat de résidence à Fontenu; Denis-Félix-Auguste Bruyères-Saint-Michel, de Crest, officier de carabiniers dont l'administration centrale a intercepté des lettres écrites de Genève et de Lyon en avril 1793, usant de faux certificat de résidence à Molosmes et d'un enregistrement de réclamation au Comité de législation écrit par Bouchard, chef de l'enregistrement de la 3^e division du ministère renvoyé par Cochon, en surcharge de celle du nommé Pierre Brugères, de Lot-et-Garonne; Jean-Claude Casidanius, de Sarreguemines, déserteur du 7^e chasseurs à cheval en septembre 1791, radiation demandée par sa mère Marie Barth; Valérien-Antoine d'Espinay, noble de Saint-Nicolas-de-Sommaire soi-disant mort dans l'électorat de Trèves en 1792; Pierre Gilbert-d'Ansinais, garde du roi, de Moulins; Denis-François-Auguste Grimoard-Beauvoir du Roure-Beaumont-Brison et sa femme Anne-Françoise Chaponay, nobles de Grenoble, soi-disant partis prendre les eaux de la Boisse (commune de Chambéry) en 1791 puis retenus jusqu'en 1792 par le projet de mariage de leur fille avec le duc de Bellegarde, usant de faux certificats de résidence à Saint-Fortunat [-sur-Eyrieux] et Montluel, inscrits dans l'Ardèche et en Isère⁵; Marc-Pierre-Aimé-François-Marie La Bretèche, de la Fère, garde du roi surnuméraire absent depuis son embarquement au Havre comme passager sur le navire *le Patriote* pour Alexandrie en 1790, dont le père présente un faux certificat de résidence; Charles-François-Raymond Modène, gentilhomme de Louis-Stanislas-Xavier Capet, gouverneur du palais du Luxembourg soi-disant parti prendre les eaux d'Aix-la-Chapelle en 1792; Joseph Picou, des Bains-d'Arles (auj.: Amélie-les-Bains), chirurgien-major au 3^e bataillon des Pyrénées-Orientales, déserteur ayant suivi les Espagnols; Michel Poulain, prêtre non assujéti au serment, de Bief-du-Fourg, parti pour Fribourg (Suisse) avec passeport d'une commune autre que la sienne, rentré en l'an III, à déporter en Guyane; Jean-Edme Rutant, de Nancy, général au service de l'Autriche retraité en 1787, se disant étranger parce que né six mois avant le rattachement de la Lorraine à la France, mais ayant exercé ses droits de français à Nancy jusqu'à son départ en 1791, inscrit dans la Haute-Marne et la Meurthe⁶; Antoine Schifferstein, meunier propriétaire à Mommenheim, soi-disant ouvrier parti sous la Terreur, ne prouvant pas sa résidence antérieure; Jacques-Jules Trévelec, de Belz, inscrit par le district de Guérande; Paul-Augustin Vaymy-Villemont-Arbouze, de Clermont [-Ferrand], inscrit dans l'Allier et le Puy-de-Dôme, usant de faux certificats de résidence à Lyon et Montluel datés de l'an IV et d'une réclamation au second département écrite par un secrétaire dénoncé au ministre comme vendant des faux; et les habitants de Draguignan soi-disant fédéralistes Jean-Jacques et Pierre Maurel aîné et cadet, homme de loi et prêtre⁷, Pierre Meiffret, négociant, et Jean-Baptiste-Alexandre-Chrysostome Tolon, lieutenant criminel de la sénéchaussée ayant soi-disant résidé à Lorgues, tous sous le coup de mandats d'amener comme contre-révolutionnaires du 25 août 1793, et Joseph-César-Augustin Garcini, homme de loi s'étant joint aux Anglais à Toulon, parti quatre jours avant la date d'un mandat d'amener comme fédéraliste et usant de faux certificat de résidence à Marseille; et inscription et séquestre des biens de Latil, prieur de Draguignan, déjà inscrit sous la qualité de curé de Saint-Hermentaire comme s'étant soustrait à un mandat d'amener des représentants en mission près

¹ Affaire non représentée ici.

² Un seul rapport sans indication de lien de parenté. Elles ont respectivement 25 et 56 ans.

³ À rapprocher de son homonyme Charles-Antoine, de Percey-le-Grand (Haute-Saône), inscrit par le même district d'Is-sur-Tille, radié le 23 floréal (plus haut).

⁴ Ville siège de cette division militaire.

⁵ À rapprocher de Denis-Auguste Grimoard-Beauvoir-Duroure, émigré d'Eure-et-Loir radié le 28 ventôse an V (*tome I*).

⁶ Bien que cela ne soit pas rappelé ici, les pensionnés de l'Empire devaient y résider pour percevoir leurs pensions.

⁷ Deux rapports sans mention de lien de parenté.

l'armée d'Italie comme contre-révolutionnaire de la même époque⁸ (AF III 604, plaquettes 4205, pièces 57-117, et 4206, pièces 118-170).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 604, plaquette 4203, pièces 1-30. Lettres chargeant Bruix d'effectuer rapidement sa jonction avec la flotte espagnole et rechercher la flotte britannique *et si, comme il est vraisemblable, vous êtes alors supérieur en force à l'ennemi, vous le combattez*, puis de se rendre en Égypte à l'effet d'y embarquer l'armée. Vous vous concerterez sur les moyens avec le général Bonaparte et vous pourrez laisser en Égypte une partie de ses forces s'il le juge nécessaire; et à Bonaparte: *Les efforts extraordinaires, citoyen général, que l'Autriche et la Russie viennent de développer, la tournure sérieuse et presque allarmante que la guerre a prise exigent que la République concentre ses forces...*, minutes de Lagarde, copies au registre du bureau particulier, AF* III 19, supplément pages 34-35; lettres de l'ambassadeur en Espagne Guillemardet annonçant le passage en Méditerranée de cinq bâtiments britanniques, 8 prairial, et copie d'un rapport de Bertin, ordonnateur de la marine à Toulon, annonçant que Bruix est parti de la rade de Vado [-Ligure], où les britanniques étaient sur le point de le bloquer, vers l'ouest pour rejoindre la flotte espagnole de Mazzaredo, présumée avoir fait relâche à Carthagène, 21 prairial; lettre de Brune annonçant son arrivée à Gênes le 18 et rendant compte de l'ordre donné à Macdonald de se porter sur Tortone afin de se réunir à l'armée d'Italie pour tenter de passer le Pô, 21 prairial; lettre de Bruix, à bord de l'*Océan*, portée par une corvette débarquée à Barcelone, rendant compte au président du Directoire de son appareillage de Vado le 21 à l'annonce de la progression de la flotte de Jervis le long des côtes du Var, et de sa marche vers la flotte espagnole, 22 prairial; lettre du roi d'Espagne, signée Carlos et Mariano-Luis de Urquijo, avec timbre sec de la chancellerie royale, espagnol, et traduction, proposant au Directoire d'opérer un débarquement commun à Minorque et demandant de ménager le duc de Parme, 11 juin 1799 / 23 prairial; rapport du ministre de la Guerre sur la réclamation des députés du Var contre le départ de toutes les troupes de terre de la garnison de Toulon vers les Alpes-Maritimes, 25 prairial; lettre de Bruix sur son échange de vues avec Mazzaredo après leur réunion, constatant que les britanniques disposent de 60 bâtiments en Méditerranée contre 40, annonçant que Mazzaredo veut se replier sur Cadix, et sa décision de le suivre dans l'Atlantique sans entrer à Cadix, et joignant copie de leurs courriers, 6 messidor; rapports du ministre de la Marine et des Colonies Bourdon au président du Directoire annonçant, d'après une dépêche de Févelat, consul à Carthagène, le départ de Bruix de ce port le 11, 25 messidor, l'arrivée des escadres combinées dans ce port d'après une dépêche de Guillemardet, 1^{er} thermidor, et rendant compte à Sieyès, président du Directoire, d'une dépêche télégraphique annonçant l'arrivée de l'armée navale combinée à Brest le 21 en observant qu'elle ne semble pas avoir su que cinq bâtiments espagnols étaient bloqués par les britanniques à Rochefort, 25 thermidor.

AF III 604, plaquette 4207, pièces 171-173 et 180-185. Remplacement de commissaires centraux élus députés, *Côtes-du-Nord*: Denoual, président de l'administration centrale, reconnu par son prédécesseur Pouhaër comme le candidat connaissant le mieux la chouannerie, candidats: Bienvenu, commissaire près le tribunal correctionnel (de Saint-Brieuc), Gouelin, conventionnel, et Vistorte, député sorti en l'an VII;- *Haute-Garonne*, Roger Martin, député sorti;- *Oise*, Gaudenet-Portier, administrateur du district de Beauvais, inspecteur des contributions, frère du député Portiez.

Séance du 8 prairial an VII [27 mai 1799]

(AF* III 15, folios 146 verso-148verso; AF III 604, plaquettes 4208 et 4209)

Loi.

[Du 7] validant l'assemblée mère de Saône-et-Loire et invalidant l'assemblée scissionnaire (AF III 604, plaquettes 4204, pièces 33-34, et 4208, pièce 4).

Guerre.

Lettre de félicitations et don d'une armure de la manufacture de Versailles au général Colli pour sa conduite en Italie, minutes de Lagarde¹ (AF III 604, plaquette 4208, pièces 5-7).

Justice.

Renvoi dans un autre département de l'instruction sur un rassemblement séditionnaire à Lyon le 20 floréal dans le quartier Saint-Georges, dirigé par le portefaix Quincieux, dont la femme est jugée par le tribunal criminel de la Haute-Loire

⁸ Inscription destinée à éviter toute réclamation.

¹ Louis-Léonard Colli-Ricci, marquis de Felizzano (*Dizionario biografico degli italiani*, tome 27, dit Louis-Léonard-Antoine-Gaspard-Gabriel-Venance, marquis de Colli-Ricci dans *Six*), colonel de l'armée piémontaise, ayant participé aux préliminaires de paix de Leoben en cette qualité, passé à l'armée d'Italie à la suite de l'abdication du roi, d'après *Six* nommé général de brigade provisoire par Moreau le 5 mai 1799 / 16 floréal, avait pris le commandement sur le champ de bataille de Bassignano après la blessure du général Quesnel et forcé les Russes à la retraite. Il fut ensuite fait prisonnier par les Autrichiens à Novi (voir *tome X*, 11 fructidor), rentra de captivité en Hongrie en 1800 et poursuivit sa carrière dans l'armée française.

comme membre de la bande d'Astier, où l'on promenait *un phantôme couvert des habits royaux* en annonçant que l'archiduc Charles était à Chambéry, et aux cris de *Vive Louis 18 et la religion de nos pères, à bas la décade, fête du Diable*. Jugement de l'ex-agent municipal de Diene percepteur. Maintien provisoire en exercice de Célestin-Joseph Castrique, nommé par erreur par la municipalité de Dunkerque notaire après la démission de son père en l'an IV, et ayant exercé jusqu'à son remplacement par l'administration centrale par Martin en l'an VI. Approbation de décisions du ministre sur des pourvois en cassation dans la rive gauche du Rhin: cassation pour vice de forme et renvoi devant le tribunal criminel de Rhin-et-Moselle de la condamnation par celui du Mont-Tonnerre d'Adam Appel, tonnelier à Mayence, pour vol de vin, rejet des pourvois de Jean Petri, condamné aux fers pour vol par le même tribunal, et de Nolbach, batelier d'Andernach, condamné par celui de Rhin-et-Moselle pour contrebande de sucre, et admission de celui de la douane contre l'acquiescement par le tribunal civil du même département de Guillaume Meyser, également batelier d'Andernach, pour contrebande de sel (AF III 604, plaquettes 4208, pièces 14-15 et 18-27, et 4209, pièces 38-40).

Police générale.

Rapport sur *une ramification de la conspiration déjouée le 18 fructidor an V*, le bureau d'affidés créé par Wickham¹ à Genève pour correspondre avec les conspirateurs de Paris, dont le constituant d'André, comprenant son frère Marie-Marguerite-Alexandre-Joseph Faudoas d'André, de Paris, ex-titulaire de l'abbaye de Gaillac, Paul-Antoine-Maximilien-Casimir Quelin, prince de Carency, fils d'un fondé de pouvoirs de Louis XVIII et se disant agent du gouvernement en Espagne après son expulsion de France, Louis Vincent, alias Louis Bayard, Louis Charles ou de Villars, Joseph-Augustin Jouve, de Roquevaire, chef du bureau de liquidation des transports militaires, Joseph-Jean-Baptiste-Marie Franc dit Lefranc, beau-frère de d'André, Marie-François Deléon, Jacques Martin, banquier à Genève, Frédéric-Barthélemy Audéoud, banquier à Paris né à Genève, par lesquels passaient les fonds envoyés par Wickham à Paris, et Marie-Catherine Mayerberg, dite Mayer, née à Strasbourg, qui avait formé à Paris avec Quelin-Carency *un établissement de restaurateur où se rassemblaient les conjurés*, et Lambarine et Sarrazin, en fuite, contre lesquels un mandat d'amener est lancé, analyse de l'interrogatoire de la plupart des prévenus, inscription de Quelin-Carency sur la liste des émigrés, déportation de Faudoas et jugement d'Audéoud, Deléon, Franc, Jouve, Martin, la femme Mayer, Quelin-Carency et des deux fugitifs. Renvoi en jugement à Rennes des jeunes gens sous le coup du mandat d'amener du 16 germinal², sauf deux fugitifs; inscription sur la liste des émigrés de Philippe du Plessis-Grenedan, chef chouan, l'un de ceux renvoyés en jugement, et de François d'Arzier du Breuil, sa femme Denizot du Breuil et leur fille Sophie du Breuil, lui né à Lourdoueix [-Saint-Pierre], chirurgien des établissements impériaux à Saint-Pétersbourg, rentré avec sa famille en 1792, auteur de l'écrit anarchiste *Hommage à la vérité* circulant à Paris en nivôse³ (AF III 604, plaquettes 4208, pièces 9-14 et 29-30, et 4209, pièces 31-37).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 604, plaquette 4208, pièces 8-9. Feuille de brevets de pension de la Guerre (six articles).

AF III 604, plaquette 4208, pièces 16-17. Circulaire du secrétaire général chargeant les ministres d'être au lieu des séances du Directoire pour la réception du nouveau Directeur⁴.

AF III 604, plaquette 4209, pièces 41-55. Nomination: d'un commissaire municipal de Lamothe-Landerron⁵; et judiciaires: *Forêts*, Luxembourg, tribunal correctionnel, commissaire (pièces classées par erreur au dossier du 8 prairial an VI, AF III 525, plaquette 3407, pièces 68-69);- Loire, destitution de René Martin⁶, substitut, parti sans autorisation pour Paris;- *Manche*, substitut: Loysel, ex-député aux Anciens jusqu'en l'an VI⁷, remplaçant Bonnesœur, nommé commissaire central;-

¹ William Wickham, alors ambassadeur britannique en Suisse; son réseau est cité à plusieurs reprises dans *Les Archives du Directoire*, où l'on verra aussi Quélen ou Quélin de Carency (page 124, note 2, et *tome IV*, 25 ventôse an VI, Police générale). Le rapport très circonstancié propose les mesures ici énoncées et figurant sur le registre, mais on n'a de minute que pour l'inscription de Quelin-Carency et la déportation de Faudoas d'André.

² *Tome VIII* à cette date, se réunissant chez un maître d'armes et se battant avec les jeunes républicains.

³ Dubreuil (François Darzier-) est recensé par *Martin et Walter* pour les imprimés *Mon dernier mot au peuple français*, Paris, Imprimerie de la Liberté (1798), *Au citoyen directeur du jury d'accusation du département de la Seine*, daté du 28 prairial an VII, demandant sa mise en jugement, et *Dubreuil à Bonaparte*, daté du 1^{er} frimaire an VIII. C'est sa femme Sophie, née Denizot, qui serait auteur de l'*Hommage à la vérité contre l'oppression, l'injustice, l'humiliation et les rapines du Directoire... par une famille de rentiers et créanciers de l'État réduits à l'angoisse du désespoir par l'extrême besoin*, imprimé daté de 1798 dont sont cités des extraits évoquant la liberté qu'elle avait de réclamer en Russie et les obstacles qu'elle y trouve en France. Voir aussi plus loin, 6 et 15 messidor: message des Cinq-Cents sur sa réclamation et libération avec autorisation de rester sous la surveillance de leur municipalité pendant un délai de deux mois pour apporter les preuves levant la présomption de leur émigration.

⁴ L'expression a été écrite au pluriel puis mise au singulier par ratures.

⁵ Un candidat présenté par le député de Lot-et-Garonne Bourg-Laprade est écarté.

⁶ Nommé commissaire central le 8 thermidor (plus loin).

⁷ Pierre Loysel, député de l'Aisne à la Législative et à la Convention, nommé régisseur de l'Enregistrement à sa sortie des Anciens le 1^{er} prairial an VI (*tome V*). Sa nomination comme substitut n'est pas connue de *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*.

Meuse, Montmédy, tribunal correctionnel, commissaire: Paillet, sorti des Anciens¹, remplaçant Chenet, élu député;- *Meuse-Inférieure*, confirmation d'un juge au tribunal civil nommé par les commissaires du gouvernement en l'an IV,- *Oise*, tribunaux, commissaire, et substitut: Visquenel-Delaunay², député à la Législative, commissaire municipal de Mello.

Séance du 9 prairial an VII [28 mai 1799]

(AF* III 15, folios verso-recto; AF III 605, plaquettes 4210 à 4213³)

Lois.

[Du 8] validant les députés élus par l'assemblée électorale mère de la Corrèze en invalidant l'assemblée scissionnaire, et validant celle de Jemappes pour les députés, en surséant à l'admission de Pradier aux Cinq-Cents jusqu'à connaissance de son âge (AF III 604, plaquette 4208, pièces 1-3: AF III 605, plaquette 4210, pièce 23).

Message des Cinq-Cents.

[Délibéré le 7] sur la réunion à la commune de Cherbourg de terrains de communes voisines non désignés ici comprenant des installations utiles au service du port, envoyé au ministre de l'Intérieur (AF III 605, plaquette 4212, pièces 69-71).

Messages aux Cinq-Cents.

Envoyant: les procès-verbaux non joints ici des assemblées primaires mère et scissionnaire de la section de l'Orient de Laplume et de celles de l'an VI de Courtisols, Pogny, Saint-Just [-Sauvage], Saint-Mard-sur-le-Mont, Sermaize [-les-Bains] et Sommepy [-Tahure]⁴; et un supplément d'estimation pour les maisons de Lyon détruites pour l'élargissement de la grande route dans la traversée du Bourg-Neuf⁵; sur: l'échange par l'hospice de Joigny d'une boutique contre une vigne du citoyen Louis Beugé au lieu-dit "Carrouge"⁶; la vente par la commune d'Aubenas de la tour Saint-François, menaçant ruine, à Ruelle aîné, propriétaire d'une maison mitoyenne; l'érection de la section de Lourdios et Ichere (auj.: commune de Lourdios-Ichere) en commune distincte de celle d'Osse [-en-Aspe], chemise du dossier de la commission spéciale des Cinq-Cents créée le 13, adresse des habitants de cette section, environ trente signatures, avis défavorable de Casteig, agent municipal d'Osse, délibération de la municipalité d'Accous, tableau par noms de famille du nombre d'hommes, femmes et enfants des deux hameaux, plan figuré de Lourdios et Osse et de leurs limites avec les communes voisines par Pierre Lanous, géomètre, encre couleur, visé par la municipalité, frimaire an VII, rapport de l'ingénieur des Ponts et Chaussées Davasse, d'Oloron [-Sainte-Marie] sur l'incohérence de ce plan avec la carte de Cassini, et nouveau plan figuratif de la section de Lourdios et Ichere d'après la carte de Cassini par Davasse, encre couleur, visé par Boizot, ingénieur en chef à Pau, ventôse an VII; la confirmation du transfert du canton de Fontenoy [-sur-Moselle] à Gondreville par l'administration centrale en l'an IV en transférant la commune de Velaine-en-Haye de celui de Pont-Saint-Vincent; la réunion des communes du Chaffal et de la Vacherie (auj.: commune du Chaffal)⁷; et des ventes de communaux d'Aurensan (Hautes-Pyrénées) pour payer une condamnation infligée à la commune par arrêt du parlement de Toulouse en 1789 et de Momères pour payer l'achat d'un moulin à farine provenant des religieuses du lieu et les frais d'un procès en communaux avec la commune de Saint-Martin⁸; et demandant de reprendre la discussion sur la taxe de navigation intérieure⁹ (AF III 605, plaquettes 4210, pièces 3-17, 4211, pièces 31-39, 47-52 et 57-59, et 4212, pièces 60-68 et 88-93).

Guerre.

Mise en état de siège de Genève *en conséquence des derniers événements militaires en Italie*, rapport sur la situation de la 7^e division militaire: mesures prises par Muller, général commandant la division, pour approvisionner la place

¹ Jean-Joseph Paillet, député à la Législative puis aux Anciens depuis l'an IV.

² Jean-Pierre Visquenel-Delaunay, démissionnant et remplacé le 11 fructidor (*tome X*), éléments inconnus de *Kuscinski, Les députés à l'Assemblée législative*.

³ La plaquette 4211 contient, avec une partie du dossier de la séance du 11, une feuille néant pour le 10, où il n'y eut pas de séance bien que cela ne soit pas annoncé au procès-verbal du 9.

⁴ Réponses, dans le premier cas, au message des Cinq-Cents reçu le 3 (plus haut), et pour les assemblées primaires de la Marne de l'an VI, à celui du 6 nivôse (*tome VII*, séance du lendemain), qui demandait également celui de Blacy, commune du canton de Loisy [-sur-Marne] dont l'assemblée primaire a été depuis l'objet d'une loi du 26 ventôse (*tome VIII*, séance du lendemain).

⁵ Complément à un message du Directoire du 9 nivôse an VI (*tome IV*).

⁶ Les divers lieux-dits de ce nom recensés dans l'Yonne ne sont pas particulièrement proches de Joigny.

⁷ Voir *tome V*, 7 messidor an VI, messages du Directoire, note.

⁸ Voir *tome X*, 24 thermidor: loi du 22 précédent à la suite de ce message.

⁹ Message dit ici rappeler un précédent message du Directoire du 12 ventôse, en réalité du 29 pluviôse (*tome VIII*).

de Briançon, réquisition de grains par l'administration centrale des Hautes-Alpes pour cette place et celles de Mont-Dauphin et Queyras¹, mise en activité de deux bataillons de garde nationale dans ce département, réquisition de celles du Mont-Blanc (AF III 605, plaquette 4211, pièces 28-30).

Intérieur.

Fixation des indemnités et de la récompense nationale de Troquart, de Saint-Émilion, pour avoir donné asile pendant cinq mois à Barbaroux, Buzot et Pétion². Municipalités, remplacement de démissionnaires à Aigrefeuille [-sur-Maine] et Chambéry, et nominations faute de tenues d'assemblées communales à Clefmont et Neschers. Destitution et jugement: Utelle, président de la municipalité et agents du chef-lieu et de Lantosque ayant fait dissoudre par la force armée l'assemblée primaire déclarée dissoute le 2 germinal mais ayant poursuivi paisiblement ses opérations du 3 au 5; agents municipaux: Montesson (Haute-Marne, auj.: commune de Pierremont-sur-Amance) fauteur d'un rassemblement séditieux après l'arrestation d'un déserteur à l'ermitage de Saint-Pérégrin (commune de Poinson-lès-Fayl), Ninville payé pour limiter les enchères du bail d'un domaine national adjudgé par la municipalité de Longchamp, ayant réparti par feux et non par têtes l'affouage de la commune pour l'année et levé une contribution sur chaque lot de ce partage pour payer les dettes de la commune, Ohnenheim se faisant payer les actes d'état civil, Pierrefontaines (Haute-Marne, auj.: commune de Perrogney-les-Fontaines) insultant les gendarmes après l'arrestation d'un déserteur³, Saint-Laurent (Léman) pour faux acte de mariage de réquisitionnaire, Ville [-Langy] logeant un déserteur, Vitreux ayant dirigé un attroupement pour abattre des arbres communaux et les partager entre les habitants le 23 germinal, avant sa prise de fonctions; adjoint d'Yzeron ex-secrétaire de la municipalité auteur d'un faux certificat de mariage; agents et adjoints: Jonage (alors: Isère) ayant produit en justice un faux procès-verbal accusant la famille Burin d'infanticide, et Jullianges responsables de l'évasion d'un réquisitionnaire déserteur. Jugement de l'ex-agent de Beauvin refusant de rendre les registres et autres papiers. Destitution et mandat d'arrêt contre les adjoints d'Hohatzheim dont le fils était en train d'éteindre les cierges lors de l'entrée des troupes dans l'église pendant une absolution plénière le 25 ventôse⁴ à trois cents personnes, dont plusieurs se sont cachées chez lui, et Tretudans (auj.: commune de Trévenans) complice de l'évasion pour la seconde fois de deux prêtres réfractaires. Refus d'autoriser Nicolas Nieuwinckel, soi-disant vice-consul batave à Calais, à poursuivre la municipalité pour détention arbitraire⁵. Rejet de la réclamation de l'ex-commissaire municipal de Candes [-Saint-Martin]⁶. Droit de passe: cessation de fonctions des inspecteurs de chaque département dès que les barrières auront été affermées, les commissaires centraux devant exercer leur surveillance sur tout ce qui concerne cette taxe; destitution de deux inspecteurs de Saône-et-Loire⁷; réduction du droit pour les matériaux d'approvisionnement des salines nationales, leur bail étant antérieur à la création de ce droit, et des mines de plomb de Poullaouen, fournisseurs des arsenaux, et pour les productions de celles de charbon de l'Allier. Destitutions et nominations à l'octroi de Paris⁸. Brevet d'invention à Marie-Joseph-Gaston Rosnay pour un procédé de construction de ponts en fer par assemblage⁹ (AF III 605, plaquettes 4211, pièces 24-27, 40-46 et 53-56, 4212, pièces 72-87 et 94-97, et 4213, pièces 98-165).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 605, plaquette 4210, pièces 1-2, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, page 145. Pleins pouvoirs à Talleyrand, ministre des Relations extérieures, pour négocier un traité de commerce avec Jenner, plénipotentiaire helvétique.

Séance du 11 prairial an VII [30 mai 1799]

¹ Mont-Dauphin, nom révolutionnaire: Mont-Lyon. Queyras, commune de Château-Ville-Vieille.

² Voir *tome VI*, 2 vendémiaire, message des Cinq-Cents du 4^e complémentaire an VI.

³ En disant qu'ils n'avoient le droit d'arrêter personne, qu'on n'avoit pas besoin d'eux dans le pays... .

⁴ Le vendredi saint.

⁵ Ayant réclamé une part de la prise d'un bâtiment britannique par le corsaire *le Cerf-Volant* à Horeau, administrateur municipal et armateur, qui lui aurait répondu ne pas pouvoir s'occuper de cette affaire immédiatement, il l'aurait insulté. Il ne prouve ses fonctions consulaires que par un document informe et indigne la population par le port d'une cocarde noire sur laquelle on en aperçoit à peine une petite aux couleurs nationales; la municipalité ne l'a arrêté que par précaution pour le soustraire au dangereux résultat de l'indignation des citoyens.

⁶ Contre sa destitution le 12 ventôse (*tome VIII*, affaires non citées au procès-verbal, voir note).

⁷ L'un n'ayant pas rejoint son poste et l'autre coupable d'actes arbitraires à Autun puis d'abandon de poste.

⁸ Éléments non retenus à l'index.

⁹ Les documents le disent ingénieur militaire domicilié rue de la Montagne-Genève à Paris. Notre personnage semble être l'auteur d'une *Descente en Angleterre: moyens de conquérir tous les pays sur les bords de la mer* publiée sans date à Paris chez Guerbart, prénommé M.-J.-Gaston par le *Catalogue des imprimés de la Bibliothèque nationale* et Gaston par *Martin et Walter*, le sujet de cet imprimé étant en rapport avec celui du brevet d'invention. Toutefois ces usuels ne le disent pas ingénieur militaire mais fondateur d'un Gymnase de bienfaisance, emprisonné après des embarras financiers, auteur d'un *Gymnase de la bienfaisance attaqué*, Paris, imprimerie du Journal des arts et du commerce, daté de la prison de Sainte-Pélagie en l'an V, puis d'une adresse *Aux représentants du peuple composant le Conseil des Cinq-Cents*, pour être présenté au directeur du jury du canton de Paris. Ces détails s'accordant moins bien avec l'inventeur, il s'agit peut-être de deux auteurs différents, ce qui expliquerait l'incertitude sur les prénoms.

(AF* III 15, folios 152 recto-153 recto; AF III 605, plaquette 4214)

Lois.

[Du 9] validant l'assemblée mère de la Dyle et invalidant l'assemblée scissionnaire; créant un octroi de bienfaisance à Nantes; fixant les droits d'exportation des tabacs à fumer et en carottes; et créant un 5^e tribunal correctionnel des Ardennes à Vouziers avec ressort sur l'ex-district et celui de Grandpré, distraits des tribunaux correctionnels de Rethel et Sedan¹ (AF III 605, plaquettes 4210, pièces 18-22, et 4214, pièce 13).

La séance est consacrée en grande partie à la lecture de la correspondance militaire et diplomatique et à la discussion de divers objets y relatifs.

Finances.

Distribution extraordinaire de fonds au ministre de la Guerre sur l'exercice de l'an VII. Rectification des soultes de propriétaires de maisons réunies au Muséum d'histoire naturelle². Coupe de bois de la forêt des Gravelles (Mayenne, commune de la Brûlatte) servant en partie à la forge de Port-Brillet (AF III 605, plaquette 4214, pièces 3-4 et 17-23).

Guerre.

Nomination d'un adjudant de place du fort Queyras³ (AF III 605, plaquette 4214, pièces 14-16).

Séance du 12 prairial an VII [31 mai 1799]

(AF* III 15, folios 153 verso-155 verso; AF III 605, plaquette 4215)

Lois.

[Du 11] validant l'assemblée mère de Vaucluse, sauf l'élection d'Agricol Moureau neveu, d'Avignon, vu sa lettre de refus transmise par message du Directoire du 19 floréal, et invalidant l'assemblée scissionnaire; sur les assemblées primaires d'Anvers; réduisant les délais de procédure pour la répression de l'importation et de la vente de marchandises britanniques; transférant le canton de Saint-Jean-de-Belleville à Saint-Martin-de-Belleville; et autorisant: la vente des anciens égorgoirs de Nîmes à Larnac et Vitalis pour y établir des moulins à pompe à charge de bâtir de nouveaux égorgoirs; la construction d'une usine par les concessionnaires des mines de cuivre de Baïgorry (Basses-Pyrénées, auj.: Saint-Étienne-de-Baïgorry) pour fabriquer les fers et aciers; et un échange de terrains entre l'hospice de Guise et Alexandre-Antoine Gauchet⁴ (AF III 605, plaquettes 4214, pièces 5-12; et 4215, pièce 8).

Messages des Cinq-Cents.

[Du 11] demandant des précisions sur des articles de dépense du ministère de l'Intérieur en l'an VII; [délibéré le 9 et expédié le 12] sur le retrait de la monnaie en métal de cloche, demandant où en est la fabrication de celle de cuivre décidée par la loi du 29 pluviôse et quelle quantité pourra servir à échanger la première, messages envoyés immédiatement aux ministres de l'Intérieur et des Finances⁵ (AF III 605, plaquettes 4214, pièces 1-2, et 4215, pièces 24-27).

Message aux Cinq-Cents.

Transmettant le traité de commerce avec la République helvétique signé par le ministre des Relations extérieures le 11 avec Jenner et Zeltner, plénipotentiaires helvétiques⁶ (AF III 605, plaquette 4215, pièces 1 et 3-4).

¹ La loi sur l'octroi de bienfaisance de Nantes fait suite à un message du Directoire du 9 germinal (*tome VIII*); on note dans le tarif joint un droit de 3 francs la pièce sur les cheminées de marbre; les *vins gâtés et vinaigres* sont taxés à 2 francs l'hectolitre, comme les vins *de toutes espèces*. Sur celles sur les tabacs et le tribunal correctionnel de Vouziers, voir *tome VII*, 23 brumaire, loi de la veille, et 4 nivôse, messages du Directoire, notes.

² Par arrêté du 25 frimaire (*tome VII*).

³ Hautes-Alpes, commune de Château-Ville-Vieille.

⁴ Sur Saint-Jean-de-Belleville et Nîmes, voir *tome VII*, 19 nivôse, messages aux Cinq-Cents. Sur Baïgorry, voir *tome IV*, 9 ventôse an VI, messages aux Cinq-Cents, note. Sur Guise (nom révolutionnaire: Réunion-sur-Oise), voir *tome VIII*, 17 germinal, messages aux Cinq-Cents.

⁵ Voir plus loin, au 17 et au 5 messidor, les messages du Directoire en réponse.

⁶ Exemplaire du traité joint à la minute du message, avec arrêté d'approbation par le Directoire du 12, signé par Barras, Merlin de Douai et Treilhard; cachets de cire rouge légendés l'un REPUBLIQUE FRANCAISE et, dans un cartouche, REL

Justice.

Rapport classé sur la plainte de la municipalité d'Aix contre le tribunal criminel¹ au sujet de l'assassinat de Grandjean et Bourdon fils chez le père du second en thermidor an VI. Remboursement à l'administration centrale de Rhin-et-Moselle d'avances à des bateliers chargés de transporter des munitions de Coblenz à Mannheim en floréal qui refusaient de partir, et à la municipalité de Mayence de sommes restituées par des officiers généraux y ayant levé des frais de table. Annulation d'un jugement du tribunal criminel de la Roër entre Maitrié, receveur principal de la douane à Cologne, et des bateliers pour vice de forme et omission du délit de rassemblement armé, et renvoi devant le directeur du jury de Bonn (AF III 605, plaquette 4215, pièces 21-23 et 31-33).

Marine et Colonies².

Récompense à deux pilotes du port de Royan pour le sauvetage de l'équipage de la prise *l'Aréthuse* naufragée sur l'écueil de Monrevel³. Nomination de capitaines de ports à Dunkerque et Rochefort (AF III 605, plaquette 4215, pièces 9-20).

Police générale.

Émigré, radiation: Jacques-Marie-Paul Le Cardinal de Kernier, de Ploujean (Finistère,auj.: commune de Morlaix), né en 1788, débarqué en l'an VI de Jersey, d'où son oncle La Fruglaie l'avait fait conduire d'Angleterre⁴ (AF III 605, plaquette 4215, pièces 28-30).

Relations extérieures.

Communication de lettres de Sieyès, ambassadeur à Berlin, et de lettres de Vienne donnant des nouvelles d'Allemagne sur la marche des troupes russes, pièces retirées par le ministre⁵. Sur un rapport du même non joint sur la gestion administrative et politique d'Herculais⁶, envoyé extraordinaire *près les puissances musulmanes d'Afrique*, le Directoire arrête que ce citoyen n'a pas perdu sa confiance et ordonne le remboursement de ses frais de représentation (AF III 605, plaquette 4215, pièce 2).

Séance du 13 prairial an VII [1^{er} juin 1799]

(AF* III 15, folios 156 recto-158 verso; AF III 605, plaquettes 4216 à 4219)

Lois.

[Du 12] transférant le canton de Saulty à Coullemont; et affectant à la régie des Douanes la partie de la maison Choiseul qu'elle n'occupe pas⁷ (AF III 605, plaquettes 4215, pièces 5-7, et 4216, pièce 9).

Message des Cinq-Cents.

[Du jour] demandant des renseignements sur la contribution personnelle, mobilière et somptuaire de l'an VII que le Directoire doit avoir reçus des administrations et commissaires centraux conformément à la loi du 3 nivôse, envoyé aussitôt au ministre des Finances (AF III 605, plaquette 4216, pièces 31-33).

Finances.

[ATIONS EXTERIEURES] et l'autre LEGATION HELVETIQUE A PARIS. L'article 2 autorise l'exportation d'un million de myriagrammes de blé de France en Suisse, devant passer par les douanes de Versoix (alors: Ain), Jougue, Verrières-de-Joux et Saint-Louis (Haut-Rhin, nom révolutionnaire: Bourg-Libre). L'article 6 porte que *Les deux républiques s'entendront pour que leurs monnaies respectives soient frappées au même titre et alors il sera convenu qu'elles auront réciproquement un cours légal dans les deux pays*. Voir aussi plus loin, 6 messidor: message des Cinq-Cents demandant des précisions sur le traité.

¹ À la suite du message des Cinq-Cents délibéré le 26 floréal et reçu par le Directoire le 1^{er} prairial (plus haut). Toutes diligences ont été faites bien qu'on n'ait pas trouvé les coupables et on a indemnisé la veuve de Grandjean mais non Bourdon père, qui jouit d'une fortune considérable que la mort de son fils n'a pas altérée. Le ministre termine en annonçant des poursuites contre les auteurs d'un nouvel assassinat dans cette ville sur lequel il ne donne aucun détail.

² Le ministre est suppléé par celui des Relations extérieures.

³ Dans la passe nord de l'estuaire de la Gironde, au sud de la pointe de la Palmyre.

⁴ Absence et séjour réputés non émigration bien que son retour n'ait été connu que deux mois après l'âge limite de dix ans et trois mois. L'enfant dit avoir été recueilli par des paysans qui l'auraient gardé plusieurs mois avant qu'il rejoigne sa famille; le ministre propose d'expliquer ce délai par les travaux des champs.

⁵ Affaires non représentées ici.

⁶ Louis-Alexandre d'Allois d'Herculais, général, envoyé extraordinaire du Comité de salut public en Barbarie rappelé le 18 pluviôse an V et destitué le 20 ventôse suivant (*tome I*).

⁷ Voir respectivement *tomes VIII*, 4 germinal, messages des Cinq-Cents, note, et *V*, 5 floréal an VI: messages aux Cinq-Cents, note.

Bureaux de garantie des matières d'or et d'argent: règlement *ou ordre de régie* des bureaux, dont la direction des services est attribuée aux contrôleurs, obligation aux receveurs et aux essayeurs d'accompagner les contrôleurs sur les lieux de leurs vérifications, suppression des postes de commis supplémentaires; suppression de ceux de Dieppe, Louviers, Montauban (alors: Lot), Quimper, Sarreguemines et Semur [-en-Auxois]; transfert de celui de Nîmes à Beaucaire pendant la foire. Dispositions sur le paiement des arrérages des rentes et pensions du 1^{er} semestre de l'an VII à partir du 15 à la Trésorerie nationale et annulation des bons au porteur dès leur remise¹ (AF III 605, plaquette 4216, pièces 1-4 et 34-42).

Guerre.

Ordre de rejoindre leurs corps d'incorporation aux réquisitionnaires et conscrits élèves des écoles Polytechnique, des Ponts et Chaussées, des Mines, des géographes, aérostatique, de peinture, architecture et sculpture, à ceux des conservatoires de musique et aux élèves civils des écoles vétérinaires d'Alfort et Lyon, aux employés des régies des Douanes et de l'Enregistrement, des *minières*, exploitations de salpêtre, raffineries, poudreries, commissariats des poudres et salpêtres et autres établissements publics, aux conducteurs et charretiers des équipages militaires, aux employés et ouvriers des fortifications et aux maîtres de poste et postillons. Annulation des arrêtés créant un 4^e chef de bataillon dans les demi-brigades d'infanterie et affectant un 5^e chef de bataillon auxiliaire dans celles des armées d'active². Rectification de l'organisation du dépôt général de la Guerre, détermination de ses attributions et fixation du nombre et des appointements de ses employés, actuellement au nombre de 62³. Remplacement des armes de luxe de la manufacture de Versailles volées à Jean Debry, fiche de renvoi au dossier du 16 prairial. Nomination d'Hédouville, précédemment nommé chef du camp à créer à Liège, commandant les huit départements réunis formant les 24^e et 25^e divisions militaires avec autorité sur les généraux de division et de brigade. Arrêtés sur le personnel⁴ (AF III 605, plaquette 4216, pièces 10-18, 21-30 et 47-49).

Intérieur.

Destitution: municipalité de Saintes, membres royalistes, dont deux signataires d'une adresse contre les décrets des 5 et 13 fructidor an III⁵, et agents municipaux d'Albiac (Haute-Garonne) violant le décade et de Corzé fanatique, déjà destitué en l'an V. Fixation à trois du nombre de régisseurs de l'octroi de bienfaisance de Bordeaux placé sous la surveillance du ministre (AF III 605, plaquettes 4216, pièces 43-46, et 4219, pièces 152-154, 176-178 et 197-199).

Police générale.

Émigrés, radiation: Marie-Anne Belhomme veuve Martin, de Rouen; Louis-François-Séraphin Boisjourdan, de Longuefuye, Léonard Faudoas, noble de Paris, mestre de camp de cavalerie, dément sous curatelle depuis l'an IV, Jean-Baptiste Forno, commandant les vétérans de la Monnaie de Paris, capitaine de cavalerie, inspecteur des haras puis commissaire des guerres à Besançon jusqu'en l'an IV, Nicolas-François Lambert, marchand libraire à Châlons-sur-Marne, et Jean-Jacques Legras, de Vallon [-sur-Gée], établi au Mans depuis l'an III à cause des troubles d'après le commissaire municipal de Vallon, radiés provisoirement par les districts d'Angers, Bayeux, les Andelys, Rozay [-en-Brie] et Rouen; Michèle-Geneviève Bourdeaux veuve Jobart, de Versailles, Pierre Dumas, teinturier à Paris, Anne-Charlotte Fenel veuve Vaucresson, noble morte en l'an II à la maison d'arrêt de la rue de la Bourbe à Paris, prouvant sa résidence à Faremoutiers et Villenoy, Pierre Forgeot, de Longepierre, recommandé par le député Reverchon, et Jean-Baptiste Lejeune, de Passy (Seine, auj.: Paris), radiés provisoirement dans le Loiret, en Seine-et-Oise, dans la Seine, en Côte-d'Or et

¹ Le premier et le dernier de ces arrêtés sont envoyés au journal *le Rédacteur*. Celui supprimant des bureaux de garantie des matières d'or et d'argent corrige la liste fixée par arrêté du 15 prairial an VI (*tome V*).

² Arrêtés des 30 ventôse an IV (*Debidour*, tome I, page 857), et 23 fructidor an VI (*tome VI*).

³ Alors que l'arrêté du 22 floréal an V (*tome I*) ordonnait de le réduire à 15. Le dépôt sera dirigé par un officier général en activité avec un seul adjoint, officier général ou adjudant général non en activité; *il continuera de faire recueillir et classer l'historique des faits et mouvemens des armées avec les plans et cartes y relatifs, de faire travailler à la formation, copie et envoi des cartes, plans, itinéraires et mémoires militaires*. L'arrêté règle le service des ingénieurs topographes et interdit au dépôt de fournir des objets aux officiers des états-majors sans ordre du ministre, auquel l'inventaire mis à jour doit être remis tous les ans.

⁴ Dont traitement de réforme du général Pierre-Antoine Dupont-Chaumont (*Six le dit simplement réformé à cette date; c'est sans doute lui et non son frère cadet Dupont de L'Étang, directeur du cabinet topographique du Directoire lors du coup d'État du Dix-Huit Fructidor, qui est le général de brigade Dupont remis en activité dans son grade le 12 thermidor, tome X*), promotion de Martin-François Le Masson du Chenoy, chef de bataillon, sous-directeur d'artillerie faisant fonction de directeur à Strasbourg, au grade de chef de brigade (mesure connue de *Quintin*), et nominations au 10^e chasseurs à cheval, au 15^e de cavalerie et à la 71^e demi-brigade de ligne nouvelle, dont retraite de Belbedere, capitaine devenu fou et ayant blessé son fourrier de trois coups de sabre.

⁵ Sur les moyens de terminer la Révolution (publiant la constitution de l'an III et convoquant les assemblées primaires pour son approbation) et sur le mode d'élection au Corps législatif.

dans les Ardennes; Jean Campagnon, de Bordeaux, mort en l'an II, inscrit dans la Gironde et en Lot-et-Garonne, recommandé par le député Laujacq, à la requête de sa veuve Louise-Thérèse Lévêque; Jean-Joseph Carrier-Monthieu-Damery, sa femme Geneviève Ferry et leurs filles Marguerite-Luce et Marie-Victorine, inscrits dans la Seine, lui négociant, établis à Naples en 1788, dont la résidence est attestée par les ambassadeurs français Mackau en brumaire an II et Canclaux en l'an VI¹; Étienne et Pierre-François Chavaille frères, de Bordeaux; René Lageard, seigneur de la Chapelle-Grésignac, connu sous le nom de Grésignac, détenu à Nontron sous la Terreur, n'ayant été porté sur la liste des émigrés que comme père d'émigré et admis sans difficulté au partage de ses biens; Louis-Félix Lucas dit Beaucourcel, de Rouen, Antoine Parnuit, de Paris, et Clément-Joseph Saint-Martin, noble, garde de Louis XVI, né à Marciac, habitant Tarbes, inscrits par les districts de Cany [-Barville], Pont-Audemer et Mirande; René-Pierre Nepveu-La Manouillière, chanoine au Mans, détenu dans sa ville puis à Chartres sous la Terreur; Pierre-François Receveur, cultivateur à Longeville [-lès-Russey], inscrit pendant sa détention à Besançon après sa condamnation en octobre 1793 pour rassemblement séditieux. Maintien: Barbe Baillancourt, de Neunkirch (Moselle,auj.: commune de Sarreguemines), soi-disant partie pour sa santé; le fils, officier au régiment de Cambresis, d'Antoine-Claude-François Bouzier, cultivateur d'Estouilly (Somme, auj.: commune d'Ham); Pierre Champhen-Givreuil fils, de Moulins, officier noble au 23^e de cavalerie; Jean-Gaspard Garron-Chastanay, de Chanoz [-Chatenay], ne prouvant pas sa résidence depuis son inscription en 1793²; François-Éléonor Gauthier, noble des Moutiers-en-Auge; Charles-François-Élisabeth Grimonville, noble de Cardonville, maire puis assesseur du juge de paix d'Isigny [-sur-Mer] parti en 1792 recueillir la succession de son oncle le chevalier de Verhulst à Aarschot et Malines, puis émigré à Rotterdam et Hambourg; Joseph Lau, soi-disant négociant usant de faux certificats de résidence à Lambesc et Roquevaire; Françoise-Émilie de Pérusse des Cars femme Brunoy, noble de Paris, soi-disant partie prendre les eaux à Aix-la-Chapelle en 1791, inscrite l'année suivante, rentrée puis émigrée en Angleterre; Nicolas-Hyacinthe Rousselot d'Hédival, de Nancy, émigré en 1790, ayant séjourné en Italie, dans le Palatinat et en Prusse, rentré à plusieurs reprises et n'ayant réclamé qu'en l'an IV; René de Russon, noble de Thouarcé, soi-disant garçon tailleur à Orléans³; et ceux du Var soi-disant fédéralistes Boniface Aillaud père, négociant à Solliès, soi-disant boucher charcutier vivant du travail de ses mains, parti rejoindre les Anglais à Toulon, Joseph Denans et sa femme Thérèse Broquier, d'Hyères⁴, et Charles Giraud, administrateur de la marine à Toulon, et sa femme Marie-Anne-Félicité Mallard, présentant un certificat de résidence falsifié (AF III 605, plaquettes 4217, pièces 50-107, et 4218, pièces 108-151).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 605, plaquette 4216, pièces 19-20. Feuille de brevets de pension de l'Intérieur (9 articles).

AF III 605, plaquette 4219, pièces 155-175, 179-196 et 200-241. Nominations administratives: remplacement de commissaires centraux élus députés, *Loir-et-Cher*: Bordier, accusateur public, administrateur du district de Vendôme, ex-commissaire municipal de Montoire [-sur-le-Loir]⁵, *Morbihan*: Boullé⁶, et *Pas-de-Calais*;

- et nomination de commissaires municipaux, *Dordogne*, Hautefort;- *Drôme*, Puy-Saint-Martin; Saint-Jean-en-Royans⁷ et Vinsobres: Louis-Étienne-Joseph Ésinjard et Romieu, administrateur du district de Nyons, anciens de l'armée d'Italie, remplaçant leurs père et beau-père, âgés, démissionnant;- *Eure*, Gaillon: destitution d'un auteur de faux en tant qu'huissier;- *Gard*, Aigues-Vives; Connaux: remplacement d'un ivrogne;- *Gers*, Gimont; Monferran [-Savès]; Riscle: l'ex-député Pérez⁸, préféré à Magenc père, notaire, candidat du commissaire central;- *Hérault*, Mauguio;- *Loire*, Saint-Chamond: remplacement du commissaire n'ayant pas signalé des attentats à la statue de la liberté et le chant du *Réveil du peuple* le 24 germinal;- *Meuse*, Autrécourt [-sur-Aire]; Triaucourt (auj.: commune de Seuil-d'Argonne);- *Nord*, Walincourt [-Selvigny]: Delerne, instituteur à Marquette [-en-Ostrevant], remplaçant Debu, neveu de Debu, attaché au duc de Guînes, et cousin de deux Debu émigrés;- *Oise*, Crépy [-en-Valois]: Lecourt, muté de Morierval, remplaçant son beau-frère Tardu, élu administrateur central; Morierval: Gatté, épicier, agent municipal de Crépy⁹;- *Orne*, Chambois;- *Puy-de-Dôme*, Arlanc; Brassac [-les-Mines]:

¹ Le père est paralysé depuis l'an III d'après Canclaux et a, dès le début de la guerre, envoyé en France son fils, actuellement grenadier à l'armée d'Égypte. Ils sont radiés avec maintien du séquestre de leurs biens et interdiction de rentrer avant la paix parce que n'ayant pas d'établissement à l'étranger avant la Révolution et non rentrés avant le 11 brumaire an II.

² Le rapport indique que les députés de l'Ain l'attestent comme émigré notoire sur une pétition présentée par un acquéreur de biens provenant de lui.

³ D'après le certificat de quatre individus désignés pour être au nombre des témoins bannaux qui, dans cette commune d'Orléans, ont attesté de faux certificats de résidence.

⁴ Cités sur une liste de royalistes émigrés à Toulon, rentrés pendant la réaction et ayant pris part aux attentats contre les républicains remise par les députés au ministre. Cette liste sert de base à d'autres inscriptions le 17. Le ministre a demandé à l'administration centrale les prénoms du fils, complice des mêmes faits.

⁵ Joseph-Laurent Bordier-Guillemard (voir tome V, 1^{er} prairial an VI, affaires non citées au procès-verbal, note).

⁶ Jean-Pierre Boullé, député du tiers état de la sénéchaussée de Ploërmel à la Constituante, sorti des Cinq-Cents en l'an VII, futur préfet des Côtes-du-Nord.

⁷ Nom révolutionnaire: Lyonne.

⁸ Joachim Pérez, constituant, conventionnel, sorti des Cinq-Cents en l'an VI (nomination connue de *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*), qui ignore, en revanche, sa destitution le 14 messidor (plus loin) et son remplacement par celui qui démissionnait ici.

⁹ Mention de l'arrêté du 25 (plus loin) maintenant le premier à Morierval et rapport du ministre proposant en conséquence de nommer le second à Crépy.

remplacement d'un anarchiste venu à Clermont-Ferrand lors de l'assemblée électorale quoique non électeur; Vic-le-Comte¹: Maly, notaire;- Sarthe, Bouloire et Loué: remplacement de Barré et Houdebert, élus députés²;- Vaucluse, Orange: remplacement d'un anarchiste à l'assemblée primaire.

Séance du 14 prairial an VII [dimanche 2 juin 1799]

(AF* III 15, folios 159 recto-161 recto; AF III 606, plaquettes 4220 à 4222)

Lois.

[Du 13] autorisant: la vente par la commune de Billom de mesures et terrains extérieurs à l'alignement de la place et de la nouvelle halle aux blés occupant l'emplacement de l'hospice; et un échange de terrains entre celle de Gondreville (Meurthe) et l'hospice; et transférant le canton de Fresnes-lès-Montauban à Oppy³ (AF III 605, plaquette 4216, pièces 5-8; AF III 606, plaquette 4220, pièce 7).

Messages des Cinq-Cents.

[Délibérés le 12], envoyé au ministre de la Police générale et le premier à celui de la Justice et le second à celui de la Guerre, sur des assassinats dans l'Ardèche *sans que les magistrats s'occupent à en détourner le cours* dénoncés par Robert, inspecteur des contributions, notamment celui du percepteur de Coucouron et l'attaque d'un détachement de troupes escortant les caisses des receveurs d'Aubenas et Joyeuse par une quarantaine de brigands, et en Vaucluse *que l'on impute à la négligence de l'administration et du commissaire centaux et du général commandant le département*⁴ (AF III 606, plaquettes 4220, pièces 19-23, et 4221, pièces 38-41).

Guerre.

Annulation de l'article premier de l'arrêté du 17 vendémiaire⁵ sur la formation de bataillons de garnison, chaque demi-brigade devant se composer de trois bataillons de guerre et d'un dépôt à la suite chargé du recrutement. Lettre au ministre, minute au bureau particulier, sur les mesures pour assurer la marche des conscrits vers l'Italie après l'attaque de détachements de conscrits envoyés à l'armée d'Italie par l'ennemi ou ses partisans dans les Alpes-Maritimes et les cols du Mont Cenis et de Montgenèvre: ordre de les faire passer en nombre et armés en faisant *partager leur marche par de vieilles troupes* et de s'assurer que le Mont Bernard⁶ et le Montgenèvre restent libres, minute de Lagarde, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, page 145. Rapport du ministre approuvé par le Directoire sur l'envoi aux armées du Danube et d'Italie des unités qui devaient former les camps de Liège et de Pont-d'Ain, avec tableau d'effectif de ces unités, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, supplément pages 18-19 (AF III 606, plaquette 4220, pièces 9-15).

Justice.

Départements de la rive gauche du Rhin: invalidation de nominations faites dans la Roër par le commissaire du Directoire Marquis, dénoncées par le général Turreau⁷: Boutier, juge au tribunal civil, ex-directeur du jury à Clèves complaisant pour les dévastateurs de forêts nationales, ayant fait libérer le responsable de l'évasion d'un émigré *arrêté dans l'atroupement qui a eu lieu en face d'Emmerich* et entré en dissension avec la municipalité, et juges de paix de Düren, Geilenkirchen et Heinsberg⁸; admission de pourvois en cassation par la douane contre des jugements des tribunaux criminel de Rhin-et-Moselle et civil de la Roër; nomination du vérificateur des domaines de ce département; séquestre des biens des individus portant les armes au service de l'Autriche sur la rive gauche du Rhin. Défense d'exécuter l'acquiescement par la commission militaire de Paris de Gabriel Brauzon, prévenu

¹ Nom révolutionnaire: Vic-sur-Allier.

² René-François-Jacques Barré, élu aux Anciens. La loi du 21 floréal an VII le validant ne donne aucune précision sur lui. Joseph-Louis-Noël Houdebert, commissaire central destitué le 13 germinal an VI (*tome V*), élu aux Cinq-Cents invalidé la même année; la même loi le dit notaire à Loué, où nous n'avons pas trouvé d'arrêté l'y nommant commissaire municipal.

³ À la suite de messages du Directoire des 9 et 13 pluviôse (*tome VII*) et 27 germinal (*tome VIII*).

⁴ Voir plus loin au 24 le message du Directoire en réponse pour le second département.

⁵ *Tome VI*, à cette date.

⁶ S'agit-il du col du Grand Saint-Bernard entre la Suisse et l'Italie ou du Petit Saint-Bernard entre le département du Mont-Blanc et l'Italie?

⁷ Louis-Marie Turreau de Garambouville de Linières, général commandant le département de la Roër, qui demandait l'épuration des autorités du département (*tome VIII*, 8 floréal, Justice, compte-rendu des progrès de l'administration des départements de la rive gauche du Rhin en germinal).

⁸ Ces derniers ayant prêté le serment d'attachement et de fidélité à la République prescrit par un règlement publié par l'ex-commissaire dans les départements de la rive gauche Rudler *pour la fête du 21 janvier* sans le compléter de celui de haine à la royauté et à l'anarchie ajouté par l'administration centrale.

d'émigration de la Charente-Inférieure (AF III 606, plaquettes 4220, pièces 1-4 et 16-18, 4221, pièces 27-30, et 4222, pièces 90-98).

Marine et Colonies¹.

Nomination d'Olivier Bergevin, député du Finistère sorti des Cinq-Cents, commissaire auditeur près la cour martiale maritime de Brest (AF III 606, plaquette 4220, pièce 20).

Police générale.

Traduction en conseil de guerre de la 24^e division militaire de: Louis-Joseph Hennebert, tisserand d'Anserœul (Jemappes, auj.: commune de Mont-de-l'Enclus) détenu à la prison Sainte-Pélagie de Paris, avec les autres prévenus de conspiration visés par le mandat d'arrêt du 14 frimaire², et d'Henri Fiocardo et Guillaume Picard, son beau-frère, employé au bureau de bienfaisance de Bruxelles, détenus au Temple, ayant transmis des renseignements erronés à des gazetiers de Deutz, Hambourg et la Haye, et libération de Pauli père, simple éditeur du journal *Staatsboth* dont le rédacteur Leimbach, vicaire, a échappé au mandat d'arrêt du 22 ventôse³. Arrestation et déportation de Lacretable, prêtre au Val-d'Ajol ayant poussé les électeurs de sa commune à réclamer une assemblée primaire particulière⁴. Ordre au commissaire central du Pas-de-Calais de requérir l'inscription sur la liste des émigrés d'Alphonse-Delphin-Augustin Danel, rentré à Bayonne avec passeport de la ville de Santander l'en disant bourgeois depuis 1786, mais rentré une première fois en 1787, établi à Moyenneville (Pas-de-Calais) puis capitaine de la garde nationale de Bapaume disparu en 1790 avec des fonds et des marchandises qui lui avaient été confiées. Retrait de tout passeport et expulsion de France de Jesse Honniwel, soi-disant anglo-américain, sa femme Elisa Shepard, leur gendre Thomas Farris et l'irlandais John Lennon, séjournant à Dieppe, le premier, capitaine du navire britannique *le Minotaure* à Plymouth, soi-disant évadé des prisons de Deal, étant passé d'Angleterre à Rotterdam avec un passeport délivré par lord Grenville, ayant commandé un corsaire français armé par Balley qu'on le soupçonne d'avoir livré aux britanniques, et sa femme disant pouvoir faire passer des lettres en Angleterre et se vantant d'avoir la protection de Barras pour obtenir une place de capitaine de frégate pour son mari (AF III 606, plaquettes 4220, pièces 24-26, et 4221, pièces 31-37 et 42-48).

Relations extérieures.

Communication par le ministre, qui a retiré les pièces, de lettres de Constantinople et de Sieyès, ambassadeur à Berlin⁵.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 606, plaquettes 4221, pièces 49-50, et 4222, pièces 52-89. Nominations administratives et judiciaires.

- Nominations administratives: remplacement de Turgan, commissaire central des Landes élu aux Anciens; commissaires municipaux, *Aube*, Chesley: remplacement de Raverat, élu administrateur central;- *Aude*, Caunes [-Minervois]: Jacques Sicard-Tallavigne⁶, destitué à tort, nommé de nouveau à la demande du député Fabre, remplaçant Rivet, notaire, démissionnant; Cuxac-Cabardès;- *Calvados*, Tour [-en-Bessin]⁷;- *Finistère*, Cléden-Poher; Plouzévéde: Marie Liscoët, administrateur du district de Lesneven; Scignac: Yves Melscoët, notaire;- *Gers*, Lavardens: remplacement d'un commissaire accusé d'avoir fait faire des visites domiciliaires arbitraires sous prétexte de recherche de prêtres réfractaires, ayant confié l'éducation de ses enfants à l'ex-vicaire puis ayant poussé les conscrits et réquisitionnaires à l'arrêter en leur promettant de les dispenser de partir aux armées, *conduite aussi bizarre que nuisible à l'intérêt public*;- *Ille-et-Vilaine*, Campel: remplacement d'un ivrogne.

- Nominations judiciaires: remplacement de Le Gogal-Toulgoët, commissaire près les tribunaux du Finistère élu député; tribunaux correctionnels, commissaires, *Ardennes*, Vouziers: Golzart, sorti des Cinq-Cents;- *Eure*, les Andelys: Royer, administrateur du district;- *Haut-Rhin*, Belfort.

Séance du 15 prairial an VII [3 juin 1799]

(AF* III 15, folios 161 recto-163 recto; AF III 606, plaquettes 4223 et 4224)

Messages aux Cinq-Cents.

¹ Le ministre est suppléé par celui des Relations extérieures. Pas de feuille d'exécution.

² *Tome VII* comme responsables des troubles de la Guerre des paysans.

³ Voir *tome VII*, 22 nivôse, Police générale, note. Le journal *Staatsboth* était publié à Cologne. Deutz, Allemagne, Rhénanie-du-Nord-Westphalie, sur la rive droite du Rhin, auj.: commune de Cologne.

⁴ Arrêté annulé le 6 brumaire an VIII (*tome X*), le fait que les électeurs de l'assemblée primaire de la section du Val-d'Ajol aient réclamé le droit de nommer une municipalité particulière en estimant que leur commune dépassait cinq mille habitants *n'a aucun rapport avec sa qualité ni ses fonctions de ministre du culte*.

⁵ Affaires non représentées ici.

⁶ Voir *tome IV*, 9 nivôse an VI, affaires non citées au procès-verbal, note.

⁷ Candidature présentée par la députation et écartée d'un citoyen ayant par deux fois refusé d'être nommé administrateur municipal de Bayeux mais ayant présidé une assemblée primaire en l'an V.

Répondant à celui des Cinq-Cents du 13 floréal¹ que la veuve du général en chef Moreaux est comprise dans un état de secours approuvé le 4 nivôse par le ministre de la Guerre; et demandant d'affecter définitivement le collège de Villaines [-la-Juhel] à une brigade de gendarmerie (AF III 606, plaquettes 4223, pièces 12-14, et 4224, pièces 41-66).

Le Directoire exécutif ayant pris séance prend lecture de la correspondance des armées et discute les dispositions militaires que les circonstances indiquent².

Décision du Directoire.

Lettre au roi d'Espagne sur l'escadre commandée par le général de Melgarejo que le roi veut rappeler, lui demandant de la réunir aux forces navales se trouvant à Brest, ainsi que les navires rentrés récemment à Santofia, afin que les Britanniques, actuellement en force en Méditerranée et menaçant de bloquer la flotte de Mazzaredo dans Carthagène, soient obligés à se renforcer dans l'océan Atlantique par crainte d'une expédition française contre l'Irlande, ce qui permettrait à Mazzaredo de lancer une expédition sur Minorque, minute signée des quatre Directeurs, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, pages 145-147, lettre de Talleyrand demandant à Lagarde de présenter son texte au Directoire d'urgence, l'ambassadeur de Azara ayant *reçu des ordres positifs*, 16 prairial (AF III 606, plaquette 4224, pièces 67-68).

Finances.

Arrêtés de distribution décadaire de fonds sur les exercices des ans V à VII avec tableau des fonds disponibles, parmi les distributions de la Marine: lettres de change à l'ordre de M. de Azara pour secours aux prisonniers français du Levant; parmi les dispositions sans sortie de fonds: Canal et Félix, frais de voyage en Afrique, et Pierlot, entrepreneur de fêtes nationales. Ordonnancement de fonds au ministre de la Marine et des Colonies pour payer des fournitures d'habillement et d'équipement à Von Treskow, de Berlin. Bois communaux: Écollemont pour réparer l'abreuvoir et des chemins, Lestelle [-de-Saint-Martory] réduits de 14 à 8 hectares après l'inondation de la Garonne, Œutrange (Moselle,auj.: commune de Thionville) pour réparer des fontaines, des lavoirs et des ponts, Orges avec aménagement préalable de tous ceux de la commune, y compris ceux repris du seigneur en 1793, Ormoy-sur-Aube (Haute-Marne, auj.: Latrecey-Ormoy-sur-Aube): coupe de tilleuls dépérissant sur un chemin près d'une ancienne chapelle ruinée, et bois des Franches-Communes indivis entre les communes d'Adelans, Bouhans [-lès-Lure], Francheville et Quers; coupe de bois de la forêt de Jouy provenant des minimes d'Aulnoy³. Acceptation de l'offre du comte de Rohambé et du citoyen Deville de rechercher à leurs frais moyennant remise de 5% des objets et propriétés nationaux dans les départements entre Rhin et Moselle à condition de faire leurs recherches en présence du commissaire municipal de Cernay (Haut-Rhin) Deville⁴. Simplification de la procédure de vente des chevaux de réforme par la régie de l'Enregistrement⁵. Mise des Feuillants d'Amiens à disposition de l'administration centrale *pour y établir les archives nationales du département*⁶ (AF III 606, plaquettes 4223, pièces 1-9 et 27-30, et 4224, pièces 41-66).

Guerre.

¹ Plus haut, au 21 floréal.

² Cette déclaration liminaire est suivie immédiatement sur le registre par l'arrêté réunissant à l'armée d'Italie les 7^e et 8^e divisions militaires (à Grenoble et Marseille) et la lettre au roi d'Espagne.

³ Forêt de Jouy, Seine-et-Marne, communes de Chenoise, Jouy-le-Châtel, Saint-Hilliers et Saint-Just-en-Brie. Aulnoy est l'ancien nom de la commune de Courchamp.

⁴ On n'a pas d'autres précisions. S'agit-il des départements provisoires de la rive gauche du Rhin, auparavant connus comme pays entre Rhin et Moselle, bien qu'ils soient dans les attributions du ministre de la Justice, ou, sous une dénomination tout à fait inusuelle, de l'Alsace et de la partie concernée de la Lorraine? La notice du *Nouveau Dictionnaire de biographie alsacienne*, Strasbourg, Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, 1983-2003, 42 fascicules en 8 volumes, sur Jean-Baptiste-Nicolas Deville, commissaire municipal de Cernay, ne parle pas de cette affaire et situe le personnage comme avocat au Conseil souverain de la province, membre de la loge maçonnique parisienne la Concorde, puis figure jacobine locale et un temps intéressé dans un projet d'exploitation des mines de cuivre d'Urbès. Il est autorisé à requérir des autorités civiles et militaires *des susdits départements* l'emploi de la force armée et toutes mesures de sûreté nécessaires et devra rendre compte au ministre des Finances.

⁵ Pour éviter les frais de leur nourriture.

⁶ Conformément aux dispositions de la loi du 5 brumaire an V ordonnant aux administrations centrales de *rassembler dans le chef-lieu du département tous les titres et papiers des dépôts appartenant à la République*. Le rapport parle des archives départementales.

Réunion du commandement des 7^e et 8^e divisions militaires à l'armée d'Italie, minute de Lagarde. Arrêtés sur le personnel¹. Annulation des sanctions prises le 2 vendémiaire² contre des jeunes gens de Bordeaux pour neuf d'entre eux (AF III 606, plaquettes 4223, pièces 10-11 et 15-26, et 4234, pièces 31-37).

Séance du 16 prairial an VII [4 juin 1799]

(AF* III 15, folios 163 verso-166 recto; AF III 606, plaquettes 4225 à 4228)

Loi.

[Du 14] créant des nouvelles foires à Montbrison (Loire) et Saint-Germain-Lespinnasse³ (AF III 606, plaquettes 4220, pièces 5-6, et 4225, pièce 4).

Messages des Cinq-Cents.

[Délibérés le 13 et expédiés le 16], envoyés au ministre de l'Intérieur, demandant les procès-verbaux de l'assemblée communale mère de Caromb et de l'élection de l'agent municipal de Maison-Ponthieu (AF III 606, plaquette 4225, pièces 13-18).

Acceptation par Sieyès de son élection au Directoire.

Le Directoire ayant pris séance, il est fait lecture d'une lettre écrite de Wesel le 13 par laquelle le citoyen Sieyès annonce au Directoire qu'il accepte sa nomination. Message aux deux Conseils et lettre à Sieyès l'invitant à accéder aux dispositions adoptées par la Directoire pour que sa réception se fasse avec l'appareil convenable à la dignité dont il est revêtu, apostille sur la minute: Le citoyen Sieyès n'ayant pas passé par Louvres, le courrier qui lui a été expédié par cette route n'a pu lui remettre cette lettre et l'a rapportée⁴ (AF III 606, plaquette 4226, pièces 35-39).

Assassinat des plénipotentiaires au congrès de Rastatt.

Proclamation aux français contenant de nouveaux développemens sur les preuves multipliées qui établissent que l'assassinat des plénipotentiaires français au congrès de Rastadt a été préparé et dirigé par le gouvernement autrichien et exécuté par ses soldats, ce qui résulte principalement du procès-verbal dressé par les ministres des différentes puissances au congrès de Rastadt où sont consignées les différentes circonstances qui ont accompagnées (sic) cet odieux attentat (AF III 606, plaquette 4226, pièce 34: fiche de renvoi au dossier du 16 floréal).

Papiers de Bonnier d'Alco.

En réponse à la demande, jointe, d'Atger-Pénisson, fondé de pouvoirs des enfants de Bonnier d'Alco, décision qu'il n'y a pas lieu de nommer un commissaire pour la levée des scellés sur les papiers de Bonnier, triés avant mise sous scellés, apostille de Lagarde sur la demande du fondé de pouvoir: *La distribution des papiers appartient au Directoire.*

- Note sur l'inventaire des papiers provenant du bureau de Bonnier, chef du bureau diplomatique du Directoire⁵, plénipotentiaire aux congrès de Lille puis de Rastatt: *À la nouvelle de son assassinat, le Directoire, qui lui avait confié les papiers les plus importants, donna des ordres pour que ces papiers rentrassent dans les archives du gouvernement. Les minutes du Directoire ont été réunies aux autres minutes. Les pièces diplomatiques ont été classées dans les dossiers auxquels elles appartiennent. Les papiers particuliers du citoyen Bonnier ont été réunis sous cette chemise... (dossiers n° 1: correspondances particulières, n° 2: papiers d'affaires, n° 3: brouillons de lettres, n° 4 travaux particuliers faits pour le citoyen Reubell); note en marge de cet inventaire: Ces papiers pourroient être remis à la famille Bonnier. On peut les joindre à l'un des arrêtés du Directoire qui se rapportent à la mort ou la succession de Bonnier en en mentionnant l'existence et le classement du dossier à la table (le dossier a été dégrossi).*

- Papiers classés dans les dossiers n° 1 à 4. Dossier n° 1 dit *correspondances, lettres de famille, d'amis et sur l'air du temps*, note: *Il convient que l'on sache que les lettres de la mère et des filles de Bonnier se sont trouvées cachetées dans ses papiers, divisé en liasses A (famille), B (amis) et C (correspondances sur les affaires du temps; nota: les lettres que renfermoit ce dossier, étant données de toute ou peu d'intérêt, ont été supprimées): lettres de la mère de Bonnier et de sa fille Eulalie, de la citoyenne Villebrun, veuve Penisson, et de divers autres de Montpellier an IV- an V. Dossier n° 2, titres ou autres papiers d'affaires: enregistrement de Bonnier député à la Législative, formulaire imprimé signé par Camus, 30 septembre 1791; lettre*

¹ Dont remise en activité et emploi dans une armée active du général de brigade Jean-Nicolas de Monard (voir *tome V*, 25 prairial an VI, Guerre, note), brevet dans le grade de général de division à dater du 17 pluviôse du général Verdière (Jean-Christophe Collin dit), commandant la place de Paris (voir *ibidem*, 7 prairial an VI), mutation du commandant provisoire de celle de Rouen à celle d'Hesdin avec rapport du ministre sur des observations du député Vimar sur les officiers généraux de la 15^e division militaire à Rouen, et nominations dans les 48^e, 59^e et 104^e demi-brigades de ligne.

² *Tome VI*, à cette date, Guerre. Les noms ne sont pas repris à l'index.

³ Voir *tome VIII*, 6 ventôse: message des Cinq-Cents sur la création de foires à Ambierle et Montbrison.

⁴ Le procès-verbal de la séance fait venir à la suite de cette première affaire la proclamation sur l'assassinat des plénipotentiaires de Rastatt et l'arrêté sur les papiers de Bonnier d'Alco.

⁵ Les dossiers de Bonnier sur les émigrés sont conservés dans l'article AF III 51 A (*Les Archives du Directoire*, pages 291-310) et les articles suivants (AF III 51 B à 51 J, papiers dits *des naufragés de Calais*, pages 310 à 326).

de Cambacérès et Jeanjean fils, président et secrétaire de l'assemblée électorale de l'Hérault, lui annonçant son élection à la Convention, 3 septembre 1792; quittances imprimées de ses contributions mobilière à Montpellier en 1792 et personnelle et mobilière à Paris, an III, lettre de Davalet, receveur des contributions de la Seine, lui annonçant la mise en recouvrement de ses contributions de l'an III et de l'an IV, papier à en-tête imprimé, an V; décret de la Convention du 8 septembre 1793 portant que les représentants du peuple et les fonctionnaires publics ne doivent pas être compris sur les rôles des contributions dans les lieux où ils sont retenus pour l'exercice de leurs fonctions, Paris, imprimerie nationale exécutive du Louvre, 1793, 2 pages; billet de Carnot lui envoyant l'arrêté non joint le nommant chef du bureau diplomatique, 20 brumaire an IV; ampliation par Aubusson, secrétaire du Directoire par intérim, d'un arrêté du Directoire du 21 brumaire an IV l'autorisant à choisir l'emplacement de ce bureau et à prendre avec l'architecte Chalgrin les arrangements nécessaires; réclamation par Bonnier de la distribution de drap faite à la fin de la session de la Convention, an V, avec certificats de vie à son poste signés par les présidents et secrétaires de la Convention sur formulaires imprimés, 11 ventôse an II et 2 germinal an III. Dossier n° 3: *papiers littéraires*: copies de textes de droit et d'histoire diplomatique et notes bibliographiques, copie de la loi du 16 mai 1791 portant que les députés à la Constituante ne pourront être élus à la Législative et d'extraits du procès-verbal de cette séance; extrait de dépêches diplomatiques de frimaire an V, de Belleville, consul général en Toscane, Delisle, consul général à Götteborg, Lallement, ministre à Venise, sur l'envoi auprès du général Bon... d'un agent porteur de révélations sur une intrigue britannique du lord M, exécuter du plan de Wick..., dont le foyer est à Strasbourg et vise à s'emparer de l'Alsace, de la Lorraine et des Pays-Bas, et de Reinhard, ministre plénipotentiaire à Hambourg. Dossier n° 4, travaux particuliers pour Reubell: note sur les étrangers, envoyé le 28 nivôse an IV; rapport sur les émigrés soi-disant suisses, messidor an IV; notes sur le séquestre des biens du comte d'Aspremont dans la Meuse, vendémiaire-brumaire an V; projets de messages sur les prises maritimes, frimaire an IV-brumaire an V; copie d'un rapport de commission spéciale des Cinq-Cents de la fin de l'an V sur les rapports entre les pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif envoyé par Reubell pour examen; note à Reubell sur une adresse d'émigrés aux Cinq-Cents renvoyée en commission spéciale après le 30 prairial an V; notes de Reubell avec observations de Bonnier sur le projet de loi sur les cultes, messidor an V; rapport de Bonnier à Reubell sur celui d'Emmery aux Cinq-Cents proposant d'annuler la loi sur le séquestre des biens des parents d'émigrés, plusieurs versions datées du 14 messidor au 1^{er} fructidor an V (AF III 606, plaquette 4228, pièces 46-158).

Justice.

Autorisation au ministre d'inviter l'administration de la marine à se désister de l'affaire, soumise par référé du tribunal civil des Basses-Pyrénées en appel du tribunal de commerce de Bayonne, du brick américain *le Tryal*, capitaine Thomas Talbut, chargé de cacao, de sucre et de tabac de Philadelphie pour Bilbao, entré à Bayonne à cause de la tempête et saisi sur ordre du gouvernement. Renvoi en justice des prises des navires *le Haabet*, parti de Copenhague le 30 vendémiaire an VI, chargé de plomb anglais et de marchandises du Bengale pour la Guadeloupe, saisi par le corsaire nantais *l'Anonyme* et conduit à la Rochelle, relaxé par le tribunal de commerce de cette ville parce qu'ayant quitté Copenhague avant la publication de la loi du 29 nivôse an VI¹, et *la Marie-Suzanne*, chargé à la Havane de bois de campêche et de sucre pour Henckel et Heimbeke, négociants d'Hambourg, saisi par le corsaire nantais *la Julie* en messidor an VI, conduit à Ribadeo, déclaré de bonne prise par le consul à la Corogne parce qu'armé de canons et de pierriers² sur affûts non déclarés, sentence en appel au tribunal civil de la Loire-Inférieure. Départements de la rive gauche du Rhin: confirmation de décisions sur des pourvois en cassation en Rhin-et-Moselle et dans la Roër; publication dans ces départements par le moyen d'une publication au *Bulletin des lois* de l'article 15 de la déclaration du 26 janvier 1749 obligeant les orfèvres, joailliers et autres marchands et fabricants de pièces d'or et d'argent à tenir registre des ouvrages qui leur sont portés pour les raccomoder ou qui leur sont donnés en nantissement. Cassation de l'interdiction par le tribunal civil du Jura à l'huissier de la justice de paix de Bletterans de signifier dans le canton des actes étrangers à celle-ci. Refus d'autoriser des poursuites contre Gauthier, secrétaire en chef de l'administration centrale du Nord ayant délivré au commissaire central Groslevin sur son ordre le 25 thermidor an IV des expéditions d'actes de vente de biens nationaux dont les minutes n'étaient pas été signées par les administrateurs centraux mais seulement par lui³ (AF III 606, plaquettes 4225, pièces 5-12 et 20-25, et 4226, pièces 26-33).

Police générale.

Émigrés, radiation et maintien sur la liste des prêtres déportés: Antoine Bernard, chanoine à Niort [-de-Sault]⁴; Jean Castaing, moine à la Réunion⁵; Mansuet-Marin Goupil, curé à Argentan; Jean-Baptiste-Prosper Lévesque, parti de la

¹ Mais ayant d'abord fait relâche dans un petit port danois dont il n'est sorti qu'après la publication de la loi.

² Pierrier: à l'origine, toute pièce d'artillerie (tirant des boulets en pierre); à l'époque: petit canon de marine monté sur affût lançant des balles ou de la mitraille.

³ Il s'agit de l'affaire des ventes frauduleuses impliquant le commissaire central et les citoyens Évrard et Verstræte (voir *tome IV*, 24 ventôse an VI, Justice, note). Groslevin aurait expliqué au secrétaire en chef après la levée de la séance de l'administration centrale que plusieurs acquéreurs ayant besoin de leurs contrats de vente étaient obligés de quitter la ville sur le champ et qu'ils ne pouvoient le faire s'il falloir envoyer chez chaque administrateur pour lui demander sa signature.

⁴ Méchamment et à dessein inscrit sur un 5^e supplément, ce qui a empêché son neveu Jean-Pierre d'accepter le poste de commissaire municipal d'Alet [-les-Bains].

⁵ Commune de Lot-et-Garonne. Il n'était inscrit que parce que déporté et sous le prénom erroné de François.

Roche-Bernard¹ pour l'Espagne, inscrit dans la Loire-Inférieure, avec maintien du séquestre de ses biens, son frère ayant réclamé tardivement; annulation de l'inscription d'Alexandre-Louis de Culant, noble, constituant, d'Abbeville, inscrit à Paris et ayant justifié de sa résidence dans cette ville; Antoine-Gabriel Jannel, ex-commandant des places de Givet et Charlemont (commune de Givet), prouvant sa résidence; et Nicolas-Maximilien-Sidoine Séguier, inscrit dans l'Oise, à la requête de sa veuve Marie-Anne Borel; sursis et autorisation de rester sous la surveillance de leurs municipalités sur témoignage du commissaire central de la Mayenne: René Cottereau, de "Saint-Ouën", non émigré, chouan tranquille qui *coopère même efficacement au maintien de la paix dont jouit maintenant ce canton dans lequel il a une grande influence*; et Maurice Vallois, ayant contribué à l'arrestation de chefs de brigands dans les cantons d'Ernée et de Fougères; rejet de la réclamation de Melchior Véal-Dubleau, de Langeac, ne produisant aucune nouvelle preuve de résidence² (AF III 606, plaquette 4225, pièce 19, et 4227, pièces 46-75).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 606, plaquette 4225, pièces 40-45. Nomination de commissaires près les tribunaux correctionnels de Sartène: Trani, commissaire municipal de Bonifacio, et d'Avignon: Debruges, ex-accusateur public, remplaçant Augier, élu aux Anciens³.

Séance du 17 prairial an VII [5 juin 1799]

(AF* III 15, folios 166 recto-169 recto; AF III 607, plaquettes 4229 à 4233)

Lois.

[Du 16] validant les assemblées mères des Hautes-Alpes et du Gers et invalidant les scissionnaires (AF III 606, plaquette 4225, pièces 1-3; AF III 607, plaquette 4229, pièce 14).

Message des Cinq-Cents.

[Du 16] sur l'attribution définitive des Bénédictines de Coutances aux tribunaux civil et criminel, envoyé au ministre des Finances (AF III 607, plaquette 4231, pièces 70-72).

Messages aux Cinq-Cents⁴.

Répondant à celui sur l'exportation de tabac des manufactures du Bas-Rhin en soumettant au Conseil des difficultés pour appliquer la restitution des droits sur le tabac fabriqué lors de son exportation, envoi au journal *le Rédacteur*; demandant de joindre la petite maison Saint-Benoît de Périgueux aux terrains du jardin botanique de l'école centrale de la Dordogne où elle est enclavée, et répondant à celui du 3 sur les dépenses du ministre de l'Intérieur en l'an VII, en observant *que pour les deux tiers de cette année les moyens du ministre de l'Intérieur ont été réduits au neuvième à peu près des ressources sur lesquelles il auroit dû compter*; tableaux comptables détaillés des ordonnancements, cités dans l'ordre chronologique depuis vendémiaire an VII et dans celui des questions du message des Cinq-Cents: crédit pour les 26 voyageurs de l'Institut national (frais de voyage de géologie de Faujas); crédit pour achat de livres, tableaux, bustes, médailles et manuscrits pour les divers dépôts (dont: paiements à Alexandre: acompte pour le tableau *Les Sabines*, Audouin: cent exemplaires du portrait de Junius Brutus, Bachelier: collection de dessins pour les élèves du département des Vosges, Decotte: médailles pour l'école de peinture, sculpture et architecture, Garnier: tableau *La famille de Priam*, Hennequin: paiement partiel du tableau *Les triomphes du peuple français*, Hue: tableau du port de Granville, Lafitte: acompte pour le tableau *l'Odéon d'Athènes*, Mirys: gravures de l'histoire romaine, Say: abonnements à la *Décade philosophique*, souscriptions et achats d'ouvrages pour les écoles centrales); encouragements littéraires (127 ordonnancements, en partie tous les mois pour travaux littéraires de nombreux écrivains⁵ et comme encouragements de travaux d'art, dont Brion père: Mappemonde philosophique, Campenon: dépenses du comité d'instruction publique, Chaussard: impression de son *Ode sur l'industrie*, Colas, directeur du journal *la Clef du cabinet*: 3 700 exemplaires d'une question posée par le ministre en ventôse, citoyenne Crétu: portrait à l'aiguille de Bonaparte, achat en nombre de *l'Annuaire républicain* de Dumetz, Fritzery: encouragement pour travaux de musique, Lemaire: achat de quatre cents exemplaires de *la*

¹ Nom révolutionnaire: la Roche-Sauveur.

² Sur de Culant, voir *tome VII*, 7 nivôse; sur Jannel et Cottereau, *tome VIII*, 7 ventôse (Saint-Ouën, chef-lieu de canton de la Mayenne: plutôt Saint-Ouën-des-Oyes, auj.: Saint-Ouën-des-Vallons, que Saint-Ouën-des-Toits, chef-lieu de canton davantage désigné avec son qualificatif); sur Séguier, *tome VII*, 27 frimaire, où il est dit inscrit dans la Seine; sur Vallois, plus haut, 13 floréal. La réclamation de Véal-Dubleau (ici: Véalle-Dubleau) porte sur l'arrêté du 17 pluviôse (*tome VII*, Finances) confirmant la vente de ses biens; une fiche mentionne la remise de l'arrêté, dont la minute est cependant ici, au secrétaire d'État le 26 germinal an IX.

³ La fonction d'Augier n'est pas indiquée dans le texte de la loi du 11 le validant (plus haut au 12), où il est dit Augier, d'Orange, comme dans l'arrêté du 2 thermidor an VI (*tome VI*) le nommant à Avignon.

⁴ C'est par le message sur les dépenses ordonnancées par le ministre de l'Intérieur du début de l'an VII à la fin de floréal (voir plus haut, 4 prairial) que commence le procès-verbal sur le registre. Les deux messages que nous citons ici en premier par commodité viennent en milieu de séance avec les affaires du ministre des Finances; celui sur les tabacs répond au message des Cinq-Cents du 25 floréal (plus haut, au 27); celui sur la Dordogne se réfère à la loi du 4 fructidor an VI (*tome VI*) affectant les jardins Saint-Benoît et Sainte-Claire au jardin botanique.

⁵ Dont en germinal: Letournel, à Moulins, et Frey, à Kaysersberg.

Contagion sacrée, Maradan, imprimeur: acompte sur *l'Histoire des animaux* d'Aristote, Noblet, chef de l'atelier de l'école aérostatique: récompense, Parent: solde d'un recueil d'hymnes patriotiques, Parny: impression du *Poème de la guerre des dieux*, Stoupe: achat en nombre des *Œuvres de Voltaire* de Palissot, Villemin: choix des costumes des peuples de l'Antiquité); crédits pour la réunion et la translation d'établissements d'instruction publique (paiements à Chappe pour les lignes de télégraphe de Paris en Italie et de Strasbourg à Bâle, et, en floréal et prairial à l'ingénieur Laval pour celle de Paris au Havre); crédits pour le transfert des monuments (d'Italie), pour le jardin d'histoire naturelle, pour l'achèvement du Muséum d'histoire naturelle (dont traitements mensuels de Beaumanoir pour imitations en cire des *productions fugaces de la nature* et paiements à Brocheton: collection d'objets envoyés de Guyane), pour la destruction des loups (soins à des gardes mordus par un loup enragé aux portes de Besançon), pour la manufacture de Sèvres (payés à son directeur Salmon), pour la fabrication des poids et mesures à envoyer dans les départements (19 ordonnancements); crédit pour encouragements aux arts et métiers (dont paiements à Suau: appointements des membres du Conservatoire, Demaury, mécanicien: machine à filer le lin, Desgranges: dictionnaire de géographie commerçante, Duchet: nouvelle fabrication de colle forte, Férat: instruments de mathématiques, Leblanc: récompense pour la fabrication de soude, Mégrand, entrepreneur de l'horlogerie de Besançon: indemnités et secours, Merlin, mécanicien: serrure de son invention, Robert, mécanicien: machine à fabriquer du papier, Vallée, président du Lycée des arts: dépenses pour le nouveau local du Lycée en germinal an VII, Thouvenet, mécanicien: bras mécanique); crédit pour encouragements à l'agriculture (dont paiements à Suau: appointements des membres du bureau consultatif, paiement des salaires des préposés des comptoirs de Barbarie de l'agence d'Afrique établie à Marseille, à Descemet, de Franciade: culture des arbres fruitiers, Leroy, architecte: travaux à la ménagerie de Versailles pour y recevoir l'établissement de Sceaux, Santus: manuscrits sur l'agriculture); crédit pour l'achat d'étalons (et de bêtes à laine en Espagne); crédit d'entretien des bâtiments nationaux (182 ordonnancements, à des architectes et artisans pour l'entretien de bâtiments en majorité à Paris, parmi lesquels des réparations au théâtre de l'Odéon en floréal après l'incendie, pour le palais, les eaux et les fontaines de Versailles et le Jeu de paume, et la machine de Marly, et paiements à Chomard, dessinateur: plans pour la distribution des eaux à Paris, Jomard, artiste: nivellement des aqueducs de Paris, Lafosse: appointements des membres et employés du conseil des bâtiments, Magau, entrepreneur: plantations aux Champs-Élysées, Panay, ingénieur: chantier du pont de la Révolution et Verniquet: paiement de floréal pour son plan de Paris); crédits de premier établissement et réparation des prisons (ordonnancements en nombre aux administrations centrales) et des maisons des administrations (premier établissement de l'administration centrale du Léman à Genève et du tribunal correctionnel de Courtelary); et crédit pour dépenses imprévues: 35 ordonnancements, dont appointements du ministre, de son secrétaire particulier Blain-Saint-Morre et du conseil du ministre, appointements de Fenouillet de Falbaire, commissaire du Directoire près le théâtre de

l'Odéon, et paiements à Mirbeck, chargé d'un travail littéraire et politique sur les formules républicaines¹ (AF III 607, plaquettes 4229, pièces 1-3, et 4231, pièces 51-54 et 60-62).

Finances.

Distribution extraordinaire de fonds aux ministres de la Guerre sur les exercices des ans V et VI et de la Justice sur l'an VII: indemnités aux membres sortis du Tribunal de cassation². Mode de paiement en bons admissibles pour les contributions des réquisitions de denrées pour les troupes aux frontières. Maintien de la dispense de service à la garde nationale des préposés des douanes³. Approbation de la prolongation du délai pour l'apposition gratuite du poinçon de recense par l'administration centrale de l'Aisne jusqu'au 15 de ce mois à cause de retards dans l'installation du bureau de contrôle de Laon, où les poinçons ne sont arrivés que quinze jours après la proclamation et dont le vérificateur n'avait pas reçu son certificat de capacité⁴. Dépôt par le ministre de l'état des mutations à la régie de l'Enregistrement pendant la dernière décade (AF III 607, plaquettes 4229, pièces 4-10, 4230, pièces 18-19, et 4231, pièces 45-50 et 55-59).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel⁵. Ordre de dresser le tableau des départements en retard pour le départ des conscrits et de faire un rapport sur les causes, minute de Lagarde, mention de l'envoi au journal *le Rédacteur* (AF III 607, plaquette 4230, pièces 24-36).

Intérieur.

Deux arrêtés contre l'exportation frauduleuse de grains, le premier classé au bureau particulier ordonnant aux administrations centrales des départements frontaliers et aux douanes de ne pas faire obstacle à celles pour approvisionner les

¹ Sur Barthélemy Faujas [de Saint-Fond], voir *tome II*, 7 messidor an V, Messages aux Cinq-Cents, note. Le peintre Alexandre ne semble pas être le rémois prénommé Louis, qui paraît avoir connu une carrière locale d'après *Thieme et Becker*. Le graveur Pierre Audouin. Jean-Jacques Bachelier, peintre ornemaniste, jadis directeur de la manufacture de Sèvres; deux recueils de ses dessins de culs-de-lampe et de fleurons avaient été imprimés; le ministre François de Neufchâteau fut député des Vosges à la Législative puis commissaire central de ce département. Decotte, fournisseur de médailles pour l'école de peinture, sculpture et architecture, n'est pas identifié. Les peintres Étienne-Barthélemy Garnier, Philippe-Auguste Hennequin, Jean-François Hue et Louis Lafitte. Le graveur Sylvestre-David Mirys. Jean-Baptiste Say, journaliste, directeur de *la Décade philosophique*. Les citoyens de Moulins et Kaysersberg cités ici ne sont pas identifiés; ce sont les seuls bénéficiaires d'encouragements pour travaux littéraires dont la résidence est notée. Sur Louis Brion de La Tour père, géographe, voir *tome VIII*, 9 ventôse; sa mappemonde philosophique n'est pas connue par ailleurs. Malgré son rôle au comité d'instruction publique du ministère, Campenon n'est pas identifié. Pierre-Jean-Baptiste Chaussard, commissaire du pouvoir exécutif en Belgique en 1792, secrétaire de la Commune de Paris l'année suivante puis chef de bureau au Comité de salut public (*Martin et Walter*, qui cite son *Ode philosophique sur les arts industriels lue à la séance publique du Lycée républicain*, Paris, imprimerie des sciences et arts, an VII). Colas ne figure pas parmi les rédacteurs et propriétaires du journal *la Clef du cabinet des souverains* (*ibidem*, périodiques n° 219); s'agit-il de Dominique Colas, ex-imprimeur du *Journal des colonies* (*tome IV*, 12 pluviôse an VI)? Nous devons à l'index de l'inventaire des papiers des Comités d'instruction publique... et papiers intéressants l'instruction publique pendant la période révolutionnaire et le début du XIX^e siècle, par P. Marichal, revu et corrigé par M.-D. Richard, 2004 (4 volumes dactylographiés consultables au CARAN), les précisions sur l'*Annuaire républicain* de Dumetz et le nom du musicien connu sous celui de Fritzerzy ou Fridzery, déjà vu au *tome II*, 29 messidor an V. Sur l'imprimeur Lemaire, voir *tome III*, 22 frimaire an VI, Affaires non citées au procès-verbal; note; l'imprimé cité ici n'est pas identifié. Claude-François Maradan, imprimeur, cité au *tome VII*, 25 brumaire, Intérieur. Noblet, attaché puis chef de l'atelier de l'école aérostatique de Meudon est cité par le *Recueil des actes du Comité de salut public* sans mention de prénoms. François-Nicolas Parent, dont *Martin et Walter* mentionne le *Recueil d'hymnes philosophiques, civiques et moraux... augmenté de la note en plain-chant... pour.. la célébration des fêtes nationales*, Paris, imprimerie de Chemin, an VII, année de publication du *Poème de la guerre des dieux anciens et modernes* de Parny (Évariste-Désiré Deforges de). Charles Palissot de Montenois, éditeur des œuvres de Voltaire. Villemain, peut-être Villemain, peintre inconnu des usuels mais élu membre du jury national des arts (index de F¹⁷ mentionné plus haut). Sur l'ingénieur Laval et le projet de ligne de télégraphe vers le Havre, voir *tome VIII*, 9 floréal, Intérieur, note. Louis Robert, d'Essonnes (auj.: Corbeil-Essonnes), brevet d'invention de sa machine du 29 nivôse (*tome VII*). Sur le transfert à la ménagerie de Versailles des animaux du parc de Sceaux, domaine devant être vendu, voir *tome V*, 17 messidor an VI; l'architecte Leroy n'est pas identifié. Sur Charles-Georges Fenouillot de Falbaire de Quingey (Charles-Georges), en littérature l'abbé Fenouillot, voir *tome IV*, 19 ventôse an VI, Intérieur, note. Ignace-Frédéric de Mirbeck, commissaire près le Théâtre des Arts en l'an V (voir *tome V*, 29 germinal an VI, Intérieur, note sur ce théâtre).

² Les juges au Tribunal de cassation étaient renouvelables par cinquièmes tous les ans, leurs remplaçants étant à élire par les assemblées électorales des départements concernés (constitution de l'an III, article 259).

³ Mesure en vigueur depuis l'an II omise dans l'arrêté du 13 floréal (plus haut, Police générale) portant instruction sur les rapports entre les autorités civiles et la force publique, notamment la garde nationale sédentaire.

⁴ On suppose que ce délai ne s'appliquait pas au bureau de contrôle des matières d'or et d'argent de Soissons. D'après l'arrêté du 27 pluviôse (*tome VIII*), c'est au 15 ventôse que les deux bureaux de ce département devaient ouvrir.

⁵ Dont remise en activité au grade de chef de bataillon des futurs généraux les adjudants généraux Pierre-Guillaume Chaudron-Rousseau (voir *tome V*, 22 floréal an VI, Intérieur, note) et, pour emploi à l'armée du Danube, Nicolas-Bernard Guiot de Lacour, ex-chef de brigade de gendarmerie, promotion d'adjudant général du chef de brigade Joseph Monroux, futur général (ces deux mesures connues de *Six*), et nomination d'un adjudant de place à Namur, poste créé.

conscrits ou autorisées *pour des services reconnus urgents et indispensables*, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, page 147, et le second, envoyé au journal *le Rédacteur*, interdisant les dépôts à moins de cinq kilomètres des frontières et sur le contrôle des acquits à caution, notamment pour les grains embarqués sur le Rhin et sur les côtes¹, rapport du ministre sur des observations du commissaire municipal d'Avesnes [-sur-Helpe] au député Gossein sur l'abondance des envois de grains en Belgique: *cette circulation n'est pas naturelle parce que ces contrées sont généralement très fertiles*, et donnant des aperçus sur les subsistances dans toute la République, notant la hausse particulière du cours du grain dans les départements du nord et du nord-est, en partie due à la mauvaise récolte des blés d'automne due aux rigueurs de l'hiver et à la spéculation, avec tableau comparatif du prix du myriagramme de blé-froment en ventôse et en floréal dans tous les départements, lettre de la municipalité de Dunkerque annonçant au ministre la baisse du prix du blé après les premières mesures de contrôle (AF III 607, plaquettes 4230, pièces 37-44, et 4231, pièces 63-69).

Marine et Colonies².

Nomination du lieutenant de port de Cæn (AF III 607, plaquette 4230, pièces 20-23).

Police générale.

Émigrés, radiation: Louis-François de Caux des Londes, du Mans, mort en l'an VI, Claude Guillebon, négociant à Rouen mort en l'an II, Hyacinthe Mathiot, homme de loi à Thiauourt [-Regniéville], et Jacques-Antoine Gorgeon, de Réclainville (Eure-et-Loir), radiés provisoirement dans l'Orne, l'Eure et la Meuse et par le district de Dourdan; Guillaume-Maurice Corbin, curé constitutionnel de Montgaroult; Joseph Dary, compagnon serrurier à Barentan, employé dans les ateliers d'armes à Paris de 1792 à l'an IV; Louis Leusse, de Lyon, seigneur des Côtes-d'Arej, résidant à Meyssiès jusqu'au pillage de son domaine à la fin de juillet 1789, condamné à mort par la commission militaire de Lyon en nivôse an II, inscrit ensuite en Saône-et-Loire; Michel Mesnager, chanoine insermenté de la cathédrale d'Orléans resté en liberté³; Hector Pinard, marchand tanneur à Provins, radié provisoirement dans l'Aube où il possédait deux rentes qui lui avaient été remboursées avant juillet 1789. Maintien: Armand-Pierre-Charles-Gédéon Caulaincourt, lieutenant colonel d'infanterie noble, parti de Tilly⁴ soi-disant prendre les eaux en Allemagne et mort à Bendorf en 1792, inscrit dans le Calvados et l'Orne, radiation demandée par sa veuve Marie-Henriette-Félicité Tilly-Blaru; Sulpice Chaptal, de Saint-Jeure [-d'Ay], garde du roi figurant sur les contrôles de ceux étant à Coblenze, usant d'un faux certificat de la 184^e demi-brigade signé à Lyon en l'an IV, inscrit dans la Drôme; Charles-Marie de Chouppes, officier au régiment de Monsieur mort en 1792 à Arlesheim (Suisse), inscrit dans les Deux-Sèvres, radiation demandée par son père Jean-Charles-René de Chouppes du Porteau, de Poitiers⁵; André Despinoy, fermier d'Avesnes-le-Sec émigré en juin 1794, deux mois après la condamnation à mort de ses collègues restés officiers municipaux pendant l'occupation autrichienne, et ne vivant pas du travail de ses mains; Charles-Claude-Théodore Drée, de Serrigny [-en-Bresse], dont l'acte de décès à Frohen-le-Grand est le dernier d'un registre ni clos ni arrêté, dû au curé et au secrétaire en fuite après mandat d'amener⁶ comme signataire d'un faux certificat pour Royer, détenu au Temple; François-Joseph Grossemy, receveur des états de Lille, fabricant raffineur de sel à Tourcoing se disant ouvrier, sa femme Marie-Thérèse-Josèphe Landry et leurs filles Augustine-Constance, Henriette-Josèphe, Julie-Cécile-Josèphe et autre Marie-Thérèse-Josèphe, émigrés en 1793, rentrés en l'an IV; Nicolas Hardy, de Nantes, soi-disant envoyé à Cork apprendre la langue en 1792 et usant d'un certificat d'arrivée à New-York en août 1796 par surcharge de 1797; Hyacinthe-Charlotte-Julie-Marie-Jeanne La Briffe femme des Moutiers, noble de Paris usant de faux certificats de résidence aux Faisses (Jura,auj.: commune de Bonnefontaine) et à Mirebel, tenue pour émigrée par ses parents de la Haute-Vienne d'après le député Rivaud; les habitants de Douai émigrés en Allemagne et aux Pays-Bas Maximilien-Louis Lamoral-Bissy père, président au parlement de Flandres, sa femme Claire-Louise-Christine Loison d'Armand, Louis fils aîné, Léon-Louis-Joseph Lamoral-Bissy, chanoine, soi-disant mort à l'étranger, Marie-Claire-Thérèse-Joseph Desages fille aînée, Aline-Marie-Louise et Charlotte-Camille, filles de celle-ci, Louise-Christine-Adélaïde et Françoise-Louise-Eugénie, *tous enfants ou frères et sœurs desdits Lamoral-Bissy*, les ex-religieuses Marie-Claire-Josèphe Grounier et Isabelle-Jeanne-Françoise Vilin, et Louis Defrêne et Amélie Vaillant leurs officieux⁷; Nicolas-Jérôme Mandé-Bailly, dont le père, notaire à Troyes, avait acheté une charge de valet de chambre du roi, soi-disant engagé au 3^e bataillon du Finistère⁸ et noyé à Paimbœuf en juillet 1792; Jean-Marie Méplain, prêtre communaliste⁹ de la paroisse Saint-Sulpice

¹ Dispositions pour permettre de contrôler les quantités embarquées dans les navires.

² Le ministre est suppléé par celui des Relations extérieures.

³ Radié de la liste des émigrés et inscrit sur celle des déportés. Son frère et son neveu, qui demandent sa radiation, sont parmi les *témoins bannaux* auteurs de faux certificats de résidence dans la ville. Le registre le cite parmi les émigrés maintenus.

⁴ Calvados: Tilly-sur-Seulles, fief érigé en marquisat et possession de la famille Blaru de Tilly. La famille de Caulaincourt de Normandie était tenue pour une branche de celle de Picardie.

⁵ Voir aussi au 23: maintien de son frère Jean-René de Chouppes du Porteau fils aîné.

⁶ *Tome VII*, 29 frimaire, Intérieur, arrêté ordonnant sa mise en jugement pour le certificat de Roger.

⁷ Tous compris dans le même arrêté.

⁸ Bataillon passé à Saint-Domingue dont le ministre de la Marine et des Colonies n'a pas les registres.

⁹ N'y étant chargé que des sacrements sans être pensionné ni assujéti au serment. Il n'était pas porté sur les listes d'émigrés auparavant et est inscrit définitivement sur la liste de l'Allier.

de Paris déporté volontaire, soi-disant par erreur, avec passeport du Donjon pour Fribourg (Suisse) en 1792; Adélaïde-Félicité Quinel-Monconseil veuve du prince d'Empire Charles-Alexandre-Marc-Marcellin d'Alsace d'Hesnin¹, inscrite dans la Seine, se disant étrangère; Louis Sabrit, de Toulouse, usant de faux certificat du 18^e dragons et soi-disant inscrit par erreur de prénom; Louis-Frédéric-André Wambez-Florimont, officier disparu de Fontaine-le-Pin en 1792, ayant soi-disant rejoint son régiment qui se serait révolté, arrêté à Rouen en 1793 et condamné à la déportation par le tribunal criminel du Calvados en l'an II; et les émigrés du Var soi-disant fédéralistes: ceux d'Hyères dénoncés par les députés comme réfugiés à Toulon lors de l'occupation anglaise puis rentrés pendant la réaction et égorgés royaux Constant-Joseph-Balthazar Arbaud, notaire, et sa femme Anne-Thérèse Monnier, Jean-Baptiste-François Bastide, noble, soi-disant président de section fédéraliste², et Jean-Baptiste Giraud, avocat et notaire, sa femme Madeleine-Marguerite Guibaud et leur fille Élisabeth-Marie; et ceux de Solliès partis de Toulon avec les Anglais d'après des renseignements demandés par arrêté du Directoire du 7 pluviôse an IV³: Joseph Aiguier, riche aubergiste, soi-disant cuisinier, Joseph Aiguier dit Barotte, cabaretier, Joseph Aiguier dit Canari, commandant le 6^e bataillon du Var, arrêté à l'armée d'Italie, évadé et ayant rejoint Toulon pendant le siège, rentré en l'an III, soi-disant cultivateur, François Arène dit Désiré, négociant, soi-disant charretier et laboureur, Antoine Arène dit Jouve, riche propriétaire, soi-disant laboureur, Laurent Gardanne, soi-disant charretier, ayant servi à Toulon au régiment Royal-Louis et guidé les Britanniques lors de l'attaque du camp républicain de la Garde, ensuite organisateur des compagnies de Jésus, Jean-Baptiste Guidon fils, négociant, soi-disant cultivateur, Jean-François Raynaud, négociant, soi-disant laboureur, sa femme Thérèse Arène et leurs trois enfants, et Pierre Vacquier, boulanger et négociant, ayant pris l'entreprise des charrois pour les Britanniques, soi-disant laboureur (AF III 607, plaquettes 4232, pièces 73-136, et 4233, pièces 137-180).

Relations extérieures.

Arrêté relatif à des navires suédois (minute au bureau particulier) mettant l'embargo sur ceux entrant dans les ports français après la déclaration du roi de Suède comme duc de Poméranie à la diète de Ratisbonne le 1^{er} du mois, qui *paroit indiquer le dévouement le plus absolu aux volontés de la Russie et une accession complète aux entreprises de la coalition contre la République*, lettre d'envoi par Talleyrand à Lagarde sur papier à en-tête et vignette gravée du ministère, première minute écrite par Lagarde avec signature de Merlin de Douai, minute définitive signée des quatre Directeurs, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, pages 147-148 (AF III 607, plaquette 4230, pièces 15-17).

Séance du 18 prairial an VII [6 juin 1799]

(AF* III 15, folios 169 recto-172 verso; AF III 607, plaquettes 4234 à 4236)

Lois.

[Du 17] validant l'assemblée mère de l'Escaut, sauf l'élection de Jean Villiot aux Cinq-Cents, et invalidant l'assemblée scissionnaire. [Du 18] contenant une proclamation du Corps législatif aux Français *tendant à provoquer la réunion des efforts de tous les citoyens pour repousser l'agression de la nouvelle coalition formée contre la République française et pour venger l'assassinat de ses ministres au congrès de Rastadt*, manuscrit, 7 pages; sur les assemblées primaires de Malines; créant un tribunal de commerce à Pont-Audemer; affectant l'abbaye de Beaulieu d'Angoulême à l'école centrale, rapport de Mouchelet, inspecteur général des bâtiments civils pour la 3^e division, plans encre couleur des terrains et bâtiments, avec leur étage sur languette collée, par Munier, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées du département, thermidor an VI, et autres, dont un signé *A. Duval, architecte delinea vit, 1796, an 5^e de la République*; et le terrain du citoyen Basquiat, à Saint-Sever, au jardin botanique de l'école centrale; et érigeant Bernardswiller en commune distraite de celle d'Obernai, avec transfert du canton de Bœrsch à Obernai, ville perdant sa municipalité particulière⁴ (AF III 607, plaquettes 4229, pièces 11-13, 4234, pièces 11-16, et 4235, pièces 17-33).

Message des Anciens.

[Du jour] s'ajournant au 20 (AF III 607, plaquette 4236, pièce 52).

Message des Cinq-Cents.

[Du 17] demandant des renseignements sur la *situation militaire de la République française avec les puissances avec lesquelles elle est en guerre, sur les causes de l'inquiétude et même de la fermentation que le conseil croit*

¹ Ou Charles-Joseph-Alexandre-Marie-Marcellin d'Alsace, prince d'Hénin, condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire (*Roman d'Amat*, qui nomme sa femme Étienne de Montconseil).

² Voir aussi *tome X*, 28 vendémiaire an VIII: maintien de ses sœurs Marie-Madeleine Bastide-Durand et Françoise Bastide-Fournier, prétendues ouvrières réfugiées à Marseille à cause des persécutions contre leur frère.

³ Sur la tenue de listes d'individus rentrés après avoir quitté le territoire de la République (*Debidour*, tome I, pages 488-490).

⁴ La loi sur les assemblées primaires mère et scissionnaire de Malines fait suite à un message des Cinq-Cents du 14 floréal (plus haut) et les suivantes à des messages du Directoire des 22, 29 et 11 ventôse (*tome VIII*) et 3 nivôse (*tome VII*); le canton de Bœrsch était en réalité celui d'Obernai *extra muros*.

exister dans plusieurs parties de la République et sur les moyens que le Directoire croit propres à prévenir les troubles qui pourraient en résulter, le Conseil des Cinq-Cents s'attendoit aux communications prescrites par la constitution et il n'en a pas encore reçues (AF III 607, plaquette 4236, pièces 36-37).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur les dépenses de l'an VII: tableau général des crédits votés, des fonds dépensés au 1^{er} prairial et du solde, en demandant des fonds supplémentaires pour la Guerre et la Marine; et transmettant l'état des dépenses du ministère de la Guerre sous Scherer en l'an VII non joint¹ (AF III 607, plaquette 4234, pièces 3-10).

Décision du Directoire.

Lettre à Masséna sur des émigrés qui seraient auprès de l'archiduc Charles, minute au bureau particulier, l'autorisant à employer tous les moyens pour s'emparer de Carnot, Pichegru et Willot, minute de Lagarde, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, page 148, lettres au Directoire de Masséna, au quartier général à Zurich le 14, et du général Férino, commandant les 5^e et 6^e divisions de l'armée du Danube, de Bâle le 13, sur l'annonce par d'Aiguillon et Charles Lameth², autorisés par le Directoire à rester provisoirement dans cette ville, de la présence de Carnot et son conseil Willot, devant insurger le Midi, et de Pichegru, devant insurger le Nord, auprès de l'archiduc (AF III 607, plaquette 4236, pièces 32-34).

Finances.

Ordre de nommer Ménard, ex-commissaire près le tribunal correctionnel de Castelnaudary, dans l'administration forestière, minute de Lagarde (AF III 607, plaquette 4236, pièce 35).

Guerre.

Rapport approuvé, classé au bureau particulier, sur l'envoi de renforts de l'intérieur aux armées du Danube et d'Italie à la suite d'une réunion du comité militaire chez le ministre la veille en présence de Barras: envoi de 16 000 hommes à l'armée du Danube et formation d'un corps de 26 200 hommes le long de la frontière des Alpes avec quartiers de rassemblement à Grenoble et Nice, approuvé par La Revellière-Lépeaux, Merlin de Douai et Treilhard, état de situation des troupes de l'intérieur au 16 prairial (AF III 607, plaquette 4236, pièces 28-30, copies au registre du bureau particulier, AF* III 19, pages 148-151).

Justice.

Cassation d'un référé du juge de paix de Beaune sur les patentes. Renvoi dans un autre département de la procédure contre les ex-juges du tribunal civil des Bouches-du-Rhône. Refus du pourvoi en cassation des douanes contre un jugement du tribunal criminel de Rhin-et-Moselle en appel du tribunal correctionnel de Coblence sur une saisie sur Milcent, de Bruxelles (AF III 607, plaquette 4236, pièces 44-49).

Marine et Colonies³.

Nomination des capitaine et lieutenant de port de Granville (AF III 607, plaquette 4236, pièces 24-27).

Police générale.

Prêtres, déportation⁴. Émigrés, inscription de Gabriel-Louis Brauzon fils, de Rochefort (Charente-Inférieure). Levée des scellés sur les presses de Bonneville, rédacteur du journal *le Bien informé*⁵ (AF III 607, plaquette 4236, pièces 38-43 et 50-51).

Relations extérieures.

Secours au prince de Salm-Kirbourg jusqu'à indemnisation pour ses biens de la rive gauche du Rhin réunis au territoire français (AF III 607, plaquette 4236, pièces).

Affaires non citées au procès-verbal.

¹ Le second message répond à ceux des Cinq-Cents des 26 floréal et 3 prairial (plus haut, au 26 et au 4) et le premier est dit répondre à la question de savoir quelle somme est nécessaire pour achever le service ordinaire de l'an VII posée par le message du 3.

² Les constituants Armand-Désiré [Vignerot] du Plessis d'Aiguillon et Charles-François-Malo de Lameth, émigrés de Seine-et-Oise maintenus le 17 vendémiaire (*tome VI*).

³ Le ministre est suppléé par celui des Relations extérieures.

⁴ Trois prêtres des Côtes-du-Nord, dont un coopérant avec les rebelles du canton de Duault et un ordonné à Paris en l'an V par l'évêque d'Alès (Louis-François de Bausset).

⁵ Prohibé le 5 ventôse (*tome VIII*), arrêté ne donnant que le nom de l'imprimerie, celle du Cercle social.

AF III 607, plaquette 4236, pièces 53-54. Nomination de l'ex-député Belin commissaire près le tribunal correctionnel de Belfort; annulation de l'arrêté du 14 y nommant Jean-Baptiste Antonin aîné (AF III 527, plaquette 3430, pièces 92-93, classées au dossier du 18 prairial an VI).

Séance du 19 prairial an VII [7 juin 1799]

(AF* III 15, folios 172 verso-174 verso; AF III 607, plaquettes 4237 et 4238¹)

Messages des Cinq-Cents.

[Du jour] dénonçant la pièce *Adrien* jouée au théâtre des Arts, écrite en 1792 pour l'empereur Joseph II par un poète de la Reine et faisant l'éloge de l'Empereur, et sur le transfert du canton de Cellesrouin et Ventouse de l'arrondissement du tribunal correctionnel à créer à Cognac à celui de Ruffec, ville de la recette de laquelle il dépend², messages envoyés immédiatement aux ministres de la Police générale et de l'Intérieur (AF III 607, plaquette 4238, pièces 47-52).

Message aux Cinq-Cents.

Faisant une réponse d'attente à la question sur le produit de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire de l'an VII posée par le message du 3 (AF III 607, plaquette 4238, pièces 27-30).

Décisions du Directoire.

Le Directoire confère sur la situation militaire: lettre du ministre de la Guerre sur papier à en-tête et vignette gravée approuvée par le Directoire à Masséna sur la défense de la Suisse: défendre son territoire *avec acharnement*, si nécessaire se replier de la ligne de la Glatt à celle de la Reuss, protéger Genève: *Vous sentirez, citoyen général, que les derniers efforts doivent être tentés pour empêcher que l'ennemi mette le pied sur notre territoire et n'en viole même la lisière*, lui annonçant que le Directoire l'a déchargé du commandement de la ligne du Rhin d'Huningue à Dusseldorf et l'autorisant à garder les 15 000 hommes qui devaient passer à l'armée d'Italie; lettres au Directoire helvétique *relativement à des bruits répandus par des malveillants: le gouvernement français déploiera toutes les forces de la nation pour s'opposer aux progrès de l'ennemi dans l'Helvétie*, brouillon de Treilhard, et à Masséna lui en envoyant copie avec *un nouveau témoignage de satisfaction sur la conduite de l'armée d'Helvétie dans la journée du 15*³, brouillon de Treilhard, minute de Lagarde. Rapport du ministre approuvé sur le jugement de Championnet: liste de pièces demandées par le rapporteur du conseil de guerre, copies de deux lettres de Championnet au Directoire des 18 et 30 pluviôse (AF III 607, plaquette 4237, pièces 12-23, copies au registre du bureau particulier, AF* III 19, pages 12-23).

Finances.

Distribution extraordinaire de fonds au ministre de la Guerre sur les exercices de l'an V et de l'an VII. Postes: indemnités à des maîtres de poste; fixation des distances des relais autour de Périgueux⁴; réouverture du bureau de poste de Neauphle [-le-Château] et suppression de celui de Pontchartrain. Autorisation à la régie de l'Enregistrement de louer l'église Saint-Nicolas à la commune de Tongres pour en faire une halle au blé. Coupe de bois communaux de Vouécourt pour rebâtir le pont et nationaux dans les Landes⁵ (AF III 607, plaquettes 4237, pièces 1-4, 24-26 et 31-34, et 4238, pièces 35-42 et 53-58).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel⁶ (AF III 607, plaquette 4237, pièces 5-10).

Intérieur.

Rapport classé au bureau particulier sur une exportation de grains des Bouches-du-Rhône en république ligurienne à la demande de Bruix. Création de brigades ambulantes et de surveillants de l'octroi de Paris (AF III 607, plaquette 4238, pièces 43-46).

Affaires non citées au procès-verbal.

¹ Plaquette contenant une feuille néant pour la séance du lendemain, consacrée à la réception de Sieyès au Directoire.

² Voir *tome X*, 26 thermidor: message du Directoire en réponse, favorable au transfert du ressort du tribunal d'Angoulême à celui de Ruffec, et 4 brumaire an VIII: loi de la veille le transférant à Ruffec.

³ Le 3 juin 1799, lors de la première bataille de Zurich: il s'agit de la contre-offensive victorieuse de Masséna contre les Autrichiens à Riesbach, à trois kilomètres au sud-est de la ville.

⁴ Maîtres de poste de Donzenac, Moulineaux, Pompignan (Haute-Garonne,auj.: Tarn-et-Garonne) et Verdun (Meuse, ou Verdun-sur-le-Doubs, en Saône-et-Loire?). Les relais de part et d'autre de Périgueux sont ceux de la Massoulie (commune de Saint-Astier) et de Tavernes (commune de Trélissac).

⁵ Bois d'Arthez [-d'Armagnac], d'Augeron (à Parleboscq), de Bégaar, de "Libe" et de Saint-Jean et Saint-Pierre-de-Lier.

⁶ Nominations à la 77^e demi-brigade de ligne et à la 19^e légère nouvelle formation, en remplacement d'emplois vacants dans les demi-brigades nouvelles (les 16 créées en l'an VII).

AF III 607, plaquette 4238, pièces 59-63. Arrêté précisant que le commissaire central de l'Aveyron nommé le 27 floréal est Cambon, juge, ex-administrateur central, minute inscrite au bas de celle de l'arrêté primitif, rapport au dossier du jour et minute à celui du 27 floréal (AF III 602, plaquette 4181, pièce 202). Nomination du commissaire près la 5^e municipalité de Paris.

Séance du 20 prairial an VII [8 juin 1799]

(AF* III 15, folios 175 recto-193 recto¹)

Procès-verbal d'installation de Sieyès au Directoire.

L'an septième de la République française..., le 20 prairial heure de midy, le citoyen Sieyès, élu membre du Directoire exécutif en remplacement du citoyen Rewbell, sorti par le sort, ayant fait prévenir le Directoire qu'il étoit arrivé à Paris, description de son arrivée en escorte et du cérémonial de son introduction dans la salle des séances. Texte de son discours: Lorsque la patrie appelle ses enfans à la servir dans des momens difficiles, son invitation prend aux yeux de tout bon citoyen le caractère du commandement... Ma pensée, quoique toute entière au bien de mon país et à mes nouveaux devoirs, n'a pu se fixer sur rien de positif parce que j'ignore les circonstances de l'intérieur. Celles de l'extérieur n'ont pas toujours été heureuses mais l'espoir ne saurait être banni d'un cœur républicain quand il se dit: "les bons français sont toujours en majorité, la représentation nationale se montre digne du peuple grand et généreux qui lui a délégué le premier et le plus important de ses pouvoirs, l'autorité exécutive, animée par des intentions également salutaires, ne peut qu'être disposée à faire exécuter avec certitude toutes les mesures qui lui seront prescrites et indiquées par la loi en surveillant attentivement toutes les parties du service public, les armées françaises n'ont rien perdu de leur brillante valeur, elles sont impatientes de reprendre l'attitude de la victoire, enfin les lumières de l'expérience, la bonne volonté, l'énergie, la probité républicaine, toutes les vertus du bon citoyen ne sont-elles pas toujours prêtes à répondre à l'appel de la patrie?"; discours se terminant par la prestation de serment de Sieyès. Texte de la réponse de Merlin de Douai, président:... Vous prenez place au milieu de nous, citoyen collègue, dans des circonstances graves et difficiles: c'est pour le Directoire un motif de plus de s'applaudir de cette association. Il sait ce qu'il peut attendre d'un ancien compagnon d'armes... qui sent profondément qu'à l'aide de l'union et de la bonne intelligence, le moment du danger est pour les républicains le moment du succès et de la gloire. C'est ce sentiment qui a dicté le choix du Corps législatif, et quel est le bon citoyen qui ne le partage? Le Directoire doit se féliciter surtout d'un résultat qui répare si heureusement la perte qu'il éprouve et qui promet à la République que sa destinée est de tromper toujours le coupable espoir que pourrait laisser encore à la malveillance le renouvellement annuel des magistratures suprêmes. ... Vous quittez, citoyen collègue, un pays ami où les droits des nations sont révérees et vous trouvez la France en deuil de ses ministres égorgés par les ordres d'une puissance perfide et sacrilège. Les réflexions qui naissent de ce rapprochement n'échapperont point à la philosophie et à la politique... Puissent-elles, en pénétrant d'une sainte indignation tout ce qu'il y a d'hommes généreux et sensibles, opérer l'heureux effet de réunir plus fortement chaque jour les amis de la République et de confondre les projets des implacables ennemis de l'humanité entière. Recevez l'accolade fraternelle de vos nouveaux collègues et qu'elle soit tout à la fois et la preuve des sentimens qui nous ont constamment unis depuis 1789 et le gage de ceux qui continueront de nous unir pour le maintien de la liberté et de l'égalité, pour le salut de la République, pour la prospérité du peuple français.

Message aux deux Conseils, dont l'expédition est reporté au lendemain, les conseils ayant levé leurs séances.

Cérémonie funèbre des plénipotentiaires français au congrès de Rastatt.

Description de la cérémonie au Champ de Mars après rassemblement du Directoire, des ministres et des généraux commandant la 17^e division militaire et leurs états-majors à deux heures de l'après-midi, avec mention des réunions de chacune des municipalité de Paris le matin². Description de l'aménagement du Champ de Mars et de l'arrivée du Directoire en présence des ambassadeurs étrangers et des familles de Bonnier, Debry et Roberjot et de celle de Rosentiel, secrétaire de légation à Rastatt: *tous les spectateurs, d'un œil inquiet et mouillé de larmes, cherchent vainement à reconnaître la veuve, la déplorable veuve de Roberjot: ses forces ne lui ont pas permis de se traîner au lieu de la cérémonie, elle est encore poursuivie par l'image horrible de l'assassinat de son époux égorgé et mis en lambeaux dans ses bras lorsqu'elle s'efforçait de le couvrir de son corps et demandait*

¹ Pas de minute.

² Comprenant la proclamation et l'affichage des noms des conscrits partis aux armées, des citoyens également partis sans y être obligés et ceux, *lus et affichés sur la colonne d'infamie pour n'être effacés qu'après qu'ils auront rempli leurs devoirs de français et de citoyens*, des conscrits n'ayant pas rejoint.

aux barbares la grâce affreuse de lui faire partager le sort de son mari. Description de la *figure colossale de la Justice des nations, portant l'inscription que Jean Debry a faite pour ses enfans en leur léguant ses habits ensanglantés: "Bénissez la providence et maudissez l'Autriche"*. Exécution d'une marche funèbre composée par Gossec, texte de l'hymne à la mémoire des plénipotentiaires assassinés, paroles de Boisjolin, musique de Gossec, commençant par les mots: *Attentat sans exemple! Unanime douleur!*. Texte du discours de Chénier¹, terminant par l'évocation d'une future cérémonie au Champ de Mars: *quelques mois s'écouleront à peine et nous reviendrons dans cette enceinte; nous y célébrerons encore la fête, mais non plus la fête du deuil; les hymnes de la victoire succéderont aux chants du tombeau;... à la place de cette pyramide sépulchrale, un monument de triomphe s'élèvera pour les siècles; au lieu des expressions de la tristesse et de la vengeance, on y lira cette inscription consolante pour les peuples, instructive pour les monarques: "La maison d'Autriche fit assassiner les ministres de la République française au congrès de Rastadt, la maison d'Autriche ne pèse plus sur l'humanité"*. Texte du discours de Merlin de Douai, président du Directoire, *en même tems répété par les orateurs placés vis-à-vis des talus*, et description de la fin de la cérémonie.

Séance du 21 prairial an VII [dimanche 9 juin 1799]

(AF* III 15, folios 193 recto-194 verso; AF III 608, plaquette 4239)

Message aux deux Conseils.

Sur l'installation du Directeur Sieyès, minute signée par Merlin de Douai, La Revellière-Lépeaux et Treilhard² (AF III 608, plaquette 4239, pièces 19-21).

Le Directoire s'occupe ensuite de la lecture de la correspondance des armées et il confère sur différens objets politiques et militaires.

Messages des Cinq-Cents.

[Délibéré le 18 et expédié le 21], envoyé au ministre de l'Intérieur, transmettant une dénonciation de faux actes de mariage de conscrits par Dumont, de Méharicourt, contre l'agent municipal de Chilly; [du jour], envoyé à celui de la Police générale, sur un nouvel assassinat dans l'Ardèche, celui de Brun, commissaire municipal de Largentière, copie d'une lettre du nommé Mathieu au conseil des Cinq-Cents³ (AF III 608, plaquette 4239, pièces 13-15 et 22-24).

Finances.

Coupe de bois communaux de Cassagnabère [-Tournas] pour rembourser Ducos, officier de santé, ancien syndic dans le procès entrepris en 1775 contre le marquis de Peyre, depuis émigré (AF III 608, plaquette 4239, pièces 16-18).

Guerre.

Arrêtés envoyés au journal *le Rédacteur* portant que le mois de solde d'avance aux conscrits est payé à titre de gratification et sur les remplacements militaires⁴. Feuille de brevets de pension (AF III 608, plaquette 4239, pièces 5-12).

Séance du 22 prairial an VII [10 juin 1799]

(AF* III 15, folios 194 verso-197 recto; AF III 608, plaquettes 4240 et 4241)

Lois.

[Du 21] fixant le traitement des secrétaires greffiers de juges de paix; créant un tribunal de commerce à Châtillon-sur-Seine; autorisant la vente de l'ancienne maison commune de Saint-Denis pour solder l'achat de la

¹ Il occupe les folios 183 verso à 190 verso du registre.

² Qui, avec Barras, sont seuls signataires des minutes du jour, la signature de Sieyès n'apparaissant que le 22 sur le message du Directoire et les arrêtés de promulgation des lois.

³ Louis Brun, de Chassiers, nommé le 14 messidor an VI (*tome I*) à la place de son père, qui avait succédé à Blachère-Laprade, beau-père du député Saint-Prix, lui-même assassiné (voir *tome III*, 11 vendémiaire an VI, Affaires non citées au procès-verbal, note).

⁴ Les remplacements faits suivant la loi du 13 décembre 1792 doivent être antérieurs à la promulgation de celle du 23 août 1793, les remplaçants doivent être en service, morts en service, prisonniers de guerre ou porteurs de congés de réforme absolus ou pour blessures ou infirmités; les remplacés peuvent se faire remplacer une seconde fois sauf s'ils sont de l'âge de la conscription. Sur la feuille d'exécution signée par Pryvé, chef de la 8^e division du ministère: *Une circulaire pour l'exécution de cet arrêté a été suspendue d'après les observations du ministre.*

nouvelle en 1791; et appliquant aux pensionnés de l'ancien gouvernement de la Savoie la loi du 5 prairial an VI sur la liquidation des dettes des départements réunis¹ (AF III 608, plaquettes 4239, pièces 1-4, et 4240, pièce 7).

Message aux Cinq-Cents.

Sur la création d'un tribunal correctionnel à Nogent-sur-Seine (AF III 608, plaquette 4241, pièces 36-37).

Le Directoire exécutif ayant pris séance s'occupe de la correspondance des armées et confère sur les opérations militaires.

Décision du Directoire.

Ordre de transférer le Pape de Briançon à Valence, le commissaire central de la Drôme devant veiller à la garde de sa personne et de sa sûreté *et pourvoir à ses besoins avec les égards convenables*² (AF III 608, plaquette 4240, pièces 1-2, minute de Merlin de Douai cosignée par La Revellière-Lépeaux et Treilhard).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel³ (AF III 608, plaquette 4240, pièces 8-32).

Justice.

Dénonciation au Tribunal de cassation du juge de paix d'Estourmel, ayant, *moyennant une somme d'argent, trafiqué de son opinion et du pouvoir qui lui était confié*⁴. Rejet d'un pourvoi en cassation de la douane contre un jugement du tribunal criminel du Mont-Tonnerre sur la saisie sur Schott et Wagner, négociants à Mayence, de balles de coton peint déclarés comme balles de lin, dans un bateau venu d'Amsterdam à destination de l'étranger forcé d'aborder sur la rive gauche par les glaces (AF III 608, plaquette 4241, pièces 43-46).

Police générale.

Confirmation d'un arrêté de l'administration centrale de la Seine déclarant non émigré et autorisant à rentrer Antoine-Paul Vincent, né à Paris, peintre en miniatures parti se perfectionner en 1792 en Italie. Correction d'un arrêté du 18 ventôse visant l'agent municipal de Thollon au lieu de l'adjoint⁵. Prêtres, déportation⁶ (AF III 608,

¹ Sur Châtillon-sur-Seine et Saint-Denis (auj.: Seine-Saint-Denis, nom révolutionnaire: Franciade), voir *tomes VII et VIII*, 18 frimaire et 27 ventôse, messages du Directoire. Sur la dernière loi, voir *tome V*, 6 prairial an VI. Les arrêtés de promulgation de ces lois et le message du Directoire qui suit portent les premières signatures de Sieyès.

² Sur le registre, cet arrêté suit immédiatement la mention initiale de la séance.

³ Dont promotion de général de brigade des chefs de brigade Jean-Baptiste Brunet et Anne-Gilbert de La Val, chefs de la 25^e demi-brigade et de la 100^e demi-brigade légère, et Mansuy-Dominique Roget de Belloguet, chef du 13^e de cavalerie (mesures connues de *Six*, qui place le premier à la 27^e, mais à la 25^e en l'an III et Roget de Belloguet au 13^e dragons); d'adjudant général de Léonard de Giovanni, chef de bataillon à la suite de la 85^e demi-brigade, Charles Mangeot, chef d'escadron au 10^e de cavalerie (arrêtés connus de *Quintin*), et François-Jean Werlé, futur général, chef de brigade aide de camp du général Lefebvre (arrêté en double emploi avec celui du 5 germinal, *tome VIII*, que connaît *Six*); de chef de bataillon des capitaines Deslon (Claude-Marcel d'Eslon ou), aide de camp du général Nouvion (arrêté connu de *Quintin*) et Jean-Pierre Maransin, de la 10^e demi-brigade légère, futur général (mesure connue de *Six*); de chef d'escadron de deux capitaines aides de camp de Masséna, dont le futur général André Burthe, du 10^e dragons (*idem*); et de capitaine des lieutenants aides de camp Paninges (peut-être Eustache-Robert, promu à ce grade le 23 octobre 1798 / 2 brumaire an VII d'après *Quintin* et non cité dans nos tomes précédents) et, à dater du 9 floréal an VI, Denis-Louis-Rose Durand, lieutenant adjoint à l'adjudant général Jean-Jacques Reubell, que les auteurs nomment Durand dit de Sainte-Rose en lui donnant les mêmes prénoms que sur notre minute et en datant sa promotion de son point de départ et non de notre arrêté; et confirmation de celle de capitaine par Bonaparte de Gérard Lacuée, lieutenant à la suite de la 7^e demi-brigade, adjoint à l'adjudant général Grézieu à l'armée d'Égypte, mesure qui ne coïncide pas avec les éléments de carrière que lui donnent *Quintin*; nomination des futurs généraux Lapisse (Pierre Bellon-), chef de brigade à la suite de la 57^e demi-brigade, en pied à la 36^e, et Plauzonne (Louis-Auguste Marchand de), chef de bataillon aide de camp du général Férino, chef d'escadron à la suite du 1^{er} chasseurs, arrêtés connus de *Six*, et d'Alexis Chalbos, chef d'escadron à la suite du 8^e chasseurs à cheval, chef de brigade commandant cette unité, mesure connue de *Quintin* (nous ignorons le lien de parenté avec le général Alexis ou Alexis-François Chalbos); confirmation de nominations à la 39^e demi-brigade et à la 15^e légère (le registre ajoute par erreur la 15^e de ligne), et promotion à la 1^{ère} classe de Pierre-Christophe Souvestre, commissaire des guerres de 2^e classe à l'armée du Danube.

⁴ Minute sans rapport du ministre, ne donnant pas de détail sur l'affaire.

⁵ Voir *tome VIII*, à cette date, Police générale.

⁶ Le curé de Saint-Vallier (Drôme), célébrant jusqu'à deux messes les jours des anciennes fêtes et dénonçant ceux qui ne communient pas, et Reymond-Labruyère, grand vicaire de l'évêque de Valence, tour à tour *royaliste, fanatique, athée*, et *soupçonné d'avoir enlevé une jeune personne*, tous deux ayant *tenu des conciliabules avant l'assemblée primaire*, où *on a remarqué que presque tous les bulletins étoient de la même main*. Leur déportation est annulée le 28 thermidor (*tome X*) comme provoquée par le commissaire municipal, le calme ayant régné aux assemblées primaires, où les deux religieux ont

plaquette 4241, pièces 33-35, 38-42 et 47-51) *Le ministre de la Police générale prend les ordres du Directoire sur divers autres objets de son département.*

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 608, plaquette 4241, pièces 52-59. Nominations judiciaires, *Sarthe*, substitut: remplacement de Carant, refusant¹;- *Tarn*, tribunaux, commissaire: remplacement de Corbière, élu juge au Tribunal de cassation; Lavour, tribunal correctionnel, commissaire;- *Vendée*, les Sables [-d'Olonne], *idem*.

Séance du 23 prairial an VII [11 juin 1799]

(AF* III 15, folios 197 verso-200 recto; AF III 608, plaquettes 4242 à 4245)

Lois.

[Du 22] complétant la liste des actes soumis au droit de greffe; autorisant un échange de terrains entre l'hospice de Cambrai et Charles-Pierre-Joseph Dupin à la Croisière, commune d'Étrœungt; et créant un octroi à Rouen² (AF III 608, plaquettes 4240, pièces 3-6, et 4242, pièce 17).

Messages des Cinq-Cents.

[Du 22] sur la fourniture de toile d'habit pour les troupes de mauvaise qualité dans l'Isère dénoncée par Pascalis, commissaire ordonnateur; et l'assemblée communale de Bully (Seine-Inférieure), envoyés respectivement aux ministres de la Guerre et de l'Intérieur (AF III 608, plaquette 4243, pièces 38-40 et 51-53).

Finances.

Arrêtés de distribution décadaire de fonds sur les exercices des ans V à VII avec tableau des fonds disponibles, parmi les opérations sans sortie de fonds: René, charpentier, travaux au Muséum, an VI et an VII, et Hue: indemnité pour pertes dans l'incendie de Saint-Sulpice³, an VII. Mode d'imputation des fonds ordonnancés par les ministres de la Guerre et de la Marine et des Colonies en délégation sur les contributions. Acquiescement simultané et dans le cours des mêmes mois des traitements des employés des ministères, de la Comptabilité nationale et de la Trésorerie nationale⁴ (AF III 608, plaquette 4242, pièces 1-12).

Guerre.

Refus d'exempter les réquisitionnaires veufs et sans enfants au 1^{er} germinal an VI⁵. Destitution et traduction en conseil de guerre des commissaires des guerres Hermann, de Bruxelles, ayant reçu des effets d'habillement *de la plus mauvaise qualité*, et Perrier, de Saint-Mihiel, ayant visé des états de solde d'équipages de la compagnie Rochefort au parc de Sampigny commençant un mois avant leur formation⁶. Annulation de la remise en activité du général de brigade Le Doyen, *qui a abandonné le poste de Suse pour se retirer sur le mont Cenis*⁷. Nomination du général Meunier directeur du dépôt général de la Guerre⁸. Arrêtés sur le personnel⁹ (AF III 608, plaquettes 4242, pièces 18-24, et 4243, pièces 25-37 et 41-50).

voté dans l'assemblée mère, et le grand vicaire, élu agent municipal en l'an VI, étant sur le point de se marier.

¹ Voir plus haut, au 4, note.

² La première loi complète celle du 21 ventôse (*tome VIII*, séance du lendemain) et les deux autres font suite aux messages du Directoire des 19 frimaire et 27 ventôse (*tomes VII et VIII*).

³ De Paris. Par exception, le tableau ne la désigne pas sous l'appellation usuelle de Temple des Victoires.

⁴ Arrêté annulé le 2 fructidor (*tome X*) sur rapport du ministre de la Guerre soulignant qu'*une seule administration en arriéré de ses appointemens, soit par défaut de formes ou faute de crédits, fait différer le paiement des appointemens des autres administrations* et observant qu'à cette date la Trésorerie nationale refusait de payer ceux du mois de prairial des employés de son ministère, qui *vu l'activité des opérations militaires, travaillent depuis 7 heures du matin jusqu'à dix heures du soir*, d'autres administrations n'ayant pas encore reçu les appointemens du mois précédent.

⁵ Comme le sont ceux qui étaient mariés à cette date suivant la loi du 23 fructidor an VI, celle du 1^{er} août 1793 sur la première réquisition ordonnant que *les citoyens non mariés ou veufs sans enfants, de 18 à 25 ans, marchent les premiers*.

⁶ Voir aussi *tome X*, 4 brumaire an VIII: traduction en conseil de guerre d'un administrateur du parc.

⁷ Sur Jean-Denis Le Doyen, voir *tome IV*, 23 pluviôse an VI, Guerre, note. La minute ne donne pas le motif.

⁸ Hugues-Alexandre-Joseph Meunier, que *Six* dit appelé au comité militaire du Directoire le 13 avril / 24 germinal, ce qui n'est pas vérifié au *tome VIII* – il ne figure pas parmi les généraux invités à se rendre auprès du Directoire à cette fin le 6 germinal -, et dont il date la nomination au dépôt de la guerre du 16 octobre 1799 / 24 vendémiaire an VIII.

⁹ Dont confirmation de quatre promotions faites par Masséna à l'armée du Danube et nominations au 23^e de cavalerie, à la 3^e demi-brigade de ligne, dans la 50^e nouvelle et la 80^e nouvelle formation suivant procès-verbal de sa formation du 11 brumaire an VI (dont le futur général Jean-Antoine Dejean, chef de l'ancienne 13^e demi-brigade de ligne, chef, et Antoine Rabier ou Rabié, chef de bataillon à l'ancienne 13^e demi-brigade confirmé à ce grade, arrêté connu de *Quintin*; les officiers nommés à la 80^e provenant indistinctement soit de cette ancienne demi-brigade, de celle du Jura, du 1^{er} bataillon des Gravilliers ou des 3^e de Vacluse et de la Haute-Vienne).

Police générale.

Émigrés, radiation: Ami-Félix Bridault, négociant au Cap-Français¹, inscrit pour des biens à Guempes, et sursis à la vente des biens de son frère Augustin, médecin à la Rochelle; Georges et Louis Frèrejean frères, de Lyon, inscrits en Côte-d'Or, cités à l'ordre du jour par la Convention le 13 brumaire an II pour leur fonderie de Pont-de-Vaux sur laquelle le Directoire leur a écrit le 15 floréal an IV²; Marie-Geneviève Lange veuve Godard, de Rouen, propriétaire à Boscherville (Eure,auj.: commune de Bourgheroulde-Infreville), radiée provisoirement par le district de Pont-Audemer; Marie-Madeleine-Sophie Leclerc femme Loppé et sa sœur Marthe, et Jean-Pierre Pollard, négociant, d'Alençon, et Armand-Louis-Pierre de Vives, de la Flèche, radiés provisoirement les premiers dans la Sarthe et le dernier en Maine-et-Loire; Antoine Liron, boulanger à Lunel parti en 1791 après une affaire de droit commun et revenu après trois mois de prison à Montpellier; François-Pierre Ménage dit Routière, des Moutiers [-en-Cinglais]³, aveugle, inscrit dans le Calvados et la Manche; Vincent ou Étienne Poussibet, marchand de bestiaux à Marseille né à Montpellier, inscrit alors qu'il y était pour affaires de famille⁴; Antoine-Charles Welsch et sa femme Marie-Agnès Forst, bateliers à Metz retenus par les Prussiens en 1792. Maintien⁵: Jean-René de Chouppes du Porteau fils aîné, de la Ferrière (Vendée), soi-disant chouan mort à Château-Gontier, inscrit dans les Deux-Sèvres⁶; Marie-Louise-Victoire Donnissan veuve Lescure, noble d'Avensan, résidant à Clisson (Deux-Sèvres, commune de Boismé), son père Guy-Joseph Donnissan, marquis, maréchal des camps, et son mari Louis-Marie Lescure, marquis, capitaine de cavalerie, chefs chouans, le premier capturé à la bataille de Savenay et condamné à mort par la commission militaire d'Angers, et l'autre blessé à celle de Cholet et mort à Fougères, non concernés par l'amnistie des vendéens car tous domiciliés et inscrits en Gironde; Jean-Denis Dornier, de Pissenavache (Doubs, auj.: commune de Bians-les-Usiers), soi-disant engagé dans un 17^e bataillon du Doubs qui n'a jamais existé et fait prisonnier de guerre en 1793 sur la frontière suisse; Claude-Philibert-Marie Fyot, homme de loi à Dijon, usant de certificats de résidence simultanée à Lyon et Verdun en 1793; Pierre-Léonard Grapin, avocat au parlement de Paris, de Châtillon-sur-Seine, se déclarant savant dans l'art de vérifier les dates parti pour Rome en 1792, mais avec passeport de l'année précédente; Jean-Jacques comte de Gruet-Gruyères, d'origine suisse mais de parents français, né à Gap, habitant Paris, émigré à Annecy en 1791 et à Lausanne en 1792, présentant une autorisation de résider à Igis (Grisons) en 1795 comme sa naturalisation en 1785, sa femme Élisabeth Dormier et leur fille Antoinette-Louise-Athénaïs, inscrits dans les Hautes-Alpes; François Grunder, de Rohrwiler, parti avec son équipage à l'ennemi, rentré avec sa femme et ses enfants et arrêtés à Haguenau en l'an VII; Gilles-Henri Le Cordier, noble de Cæn, chef chouan après la pacification auquel la municipalité de Vire *extra muros* a refusé un certificat de résidence à la Graverie, d'où il est absent depuis l'an III, détenu à Cæn; Bernard Macdermott, né irlandais, officier au 69^e d'infanterie à Valenciennes resté lors de l'occupation autrichienne et n'étant pas rentré en l'an IV avec les prisonniers de guerre de la ville rentrés sur parole; Louis-Charles-Alexandre Maupéou, lieutenant général, et sa femme Élisabeth-Renée, de Paris, émigrés à Brème, soi-disant partis prendre les eaux d'Aix-la-Chapelle; Victor Monerie, chanoine de Montréal (Aude) usant de faux certificats de résidence à Ax [-les-Thermes], Belcaire et Villasavary, dont le frère reconnaît qu'il a été à Puigcerda; Joseph-Marie-Simon Païs-Moracet, noble de Valréas, radié provisoirement par le district d'Orange, usant de faux certificat de résidence à Lyon⁷; les frères Jacques-François et Jean Simon, oratorien et chanoine de la cathédrale de Digne, soi-disant partis en 1792 fréquenter les académies et rentrés en l'an V⁸; et les émigrés du Var: François Ramel, négociant à Solliès parti de Toulon avec les Anglais, et les toulonnais radiés illégalement en l'an III et réacteurs royaux: Joseph Artaud, fabricant de drap, soi-disant ouvrier, guide de l'armée anglaise; Pierre-Claude Champmassin, noble, François Leblanc, receveur de l'Enregistrement *ayant contrôlé l'acte d'aliénation de Toulon aux puissances coalisées*, Antoine Macadré, fabricant de bas, officier municipal lors de la reddition, François Martel père, négociant, soi-disant cultivateur et fabricant de bonnets, membre du comité général des sections qui ont livré la ville, Joseph-Bruno Ruyter, noble soi-disant incarcéré au fort de la Malgue au début de 1793, et Antoine Seren, négociant, soi-disant ouvrier, juge d'un tribunal martial lors de l'occupation anglaise (AF III 608, plaquettes 4244, pièces 54-99, et 4245, pièces 100-149).

Séance du 24 prairial an VII [12 juin 1799]

¹ À Saint-Domingue, auj.: Cap-Haïtien, Haïti.

² *Debidour*, tome II, page 294: lettre sur le terrain de cette fonderie. Ils sont radiés quoique des certificats leur manquent.

³ Commune du canton de Bretteville-sur-Laize, ici dénommée Notre-Dame-des-Moutiers d'après le vocable de la paroisse.

⁴ Le prénom de Vincent est corrigé en Étienne sur la minute et le rapport.

⁵ Grunder, Le Cordier et Païs-Moracet sont traduits devant une commission militaire; les frères Simon sont déportés.

⁶ Radiation demandée par son père Jean-Charles-René de Chouppes du Porteau, comme pour son frère Charles-Marie de Chouppes, maintenu le 17 (plus haut).

⁷ Voir aussi *tome X*, 18 vendémiaire an VIII: rejet de sa réclamation avec annulation de sa traduction en commission militaire et expulsion de France, un arrêté de l'administration centrale de Vaucluse de l'an V ayant annulé son inscription par le district d'Orange.

⁸ Le chanoine étant âgé de 68 ans, ils ne peuvent pas être considérés comme partis pour parfaire leur éducation.

PROCÈS-VERBAUX DU DIRECTOIRE, TOME IX

(AF* III 15, folios 200 recto-203 recto; AF III 608, plaquettes 4246 à 4248)

Lois.

[Du 23] fixant le traitement des greffiers des tribunaux correctionnels et criminels, et autorisant la vente de communaux de Sergy; et une contribution en l'an VII sur les propriétaires fonciers pour entretenir les canaux de dessèchement du Nord dits wattringues dans l'ex-district de Bergues et ceux de la vallée de la Scarpe dans ceux de Douai et Valenciennes¹ (AF III 608, plaquettes 4242, pièces 13-16, et 4246, pièce 14).

Message des Cinq-Cents.

[Du jour] transmettant une adresse de l'administration centrale de la Drôme du 13 jointe en copie sur la situation de l'armée française en Italie et les *événements qui font craindre à cette administration que le territoire de la République ne soit envahi par les sauvages du Nord*, copies de lettres de Farnaud, commissaire spécial de l'administration centrale des Hautes-Alpes, de Briançon, annonçant que l'ennemi occupe Cesanna [-Torinese] et est sur le point d'investir le col de Montgenèvre, et de Malet, adjudant général à Grenoble² annonçant que les troupes déployées entre Alexandrie et Tortone se sont repliées sur Coni (AF III 608, plaquette 4246, pièces 25-30).

Messages aux Cinq-Cents.

Demandant des fonds pour le ministre des Relations extérieures pour secours aux représentants du peuple, Directeurs, fonctionnaires et patriotes cisalpins réfugiés en France, au nombre d'environ soixante-dix d'après Serbelloni³, et arrêté autorisant le ministre à y pourvoir provisoirement; et répondant à celui du 12⁴ sur les troubles en Vaucluse, assurant que *l'administration centrale et les autres autorités civiles et militaires déploient le zèle le plus actif*, rapport sur l'assassinat de l'agent municipal de Visan le 5 floréal, d'un particulier le 23 à l'Isle [-sur-la-Sorgue] à coups de hache, d'un cordonnier de Velleron dont le fils avait accompagné l'agent municipal dans une ronde pour empêcher une fête d'Ancien Régime appelée le Carri le 24, suivi de l'inculpation de l'agent par le juge de paix et d'un nouvel attentat dans la commune le 6 contre une patrouille, ayant causé un mort, et des troubles à Carpentras, chemise du dossier de la commission spéciale créée le 26, lettre du commissaire central Payan aux Cinq-Cents se plaignant de la dénonciation de Sherlock contre les autorités du département et lui (AF III 608, plaquettes 4246, pièces 4-8, 4247, pièces 31-34, et 4248, pièces 54-58).

Justice.

Départements de la rive gauche du Rhin: destitution et jugement d'un agent forestier et des municipalités de [Bad-] Dürkheim et Weidenthal (Mont-Tonnerre) pour dilapidation de bois nationaux⁵; confirmation de la nomination du commissaire près les salines de [Bad-] Kreuznach et [Bad-] Dürkheim; rejet d'un pourvoi en cassation par Adam Boyer et Michel Siegler, condamnés aux fers par le tribunal criminel du Mont-Tonnerre pour vol nocturne avec effraction. Renvoi dans un autre département de l'instruction sur les troubles de Dax de thermidor an V où la femme du député Ducos a été menacée, impliquant Bordenave, Darrigan et autres juges au tribunal civil, l'accusateur public Detchevers, Feschés, directeur du jury de Dax, et les juges de paix Lescalet et Siest (AF III 608, plaquettes 4246, pièces 23-24, et 4248, pièces 62-69).

Marine et Colonies⁶.

Communication de lettres de Bruix, retirées par le ministre⁷. Nomination du capitaine du port de Blaye et du lieutenant de celui de Bordeaux (AF III 608, plaquette 4246, pièces 15-22).

Police générale.

Confirmation d'une délibération de l'administration centrale de la Gironde portant que Jacques-Antoine Caussé, détenu à Bordeaux depuis le début de l'an VI, est l'un des rédacteurs du journal *l'Antiterroriste* de Toulouse visé par la loi du 22 fructidor an V⁸ et le déportant à l'île d'Oléron. Traduction en conseil de guerre de Charles Bøehm, ex-

¹ Sur Sergy, voir *tome VIII*, 29 germinal, message du Directoire. La loi sur les canaux de dessèchement du Nord reprend les dispositions de celle du 14 fructidor an V (*tome II*, au lendemain) sans la citer.

² Le futur général Claude-François de Malet, fusillé après la conspiration de 1812; *Six* le dit alors employé à la 7^e division militaire (Grenoble); il allait passer à l'armée des Grandes-Alpes sous Championnet et reprendre le Petit Saint-Bernard aux Autrichiens.

³ Jean-Galéas Serbelloni, ambassadeur cisalpin en France.

⁴ Voir plus haut au 14. Pierre-Nicolas Payan, de Lacoste, agent national du district d'Apt, nommé commissaire central le 28 floréal an VI (*tome V*), élu aux Cinq-Cents invalidé en l'an VII. Sauveur-François Sherlock, adjudant général, commandant le département lors de son élection aux Cinq-Cents en l'an VI.

⁵ Un même arrêté, ne donnant pas de détail sur ces dilapidations.

⁶ Le ministre est suppléé par celui des Relations extérieures.

⁷ Et non conservées ici.

⁸ Du 22 fructidor an VI sur le registre et la minute. Le ministre note qu'il a été partisan de la Révolution jusqu'à ce qu'il soit condamné à mort pour fédéralisme, ce qui explique son aigreur, qu'il n'était pas à Toulouse mais à Paris en fructidor an V,

président de la municipalité de Valkenburg, et Salomon Cohen, né à Amersvoort (Pays-Bas), courtier, espions à Maastricht en correspondance avec Craufurd, ambassadeur britannique à Hambourg¹. Libération de Laurent Even fils, de Callac [-de-Bretagne] et Cornelius et Marie Marien d'Horn (Meuse-Inférieure), arrêtés comme conspirateurs et s'étant excusés². Renvoi au directeur du jury d'Évreux des pièces à charge contre René-François-Nicolas-Olivier de Blamberg, ex-rédacteur du journal *l'Espion* du Mans, résidant à Évreux au début de l'an VI, en fuite depuis plus d'un an, prévenu d'avoir favorisé l'évasion de Brancourt, adjudant général de Charette, et de l'avoir fait recueillir chez l'ex-député Pavie³. Inscription sur la liste des émigrés de Letellier, homme de confiance de l'ex-Directeur Barthélemy l'ayant suivi volontairement en déportation, et, avec séquestre de ses biens, de l'ex-député Aubry, ayant quitté le lieu de leur déportation⁴ (AF III 608, plaquettes 4247, pièces 35-53, et 4248, pièces 59-61).

Relations extérieures.

Remplacement de Poirel, consul à Alicante décédé le 27 floréal, par Angelucci, muté de Majorque, remplacé par Auric, secrétaire de légation à Munich⁵ (AF III 608, plaquette 4246, pièces 1-3).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 608, plaquette 4248, pièces 70-73. Permutation entre les 1^{er} et 2^e substitués près les tribunaux du Gard; nomination du substitut de la Lys.

Séance du 25 prairial an VII [13 juin 1799]

(AF* III 15, folios 203 recto-205 recto; AF III 608, plaquettes 4249 à 4251)

Messages aux Cinq-Cents.

Transmettant l'état par aperçu des dépenses ordinaires et extraordinaires de l'an VIII avec deux rapports, dont l'un *contenant des considérations générales sur l'ordre à établir dans les finances, sur les améliorations qui en résulteraient et sur les économies qu'on pourrait obtenir par l'adoption d'un système complet par quelques mesures législatives*, états non joints ici et notés classés dans un dossier particulier étiqueté: *États fournis par chaque ministre relatifs aux dépenses par aperçu pour l'an 8*; et sur: une transaction de 1793 entre la Trésorerie nationale, les héritiers de Baudard-Saint-James, trésorier de la marine mort en faillite, et ses créanciers; et le transfert de l'hospice de Cholet aux Franciscaines par échange avec l'ancien bâtiment incendié (AF III 608, plaquettes 4249, pièces 1-7, et 4250, pièces 35-37 et 52-54).

Finances.

Transfert d'une délégation sur les contributions de l'an VII pour les banquiers Fulchiron et compagnie à la compagnie Rochefort, chargée de l'entreprise des subsistances, étapes et convois, menacée par défaut de paiement, en la substituant, avec le citoyen Vanlenberghe en ce qui concerne les sommes dues à ce dernier suivant le traité du 4^e complémentaire an VI sur la négociation du diamant *le Régent*, à cette banque. Ratification du contrat de vente du 10 par devant Guillaume jeune, notaire à Paris, de la maison des filles de la Trinité de la petite

mais a bien signé deux articles dans ce journal en l'an IV et en l'an V, le premier dénonçant à tort des administrateurs de Toulouse comme babouvistes et le second qualifiant d'anarchiste le rédacteur de *l'Observateur* de Toulouse. Il est accusé d'avoir écrit le 28 thermidor an V au nommé Janolle, de Toulouse, une lettre parlant de la police des inspecteurs de la salle des Anciens et des Cinq-Cents dirigée par Dossonville et concluant que *vous verrez dans peu dans quels filets on va prendre les trois requins nationaux*; il n'avoue pas cette lettre, qui n'est pas produite en original mais en copie par les toulousains Aubigès et Fédas, qui déclarent avoir remis l'original à Barras. Le ministre termine son rapport ainsi: *Il me semble qu'il n'est pas prouvé qu'il ait participé à la rédaction de l'Antiterroriste et que l'administration centrale de la Gironde lui a fait au moins bien légèrement l'application des dispositions de la loi du 22 fructidor*.

¹ Voir *tome VIII*, 22 germinal, Police générale, note. Valkenburg, Pays-Bas, Limbourg, alors Meuse-Inférieure, nom français: Fauquemont.

² Le premier sous mandat d'arrêt du 24 ventôse (*tome VIII*) comme complice des chouans et cherchant à se faire nommer électeur, en réalité capitaine de volontaires, ex-commissaire municipal puis agent de renseignement contre les chouans; les deux autres, faisant partie d'un groupe de prévenus fauteurs des troubles de la Guerre des paysans sous mandat d'amener du 2 floréal (*ibidem*, index), sont âgés et infirmes.

³ Sur Olivier de Blamberg (ou Blamberg ou Blanberg), voir *tome III*, 12 vendémiaire an VI, Police générale, note.

⁴ Évadés en prairial an VI avec les autres déportés évadés inscrits par le Directoire le 15 vendémiaire.

⁵ Sur Poirel et Auguste ou Jacques Auric, voir *tome V*, 29 floréal et 26 prairial an VI, Relations extérieures notes. Angelucci, prénommé Jean-Baptiste d'après Maurice Degros, L'administration des consulats à la Révolution, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, plusieurs livraisons dans les années 1980-1990.

rue de Reuilly à Pierre-François Tissot, fabricant de corne transparente¹. Remplacement de Le Soinne, inspecteur des contributions de l'Ourthe élu aux Anciens, par Girard, commissaire central de la Meuse-Inférieure (AF III 608, plaquettes 4249, pièces 23-24, et 4250, pièces 25-27 et 31-34).

Guerre.

Le Directoire exécutif ayant pris séance s'occupe de la correspondance des armées et confère sur les opérations militaires. Création d'une armée sous le nom d'armée du Rhin avec arrondissement d'Huningue exclusivement jusqu'à Dusseldorf. Arrêtés sur le personnel². Gratification et citation à la revue du 1^{er} vendémiaire de gendarmes pour intrépidité et dévouement dans l'arrestation de brigands: Geofroid, de la brigade de Dabo, Guéneau, pour l'arrestation de l'assassin Degout dans l'Ardèche, et Morel, de la brigade de la Roche [-en-Ardenne] (Sambre-et-Meuse), pour celle du prêtre Henrard, chef de brigands. Lettre de consolation à la veuve du général Chérin, mort des suites de blessures. Ordre au ministre d'écrire à l'administration centrale de la Haute-Marne, où *quatre conscrits ont été enchaînés deux à deux par le col pour avoir différé leur départ de quelques jours, en lui observant que, si les faits mentionnés sont exacts, son zèle l'a entraînée au-delà des bornes fixées par la loi et qu'elle doit éviter tout ce qui peut donner à la malveillance des prétextes de rendre odieuse la loi salubre de la conscription*, minute de Lagarde (AF III 608, plaquettes 4249, pièces 8-22, et 4250, pièces 38-39³).

Intérieur.

Refus d'autoriser l'exportation de blé de Belgique en République batave par le nommé Hardy. Organisation provisoire des octrois de Bordeaux, avec nomination de trois régisseurs, dont Bexon, ex-président du tribunal criminel de la Seine, et Nantes, avec nomination de l'ex-député Grelier préposé en chef (AF III 608, plaquette 4250, pièces 28-30 et 40-51).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 608, plaquette 4251, pièces 55-146. Nomination de commissaires centraux⁴: *Gard*: Bertezène⁵, nommé en l'an V *et que des chagrins domestiques avaient empêché de répondre*; *Ille-et-Vilaine*: Baymé⁶; *Loir-et-Cher*: Bisse⁷, lettre du député Thibault à Merlin de Douai, disant de ce candidat que *son patriotisme ne peut être contesté par ceux qui en ce moment mettent le mien en problème*, remplaçant Bordier, refusant; *Lot-et-Garonne*: Jalabert, rapport du ministre d'après Brostaret⁸, proposant l'actuel administrateur central Lamarque au lieu de Jalabert, ayant deux fois démissionné de l'administration centrale sous divers prétextes; *Marne*: Le Roy, député sorti des Cinq-Cents; *Meuse-Inférieure*: Cavennes, ingénieur ordinaire⁹; *Somme*: Damay fils, ex-administrateur central; *Vaucluse*: Antoine-Joseph Jouve, commissaire municipal de Gordes, remplaçant Payan, démissionnant pour raison de santé; - et commissaires municipaux: *Alpes-Maritimes*, Utelle; *Charente*, Salles [-d'Angles]; *Finistère*, Saint-Hernin: Yves-René Banéal, ex-contrôleur des devoirs, remplaçant Poulisac, enlevé par les brigands; *Haute-Loire*, Saint-Didier [-en-Velay]; *Loire-Inférieure*, Bouaye; Bouguenais; Derval; Riallié: remplacement de Lecomte, élu administrateur central; *Maine-et-Loire*, Champtoceaux; Morannes: Coustard fils aîné, dont le père et le beau-père ont été assassinés par les brigands,

¹ Voir *tome VI*, 25 fructidor an VI, messages aux Cinq-Cents, note.

² Dont nominations à la 65^e demi-brigade de ligne nouvelle, en remplacement d'officiers nommés dans les demi-brigades nouvelles en brumaire et en pluviôse, et promotion de chef d'escadron du futur général Pierre-Benoît Soult, capitaine à la suite du 8^e hussards, aide de camp de son frère, à la suite de la première bataille de Zurich, où il avait été fait prisonnier de guerre (*Six*). C'est lors de cette même bataille que le général Louis-Nicolas-Hyacinthe Chérin, dont il est question plus bas, avait reçu les blessures dont il venait de mourir cinq jours plus tard (voir aussi, plus loin, 14 messidor: loi de la veille ordonnant de l'inhumier dans le mausolée près de Coblenche avec Hoche et Marceau, et *tome X*, 7 fructidor: message des Cinq-Cents délibéré le 11 messidor, non cité à cette date, et expédié le 6 fructidor, demandant des renseignements pour la pension à donner à sa veuve, et 19 fructidor: message du Directoire sur la situation de celle-ci, retirée chez son père le membre de l'Institut Bon-Joseph Dacier, et n'ayant pas d'autres biens qu'une ferme à Rozay [-en-Brie] (Seine-et-Marne) grevée d'une dette.

³ Toutes ces affaires sont énumérées ensemble après la déclaration liminaire de début de séance sur le registre.

⁴ Remplacement de ceux élus députés sauf en Loir-et-Cher, dans la Meuse-Inférieure et en Vaucluse. Pas de rapport du ministre pour l'Ille-et-Vilaine et la Somme.

⁵ Jean-Étienne Bertezène, député à la Convention et aux Cinq-Cents sorti en l'an V (voir *tome IV*, 12 nivôse an VI, affaires non citées au procès-verbal, note).

⁶ Président de l'administration centrale (AF III 236, dossier 1015, Affaires départementales, inventaire dactylographié, note).

⁷ Contrôleur de la marque d'or et d'agent (AF III 241, dossier 1027, même instrument de recherche que ci-dessus).

⁸ Jean Brostaret, député aux Anciens sorti en l'an VII.

⁹ Probablement l'ingénieur des Ponts et Chaussées François-Alexandre Cavenne, répertorié par A. Brunot et R. Coquart, *Le corps des Ponts et Chaussées*, [Paris], éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1982, dont le dossier aux Archives nationales est dans F¹⁴ 2188²; il serait l'un des rares membres de son corps, peut-être le seul, à avoir exercé à cette époque des fonctions politiques et de haute administration telles que celles de commissaire central de département. Parmi les candidats: Jean-Baptiste Daret, commissaire près les tribunaux, ex-juge de paix à Tonnerre (arrêté de nomination dans la Meuse-Inférieure du 18 prairial an VI, *tome V*), dont on apprend ici qu'il était beau-frère de Claude-Antoine Guyot-Desherbiers, député de la Seine aux Cinq-Cents.

remplaçant Millière, assassiné le 26 floréal¹;- *Mayenne*, Ambrières [-les-Vallées]; Juvigné: remplacement pour abandon de poste; *Mayenne*: Victor Le Pescheux, ex-militaire, remplaçant son frère, élu administrateur central; Oiseau: Oger, ex-contrôleur des Hypothèques à Laval;- *Oise*, Crépy [-en-Valois]; Mello;- *Orne*, Préaux [-du-Perche]; Charles-Robert Lavigne, notaire, remplaçant Pierre Duval, député à la Législative, démissionnant²;- *Sambre-et-Meuse*, Clerheid (auj.: commune d'Erezée); Claude Michel, instituteur à Namur; Eghezée: Fouvent, ex-directeur de l'hôpital militaire de Namur; Spy (auj.: commune de Jemeppe-sur-Sambre); François Dessy, notaire;- *Sarthe*, Beaumont [-sur-Sarthe]: remplacement de Dufour, élu député; Fresnay [-sur-Sarthe]; *Var*, Draguignan;- *Vaucluse*: Gordes; Ménerbes.

Séance du 26 prairial an VII [14 juin 1799]

(AF* III 15, folios 205 verso-206 verso; AF III 609, plaquette 4252)

Lois.

[Du 24] annulant des arrêtés du représentant en mission Bassal divisant en deux la commune de Montlebon; sur: les actions en rescision pour lésion dans les ventes pendant la dépréciation du papier monnaie; le transfert de la commune de Pia du canton de Saint-Laurent-de-la-Salanque à celui de Rivesaltes; et la vente par celle de Mancenans-Lizerne d'une maison isolée au lieu-dit Desprin pour payer des avances à des volontaires et réquisitionnaires³ (AF III 608, plaquettes 4246, pièces 9-13, et 609, plaquette 4952, pièce 9).

Message aux deux Conseils.

Transmettant le compte des dépenses du ministre des Relations extérieures en l'an VI et pendant le 1^{er} semestre de l'an VII en manuscrit non joint ici⁴, l'Imprimerie nationale n'ayant pu achever son impression (AF III 609, plaquette 4252, pièces 1-5).

Le Directoire exécutif ayant pris séance prend lecture de la correspondance des armées. Il confère ensuite sur les opérations militaires et sur divers objets politiques.

Marine et Colonies⁵.

Rapport, retiré par le ministre, sur la situation actuelle de la marine.

Relations extérieures.

Fixation de l'indemnité des enfants de Bonnier au niveau de la valeur des effets et sommes qui lui avaient été volés et augmentation de celle de la veuve de Roberjot (AF III 609, plaquette 4252, pièce 6, fiche de renvoi au dossier du 16 floréal).

Séance du 27 prairial an VII [15 juin 1799]

(AF* III 15, folios 207 recto-209 verso; AF III 609, plaquettes 4253 à 4257)

Loi.

[Du 26] sur la célébration des fêtes décadaires dans les communes insulaires dépendant d'un chef-lieu sur le continent, tenues au local des réunions par l'agent municipal, avec célébration des mariages dont les registres, que le ministre de la Justice enverra directement, seront tenus en trois exemplaires dont un à garder par la commune⁶ (AF III 609, plaquettes 4252, pièces 7-9, et 4253, pièce 20).

Messages aux Cinq-Cents.

¹ À rapprocher de Coutard et Fillon, de Morannes, assassinés sur la route de la foire de Sablé (*tome VII*, 8 nivôse).

² Il avait été nommé le 25 nivôse an VI (*tome IV*).

³ Les arrêtés de Bassal sur Montlebon sont dits des 6 et 7 thermidor an premier (24 et 25 juillet 1793, époque où il était en effet en mission dans le Doubs et départements voisins). Sur Pia et Mancenans-Lizerne, voir *tomes VII* et *VIII*, 19 pluviôse et 27 ventôse, messages du Directoire.

⁴ On a en revanche le compte des dépenses secrètes de Talleyrand, ministre des Relations extérieures, du 11 brumaire an VI au 30 pluviôse an VII (plus loin, 24 messidor).

⁵ Le ministre est suppléé par celui des Relations extérieures. Le rapport n'est pas joint ici.

⁶ Voir *tome VII*, 13 pluviôse, message aux Cinq-Cents sur le cas particulier de la commune de Groix, réglé par loi du 3 germinal (*tome VIII*, séance du lendemain) suivant les dispositions reprises ici.

Sur: les assemblées primaires de Manosque, pétition jointe des scissionnaires au Directoire du 1^{er} floréal par *le reste des républicains de Manosque échappés à la fureur royale*, environ vingt signataires, chemise du dossier de la commission spéciale créée le 2 messidor, procès-verbaux des assemblées scissionnaires des sections du Midi et du Nord et listes nominatives de leurs membres; et de Villefranche [-sur-Saône] dont les scissionnaires accusent le cercle constitutionnel d'avoir fait d'avance les choix de l'assemblée mère; les transferts du canton de [Saint-] Pois à Coulouvray [-Boisbenâtre]; et de ceux de la Livinière et Olonzac de l'Hérault à l'Aude; des ventes de communaux de Clermont [-Ferrand]: restant d'un terrain provenant des Carmes acquis par la ville pour l'ouverture d'une rue suivant loi du 24 vendémiaire an V, pour payer la construction d'une salle de spectacles, Épernay: terrain servant de décharge pour la construction de maisons et la plantation d'une allée d'arbres complétant celles entourant la ville, Ferrals [-les-Corbières] pour payer des travaux contre les inondations de l'Orbieu, Nay [-Bourdettes]: terrain près du pont sur le gave, et Clarac (auj.: commune de Nay): terrain sur la place, Riquewihr: maisons dites l'école catholique et le poêle communal pour acheter celle du greffe pour la municipalité, et Saint-Thiébault en échange de la construction d'un corps de garde et d'un hangar pour les bagages des militaires de passage, de la réparation du toit de l'école et du déblaiement de la place publique en y plantant des tilleuls; des échanges de communaux d'Aubepierre [-sur-Aube] et Limelette (Dyle, auj.: commune d'Ottignies-Louvain-la-Neuve); la vente de biens de l'hospice de Bourgoin [-Jallieu], l'échange par celui de Gimont de vignes à Aubiet; et le remplacement de rentes de celui de Vinça versées au trésor public, état des rentes de l'hospice joint¹ (AF III 609, plaquettes 4253, pièces 1-5 et 21-25, 4254, pièces 37-57, et 4255, pièces 58-63, 71-79 et 84-92).

Finances.

Arrêtés de distribution décadaire de fonds sur les exercices des ans V à VII avec tableau des fonds disponibles. Ordonnancement des traitements des fonctionnaires dans chaque département à proportion de la rentrée des contributions. Envoi de Villers, directeur des douanes à Nantes, vérifier les droits perçus sur les rivières à la frontière avec la République batave, lettre du ministre Lindet précisant à Lagarde que le Directoire a annulé cette mission le 28 messidor, 8 brumaire an VIII (AF III 609, plaquettes 4253, pièces 6-17, et 4255, pièces 80-81).

Guerre.

Organisation des dépôts près les demi-brigades remplaçant les bataillons de garnison, devant comprendre un capitaine chargé de l'habillement, un lieutenant ou un sous-lieutenant, un sergent, un caporal fourrier et quatre caporaux. Emploi du général Tilly à l'armée du Rhin. Nomination de Kellermann, inspecteur de la cavalerie de la 17^e division militaire, inspecteur des troupes de l'armée française en République batave, et de Canclaux général en chef de la 11^e division militaire². Permutation des lieutenants de gendarmerie de Montaigu (Vendée) et la Roche-sur-Yon. Ordre au ministre de remettre les rapports particuliers qui lui ont été demandés le 12 floréal³ sur des officiers du génie, note du bureau militaire du Directoire signée par le commissaire des guerres Bourotte et le général [Jacques-] Léonard Muller (AF III 609, plaquettes 4254, pièces 26-36, et 4255, pièces 82-83).

Intérieur.

Organisation provisoire de l'octroi de Rouen avec nomination d'un préposé en chef (AF III 609, plaquette 4255, pièces 34-70).

Police générale.

Émigrés, radiation: Jean-Baptiste-François Blocmanne, garde champêtre d'Auquainville; Jean La Houssaye et sa femme Marie-Élisabeth Réaux-Boullay, d'Exmes; Marie-Marguerite-Catherine Duval veuve Jacques-Éléonor Guédier, conseiller au parlement de Rouen, inscrite par le district des Andelys; Simon Écurel, prêtre assermenté à Saint-Vallier [-sur-Marne], André-Pierre-Léopold Rutant, noble de Saulxures [-lès-Nancy], ex-aide de camp du général Biron détenu à Paris sous la Terreur, et Marie Séguin veuve Joseph Joubert des Veaux, d'Azé (Mayenne), radiés provisoirement dans la Côte-d'Or et par les districts de Lunéville et Châteauneuf-sur-Sarthe; Anne-Catherine Groutart veuve Depaix et ses deux filles Marie-Madeleine et Marie-Thérèse Depaix, religieuses, de Liège, réfugiées à Francfort [-sur-le-Main] pendant la campagne militaire de l'an II, la première prouvant sa rentrée en l'an III, non concernées

¹ Sur les assemblées primaires de Manosque, voir aussi *tome X*, 11 thermidor: dossier du message du Directoire du jour sur les assemblées communales et primaires de ce département ayant connu des scissions ou des irrégularités, avec procès-verbaux, complétant le dossier sur les élections de l'an VII du département dans le groupe des Affaires départementales de la sous-série (AF III 212, dossier 967, pièces 48-62, inventaire dactylographié au CARAN), où seule les assemblées primaires et communales de Manosque sont évoquées, sans les procès-verbaux qu'on trouve habituellement dans ce groupe. Sur Saint-Pois et les cantons de la Livinière et Olonzac, voir *tome VIII*, 13 germinal, message du Directoire, et 24 pluviôse, message des Cinq-Cents, notes. Sur Clermont-Ferrand et Épernay, voir *tome X*, 9 vendémiaire an VIII: lois de la veille. Les communaux de Nay (Basses-Pyrénées) et Clarac, commune absorbée par celle de Nay en 1863, que le registre présente comme n'en faisant qu'une du nom de *Nayet-Claracq*, font l'objet d'un seul message. Sur Riquewihr, voir *tome X*, 7 vendémiaire an VIII, loi de la veille.

² Sur Kellermann et Canclaux, voir *tome VIII*, 6 germinal, affaires non citées au procès-verbal, note; sur Tilly (Jacques-Louis-François Delaistre de), voir *tome IV*, 23 pluviôse an VI, Guerre, note.

³ Séance où aucune affaire de la Guerre n'est représentée.

par l'inscription en l'an IV de Depaix et sa famille; Jean Louveau dit Launay et ses enfants Jean Louveau dit Fortry, Frédéric, Marie et René Louveau, de Laigné, reconnus ne pas être les émigrés de la Mayenne inscrits sous le nom de Louveau. Non inscription et libération de Gabriel Roussel, détenu à Vesoul, cultivateur à Noroy [-le-Bourg] engagé dans les charrois de l'armée du Rhin pour échapper à des poursuites, disculpé dans une affaire de vol concernant un homonyme puis dénoncé comme émigré par vengeance. Maintien: Pierre Aragonnès-Teilhard dit Laval fils, noble des Martres-de-Veyre, officier au régiment Viennois Infanterie, usant de faux certificats de résidence à Doucier et Fontenu; Benoît Gautier, praticien à Saint-Rémy [-de-Provence]¹, usant de faux certificats de service dans les transports de l'armée des Pyrénées-Orientales et de détention et d'évasion à Narbonne, fortement soupçonné d'avoir participé aux massacres du château de Tarascon; Pierre-Joseph-Frédéric Jean, négociant à Dieppe dénoncé par la commune d'Auppegard pour n'avoir pas affiché la liste des personnes habitant une maison lui appartenant puis inscrit après la découverte de son nom sur un registre saisi sur le prêtre réfractaire Priche en l'an II, émigré à Altona, radiation demandée par sa femme Marie-Marthe Massé; Alexandre-Fortunat Mécou fils, ecclésiastique du Champ [-près-Frogès] émigré en Suisse, soi-disant rentré en l'an III et incarcéré à Besançon, à déporter²; Jean-Joseph-Rodrigue de Voray-Véga, de Gand, parti avant le vœu de rattachement et mort à Wetzlar en l'an III d'après son gendre Joseph-Benoît Delœn; Pierre-François Vigneral-Commeaux, habitant Commeaux, que sa mère Marie-Jeanne-Françoise Guerpel veuve François Vigneral-Commeaux dit mort à Vallendar (Allemagne) en 1792 d'après un acte légalisé à Coblenz en l'an IV; ceux du Mont-Blanc³: Joseph Brunet, homme de loi à Chambéry parti sous le coup d'un mandat d'arrêt du département d'octobre 1793, soi-disant pour fédéralisme, ce qui n'a pas eu lieu dans le Mont-Blanc, et ne prouvant pas sa résidence ultérieure; Vincent Gumery, prêtre assermenté à Cevins parti soi-disant par peur de représailles, sa maison ayant servi de quartier général à l'armée sarde en octobre 1793; Joseph Mamy, maire et maître de poste d'Épierre soi-disant obligé de suivre l'armée sarde avec chevaux et équipages; Jeanne de Motz veuve Charrot-La Chavanne et sa fille Thérèse, nobles de Chambéry parties en 1793; Charlotte de Marcle femme François-Joseph de Mancy et ses belles-filles Charlotte, Jeannette, Joséphette, Julie, Perrinne, Prospère et Suzette de Mancy, de Filly (auj.: commune de Scilly), et Jean-François Mathieu dit de Marcle et ses filles Charlotte, Louise, Louise-Mathieu et Nanette, de Margencel, tous nobles et émigrés à Nyon⁴; Jean-Antoine Portaz, de la Chapelle, soi-disant forcé de suivre l'armée sarde alors qu'il réclamait le paiement d'une réquisition de foin, et Joseph Rambaud, notaire d'Albiez-le-Vieux (auj.: Albiez-Montrond), soi-disant laboureur, radiés provisoirement par le district de Saint-Jean [-de-Maurienne]; et Jean-Antoine Rivollat, homme de loi à Thonon [-les-Bains], sa femme Henriette Jaille et leur fille Joséphine, soi-disant retenus à Genève par la maladie du premier; et ceux du Var: Jean-Baptiste Arène, soi-disant charretier, égorgeur royal pendant la réaction, et sa femme Élisabeth Toucas, et Joachim et Joseph Ramel, soi-disant boucher et cuisinier marin, tous quatre de Solliès, ayant rejoint Toulon et partis avec l'escadre britannique, radiés provisoirement par le district d'Hyères en l'an III; et ceux de Toulon: les membres du comité général des sections ayant livré la ville aux Britanniques Cyprien-Honoré Aube, François Gairoard, bourgeois soi-disant cultivateur, André-Lazare Mouton, amidonnier, Antoine Paban, marchand drapier, sa femme Marie-Anne Aube et leurs filles Anne, Antoinette et Victoire, et Jean ou Jean-Joseph Panon, boulanger, les juges d'un tribunal martial Pierre Barallier, employé de marine, et Antoine Dusilliet, marchand, les officiers municipaux Pierre Chautard, tonnelier, et Jean-Louis Mauric, imprimeur, et André Féraud, soi-disant peintre, membre d'un tribunal créé par les sections de la ville (AF III 609, plaquettes 4256, pièces 96-153, et 4257, pièces 154-209).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 609, plaquette 4255, pièces 93-95. Remplacement de Rattier, commissaire central de l'Ardèche refusant, par Robert, inspecteur des contributions directes du département.

Séance du 28 prairial an VII [dimanche 16 juin 1799]⁵

(AF* III 15, folios 210 recto-211 recto; AF III 609, plaquettes 4258 et 4259)

Loi.

[Du 27] créant un sixième tribunal correctionnel en Seine-et-Oise à Corbeil [-Essonne] avec ressort sur les cantons d'Arpajon, Brunoy, Longjumeau, Menecy, Monthléry, Sucy [-en-Brie] et Villeneuve-Saint-Georges⁶ (AF III 609, plaquettes 4253, pièces 18-19, et 4258, pièce 10).

¹ Dans le texte: *Glanum, ci-devant Saint-Rémy*.

² Voir aussi *tome X*, 11 vendémiaire an VIII: sursis à sa déportation à cause de son état de démence et parce que la loi du 19 fructidor an V ne lui est pas applicable puisqu'il n'a été arrêté qu'en pluviôse an VI.

³ De l'époque antérieure à la création du département du Léman.

⁴ Deux rapports distincts. Le ministre annonce avoir demandé des renseignements pour l'inscription du mari de la première.

⁵ Barras, La Revellière-Lépeaux et Sieyès signent la majorité des minutes de la séance ordinaire du 28, Merlin de Douai signant celle sur le journal *la Gazette historique et politique* avec Barras et Sieyès.

⁶ Loi faisant suite aux messages du Directoire des 5 germinal an V et 2 ventôse an VII (*tomes I et VIII*).

Justice.

Rejet de pourvois en cassation des douanes contre l'annulation par le tribunal civil de Rhin-et-Moselle en appel du juge de paix de Mayen d'une saisie sur David Hartung à Weisenthurm, et de Joseph Meisen, condamné à mort par le tribunal criminel de la Roër pour vol de nuit avec effraction dans une maison habitée. Renvoi en justice de Bernard Montebise, poursuivant la Nation en restitution de la vigne du Clos Saint-Pierre à Monteaux, cédée en 1744 par ses parents au curé moyennant exemption de la dîme (AF III 609, plaquettes 4258, pièces 1-2, et 4259, pièces 39-42).

Marine et Colonies¹.

Rapport sur une correspondance de l'agent du Directoire à Saint-Domingue; lecture d'une lettre de Bruix annonçant son départ pour Carthagène. Nomination de militaires: confirmation de promotions accordées par Bruix depuis son départ de Brest, lettre de celui-ci, de Toulon, à bord de l'*Océan*, 5 prairial (AF III 609, plaquette 4258, pièces 12-21).

Police générale.

Émigrés, rejet des réclamations de Marc-Joseph-Alexandre Bremono-Vichet fils aîné et Antoine Tauriac. Levée des scellés sur les presses de la *Gazette historique et politique* rédigée par Mignard² (AF III 609, plaquette 4259, pièces 28-36).

Relations extérieures.

Communication de lettres d'Otto, secrétaire de légation à Berlin, retirées par le ministre³.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 609, plaquette 4259, pièces 43-50. Nominations judiciaires, *Hautes-Alpes*, tribunaux, substitut; Embrun, tribunal correctionnel, commissaire;- *Indre*, tribunaux, commissaire: Le Grand, député sorti des Anciens;- *Loire*, tribunaux, substitut.

Séance permanente du 28 prairial au 9 messidor an VII [16-27 juin 1799]⁴

28 prairial an VII au soir

(AF* III 15, folios 211 verso-212 verso)

Convocation extraordinaire.

À cinq heures et demie du soir, on annonce au président du Directoire exécutif l'arrivée d'un messenger d'État du conseil des Cinq-Cents porteur d'un message de ce conseil pour le Directoire. Le président fait avertir le secrétaire général de se rendre au lieu des séances pour en signer le récépissé avec lui. Le bulletin de réception est expédié en la forme ordinaire. Le président convoque de suite les membres du Directoire exécutif.

Message des Cinq-Cents.

Le Directoire s'étant assemblé et ayant pris séance, il est fait lecture dudit message. Il est conçu en ces termes: Citoyens Directeurs, le conseil vous a fait un message le 17 du présent mois de prairial pour vous demander des renseignements sur la situation intérieure et extérieure de la République. Le salut public nous a commandé cette démarche. Il nous fait un devoir d'insister de nouveau. Nous vous invitons, citoyens Directeurs, à nous transmettre sans délai votre réponse aux termes de l'article cent soixante un de la Constitution⁵. Le conseil vous déclare qu'il restera en permanence jusqu'à l'arrivée de cette réponse (AF III 609, plaquette 4258, pièces 22-23: expédition authentique du message des Cinq-Cents du jour).

¹ Le ministre est suppléé par celui des Relations extérieures. Les deux premières affaires ne sont pas représentées ici.

² Voir *tomes VII*, 23 frimaire et 23 nivôse pour les deux émigrés (le premier étant dit ici fils d'un conseiller à la cour des aides de Montpellier, précision non connue précédemment), et *VIII*, 24 pluviôse, pour la prohibition de ce journal, dont *Martin et Walter* cite J. Mignard comme imprimeur sans connaître le nom du rédacteur. Ce sont les affaires de la Police générale qui terminent le procès-verbal de la séance ordinaire du 28 sur le registre.

³ Et non conservées ici. Louis-Guillaume Otto de Moslay, nommé secrétaire d'ambassade en Prusse le 26 floréal an VI (*tome I*).

⁴ Nous respectons ici l'ordre donné par les deux registres AF* III 15, folios 211 verso à 218 verso et dernier, et AF* III 16, folios 1 à 23 recto. Les pièces de la séance extraordinaire du 28 au soir sont mélangées à celles du jour; celles des suivantes sont en dossiers distincts dans l'ordre chronologique (AF III 609, plaquette 4260, à 611, plaquette 4280).

⁵ *Les comptes et les éclaircissements demandés par l'un ou l'autre conseil au Directoire sont fournis par écrit.*

Permanence arrêtée.

Le Directoire arrête qu'il s'occupera sans désenlacer du travail commencé pour la réponse au message précité du 17 de ce mois de manière que cette réponse puisse parvenir au conseil dès demain et qu'à cet effet il se constitue en permanence.

Message aux Cinq-Cents.

Il arrête en même temps qu'il sera donné au conseil des Cinq-Cents connaissance de cette délibération par un message dont suit la teneur: Citoyens représentans, le Directoire exécutif s'occupait de la réponse à votre message du 17 de ce mois et il espérait être en état de vous l'adresser primidi. Mais d'après votre nouveau message, il se constitue lui-même en permanence et vous recevrez dès demain les renseignements que vous désirez. Ce message est porté au conseil des Cinq-Cents (AF III 609, plaquette 4259, pièces 37-38, minute de Lagarde signée par La Revellière-Lépeaux, Barras, Sieyès et Treilhard¹). Conformément à l'arrêté ci-dessus mentionné, le Directoire s'occupe de la rédaction de sa réponse au message du conseil des Cinq-Cents du 17 du présent mois.

Message des Anciens.

À onze heures, on annonce au Directoire l'arrivée d'un messenger d'État envoyé par le conseil des Anciens. Il est introduit et remet au Directoire 1° un arrêté pris ce jourd'hui par le conseil des Anciens portant qu'il se constitue en permanence (AF III 609, plaquette 4258, pièce 11: expédition du message des Anciens portant la mention: reçu le 28 à 11 heures du soir), 2° quatre lois: créant un octroi à Poitiers, transférant le canton de Puycasquier à Mirepoix, ouvrant des fonds au ministre des Relations extérieures pour secours aux autorités et aux patriotes cisalpins réfugiés et admettant Jean Villiot, élu de l'Escaut aux Cinq-Cents² (AF III 609, plaquettes 4258, pièces 3-7, lois du 28, arrêtés de promulgation du 29 signés par Barras, La Revellière-Lépeaux et Sieyès, et 4260, dossier du 29, pièce 4). Ces quatre lois sont envoyées à l'expédition. On reprend la suite de la rédaction de la réponse au message du conseil des Cinq-Cents du 17 du présent mois. Pendant qu'un membre du Directoire s'occupe de ce travail, on lit la correspondance. On procède ensuite à l'examen préparatoire de différentes affaires.

Suite de la séance permanente, journée du 29 prairial an VII [17 juin 1799]

(AF* III 15, folios 212 verso-214 recto; AF III 609, plaquette 4260)

Annulation de l'élection de Treilhard au Directoire.

À deux heures du matin, on annonce l'arrivée d'un nouveau messenger d'État du conseil des Anciens. Il est introduit et remet au Directoire une loi qui déclare l'acte du 26 floréal an 6 nommant Treilhard au Directoire inconstitutionnel et nul comme contraire à l'article cent trente-six de la Constitution³ et ordonne en conséquence que le citoyen Treilhard cessera sur le champ ses fonctions et qu'il sera procédé à son remplacement suivant les formes prescrites par la Constitution. Arrêté de promulgation de cette loi (AF III 609, plaquette 4260, pièces 1-2: loi du 29 prairial de la séance permanente, arrêtés signés par La Revellière-Lépeaux, Barras et Sieyès). En conséquence de la loi ci-dessus mentionnée, le citoyen Treilhard se retire du Directoire. On scelle les quatre autres lois.

Message aux Cinq-Cents.

La rédaction de la réponse à ceux des Cinq-Cents des 17 et 28 étant achevée, il en est fait lecture, la rédaction en est discutée et approuvée. Le Directoire y fait un tableau général de la situation de la République... Il signale les efforts par lesquels la malveillance a cherché depuis quelque tems à jeter la discorde entre les premières autorités et entre les républicains. Il assure le Corps législatif qu'il a constamment repoussé les craintes que l'on a essayé de donner au Directoire sur les dispositions des représentans du peuple à son égard et l'invite à n'ajouter de même aucune foi aux insinuations par lesquelles on s'efforce de l'inquiéter sur les dispositions du Directoire à son égard. Il rappelle que les revers éprouvés à l'extérieur ... viennent essentiellement du manque de fonds..., il annonce qu'il délibère encore sur le choix des mesures énergiques que les circonstances

¹ Dont nous avons ici la dernière signature de membre du Directoire. Le reçu par les Cinq-Cents est daté de cinq heures et demi.

² Les lois sur l'octroi de Poitiers, le transfert du canton de Puycasquier et les fonds pour les réfugiés cisalpins font suite à des messages du Directoire des 27 ventôse (*tome VIII*), 29 vendémiaire an VI (*tome III*), et 24 prairial (plus haut). Jean Villiot, administrateur central de l'Escaut élu aux Cinq-Cents par l'assemblée mère validée le 17 prairial à l'exception de sa seule désignation (plus haut, séance du lendemain).

³ Parce qu'il était alors dans la première année suivant l'expiration de son mandat de député, ce que cet article prohibe à dater du début de l'an V.

commande... et termine par l'expression de ses sentimens d'attachement à la constitution, de son amour pour la concorde et par l'assurance de ses dispositions à faire tous les sacrifices pour le maintien de l'harmonie politique et la défense de la patrie. Cette réponse est envoyée à l'expédition pour être de suite portée au conseil des Cinq-Cents par un messenger d'État (AF III 609, plaquette 4260, pièces 14-15, minute sur treize pages manuscrites signée par Barras, La Revellière-Lépeaux, Merlin de Douai et Sieyès, envoi au journal le Rédacteur).

Guerre.

Nomination de capitaines vétérans. Feuille de brevets de pension (AF III 609, plaquette 4260, pièces 6-13).

Séance suspendue.

Le Directoire suspend sa séance à cinq heures après midi.

Suite de la séance permanente, soir du 29 prairial an VII [17 juin 1799]

(AF* III 15, folios 214 recto-214 verso)

Élection de Gohier au Directoire.

À onze heures après midi, on annonce l'arrivée d'un messenger d'État envoyé par le conseil des Anciens La séance est reprise. Le messenger d'État est introduit et remet au Directoire un acte du conseil des Anciens du 29, séance permanente, portant nomination de Gohier, actuellement juge au Tribunal de cassation, au Directoire, remplaçant Treillard¹, et deux autres lois: [du 28] sur l'achat par la commune de Chaumont (Haute-Marne) de l'église Saint-Michel à usage de halle aux blés²; [du jour] sur l'assemblée communale de la Neuveville (Mont-Terrible)³. Le Directoire adresse de suite au citoyen Gohier, membre du Directoire, une expédition de l'acte de sa nomination avec une lettre par laquelle il le félicite... et l'invite à venir promptement se réunir au Directoire et s'associer à ses travaux. Instructions sur le cérémonial de sa réception. Le Directoire suspend sa séance et s'ajourne à demain huit heures du matin (AF III 609, plaquette 4260, pièces 16-19, minutes signées par La Revellière-Lépeaux, Merlin de Douai et Sieyès, lettres envoyées à 2 h 30 du matin).

Suite de la séance permanente, 30 prairial an VII [18 juin 1799]

(AF* III 15, folios 215 verso-218 recto; AF III 609, plaquette 4261)

Reprise de la séance.

À huit heures du matin, la séance est reprise. Lecture d'une lettre de Gohier datée de neuf heures du matin annonçant son acceptation, dont le Directoire fait part par message aux deux conseils, minute signée par Barras, La Revellière-Lépeaux et Sieyès. Lettre prévenant Gohier que tout a été disposé pour sa réception, qui pourra avoir lieu aujourd'hui à onze heures, minute de Lagarde signée par La Revellière-Lépeaux, Merlin de Douai et Sieyès. Gohier ayant répondu par lettre datée de 10 heures qu'il acceptait l'heure proposée, les ministres, qui avaient été invités à y assister, sont introduits (AF III 609, plaquette 4261, pièces 21-26).

Installation de Gohier au Directoire.

À onze heures, le citoyen Gohier est installé avec la solennité accoutumée en qualité de membre du Directoire exécutif. Description de la cérémonie d'arrivée au palais du Directoire avec salve de douze coups de canons, introduction de Gohier dans la salle des délibérations où il reçoit de ses nouveaux collègues l'accolade fraternelle. Textes des discours de Gohier: Citoyens Directeurs, appelé au Directoire exécutif par les dépositaires de la volonté nationale, j'ai vu en tremblant toute l'étendue des devoirs qui me sont imposés: ... établir le règne permanent de la probité et de la justice, ... seconder le courage et la volonté du Corps législatif qui, par le nouvel hommage qu'il vient de rendre à la constitution, en garantit le libre et entier exercice à tous les français, terminant par sa prestation de serment; et de Merlin de Douai, président du Directoire: .. Vous êtes appelé à partager les travaux du Directoire exécutif dans des circonstances graves et difficiles: c'est un hommage rendu au talent et au courage que vous avez déployés dans votre vie politique.... Il se présente devant vous une carrière où vous verrez en action sur tous les points de la République les plus puissans moteurs du

¹ Par 174 voix, contre 16 à Delacroix, 2 à Roger Ducos, 4 au général Lefèvre et au nommé Dupuis, et une au général Moulin.

² Voir tome VII, 2 frimaire, message des Cinq-Cents, note.

³ La loi du 28 sur Chaumont est dans AF III 609, plaquette 4258, pièce 8 (dossier du 28) et celle sur la Neuveville, dont le registre cite les noms des agents municipaux validé et invalidé, dans AF III 609, plaquette 4260, pièces 3-4; les arrêtés de publication et de promulgation sont du 30 et signés par Barras, Gohier et Sieyès; ils sont complétés par des fiches de renvoi dans le dossier du 30 (AF III 609, plaquette 4261, pièces 3 et 4).

cœur humain. C'est au milieu de tous les intérêts, de toutes les passions, qu'il faut marcher. Le secret de la sagesse est de les diriger vers le salut de la patrie et c'est à ce but que nous tendrons constamment avec vous. Recevez-le en gage dans l'accolade fraternelle que nous vous offrons. Puisse-t'il être pour les républicains le signal d'un ralliement sincère et un appel à la concentration de tous leurs efforts, au déploiement de toute leur énergie contre les féroces ennemis de la République et de l'humanité entière. Message aux deux conseils annonçant l'installation de Gohier au Directoire (AF III 609, plaquette 4261, pièces 18-20, minute signée par Barras, La Revellière-Lépeaux et Sieyès, reçu par les Anciens à une heure et par les Cinq-Cents à deux heures et demi).

Conférence politique.

On confère en présence des ministres sur la situation de la République.

Démission de La Revellière-Lépeaux et Merlin de Douai.

À la suite de cette conférence, les citoyens Revellière-Lépeaux et Merlin signent et déposent sur le bureau une lettre adressée aux deux Conseils composant le Corps législatif dans laquelle chacun d'eux déclare que, sa présence au Directoire paraissant être un obstacle à l'harmonie politique, il donne sa démission de sa place de membre du Directoire exécutif, lettres sur papier à en-tête et vignette gravée du Directoire en termes identiques signées par l'un et l'autre: Citoyens représentans, lorsque d'affreux déchiremens menacent la patrie, ceux dont la présence dans les fonctions publiques est un obstacle à l'harmonie politique ou sert de prétexte à la discorde doivent s'éloigner de ces mêmes fonctions. C'est ce motif seul qui m'engage à donner ma démission de membre du Directoire exécutif. Aucune crainte personnelle comme aucun espoir indigne d'une âme généreuse ne l'a dictée. Je reste au sein de ma famille, toujours prêt à rendre compte d'une conduite exempte de tout reproche parce que toujours elle fut dirigée par les motifs les plus désintéressés et l'amour le plus ardent pour la République¹. Message du Directoire aux deux conseils leur envoyant la démission de La Revellière et Merlin, minute de Lagarde signée par Barras, Gohier² et Sieyès, reçus des deux conseils datés de cinq heures de l'après-midi (AF III 609, plaquette 4261, pièces 13-17). *Le citoyen Barras, ex-président, prend le fauteuil³.*

17^e division militaire.

Nomination de Joubert commandant la 17^e division militaire⁴, remplaçant Gilot, muté à la 4^e (AF III 609, plaquette 4261, pièces 5-9, minute de Lagarde).

Loi.

[Du jour] *portant que toute autorité ou tout individu qui attenterait à la sûreté ou à la liberté du corps législatif ou de quelqu'un de ses membres soit en donnant l'ordre soit en l'exécutant est mis hors la loi*, promulguée avec celles sur Chaumont et la Neuveville (AF III 609, plaquette 4261, pièces 1-2).

Message des Cinq-Cents.

[Du jour] *dénonçant plusieurs arrestations arbitraires, inconstitutionnelles et illégales dont ce conseil a été informé à sa séance de ce jourd'hui*, envoyé au ministre de la Police générale pour prompt rapport et projet de réponse (AF III 609, plaquette 4261, pièces 10-12).

Séance ajournée.

Le Directoire suspend sa séance et en ajourne la continuation à demain neuf heures du matin.

Suite de la séance permanente, 1^{er} messidor an VII [19 juin 1799]

¹ La lettre de La Revellière-Lépeaux (AF III 601, plaquette 4261, pièce 14) aux deux conseils était autrefois exposée au Musée de l'histoire de France sous la cote AE II 2837. Dans les deux lettres, les derniers mots *et l'amour le plus ardent pour la République* sont autographes et remplacent *et par les sentimens les plus généreux*. Merlin de Douai ajoute de sa main l'adresse *et au conseil des Anciens* après celle aux Cinq-Cents et corrige l'expression *C'est ce motif seul* en *C'est ce motif et ce motif seul*, ajout qui ne figure pas sur celle de son collègue, qui ajoute les mots *semblable lettre au conseil des anciens* avant sa signature, alors que, sur sa lettre, l'adresse *Au conseil des Anciens* a été complétée ensuite par les mots *& à celui des 500*.

² Dont c'est la première signature de membre du Directoire. Jusqu'à l'installation de Moulin comme quatrième membre du Directoire à la place de La Revellière-Lépeaux le 9 messidor, les actes du Directoire sont tous signés par les trois directeurs alors en fonction (Barras, Gohier et Sieyès), ce qui obéit à l'article 142 de la constitution de l'an III: *Le directoire exécutif ne peut délibérer s'il n'y a trois membres présents au moins*.

³ Jusqu'à la désignation de Sieyès président le lendemain.

⁴ La 17^e division militaire était celle de Paris et la 4^e celle de Nancy.

(AF* III 16, folios 1 recto-3 recto⁵; AF III 610, plaquette 4262)

Présidence du Directoire.

En remplacement de Merlin de Douai, *le citoyen Sieyès est déclaré président du Directoire et les sceaux lui sont remis*.

Message aux Cinq-Cents.

Sur les ventes de biens nationaux en floréal, d'un produit bien inférieur aux prévisions (AF III 610, plaquette 4262, pièces 21-22).

Finances.

Rejet de la réclamation du prince de Savoie-Carignan contre la vente de la ferme du Bois-Richeux (Eure-et-Loir, commune de Pierres) provenant de la duchesse de Lamballe, rapport du ministre du 21 prairial proposant aussi de répondre au message des Cinq-Cents du 13 fructidor an V². Confirmation de la vente à la veuve Brunel d'une ferme à Hénouville et Saint-Georges-de-Boscherville (auj.: Saint-Martin-de-Boscherville) provenant du religionnaire fugitif Antoine Lepage, réclamée par Deschamps, époux de Suzanne Bocquet, sa descendante en ligne directe. Renvoi devant l'administration centrale de la Gironde de l'affaire de la maison vendue par Desnanots au prévenu d'émigration Laboirie³. Maintien de la soumission par devant le district de Gonesse de Lemoine, perruquier, sur une parcelle au lieu-dit la Croix-Rouge à Neuilly-sur-Marne, formant un angle suivant l'ancien tracé de la route de Paris à Lagny [-sur-Marne], où il a construit une cabane suivant autorisation de la municipalité, et rejet de la réclamation de Leroy, adjudicataire d'un corps de ferme mitoyen provenant du chapitre de Saint-Louis du Louvre. Rejet de la réclamation du comte de Redern, ex-ambassadeur prussien en Grande-Bretagne, contre le maintien de la subrogation de Boniface et Martel au nommé Saint-Simon, acquéreur au district de Bapaume de terres à Beaulencourt provenant de l'abbaye de Saint-Nicolas-aux-Bois déchu pour défaut de paiement⁴. Autorisation au ministre de signer le contrat d'échange avec la veuve Sémonin d'une partie du domaine des Filles de Saint-Thomas à Paris⁵. Nomination de Ferroux commissaire près la saline de Montmorot, remplaçant Vernerey, décédé⁶ (AF III 610, plaquette 4262, pièces 6-20 et 23-28).

Élection de Ducos au Directoire.

Réception de l'extrait des procès-verbaux des séances des Anciens du jour élisant Ducos à la place de Merlin de Douai, impression et lettre du Directoire à Ducos⁷ (AF III 610, plaquette 4262, pièces 29-32).

Loi.

[Du 30 prairial] reportant du 10 germinal au 20 messidor les élections à la garde nationale, sauf pour les bataillons en activité de service contre les ennemis de la République⁸ (AF III 610, plaquette 4262, pièces 1-2).

Messages des Cinq-Cents.

[Délibéré le 29 prairial et expédié le 1^{er}] sur des secours à la veuve du général Point⁹, tué à la bataille de Popoli; [délibéré le 28 et expédié le 29] sur la plainte de Charles Jaubert, défenseur officieux d'Ath (Jemappes) détenu sur mandat d'amener du Directoire du 27 pluviôse¹⁰, copie de son acte d'écrou au Temple du 15 ventôse, adresses de

⁵ Les procès-verbaux des séances du registre AF* III 16 (1^{er} messidor-6^e complémentaire an VII) ne sont signés que par le secrétaire général Lagarde, l'expression: *Le président du Directoire* continuant cependant à y figurer avant la sienne avec un blanc entre les deux. Sieyès, désigné président ce jour, fut remplacé le 1^{er} vendémiaire an VIII par Gohier, dernier président du Directoire.

² *Tome II*, dossier du 15 suivant.

³ Voir *tome V*, 29 germinal an VI, Finances, note.

⁴ Jakob-Wilhelm, comte de Redern, ambassadeur prussien en Grande-Bretagne de 1790 à 1792, auquel le nommé Saint-Simon avait revendu ce bien. Bien qu'il fasse valoir que ses biens en France étaient alors séquestrés comme étranger et que la procédure de subrogation des autres soumissionnaires ne lui ait pas été signifiée, le ministre établit que la Nation ne connaît que les soumissionnaires avec lesquels elle a contracté.

⁵ En complément de la ferme de Vélizy (voir *tome III*, 15 brumaire an VI, Finances, note).

⁶ Étienne-Joseph Ferroux, conventionnel du Jura sorti des Anciens en l'an VI, nomination que *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*, situe peu après sa sortie du Corps législatif. Charles-Baptiste-François Vernerey, député du Doubs à la Législative et à la Convention puis de la Creuse et de l'Allier aux Anciens, nommé le 14 frimaire an VI (*tome III*).

⁷ Ducos, alors président du tribunal criminel des Landes, fut installé membre du Directoire le 13. Il est élu avec 153 suffrages, contre 43 à Marescot, 3 à Delacroix, 2 au général Lefèvre et 1 à Masséna.

⁸ À la suite d'un message du 9 floréal (*tome VIII*) proposant de les reporter au 5 prairial.

⁹ François-Hilarion Point, général à l'armée de Rome, mort dans l'attaque du pont de Popoli, dans les Abruzzes, le 24 décembre 1798 / 4 nivôse (*Six*).

¹⁰ *Tome VIII*, à cette date, Police générale, comme agent autrichien, avec un rapport signé par le ministre de l'Intérieur François de Neufchâteau. Voir aussi plus loin, 2 messidor, Police générale.

l'intéressé aux Cinq-Cents et d'habitants du département au ministre de la Police générale, environ cinquante signatures, dont F.-J. Bataille, architecte, A.-J. Decourtray et C.-L. Demelin, juge de paix et président de la municipalité de Chièvres, et B. Du vigneau, *officier de santé démonstrateur public en l'art des accouchemens* (AF III 610, plaquette 4262, pièces 3-5 et 33-39).

Le Directoire suspend sa séance et l'ajourne à demain dix heures du matin.

Suite de la séance permanente, 2 messidor an VII [20 juin 1799]

(AF* III 16, folios 3 verso-5 recto; AF III 610, plaquettes 4263¹ et 4264)

La séance est reprise à dix heures du matin. Le Directoire prend lecture de la correspondance des armées et confère sur divers objets politiques et militaires.

Justice.

Le ministre de la Justice est introduit et fait le rapport qui lui a été précédemment demandé sur un mémoire de Mallarmé, ex-commissaire central de la Dyle puis commissaire près les tribunaux de Sambre-et-Meuse destitué². Le ministre observe que la première de ces révocations a été prononcée sur le rapport du ministre de l'Intérieur, qu'il n'a pas provoqué la seconde, qui s'est faite pendant sa maladie, conséquemment qu'il ignore les motifs qui ont donné lieu à ces révocations, qu'au surplus il est persuadé que le citoyen Mallarmé ne peut opérer le bien dans les départemens réunis. Le Directoire ajourne sa délibération sur cet objet. Cassation d'une sentence du juge de paix de Périers sur un fraudeur du droit de passe ayant insulté les percepteurs (AF III 610, plaquette 4264, pièces 15-17).

Messages aux Cinq-Cents.

Transmettant deux rapports du ministre de la Police générale du 30 prairial: affirmant qu'à l'exception des individus arrêtés dans les départemens révoltés ou chouannés par ordre des généraux divisionnaires, il n'y a pas eu une seule arrestation faite sous son ministère sans avoir été régularisée par un officier de police judiciaire ou autorisée par un mandat d'arrêt du Directoire, et que, malgré qu'un moment de fermentation eût pu éveiller l'inquiétude de la police dans les deux journées précédentes, il n'a été effectué à sa connoissance ou de son aveu aucune arrestation par mesure de police générale, liste des entrées au dépôt du bureau central de Paris du 29 au 30 prairial³; et répondant aux messages des Cinq-Cents des 14 et 21 prairial sur des assassinats en Ardèche: reprise de l'agitation à la fin de l'an VI, attaque de deux percepteurs du canton de Coucouron à Lachapelle [-Graillose] le 2 prairial et des caisses des receveurs d'Aubenas et Joyeuse le 4, assassinat de Brun, commissaire municipal de Largentière dont le prédécesseur avait déjà été assassiné, par trois brigands couchés derrière un mur à l'entrée de l'agglomération le 10, suivies de battues générales et de mises de communes en état de siège avec échec d'un mouvement général des forces des Bouches-du-Rhône, de la Drôme, du Gard et de Vaucluse contre les brigands du département qui ont pu s'échapper en traversant le Rhône, mention de l'inaction des juges (AF III 610, plaquette 4264, pièces 3-11 et 22-23).

Police générale.

Libération de Charles Jaubert, rapport du ministre proposant de le traduire devant le directeur du jury de Mons, rappelant les accusations d'espionnage pour les Autrichiens en 1790 et 1793 et l'accusant d'avoir servi de mouton en prison pour le Comité de salut public lorsqu'il était détenu à Sainte-Pélagie à Paris après s'être réfugié de Belgique, comme le dénonce la brochure de Du Saulchoy *l'Agonie de Saint-Lazare*⁴ (AF III 610, plaquette 4264, pièces 12-14).

Conférence.

Le ministre de la Police générale retiré, on reprend la conférence sur divers objets politiques et militaires.

Élection de Moulin au Directoire.

¹ La plaquette 4263 contient exclusivement la loi du 2 sur les réclamations sur les contributions foncières qui relève de la séance du lendemain.

² François-René-Auguste, député de la Meurthe à la Législative et à la Convention, destitué de son poste en Sambre-et-Meuse le 21 floréal (plus haut) après y avoir été muté de celui de commissaire central de la Dyle le 26 pluviôse (*tome VIII*). Son mémoire n'est pas joint ici et l'ordre de faire un rapport sur lui n'est pas cité précédemment. Voir aussi plus loin, 23 messidor: nouveau rapport de Lambrechts contre le même.

³ Pour vol, défaut de papiers, sans asile, déserteurs, réquisitionnaires et conscrits, et filles publiques (éléments non indexés).

⁴ Voir *tome VIII*, 27 pluviôse, Police générale, note.

Réception à dix heures du soir d'un extrait du procès-verbal des Anciens du jour proclamant Moulin membre du Directoire remplaçant La Revellière-Lépeaux. Promulgation et envoi à Moulin avec lettre l'invitant à *venir promptement s'associer* aux travaux du Directoire expédiée à 11 h 30 (AF III 610, plaquette 4264, pièces 18-21).

La séance est suspendue et ajournée à demain neuf heures du matin.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 610, plaquette 4264, pièces 24-36. Nominations judiciaires: d'Oudot¹ juge au Tribunal de cassation, remplaçant Gohier; commissaire et 2^e substitut du Gers: Barris, ex-juge au Tribunal de cassation², et Jean Carrère, de Marciac, président du district de Mirande; commissaires près les tribunaux correctionnels de Bordeaux, Tartas et Corbeil [-Essonnes].

Suite de la séance permanente, 3 messidor an VII [21 juin 1799]

(AF* III 16, folios 5 verso-8 recto; AF III 610, plaquettes 4265 et 4266)

La séance est reprise à neuf heures.

Guerre.

Récompense à deux gendarmes de Barcelonnette pour l'arrestation de sept déserteurs en traversant l'Ubaye à la nage malgré les glaces puis en refusant les sept pièces d'or qu'ils offraient pour les laisser s'échapper. Conversion en traitement de réforme de la pension de retraite de Jean-Baptiste Berthier père³, ex-ingénieur géographe en chef réformé de sa place au dépôt de la Guerre suivant l'arrêté du Directoire du 13 prairial. Promotion de Gérard Lacuée, capitaine à la 7^e demi-brigade adjoint à l'adjudant général Grézieu, employé à l'armée d'Égypte, chef d'escadron et autorisation de passer dans son grade dans la cavalerie. Confirmation de nominations aux 2^e carabiniers, 11^e, 12^e et 19^e dragons et 4^e chasseurs à cheval (AF III 610, plaquettes 4265, pièces 9-13, et 4266, pièces 54-59).

Intérieur.

Destitution et remplacement de l'administration centrale de l'Ain négligeant des assassinats et des attentats aux arbres de la Liberté, lettre de François de Neufchâteau demandant à Lagarde de lui renvoyer une note des députés, ici non jointe, nécessaire pour d'autres destitutions. *Le ministre annonce qu'un cri général s'étant élevé contre les destitutions nombreuses prononcées par le Directoire sans rapports préalables de ma part et sur des motifs particuliers, sur des notes particulières remises à des membres du Directoire exécutif, avant et depuis les élections de l'an sept, il a senti la nécessité de les réviser et qu'à cet effet il a consulté sur les citoyens destitués les députations des départements respectifs; je m'empresse de rendre compte de cette mesure au Directoire exécutif et de soumettre à son approbation la marche que j'ai adoptée* (AF III 610, plaquette 4266, pièces 53 et 63-66).

Message des Cinq-Cents.

[Délibéré le 28 prairial, expédié et reçu le 3] transmettant une adresse de l'administration centrale de la Moselle au président des Cinq-Cents sur le départ des conscrits et dénonçant le commissaire central ayant *pris sur lui de suspendre le départ de plusieurs réquisitionnaires*, copies de l'adresse et d'une lettre de l'administration centrale aux ministres de la Guerre, de l'Intérieur et de la Police générale du 23 prairial avec tableau des conscrits du département (AF III 609, plaquette 4258, pièces 25-27, dossier du 28 prairial).

Finances.

Poste aux chevaux: indemnités à des maîtres de poste⁴; perception d'un quart de poste en plus pour celui de Montpellier vers le relais de Colombiers (commune de Baillargues) et ceux de Nantes et Orléans; augmentation de la distance entre les relais de Stutzheim [-Offenheim] et Willgottheim. Poste aux lettres: nomination de contrôleurs à Avranches et Boulogne-sur-Mer. Nomination de Moreau⁵, conventionnel de Saône-et-Loire, receveur général,

¹ Charles-François Oudot, député de la Côte-d'Or à la Législative et à la Convention, du Puy-de-Dôme aux Cinq-Cents puis de la Côte-d'Or aux Anciens sorti en l'an VII, nomination connue de *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*.

² Jean-Pierre-Paul (*Kuscinski, Les députés à la Législative*) ou Pierre-Joseph-Paul (*Roman d'Amat*), député à la Législative, commissaire près les tribunaux du Gers refusant et remplacé le 16 thermidor (*tome X*) et nommé le 16 vendémiaire suivant juge au tribunal de révision des quatre départements de la rive gauche du Rhin à Trèves (*ibidem*).

³ Père du général Louis-Alexandre (voir aussi *tome II*, 12 prairial an V, Guerre: secours).

⁴ Celui de Bessay [-sur-Allier] pour perte causée par une épizootie et les autres pour *localités difficiles* ou autres pertes: relais de Saint-Brieuc, Verneuil [-sur-Avre] (Eure), Brest, Quiévrain (Jemappes), Fayl-Billot (Haute-Marne,auj.: Fayl-la-Forêt), Phalsbourg (alors: Meurthe), Harville et Manheulles (Meuse), Tournus (Saône-et-Loire), Drusenheim, Stutzheim [-Offenheim] et Willgottheim (Bas-Rhin), et Ingrandes (Vienne).

⁵ François-Marie Moreau, nommé inspecteur des contributions du département le 11 frimaire an VI (*tome III*, index). Sa nomination comme receveur général est connue de *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*. Le registre le dit nommé à ce poste dans l'Yonne. D'après l'auteur, le conventionnel François-Agnès Mont-Gilbert mourut entre germinal an IV et brumaire

remplaçant Febvre, beau-frère du député Guillemardet, démissionnant, lettre du député Chamborre à Reubell proposant de nommer son parent Bouillet receveur à la place de Febvre, désireux de démissionner, et billet des députés et ex-députés Chamborre, Dujardin, Geoffroi, Gérin, Guillemardet, Larmagnac, Mailly et Mont-Gilbert, an IV. Coupe de bois nationaux incendiés et contigus de Bassilly, d'Helleberg et du Longbois¹. Approbation d'un traité de mouvement de fonds avec J.-A. Rang et compagnie. Dépôt par le ministre de l'état des mutations de la régie de l'Enregistrement pour la 3^e décade de floréal (AF III 610, plaquettes 4265, pièces 1-5 et 19-34, et 4266, pièces 35-52).

Message aux Cinq-Cents.

Sur l'affectation des Ursulines de Nantes à l'école centrale (AF III 610, plaquette 4265, pièces 13-15).

Message des Cinq-Cents.

[Du 1^{er}, expédié le 3], envoyé au ministre des Finances, demandant l'état par départements des biens nationaux vendus et restant à vendre (AF III 610, plaquette 4265, pièces 16-18).

Loi.

[Du 2] sur les réclamations en matière de contributions foncières, 237 articles sur 89 pages (AF III 610, plaquettes 4263, pièces 1-2, et 4265, pièce 8).

La séance est suspendue à cinq heures du soir et ajournée à demain dix heures du matin.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 610, plaquette 4266, pièces 60-62 et 65-72. Nomination de commissaires centraux², *Ain*: Gauthier, ex-secrétaire de l'agence de Saint-Domingue³; - *Corrèze*: Vachot, administrateur central; - *Maine-et-Loire*: Guillou, président de la municipalité de Cholet, remplaçant Moreau-Gossureau, accusé *d'avoir successivement frappé ou flatté tous les partis, d'avoir poursuivi les vrais républicains, d'avoir fait déplacer particulièrement les prêtres assermentés, dont plusieurs gémissent dans les fers, ... d'être resté tranquille à Angers lors de l'invasion de cette commune par les chouans, de s'être battu en Amérique dans les rangs des royalistes*, et ayant répondu que ce n'était pas sa femme mais celle du commissaire municipal de Segré qui aurait arboré un panache blanc sans cocarde en l'an VI.

Suite de la séance permanente, 4 messidor an VII [22 juin 1799]

(AF* III 16, folios 8 recto-10 recto; AF III 610, plaquettes 4267 et 4268)

La séance est reprise à dix heures du matin. Le Directoire confère sur divers objets politiques.

Remplacement du ministre de l'Intérieur.

Il révoque la nomination du citoyen François (de Neufchâteau) à la place de ministre de l'Intérieur et nomme pour le remplacer dans ce ministère le citoyen Quinette, actuellement régisseur de l'Enregistrement et des Domaines (AF III 610, plaquette 4267, pièces 18-21, minutes de Lagarde).

Justice.

Dépôt par le ministre du tableau des opérations de l'administration des pays entre Meuse et Rhin en prairial non joint ici (AF III 610, plaquette 4277, dossier du 8, pièces 45-46: lettre du ministre Lambrechts renvoyant à Lagarde sa feuille de travail du 4 et notant avoir remis ce tableau au Directeur Sieyès). Destitution du receveur de l'Enregistrement de Juliers (Roër) maquillant des duplicatas en pièces de dépense originales. Admission d'un pourvoi en cassation de la douane contre un jugement du tribunal civil du Mont-Tonnerre sur Werner, négociant à Mayence. Renvoi en justice du contentieux entre l'administration du port de Lorient et Mourot, adjudicataire de la ferme du passage de

an V, ce qui nous permet de dater approximativement la pièce où figure sa signature à côté de celle de Jean-Marie Gelin, député à la Législative, qui signe comme ex-député, et de leurs collègues députés aux Anciens et aux Cinq-Cents.

¹ Bassilly et Helleberg, communes du département de Jemappes,auj.: Belgique, Hainaut, commune de Silly, comme celle de Thoricourt de laquelle relevait le bois du Longbois. Sur le registre, le message aux Cinq-Cents qui suit est en réalité avant les deux dernières affaires du ministre des Finances.

² Derniers rapports signés par François de Neufchâteau. Les deux premiers nommés remplacent des nouveaux députés.

³ Antoine-Marie Gauthier des Isles, militaire ayant participé à la campagne de Quiberon sous Hoche, capitaine adjoint aux adjudants généraux passé dans la marine et envoyé à Sant-Domingue en 1796 comme commissaire des guerres puis commissaire ordonnateur d'après *Roman d'Amat*. Il est dit ici recommandé par les députés Gauthier (Antoine-François, dit des Orcières) et Grosccassand-Dorimond.

Saint-Christophe¹. Annulation de l'arrêté du 28 floréal contre le commissaire près le tribunal correctionnel de Tarascon [-sur-Ariège], disculpé par le directeur du jury (AF III 610, plaquettes 4267, pièces 1-3, 11 et 17, et 4268, pièces 56-57 et 61-62).

Loi.

[Du 3] sur l'échange de la maison des Enfants de la Patrie de l'hospice de Gray contre des prés du citoyen Kornprobst² (AF III 610, plaquettes 4265, pièces 6-7, et 4267, pièce 10).

Messages des Cinq-Cents.

[Du 3] envoyé au ministre de la Police générale, sur la plainte de Vatar, imprimeur du *Journal des hommes libres*, qui expose que depuis longtemps et plus particulièrement dans ces journées dernières où la tyrannie qui pesait sur tous fut renversée, le conseil s'est fortement prononcé sur la liberté de la presse... que néanmoins la régie ou la ferme des postes, se déclarant beaucoup plus puissante que les organes de la loi, a refusé et refuse encore de faire partir les nouveaux journaux qui ont paru depuis le 27 du mois dernier et particulièrement le *Journal des hommes libres*; [du 4] envoyé au même, sur un placard imprimé à Lyon: réimpression de la loi du 2 prairial et de l'arrêté du 3 sur le paiement des pensions: on y remarque que les deux filets qui séparent les trois colonnes d'impression portent des signes de fanatisme et de royalisme; on y a encarté dix-huit fleurs de lys et seize croix, les deux filets sont couronnés par des figures qu'on peut regarder comme deux cloches; [du 2, expédié le 4] envoyé au même, sur la plainte de Frotier-Volly, de Clamecy, détenu sur ordre du bureau central depuis le 27 prairial; et la demande de dégrèvement des contributions de l'an V et de l'an VI du canton de Montgiscard après deux ouragans, envoyé au ministre des Finances; [et du 3], envoyé à ceux de la Guerre et de la Police générale, sur la dénonciation par un membre de la commission des Onze³ contre la vente frauduleuse de canons provenant de l'arsenal de Metz et trouvés dans la cour du citoyen Oudot, de Paris, et contre un membre du bureau central de Paris ayant répondu au nommé Edme Frotier, de Paris, venu réclamer ses papiers saisis illégalement lors de son arrestation le 27, qu'ils étaient transmis à la commission des Onze, dont le triomphe n'étoit qu'éphémère, le député auteur de la motion notant que la commission ne les a pas reçus et réclamant leur publicité afin de faire cesser l'erreur que l'on affecte de propager sur les attributions de la commission, dépeinte comme un comité de salut public tandis qu'elle n'est qu'une commission spéciale qui, aux termes de la constitution, s'occupe du travail dont le conseil l'a chargée et qui sera dissoute aussitôt qu'elle lui en aura rendu compte (AF III 610, plaquettes 4267, pièces 12-16 et 22-25, et 4268, pièces 26-34).

Police générale.

Libération de détenus au Temple: les belges arrêtés comme complices de la révolte des départements réunis⁴ Jean-Baptiste Leblanc, d'Escanaffles (Jemappes, auj.: commune de Celles), âgé de dix-huit ans, ayant échappé après six heures aux rebelles le forçant de les suivre sous la menace, Gilles Rubens, passementier à Louvain, Antoine Plumers, fermier à Budingen (Dyle, auj.: commune de Léau), Pierre Maas, d'Houthalen [-Helchteren] (Meuse-Inférieure) et Jean-Baptiste Vanbreugel, d'Oostham (*idem*, auj.: commune d'Ham), dont les noms figuraient dans les papiers du prêtre et brigand Daniels, et Joseph-Godefroi Montois, vitrier à Namur accusé d'avoir déclaré qu'il fallait tuer tous les français, chez lequel on n'a trouvé que des papiers d'affaires de l'ex-évêque et des reliques appartenant à une confrérie dont il avait été membre; et les deux prévenus d'espionnage Jules Capol, de Paris, ex-officier suisse au service de France, sous le coup d'un mandat d'amener du 14 ventôse comme espion des Autrichiens suivant un réfugié des Grisons qui l'avait dénoncé à Perrochel et a disparu depuis⁵, et Louis-François de Ferrières-Sauveboeuf, arrêté à sa campagne de Montmort-[Lucy]⁶, se disant chargé par le Directoire d'une mission en Perse pour laquelle il traversait l'Italie lors de la reprise des hostilités, ayant écrit de Milan au ministre des Relations extérieures pour lui proposer de se rendre en Albanie pour obtenir le soulèvement du pacha de Scutari puis, en attendant sa réponse, l'ayant instruit des désordres de l'armée d'Italie et de la conduite de Scherer, s'étant vu reprocher par Rivaud d'avoir sollicité du Directoire exécutif cisalpin l'envoi d'un émissaire auprès du Directoire pour demander de changer le système désorganisateur qui allait entraîner la ruine de l'armée et de la république cisalpine, ayant

¹ À Lorient, au faubourg de Kerentrech.

² À la suite d'un message du Directoire du 19 frimaire (*tome VII*).

³ Commission spéciale créée par les Cinq-Cents le 30 prairial après réception du (premier) message du Directoire sur les causes des événements militaires en Italie, composée du général Augereau, élu de la Haute-Garonne, de François Bergœing, de la Gironde, Pierre Boulay-Paty, de la Loire-Inférieure, Lucien Bonaparte, du Liamone, Antoine Français dit de Nantes, de l'Isère, Louis Joubert, de l'Hérault, du général Jean-Baptiste Jourdan, de la Haute-Vienne, Claude-Louis Petiet, ex-ministre de la Guerre, de la Seine, Joseph-Clément Poullain-Grandprey, des Vosges, Jean-Baptiste Quirot, du Doubs, et Michel-Louis Talot, de Maine-et-Loire.

⁴ Sous le coup de mandats d'amener des 14 frimaire (*tome VII*) pour le premier, 2 floréal (*tome VIII*) pour les deux suivants et Vanbreugel, et 17 et 26 floréal (plus haut) pour Maas et Montois.

⁵ Le mandat d'amener contre Capol n'est pas dans le dossier de la séance annoncée ici et il n'est pas cité ailleurs dans les procès-verbaux du Directoire. Peut-être s'agit-il du grison Capol, ancien officier des gardes suisses et aide de camp du comte d'Artois, cité dans les papiers, saisis par Mengaud, chargé d'affaires à Bâle, en février 1798, des émigrés Louise-Jeanne d'Erlach et Gabriel-Louis Valon d'Ambrugeac (AF III 50, dossier 183, pièces 50-66, *Les Archives du Directoire*, page 285 et note 6 de cette page).

⁶ Sur ce personnage, voir *tome VII*, 18 nivôse, Relations extérieures, note.

été emprisonné au château de Milan deux jours avant l'évacuation de la ville, s'étant échappé et étant rentré en France, et déclarant ne pas être émigré puisqu'ayant été arrêté en 1793 avant d'être libéré par jugement du Tribunal révolutionnaire du 28 frimaire an III. Déportation de Jean-Jacques-Nicolas Le Pelletier, né à Rouen, détenu à Paris comme prévenu d'émigration depuis l'an IV, grand vicaire insermenté de la paroisse Saint-Étienne-du-Mont de Paris, soi-disant engagé volontaire puis relieur de livres, arrêté à Comines sous le nom de Larcher fils, rapport proposant également de l'inscrire sur la liste des émigrés (AF III 610, plaquette 4268, pièces 35-54 et 58-60).

La séance est suspendue à cinq heures après-midi et ajournée à demain dix heures du matin.

Suite de la séance permanente, 5 messidor an VII [dimanche 23 juin 1799]

(AF* III 16, folios 10 verso-13 verso; AF III 610, plaquettes 4269 à 4273)

La séance est reprise à dix heures.

Remplacement des ministres de la Police générale et de l'Intérieur.

Acceptation de la démission de Duval, ministre de la Police générale, remplacé par Bourguignon, substitut au Tribunal de cassation; lettres invitant le second à se rendre au ministère pour y prendre le portefeuille aussitôt après son installation et informant Duval de l'acceptation de sa démission et de l'installation de son successeur ce soir à quatre heures, minutes en partie de Lagarde, lettres de Duval du 30 prairial: *Épuisé de fatigue et convaincu de l'insuffisance de mes moyens pour soutenir le travail qu'exige le ministère de la police générale, je vous prie d'accepter ma démission*, du 4 messidor: *La police est en ce moment paralysée dans mes mains de manière que je crois la chose publique essentiellement compromise. Je vous conjure au nom de la Patrie et de la sûreté générale d'accepter ma démission...*, et du 6: *Je me retire avec la confiance que je n'ai pas cessé de mériter votre estime et que je conserverai votre bienveillance et votre protection. On écrit pareillement au citoyen Quinette, nommé au ministère de l'Intérieur, pour l'inviter à se rendre demain à midi au Directoire pour être installé*, et à François de Neufchâteau pour l'informer que le citoyen Quinette, son successeur, va prendre le portefeuille du ministère de l'Intérieur demain après son installation et l'inviter à lui donner tous les renseignements nécessaires pour le mettre à même de suivre sans interruption les différentes parties de l'administration, minutes de Lagarde, lettre de Quinette du 6 (AF III 610, plaquettes 4270, pièces 55-63, et 4272, pièces 128-129).

Championnet.

Annulation sur de nouveaux renseignements plus exacts de l'arrêté du 7 ventôse traduisant en conseil de guerre Championnet, remis en activité, et ordre au rapporteur et au président du conseil de guerre de coter, parapher et remettre les pièces de son procès au secrétariat général du Directoire (AF III 610, plaquette 4271, pièces 86-91).

Guerre.

Approbation des nominations de sous-officiers et gendarmes des pays conquis entre Meuse, Rhin et Moselle faites suivant procès-verbal du 22 germinal¹ et permutation entre un lieutenant de gendarmerie d'Aix-la-Chapelle et un de Paris. Nominations à la garde du Directoire². Annulation de l'arrêté du 9 germinal an VI³ ordonnant de rejoindre l'armée à Bernazais fils, réquisitionnaire de Poitiers, depuis retiré à Tours, soutenu par les députés Chalmel, Japhet et Texier-Olivier, marié avant le 1^{er} germinal an VI et en congé absolu pour infirmités, adjoint à l'état-major de Dumouriez félicité par la Convention le 4 avril 1793 pour être venu donner des renseignements sur la trahison de celui-ci. Arrêtés sur le personnel⁴ (AF III 610, plaquettes 4270, pièces 68-70, 4271, pièces 78-85, 92-94 et 100-104, et 4272, pièces 125-126).

¹ On n'a pas ici de liste des militaires nommés. Ces nominations pourront être révisées pendant un délai de six mois comme lors de l'organisation de la gendarmerie des départements réunis par l'arrêté du 22 messidor an IV (*Debidour*, tome III, pages 52-54) pour *exclure ceux des sous-officiers et gendarmes que des écarts et un retour à des vices pendant quelques temps dissimulés signaleraient comme dangereux à conserver*, afin de *donner à la gendarmerie dans cette partie de la République un caractère de perfection qu'il est nécessaire qu'elle présente aux yeux des indigènes pour se concilier leur estime et leur confiance*.

² Dix de la garde à pied et huit de celle à cheval dans des grades subalternes, éléments non repris à l'index.

³ Voir la note du *tome V*, à cette date, Guerre.

⁴ Promotion de général de division de Joseph Chabran, à l'armée du Danube, et de général de Jacques Quetard de La Porte, chef de la 84^e demi-brigade (mesures connues de *Six*), remise en activité et emploi en armée d'active de l'adjudant général Henri Boissier (mesure connue de *Quintin*), annulation de la destitution de Dulin, adjudant de la place de Grenoble, avec traitement de son grade et assurance d'être réintégré dans son poste (voir *tome VII*, 6 frimaire, Guerre), et feuille de brevet de pension.

Lois.

[Du 4] sur les contributions foncières: fixant leur maximum au quart des revenus fonciers de l'an V et de l'an VI et au cinquième de ceux de l'an VII, sur la publication des rôles et donnant un délai de trois mois pour les demandes de réduction; portant que le tribunal civil du Léman connaîtra en appel de ceux de l'Ain et du Mont-Blanc; et sur la vente de communaux de Pontgibaud¹ (AF III 610, plaquettes 4267, pièces 4-9, et 4269, pièce 38).

Messages des Cinq-Cents.

[Délibéré le 3 et expédié le 5], envoyé aux ministres de la Police générale et de la Guerre, sur la plainte de Gay-Vernon, professeur à l'École polytechnique, contre la privation des droits de citoyen de son frère l'ex-député Léonard, nommé consul à Tripoli de Syrie et n'ayant pu embarquer, pour avoir exercé temporairement comme secrétaire général des Consuls de la République romaine, adresse du plaignant du 1^{er}, réponse du ministre des Relations extérieures à l'annonce par son frère de sa nomination comme secrétaire général sous réserve de l'acceptation du Directoire: *Un arrêté émané de cette autorité suprême longtemps avant que votre lettre me soit parvenue m'interdit même de lui soumettre votre demande*, 2 ventôse²; [et du 4], envoyé au ministre de la Guerre, minute de Lagarde, accusant Scherer de dilapidations, lettre de Du Bois-Du Bais, membre de la commission des Onze, l'accusant d'avoir fait vendre les matériaux de l'arsenal de Paris et d'être responsable de l'enlèvement d'environ un million deux cent mille fusils, démontés par Gaillard, ancien palefrenier du roi, et vendus aux Anglais en les faisant embarquer au port Bernard de Paris, copie d'une lettre d'un nommé Tichebour, de Namur, offrant de livrer du cuivre rouge à Johann Peltzer, fabricant et batteur à Stolberg³ (AF III 610, plaquette 4270, pièces 39-54).

Installation et prestation de serment de Bourguignon, ministre de la Police générale.

Messages aux Cinq-Cents.

Répondant à celui des Cinq-Cents du 2 sur les ventes de biens nationaux avec compte-rendu de toutes celles entre le 17 mai 1790 et le 30 floréal an VII, deux rapports détaillés du ministre des Finances joints; sur le retrait de la monnaie en métal de cloches⁴; et demandant une loi sur l'acquittement des dettes des individus dont les biens sont séquestrés, lettre de Ramel à Lagarde sur le cas de l'épouse, restée en France, de Duchâtel⁵, émigré radié par le Directoire avec interdiction de rentrer jusqu'à la paix, dont les biens ne peuvent légalement qu'être séquestrés (AF III 610, plaquettes 4271, pièces 95-99, et 4272, pièces 109-118).

Finances.

Mise à disposition provisoire des Capucins de Bordeaux à Lachauvetière et compagnie pour y établir une filature de coton d'après les procédés anglais. Jugement de l'agent municipal de Tongerlo (Meuse-Inférieure,auj.: commune de Bree) pour soustraction de biens nationaux, perception de leurs fermages et vente d'arbres. Bois communaux, coupe: Belleherbe pour réparer des fontaines, et les Hautes-Rivières pour reconstruire un pont. Dépôt par le ministre de l'état des mutations de l'Enregistrement pendant la 3^e décade de prairial (AF III 610, plaquettes 4270, pièces 64-67, et 4272, pièces 105-108, 119-124 et 130-132).

La séance est suspendue à cinq heures et ajournée à demain, dix heures du matin.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 610, plaquette 4271, pièces 71-77. Résolution des Cinq-Cents rejetée par les Anciens le 5 sur les assemblées communales de Cons-la-Grandville (Ardennes, auj.: la Grandville) tendant à invalider l'élection du beau-père du percepteur comme agent municipal, chemise du dossier de la commission spéciale créée le 23 germinal, adresse de Jean-Baptiste Michel, meunier, élu agent par l'autre fraction.

AF III 610, plaquette 4273, pièces 133-159. Nominations administratives⁶, commissaires centraux d'Indre-et-Loire: Christophe, remplaçant Gaboré, du Liamone: André Ramolino, réfugié corse, remplaçant Defranchi, prêtre réfractaire, à la demande de Lucien Bonaparte, du Nord: Dupire, sorti des Anciens, remplaçant François, et de Saône-et-Loire: Roberjot

¹ Trois lois différentes sur les contributions foncières. Les deux suivantes font suite à des messages du Directoire des 26 et 27 ventôse (*tome VIII*).

² L'arrêté que vise la lettre de Talleyrand est celui du 22 pluviôse (*tome VIII*) portant ordre aux agents civils et militaires dans les pays conquis par l'armée française de ne plus reconnaître pour citoyens français les individus nés en France ayant accepté des fonctions des gouvernements étrangers, pris à propos de Bassal, que Championnet avait fait nommer secrétaire général des Consuls romains avant de l'emmener à Naples pour y occuper les mêmes fonctions auprès de la république napolitaine. Il est appliqué à Gay-Vernon, nommé provisoirement pour lui succéder à Rome, le 7 ventôse suivant (*ibidem*).

³ Alors: Roër.

⁴ Réponse au message des Cinq-Cents du 9 prairial (plus haut au 12 suivant).

⁵ Sans doute Ferdinand du Châtel, de Lille, au service de l'Espagne depuis trente ans (*tome VIII*, 23 ventôse).

⁶ Avec rapports de François de Neufchâteau, les derniers de son ministère, la plupart faisant état des désirs de la députation des départements concernés pour annuler des destitutions auxquelles il affirme ne pas avoir participé.

frère, ex-président du tribunal criminel, remplaçant Dessaignes¹, démissionnant; et commissaires municipaux de Chinon *intra et extra muros*, Cambrai: Pelard, destitué le 26 pluviôse, *victime de ses opinions républicaines et de sa fermeté*, Valenciennes et Mâcon.

Suite de la séance permanente, 6 messidor an VII [24 juin 1799]

(AF* III 16, folios 13 verso-15 verso; AF III 611, plaquette 4274)

Message aux deux conseils.

Transmettant deux dépêches de Macdonald reçues de Moreau annonçant *deux nouveaux avantages remportés par la brave armée de Naples et donnant les plus heureuses espérances pour la jonction de cette armée à celle d'Italie*: envoi par Moreau, de Gênes le 28 prairial, de lettres de Macdonald du 24 de Formigine annonçant la sortie victorieuse de nuit du chef de bataillon Montferrat de Portoferraio où il était assiégé, et de Modène le lendemain annonçant sa victoire et la mort du général Forest, commandant la division de chasseurs de l'armée de Naples, brouillon de Sieyès, mention de l'envoi au *Journal des défenseurs* et au *Rédacteur* (AF III 611, plaquette 4274, pièces 9-15).

Relations extérieures.

Nouveaux secours à Jean Debry pour aller aux eaux de Saint-Amand [-les-Eaux] (AF III 611, plaquette 4274, pièces 8 et 16, fiches de renvoi au dossier du 16 floréal). Paiement au chef de brigade Dufour *pour se rendre au port qui lui sera indiqué en Italie et de là s'embarquer pour Alexandrie*².

Lois.

[Du 5] sur des assemblées primaires et communales de l'Yonne de l'an VI: primaires de Briennon [-sur-Armançon], Châtel-Censoir, Coulanges-sur-Yonne, Ligny [-le-Châtel], Pont-sur-Yonne, Tonnerre et Véron et communales d'Argenteuil [-sur-Armançon], Asquins, Beaumont, Blannay, Bussièrès, Chailley, Chichée, Coulangeron, Cussy [-les-Forges], Givry, Grange-le-Bocage (auj.: commune de Perceneige), Gy [-l'Évêque], Island, Levis, Malay-le-Grand, Méré, Molosmes, Pacy [-sur-Armançon], Perrigny [-sur-Armançon], Pierre-Perthuis, Poinchy (auj.: commune de Chablis), Saint-Père, Seignelay, Sementron, Tharoiseau, Val-de-Mercy, Vallan, Vézelay et Voisines (AF III 610, plaquette 4270, pièces 1-37; AF III 611, plaquette 4274, pièce 4).

Messages des Cinq-Cents.

[Du 5] transmettant la dénonciation faite à la tribune de l'arrêté du 3 prairial an VI ordonnant *aux militaires noirs et de couleur des Antilles déportés par les Anglais à l'époque de la trahison qui leur livra les isles du Vent, de se réunir à l'île d'Aix pour y être formés en compagnies, Il semble qu'on ait voulu les punir d'avoir soutenu dans le Nouveau Monde les principes de la République.... L'idée d'une telle mesure a été prise dans les institutions du régime monarchique du tems où la législation laissait un libre cours aux fureurs du despotisme colonial et où, pendant la dernière guerre, le ministre Sartine avoit imaginé d'emprisonner à l'île d'Aix les hommes noirs ou de couleur qu'il faisoit arrêter à la réquisition des colons et ceux que les hasards de la guerre amenoient d'Amérique... L'orateur s'étonne qu'on ait osé rétablir des différences insultantes en reléguant les soldats noirs et de couleur loin de leurs frères d'armes dans un coin de terre insalubre tandis que les hommes blancs qui servoient dans les mêmes corps sont incorporés dans les cadres d'Europe*³; et la réclamation de Darzier-Dubreuil, présentée par Metge, défenseur officieux, contre celui du 8 prairial dernier l'expulsant de France avec sa famille *à raison d'un ouvrage imprimé dont il est l'auteur*; [du jour] demandant des renseignements sur la situation de la République et de celle d'Helvétie *pour délibérer avec une parfaite connaissance de cause sur le traité de commerce*, messages envoyé respectivement aux ministres de la Guerre, de la Police générale et des Relations extérieures (AF III 611, plaquette 4274, pièces 5-7, 18-20 et 31-33).

Police générale⁴.

Levée: de l'état de siège à l'Isle-Jourdain (Gers), mis après un coup de feu imputé à tort à un citoyen de Monferran [-Savès] contre le commandant d'une brigade recherchant des déserteurs; et des scellés sur les presses de Bocq, imprimeur du journal en langue allemande dont le titre correspondait à *Chronique rhénane*, Haussner, rédacteur, qui s'était permis de critiquer la conscription, ayant fait paraître une suite de son journal sous un autre nom et chez un autre imprimeur. Confirmation de l'arrestation et de la déportation de Pillet, curé de la Briche (auj.: Souzy-la Briche) ayant séjourné à Crucey [-Villages] au titre de l'arrêté du 16 vendémiaire an VI ordonnant de déporter le curé de Crucey,

¹ Élu aux Cinq-Cents invalidé.

² Affaire non représentée ici.

³ Voir *tome V*, 3 prairial an VI, Marine et Colonies, note.

⁴ Rapports du ministre non signés.

Durand, ex-ministre du culte dans cette commune, n'étant pas concerné¹ (AF III 611, plaquette 4274, pièces 17 et 21-30).

Installation de Quinette ministre de l'Intérieur.

Installation et prestation de serment du nouveau ministre, *reconduit par un huissier du Directoire à la maison du ministère de l'Intérieur pour y recevoir le portefeuille des mains du citoyen François (de Neufchâteau) son prédécesseur.*

La séance est suspendue à cinq heures et continuée à demain dix heures.

Suite de la séance permanente, 7 messidor an VII [25 juin 1799]

(AF* III 16, folios 16 recto-17 verso; AF III 611, plaquette 4275)

La séance est reprise à dix heures du matin. Il est fait lecture de la correspondance des armées. On confère ensuite sur différents objets politiques et militaires.

Guerre.

Ordre au ministre de demander au commissaire ordonnateur Alexandre, de Paris, de se rendre au Directoire, minute de Lagarde² (AF III 611, plaquette 4275, pièce 13).

Justice.

Annulation pour vice de forme d'un jugement du tribunal criminel de la Roër entre la douane et Pierre-Henri Oreato, négociant à Mülheim³, sur une saisie de marchandises anglaises en appel du tribunal correctionnel de Cologne, et renvoi devant le directeur du jury de Coblenze. Rejet du pourvoi en cassation de Louis Delpesch, négociant à Paris, contre sa condamnation au tribunal civil de la Roër en appel de celui du Mont-Tonnerre au profit de Zanboni, Razella et compagnie. Annulation de sentences de commissions militaires en matière d'émigration: de celle de Marseille acquittant Joseph Brochey, de Roquevaire, du chef d'émigration, et de Toulon déchargeant pour raison de santé Joseph Calamand de la peine prévue par loi du 19 fructidor an V contre les émigrés rentrés (AF III 611, plaquette 4275, pièces 1-8, 14-45 et 19-22).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur la création d'un tribunal de commerce à Meaux; et pour interprétation de la loi du 22 frimaire sur les cédules des juges de paix, envoi au journal *le Rédacteur*⁴ (AF III 611, plaquette 4275, pièces 23-27).

Lois.

[Du 6] complétant la législation sur les Hypothèques quant à l'inscription indéfinie pour la conservation du cautionnement des comptables et des droits éventuels; et annulant l'élection d'Élie Treilhard jeune député comme beau-frère de deux émigrés d'après sa lettre du 7 prairial au président des Cinq-Cents et n'ayant pas constamment exercé des fonctions au choix du peuple (AF III 611, plaquettes 4274, pièces 1-3, et 4275, pièce 12).

Message des Cinq-Cents.

[Du 6], envoyé, au ministre de l'Intérieur sur les canaux et fossés d'écoulement du canton de Nouvelle-Église⁵ (AF III 611, plaquette 4275, pièces 16-18).

La séance est suspendue à quatre heures et continuée à demain dix heures du matin.

Suite de la séance permanente, 8 messidor an VII [26 juin 1799]

¹ Sur ces trois affaires, voir respectivement *tomes VIII*, 9 germinal, Guerre, et *VI*, 16 brumaire (journal *Rheinische Chronik* ou *Fränkischer Merkur*, de Strasbourg), et 16 vendémiaire, Police générale, notes.

² Probablement Charles-Alexis Alexandre, membre du comité militaire à la fin de messidor (voir *tome VI*, 13 vendémiaire, Guerre, note).

³ Sur la rive droite du Rhin, en face et auj.: commune de Cologne.

⁴ Voir *tomes VIII*, 13 germinal: message des Cinq-Cents sur les tribunaux de commerce de Seine-et-Marne, *X*, 29 fructidor: loi de la veille créant le tribunal de commerce de Meaux, *VII*, 23 frimaire: loi de la veille sur l'Enregistrement, et *X*, 19 thermidor: loi de la veille à la suite de ce message.

⁵ Voir plus loin, 2 thermidor, message du Directoire en réponse, et *tome X*, 21 thermidor: message des Cinq-Cents du 19 précédent demandant des compléments d'information, et 29 fructidor: loi de la veille autorisant la contribution particulière demandée.

La séance est reprise à dix heures du matin.

Message aux Cinq-Cents.

Demandant si les secours aux communes et aux citoyens pour pertes dues à accidents majeurs et imprévus avant l'an V font partie des dépenses arriérées suivant la loi du 19 vendémiaire an VI, rapport du ministre de l'Intérieur signé par Quinette en surcharge de François de Neufchâteau, chemise du dossier de la commission spéciale créée le 12 (AF III 611, plaquette 4276, pièces 4-9).

Intérieur.

Certificat additionnel au brevet d'invention d'Arnavet père et fils pour un procédé pour franchir des terrains impraticables¹. Envoi de Mauche, commissaire central des Bouches-du-Rhône, comme commissaire du gouvernement pendant la foire de Beaucaire pour la police, les renseignements sur les manufactures nationales et le contrôle de la perception des droits sur les ventes (AF III 611, plaquette 4277, pièces 39-42).

Instructions sur la réception du nouveau Directeur Moulin.

Décisions sur la réception de Moulin, minutes non signées de lettres de Lagarde aux autorités militaires et aux ministres à leur envoyer au retour du courrier envoyé au devant de Moulin à Versailles (AF III 611, plaquette 427, pièces 47-55).

Lois.

[Du 7] portant que les armées de Naples et d'Italie *n'ont jamais cessé de bien mériter de la Patrie*; et sur la vente des anciens bâtiments de l'hospice civil Saint-Jacques de Grasse transféré à celui de la Charité² (AF III 611, plaquettes 4275, pièces 9-11, et 4276, pièce 3).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel: nominations à la 11^e demi-brigade légère et aux 71^e, 82^e et 90^e nouvelles³, remise en activité de Joseph Pierre, commissaire des guerres réformé⁴, et feuille de brevets de pension (AF III 611, plaquettes 4276, pièces 21-24, et 4275, pièces 25-31).

Finances.

Arrêtés de distribution décadaire de fonds sur les exercices des ans V à VII avec tableau des fonds disponibles, parmi les dispositions sans sortie de fonds: régularisation sur les fonds de la Marine de l'an V de dépenses de Noël, alors ambassadeur en République batave, pour des navires français à Hellevœt⁵. Suppression de la commission civile près l'armée de Naples dès la réunion de celle-ci à l'armée d'Italie. Confirmation de la vente des bâtiments de l'ancienne manufacture de tabac de Tonneins, dont jouissaient Lenourry-Laville et compagnie par bail de 1791, à Artaud, Laporte et compagnie, et vente des ustensiles de cette manufacture⁶. Transfert de l'ex-district de Saint-Florentin du bureau de garantie des matières d'or et d'argent de Sens à celui d'Auxerre (AF III 611, plaquettes 4276, pièces 10-20, et 4277, pièces 32-38).

La séance est suspendue à quatre heures et continuée à demain dix heures du matin.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 611, plaquette 4278, pièces 56-152. Nominations administratives, rapports signés par Quinette: commissaires centraux de l'Aveyron⁷, de la Gironde, de la Sarthe: Jouennault, président de l'administration centrale, remplaçant Baudet-Dubourg, bénédictin, qui *gouverne durement les citoyens et ne mérite pas la confiance des vrais républicains*, Vaucluse et Haute-

¹ Minute sur papier ordinaire et non sur celui à en-tête des brevets d'invention. Rapport portant les doubles signatures de François de Neufchâteau rayée et de Quinette, dont ce sont les premiers exemples. Le brevet complété ici est du 7 germinal (*tome VIII*).

² Voir *tome VI*, 3 thermidor an VI, message des Cinq-Cents, note.

³ Dont Ferrère, sous-lieutenant à la 24^e demi-brigade légère, nommé lieutenant à la 82^e nouvelle, recommandé par le général Moulin pour sa conduite lors de la poursuite d'une bande de brigands dont il a tué l'un des chefs.

⁴ Voir AF III 184, dossier 896, pièces 393-394: Joseph Pierre, ex-commissaire des guerres, à côté des pièces 106 à 111 concernant Jean-Baptiste, commissaire des guerres réformé, remis en activité le 4 vendémiaire an VIII (*tome X*).

⁵ Hellevœtsluis, Pays-Bas, Zélande.

⁶ Voir *tome VIII*, 11 ventôse, Finances, note.

⁷ Voir plus haut, 27 floréal, nominations administratives, note.

Vienne: Dumas, homme de loi à Limoges, remplaçant Périgord¹, protecteur des riches conscrits et favorisant les royalistes dénoncé par Bordas; commissaire près le bureau central de Bordeaux, et commissaires municipaux, *Cantal*, Chaudes-Aigues; Tanavelle;- *Manche*, Coutances²;- *Saône-et-Loire*³, Bois [-Sainte]-Marie; Chagny; Chalon [-sur-Saône]; la Clayette; Cluny; Cuisery; Dettey⁴; la Guiche; Gayet, de Charolles, ex-commissaire des guerres; Louhans⁵; Martigny [-le-Comte], lettre de la municipalité, an IV; Mesvres; Pierre [-de-Bresse]; Saint-Martin-en-Bresse; Salornay [-sur-Guye]; Semur [-en-Brionnais]; Sully;- *Vauchuse*, Apt; Avignon; Bédarrides: remplacement du commissaire s'étant opposé à l'installation du président de la municipalité; Bonnieux, Caromb; Cavaillon: Petitbon, commissaire de police⁶; Cucuron; l'Isle [-sur-la-Sorgue]; Ruchon, notaire; Mazan; Pernes [-les-Fontaines]⁷; Saint-Saturnin [-lès-Apt]; Sault; Sérignan [-du-Comtat]; le Thor; Valréas.

Fin de la séance permanente, 9 messidor an VII [27 juin 1799]

(AF* III 16, folios 19 verso-23 recto; AF III 611, plaquettes 4279 et 4280)

La séance est reprise à dix heures du matin. On lit la correspondance.

Réception du Directeur Moulin.

Description du cérémonial jusqu'à l'introduction de Moulin dans la salle des séances. Texte du discours de Moulin: *Lorsque les dangers de la Patrie commandent, un soldat de la Révolution ne doit prendre conseil que de son courage. J'apporte ici le dévouement d'un militaire accoutumé à rester ferme au poste qui lui a été assigné. Si une haine profonde des ennemis de la République, des dilapidateurs et des fripons est un titre à votre confiance, j'ai l'orgueil de croire que mes preuves sont faites et que vous me l'accorderez... L'attitude que vient de prendre le Corps législatif et la confiance qu'inspire votre patriotisme donnent tant de moyens de faire le bien que je ne saurais me défendre de l'espérance de coopérer à celui qu'on attend de vous... et prestation de serment.* Texte de la réponse de Sieyès, président du Directoire, évoquant *le moment où l'opinion publique a provoqué un mémorable changement, dont sans doute l'effet ne sera pas perdu et le respect énergique pour la représentation nationale* de Moulin. Message annonçant aux deux conseils l'acceptation par Moulin de sa nomination au Directoire et son installation (AF III 611, plaquette 4279, pièces 19-21, minute signée par Gohier, Moulin et Barras, l'accusé de réception des Anciens est daté de deux heures après-midi).

Message répondant à celui des Cinq-Cents du 17 prairial.

On révisé le travail préparé pour le message en réponse à celui du conseil des Cinq-Cents du 17 prairial. Le Directoire y déclare que de graves dangers environnent la République, qu'au dedans un système fatal et une injuste prévention ont écarté des fonctions et des places les citoyens les plus capables, presque partout, les administrations formées ou d'hommes faibles et insoucians, ou d'ennemis du régime républicain, ont besoin d'être entièrement réorganisées, ..., que les brigands ont reparu avec une nouvelle audace au signal donné par les assassins de Rastadt, ils ont relevé la sanglante bannière de la révoite. Réunis aujourd'hui par bandes, ils infectent et désolent plusieurs départemens de l'ouest et du midi, ... qu'au dehors nos ennemis ont été enhardis par une aveugle imprévoyance, qui a donné à nos ennemis le tems de s'enhardir à une coalition nouvelle, a donné le tems à cette coalition impie de se recruter de toutes parts de nouvelles hordes et à laisser nos armées triomphantes se dissoudre sur le champ même de la victoire, ... qu'on a négligé le seul moyen de commander la paix, celui de se préparer activement à la guerre; que la coalition en a profité et que nos frontières sont menacées. Le Directoire termine par indiquer les immenses ressources qui restent à la France pour triompher de ses ennemis, il assure le corps législatif du courage et de l'énergie qu'il mettra à exécuter les lois et les mesures vigoureuses que les circonstances commandent. À ce message sont joints les rapports fournis par chaque ministre sur la situation de leurs départemens respectifs (AF III 611, plaquette 4279, pièces 14-17, minute signée par Gohier, Moulin et Barras, rapport de Talleyrand, ministre des Relations extérieures et note annonçant l'envoi de ceux des autres ministres séparément après transcription⁸).

Loi.

¹ Pierre-Léonard Périgord, élu aux Cinq-Cents par l'assemblée scissionnaire invalidée. Pardoux Bordas, alors député du département aux Anciens.

² Remplacement du président du tribunal de commerce, nommé le 8 floréal (*tome VIII*) commissaire *intra muros* (précision qui n'est pas donnée ici), refusant.

³ Dans la majorité des cas, remplacement de commissaires destitués comme hommes de passion ayant figuré dans la réaction.

⁴ Réintégration du commissaire destitué le 1^{er} floréal (*tome VIII*) comme responsable de la scission de l'assemblée primaire.

⁵ Remplacement de Vivant Duroussin, député à la Législative.

⁶ Minute d'un arrêté du 16 thermidor corrigeant le nom de Petit en Petitbon, et feuille de travail et rapport du ministre de cette date (pièces 123 et 125-126).

⁷ Minute d'un arrêté du 16 thermidor précisant que le commissaire nommé est ex-président de la municipalité d'Apt.

⁸ Excepté celui de la Marine et des Colonies, qui était encore inachevé, les rapports des ministres manquant ici sont joints au message du Directoire du 7 thermidor (plus loin) les adressant aux Cinq-Cents.

[Du 8] rectifiant celles sur les droits de la République sur les successions échues ou à échoir aux émigrés (AF III 611, plaquettes 4276, pièces 1-2, et 4279, pièce 5).

Message des Cinq-Cents.

[Déliéré le 7 et expédié le 9], envoyé au ministre des Finances, sur la demande de remise des contributions de la commune d'Étreux, incendiée pendant la Guerre (AF III 611, plaquette 4279, pièces 11-13).

Police générale¹.

Destitution et jugement de l'agent municipal de Jeandelaincourt pour refus d'accompagner les agents forestiers de Nomény pour rechercher du bois coupé illégalement. Émigrés, radiation: Truguet, ex-ambassadeur en Espagne et son secrétaire Bottu². Maintien: Louise-Auguste Montmorency veuve Charles Broglie, d'Angoulême, inscrite dans le Calvados et réclamant contre le séquestre de sa terre de Canchy; et ceux de l'Escaut: Jean Risach, d'Audenarde, fournisseur des armées coalisées soi-disant forcé de suivre leur retraite, et les autres de Gand: Joseph Castel-San Pietro, chanoine de Saint-Bavon, Charles Diericx fils, soi-disant empêché de rentrer par maladie, Maroux, procureur au conseil des Flandres, et sa femme, soi-disant non émigrés puisqu'il était employé civil de l'Empereur et *a dû se conformer aux ordres de son souverain*³, et François Van Overloop, receveur des domaines de Belgique, soi-disant atteint de la goutte à Wiesethbruck (Allemagne), le ministre provoquant l'inscription de sa femme, émigrée avec lui (AF III 611, plaquettes 4279, pièces 22-24, et 428, pièces 27-50).

Le Directoire lève la permanence de sa séance et s'ajourne à primidi, onze du présent mois de messidor.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 611, plaquette 4279, pièces 6-10, copies au registre du bureau particulier, AF* III 19, pages 156-159. Lettres: annonçant au général Moreau que les fonds pour secourir la République ligurienne ne pourront être envoyés qu'au début du mois prochain et le chargeant avec Belleville⁴ d'employer *tous les moyens que vous permettront les circonstances pour conduire la Ligurie, sans secousses et sans changemens dans son administration intérieure, jusqu'au moment où la République pourra lui faire passer des secours plus efficaces et la dédommager des sacrifices du moment*, lettre de Ramel au ministre des Relations extérieures: *J'attache comme vous, mon cher collègue, le plus vif intérêt aux secours que réclame la République ligurienne, mais les fonds qu'il sera possible d'y appliquer ne sont pas encore disponibles et je vous annonce avec regret qu'ils ne pourront l'être que dans le commencement du mois prochain*; et à Masséna approuvant son refus de libérer Histel, Lavater et Pestalozzi, otages de Zurich, et lui annonçant une intervention auprès de la Prusse pour faire cesser les manœuvres des Autrichiens dans l'état de Neuchâtel.

Séances du 11 au 30 messidor an VII [29 juin-18 juillet 1799]

Séance du 11 messidor an VII [29 juin 1799]

(AF* III 16, folios 23 recto-26 verso; AF III 611, plaquettes 4281 à 4283⁵)

Lois.

[Du 10] mettant en activité de service les conscrits de toutes classes non encore appelés en recourant à un emprunt *sur la classe aisée des citoyens* à rembourser par le produit des domaines nationaux invendus; [du jour] contenant une proclamation aux Français *ayant pour objet de provoquer la réunion des efforts de tous les citoyens pour repousser la nouvelle coalition qui menace les frontières de la République*; créant un tribunal de commerce à Dreux avec ressort sur les cantons d'Anet, Brézolles, Bû, Châteauneuf [-en-Thymerais], Courville [-sur-Eure], la Ferté-Vidame, la Loupe, Nogent-le-Roi, Saint-Lubin-des-Joncherets, Senonches et Tremblay [-les-Villages]; et annulant

¹ La loi et le message des Cinq-Cents séparent sur le registre la première affaire de la Police générales de celles sur les émigrés, où l'on n'a ni feuille de travail ni cahier récapitulatif. Les rapports sont signés par Bourguignon

² Truguet, rentré depuis son maintien, est passé en République batave. Le rapport de Bourguignon sur lui se termine ainsi: *C'est à vous qu'il appartient de juger s'il convient d'attendre l'instruction complète de cette affaire* (par l'administration centrale de la Seine devant laquelle il a réclamé en temps utile) *ou si la conduite politique du réclamant doit lui obtenir de suite sa radiation définitive, car l'objet des lois relatives à l'émigration n'est pas de frapper les citoyens qui ont rendu des services à la Patrie et n'ont pas démérité d'elle*. Celui sur son secrétaire se termine en termes presque identiques.

³ Les prénoms ne sont pas donnés sur la pétition.

⁴ Belleville (Charles-Godefroy Redon, baron de), chargé d'affaires près la République ligurienne.

⁵ Nous reprenons l'analyse des séances suivant l'ordre habituel décrit dans l'introduction au *tome I*. À partir du 11 messidor, le registre fait commencer et terminer les procès-verbaux des séances par la mention de leur ouverture (généralement: *La séance est ouverte par la lecture de la correspondance*) et celle de leur levée, que nous ne citons que si des particularités y sont ajoutées. La plaquette 4281 comprend deux pièces du 10, se rattachant à la séance du 11, et, avec nouvelle numérotation, le début de celles du 11.

les assemblées électorales mère et scissionnaire des Deux-Nèthes; [et du 9] sur les assemblées primaires de Bienne (Mont-Terrible); autorisant la commune de Bouillon (alors: Ardennes) à bâtir une halle dans le local attenant aux casernes en achetant les terrains contigus de Person et de la veuve Jugereau; et transférant le hameau du Petit-Vanves de la commune de Vanves, canton d'Issy [-les-Moulineaux], à celle de Montrouge, canton de Châtillon [-sous-Bagneux]¹ (AF III 611, plaquettes 4279, pièces 1-4, et 4281, dossier du 10, pièce 1, et dossier du 11, pièces 15-20).

Message des Anciens.

[Du 10] annonçant la levée de la séance permanente du Conseil (AF III 611, plaquette 4281, dossier du 10, pièce 2).

Messages des Cinq-Cents.

[Délibérés respectivement le 8 et le 9 et expédiés le 11], envoyé aux ministres des Finances et de la Guerre, demandant: des renseignements sur le recouvrement des contributions personnelles, somptuaires et mobilières de l'an V et de l'an VI²; et l'état des ventes d'effets militaires de l'an IV au 1^{er} messidor an VII et l'emploi des sommes (AF III 611, plaquettes 4282, pièces 32-34, et 4283, pièces 58-60).

Messages aux Cinq-Cents.

Proposant d'acquérir la totalité de la propriété du canal du Midi³; et sur le mode de paiement de l'indemnité des réfugiés corses⁴, chemise du dossier de la commission spéciale créée le 16, rapport du ministre des Finances sur le mode d'aliénation des biens nationaux de l'île, adresses aux Cinq-Cents de *français réfugiés de Corse* ayant combattu comme les corses et y vivant depuis plus de vingt ans, se référant à un arrêté de Fréron, renvoyée à une commission spéciale en pluviôse an IV, et de déportés des îles du Vent, nivôse an IV, environ quinze signataires dans les deux cas (AF III 611, plaquettes 4281, pièces 6-11, 4282, pièces 21-23, et 4283, pièces 56-57).

Finances.

Obligation de produire des certificats nominatifs pour le paiement des contributions personnelles par bons aux rentiers et pensionnaires de l'État. Mode d'emploi des créances de la République dans les pré-successions d'ascendants d'émigrés, mention de l'envoi au journal *le Rédacteur*⁵. Fixation de la valeur des quadruples d'Espagne, des divisions de cette pièce et de la piastre forte en Corse. Indemnités à des maîtres de poste⁶. Nomination du contrôleur de la poste aux lettres de Melun. Confirmation de l'arrêté du 13 fructidor an V sur la vente du prieuré du Breuil à Chelsey (Côte-d'Or, commune de Sussey); annulation de celui du 9 ventôse an VI sur celle de biens provenant des Croisiers de Cæn⁷. Confirmation de la qualité de bien national de la chapelle et domaine de Schaffenthal à Soultzmatt et de sa soumission à Bonnard Landsverlen. Approbation d'un traité avec Barrillon pour paiement d'une ordonnance du ministre de la Marine et des Colonies de l'an VI (AF III 611, plaquettes 4281, pièces 3-5, 4282, pièces 35-43, et 4284, pièces 44-55 et 61-64).

Guerre.

Annulation de l'arrêté du 9 brumaire sur le mode de paiement de la solde des troupes⁸. Envoi d'Éhler⁹, adjudant supérieur de la garde du Directoire, dans les colonnes mobiles de la Mayenne pour servir à son grade de chef d'escadron aux ordres de l'adjudant général d'Halancourt. Confirmation de nominations dans des régiments d'artillerie à cheval et à pied, rapport du ministre du 29 prairial (AF III 611, plaquettes 4282, pièces 24-30, et 4283, pièces 75-76).

Police générale.

Destitution du bureau central de Paris et du commissaire du Directoire près le bureau, n'ayant pas encore répondu au ministre sur le message des Cinq-Cents, notamment sur les propos attribués à Lasalle, membre du bureau, rapportés par Frotier-Volly, et dont les membres ont été négligents pour le renvoi de détenus de la Meuse-Inférieure devant leur juge naturel, mais ont renvoyé le prévenu d'émigration Abel Vichi devant un juge de paix de Paris qui a ordonné sa libération. Déclaration de non émigration de François-Benjamin Gripeau, graveur, de Marans (Charente-Inférieure), parti se

¹ La création du tribunal de commerce de Dreux fait suite à un message du Directoire du 9 floréal (*tome VIII*); Nogent-le-Roi, nom révolutionnaire: Nogent-Roulebois. Sur Bouillon et le Petit-Vanves, voir *tomes VI* et *VIII*, 17 fructidor an VI et 9 ventôse, messages aux Cinq-Cents.

² Voir *tome X*, 11 thermidor: message du Directoire en réponse.

³ Partagé lors de la succession de Riquet en 28 portions, dont 21 et quatre sixièmes font partie du domaine public, le restant devant y être réuni en échange de bois nationaux.

⁴ Prévus par loi du 6 pluviôse an VI (*tome IV*, séance du lendemain).

⁵ Un arrêté du 18 thermidor (*tome X*) corrige une erreur de rédaction à propos de l'évaluation de bons dits des deux-tiers.

⁶ Pour localités difficiles à Paroy (Aisne,auj.: commune de Crézancy), Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), Delme (alors: Meurthe), la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne) et, en Moselle, la Horgne (commune de Chesny), Metz et Solgne.

⁷ Ces deux arrêtés sont cités aux dates indiquées aux *tomes II* et *IV*.

⁸ Voir *tome VI*, à cette date, Guerre, note.

⁹ Probablement le même qu'Ohler, d'Ostheim, chef de bataillon candidat à la garde du Directoire nommé en l'an V (*Les Archives du Directoire*, index). Il signe Oéhlert sur une lettre au Directoire vue plus loin au 14.

perfectionner en 1788 à Saint-Petersbourg, retiré à Hambourg. Prêtres, annulation de la déportation de Saussois, de Thorigny [-sur-Oreuse], le 18 ventôse pour commencer l'office à l'heure de la fête décadaire, mais n'ayant jamais été ordonné, marié depuis 1790 et arrivé à Auxerre en état d'arrestation accompagné de sa femme; autorisation de rester sous la surveillance de la municipalité de Menin (Lys) à Joseph Vandeputte, capucin déporté le 14 brumaire, orfèvre depuis la suppression des maisons religieuses et élevant ses sept neveux orphelins (AF III 611, plaquette 4283, pièces 65-74 et 77-81).

Relations extérieures.

Ordre à Lombart¹ *de se rendre à Paris près le Directoire, et ce toute affaire cessante*, minute de Lagarde et feuille de travail (AF III 611, plaquette 4281, pièces 1-2).

Séance du 12 messidor an VII [dimanche 30 juin 1799]

(AF* III 16, folios 26 verso-29 verso; AF III 611, plaquettes 4284 et 4285)

Lois.

[Du 11] *portant des mesures pour faire rentrer dans les arsenaux et magasins militaires tous les effets militaires... dilapidés ou abusivement vendus*: ordonnant de dresser l'état de toutes les ventes depuis l'an IV, lettre de Gautier, chef du bureau des procès-verbaux des Anciens, à Lagarde, annonçant que la loi envoyée *se trouve absolument incorrecte*, et expéditions authentiques de la première version avec ratures et de la version corrigée; et sur les assemblées primaires d'Agde (AF III 611, plaquettes 4281, pièces 12-14, et 4284, pièces 9-11).

Acceptation par Ducos de son élection au Directoire.

Message aux deux Conseils transmettant l'acceptation par Ducos, par lettre de Dax du 6 jointe, de son élection au Directoire. Instructions sur sa réception et lettre l'invitant *à se prêter au cérémonial arrêté pour sa réception*, pour laquelle un courrier l'attendra à Longjumeau (AF III 611, plaquette 4284, pièces 12 et 28-34).

Autre message aux Cinq-Cents.

Demandant s'il faut se conformer aux nouveaux étalons du mètre et du kilogramme remis le 8 au Corps législatif par l'Institut à l'issue des travaux de la commission internationale de mesure de l'arc du méridien de Dunkerque à Barcelone, inférieurs d'un trois-millième et d'un mille-deux-centième à ceux du décret du 1^{er} août 1793 maintenu par la loi du 18 germinal an III (AF III 611, plaquette 4284, pièces 20-23).

Intérieur.

Approbation et extension à tous les départements réunis d'une délibération de l'administration centrale de Sambre-et-Meuse sur les attributions des commissaires des hospices et bureaux de bienfaisance². Ajournement de l'admission de trois neveux de Roberjot au Prytanée, fiche de renvoi au dossier du 16 floral. Destitution et remplacement *par leurs prédécesseurs injustement accusés*: administration centrale de la Corrèze à la demande de Marbot³, composée de *réacteurs dangereux professant des principes anti-républicains*, membre de celle du Gers et nomination de trois administrateurs destitués le 13 pluviôse avec deux autres conservés, et majorité de celle de la Gironde, dont le député à la Législative Jourme-Aubert: *au 3 messidor, elle n'avait pas encore fait publier l'adresse du Corps législatif du 18 prairial au peuple français*, rapport du ministre de l'Intérieur Letourneux après le rejet par le Directoire le 11 pluviôse an VI de la réclamation de Chalup et Castagnet, administrateurs centraux destitués le 26 frimaire précédent⁴, *Observations adressées au Directoire exécutif sur la destitution de deux membres de l'administration centrale du département de la Gironde par un citoyen de Bordeaux*, (Paris), imprimerie Renaudière, s.d. [an VI, approuvant celle de Chalup et Castagnet], 8 pages; municipalités de Creully où l'on a réparti des dommages et intérêts à des veuves de citoyens assassinés sur d'autres que des contribuables aisés et où la somme recueillie a été volée de nuit, et Romérée (Jemappes): agents et adjoints municipaux de Matagne-la-Grande et Matagne-la-Petite⁵ fanatiques et responsables de ce que

¹ Claude-Gilles Lombart, ex-juge au Tribunal de cassation élu par la Haute-Marne, envoyé extraordinaire en République batave nommé le 7 vendémiaire (*tome VI*); il est rappelé le 16 (plus loin).

² Délibération non jointe et dont la portée n'est pas précisée ici.

³ Antoine Marbot, député de la Corrèze à la Législative et aux Anciens, réélu à ce conseil par l'assemblée scissionnaire invalidée de l'an VII, général de division.

⁴ *Tome III*.

⁵ Auj.: Belgique, province de Namur, commune de Doische; le chef-lieu est aujourd'hui réuni à celle de Fléron.

les conscrits ne sont ni partis ni arrêtés; agents: Florennes (Sambre-et-Meuse) ivrogne¹, Illies fanatique destitué² et réélu, Merck-Saint-Liévin curé laissant sonner les cloches et Montmirey [-le-Château] condamné pour coupe et enlèvement d'arbres communaux. Destitution et jugement: présidents des municipalités de Berchem (Deux-Nèthes, auj.: commune d'Anvers) cachant un conscrit fuyard et Geaune faisant libérer des conscrits porteurs de passeports irréguliers, et membre de celle de Jumet (Jemappes, auj.: commune de Charleroi) refusant formellement de concourir à l'arrestation d'onze prêtres rebelles et de conscrits fuyards; agents: Bossendorf pour faux sur le registre des mariages en faveur de son beau-frère conscrit, Duttlenheim et le secrétaire de la municipalité de Geispolsheim pour faux acte de naissance de réquisitionnaire, Ingrannes pour voies de fait contre un garde forestier, le Mée [-sur-Seine] antidatant de germinal à ventôse an VI le mariage d'un réquisitionnaire, Nothalten ayant affecté des fonds provenant du partage des communaux à la réparation des vitres de l'église après la grêle et affiché à la porte de celle-ci la liste des récalcitrants, et logeant chez les républicains les troupes cherchant les prêtres réfractaires, et Vêlu recelant ses deux fils réquisitionnaire et conscrit; Pitraye, adjoint du Breuil [-en-Auge] pour faux acte de naissance du conscrit Pitraye, de Clarbec³; et agent et adjoint d'Ernolsheim [-lès-Saverne] avec mandat d'arrêt comme protégeant un attroupement séditieux provoqué par un prêtre réfactaire contre un ex-adjoint et d'autres républicains. Jugement: ex-commissaire municipal de Molsheim pour faux en comptabilité dans son précédent emploi de secrétaire de la municipalité⁴ et ex-agent de Vicq [-Exempt] se faisant payer pour l'état civil et par les parents de conscrits et les auteurs de délits. Annulation des destitutions de membres du bureau central de Bordeaux, d'un administrateur central du Bas-Rhin et du secrétaire en chef, et réintégration de deux employés de la municipalité de Toulouse et de quatre commissaires de police⁵. Refus d'autoriser des poursuites contre les ex-administrateurs municipaux de Roquebrune [-sur-Argens] faussement accusés de complicité de l'assassinat de Jean-Gaston Brunet, notaire et ex-agent du seigneur⁶. Nomination de membres de la municipalité de Nieuport (Lys) faute de tenue de plusieurs assemblées communales. Levée de la suspension de l'agent municipal de Cadaujac par l'administration centrale pour négligence d'après des renseignements erronés. Nomination de trois membres du bureau central de Paris (AF III 611, plaquette 4284, pièces 13-19 et 24-27, et 4285, pièces 35-136-147).

Relations extérieures.

Indemnités à Lachevardière, consul à Palerme déporté sur les côtes d'Afrique. Prise sur les crédits du ministre des frais dus à Musset, ex-commissaire français en Piémont⁷. Exequatur d'Isaac Vonhemert, consul danois à Bordeaux, né à Bordeaux, fils de l'ancien consul (AF III 611, plaquette 4284, pièces 1-8).

Séance du 13 messidor an VII [1^{er} juillet 1799]

(AF* III 16, folios 29 verso-32 verso; AF III 612, plaquettes 4286 et 4287)

Message aux Cinq-Cents.

Transmettant le jugement du Tribunal de cassation contre ceux du tribunal correctionnel de Gien autorisant le greffier à refuser au commissaire du Directoire la communication des pièces d'une procédure de l'an V contre Ponteau dit Pérault⁸, chemise du dossier de la commission spéciale des Cinq-Cents créée le 16, copies du jugement du Tribunal de cassation et des pièces de procédure (AF III 612, plaquettes 4286, pièces 15-16, et 4287, pièces 29-41).

Justice.

Cassation d'une citation à comparaître du juge de paix de la division des Thermes de Paris contre Treilhard en conciliation avec Soulavie sur les effets de la maison de ce dernier à Genève saisis sur ordre de Merlin de Douai et Treilhard membres du Comité de salut public⁹, et en dommages et intérêts pour l'emprisonnement de Soulavie pendant un

¹ *Pris de vin, insultait un citoyen à une heure indue. Ses clameurs excitant un attroupement, la gendarmerie survient pour mettre le bon ordre et dissiper les attroupés. Il se jette sur les gendarmes, les frappe et ordonne de battre la caisse...*

² Parmi les membres de la municipalité de la Bassée destitués le 22 brumaire an VI (*tome III*).

³ L'adjoint et le conscrit semblent bien homonymes, sans qu'on connaisse le lien de parenté. Le registre parle de l'adjoint de la commune de Faux.

⁴ Commissaire municipal destitué pour concussion le 29 vendémiaire an VI (*tome III*), déjà mis en jugement comme commissaire et devant l'être comme secrétaire, ce qui requiert un nouvel arrêté du Directoire.

⁵ Voir *tomes VII*, 13 pluviôse, pour les employés de la municipalité de Toulouse, et *VIII*, 2 germinal pour les commissaires de police, 8 ventôse pour le bureau central de Bordeaux, et 23 ventôse pour le conventionnel Jean-Gothard Grimmer, alors administrateur central du Bas-Rhin, qui n'est pas réintégré puisqu'il a été remplacé aux dernières élections, et le secrétaire.

⁶ Voir *tome VIII*, 8 ventôse.

⁷ L'arrêté du 15 ventôse mettait ses frais de voyage et d'établissement et ses appointements à la charge de la caisse de l'armée d'Italie.

⁸ Ou Perrault, voir *tome III*, 8 frimaire an VI, Police générale, note.

⁹ Alors *membres du Directoire* sur le registre. Jean-Louis Giraud de Soulavie (arrêté du Comité de salut public le mettant en arrestation à Paris, 7 vendémiaire an III, *Recueil des actes du Comité de salut public*, tome XVII, page 115).

an. Approbation de l'annulation pour vice de forme d'un jugement du tribunal criminel de la Roër en appel du tribunal correctionnel de Cologne sur une saisie de marchandises britanniques sur Jacob Esser et Pierre Mulhens et renvoi devant le directeur du jury de Coblenz (AF III 612, plaquette 4286, pièces 17-18 et 23-25).

Marine et Colonies.

Nomination du lieutenant de port de Cassis (AF III 612, plaquette 4286, pièces 1-4, rapport signé par Talleyrand par intérim).

Police générale.

Prêtres, annulation de la déportation de Deberny, de Picquigny (Somme), disculpé du soupçon d'être auteur d'un placard incendiaire dû probablement à deux administrateurs municipaux destitués et n'ayant pas contrevenu aux lois sur le culte à propos de l'affaire de la morte apparue à sa belle-sœur pour demander des messes, et Joseph Scudéry, frère d'un administrateur central des Alpes-Maritimes, aumônier au 2^e bataillon des Bouches-du-Rhône, ayant servi en Corse, envoyé acheter des grains à Dolceaqua et dans la Ligurie pendant la disette, nommé commissaire municipal de Contes, ayant démissionné et devenu instituteur, élu assesseur du juge de paix puis électeur en l'an VII, faussement accusé par le commissaire central d'avoir poursuivi, le stylet à la main, le commissaire municipal de Puget-Théniers, défendu par le député Gastaud¹. Expulsion de James Mountflorencia, employé de l'ex-consul général des États-Unis Spickwith qui délivrait des certificats à des britanniques (AF III 612, plaquette 4286, pièces 5-14 et 19).

Réception de Ducos au Directoire.

Description des préparatifs, de l'apparat et de l'arrivée de Ducos au Directoire jusqu'à son entrée dans la salle des audiences; texte de son discours: *.. Je n'ai qu'un vœu à exprimer (il est aussi le votre), celui de gouverner la République, mais pour elle, de la gouverner avec accord, confiance, vigueur et fermeté mais par les conseils de la sagesse, par la constitution et les lois, par tout ce que commandent l'union et l'équilibre si heureusement établis entre les premiers pouvoirs, par tout ce que commandent les grands intérêts du corps politique, la gloire de nos armées, la bonne harmonie entre la République française et ses fidèles alliés, en un mot la prospérité nationale, le bonheur du peuple. Voilà mes devoirs. Mon ambition est que ce peuple si puissant, si magnanime, si digne des hautes destinées que lui assure la République puisse dire un jour que je les ai remplis, suivi de sa prestation de serment; texte de la réponse de Sieyès, président: Vos vœux, nous a-t-on dit, sollicitaient modestement un de ces postes inaperçus par l'ambition mais où le véritable républicain aime à servir utilement son pays... Au moment même où la représentation nationale venait de se relever avec gloire pour le salut public, elle a voulu montrer qu'elle savait conserver le souvenir d'une conduite républicaine toujours ferme, toujours simple, toujours pure, d'une heureuse et rare combinaison de l'énergie du courage avec l'énergie de la sagesse..., elle s'est souvenue en un mot que si les amis de la République s'étaient toujours honorés de vous avoir pour ami, aucune faction ne s'est jamais crue en droit de s'appuyer de votre nom. Vous venez, citoyen collègue, partager le maniment des grandes affaires nationales dans des circonstances difficiles sans doute, mais nullement supérieures au courage qui nous anime. Nous sommes forts de notre amour pour la patrie, de notre union réciproque la plus intime, de notre confiance dans les vertus du peuple français. Votre présence ajoute un nouveau gage à la chaleur et à la vérité de ces sentiments, vous voyez toute la joie qu'elle nous inspire, recevez l'accolade fraternelle. Message aux deux conseils annonçant l'installation de Ducos au Directoire (AF III 612, plaquette 4286, pièces 26-28, minute signée par Barras, Gohier et Moulin).*

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 612, plaquette 4287, pièces 42-48. Nomination de commissaires près les tribunaux correctionnels de Louhans et Nantua.

Séance du 14 messidor an VII [2 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 33 recto-236 verso; AF III 612, plaquettes 4288 à 4292²)

Lois.

[Du 13] ordonnant de réunir les restes du général Chérin ³ à ceux de Hoche et de Marceau dans le mausolée élevé sur les bords du Rhin près de Coblenz; et appliquant la loi du 11 sur les effets militaires à ceux de la

¹ Sur le premier, voir *tome VIII*, 18 ventôse; sur le second, déporté le 8 floréal, voir *tome VII*, 29 frimaire, Intérieur, note sur les administrateurs centraux des Alpes-Maritimes.

² Dossiers comprenant les premières signatures de Ducos Directeur.

³ Voir plus haut, 25 prairial, Guerre, note.

marine; [du jour] créant un sixième arrondissement de recette de la Drôme à Die; et un octroi à Versailles; sur l'organisation des bataillons auxiliaires dont la formation est ordonnée par la loi du 10 pour les conscrits mis en activité de service; et amnistiant les sous-officiers et soldats déserteurs restés en France ou dans les pays occupés par l'armée française à condition de rentrer en activité de service¹ (AF III 612, plaquettes 4286, pièces 20-22, et 4288, pièces 18-23).

Message des Cinq-Cents.

[Délibéré le 11 et expédié le 13], envoyé au ministre de la Police générale, demandant d'appliquer la loi du 19 juillet 1791 contre les jeux de hasard (AF III 612, plaquette 4290, pièces 100-101).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur les assemblées primaires d'Agen et de Dijon où la section de l'Unité *a cru pouvoir concourir aux nominations des autres justices de paix*; l'échange par la commune de Châteaumeillant de terrains avec les héritiers Berger pour élargir l'entrée du champ de foire; des ventes de communaux de Guebwiller pour rembourser au citoyen Stott des avances faites en 1788 pour bâtir le mur de soutènement du pont sur la Lauch, Ouges à François Quillardet à charge de réparer la fontaine et le lavoir, et Sangatte pour payer les frais d'un procès un communal usurpé sous l'Ancien Régime par une compagnie de défricheurs; des contributions locales: de la municipalité de Bourg-de-Péage pour réparer la maison commune, chemise du dossier de la commission spéciale créée le 16, devis par Vincent, menuisier à Romans [-sur-Isère], adresse des agents municipaux du chef-lieu et Chatuzange [-le-Goubet] aux Cinq-Cents, lettre de l'administration centrale au ministre de l'Intérieur sur papier à en-tête et vignette gravée, et de Levroux pour solder le prix d'achat de sa maison commune acquise comme bien national en 1791, chemise du dossier de la commission spéciale créée le même jour²; l'achat du terrain d'un nouveau cimetière à Jouy [-en-Josas]; et le redressement de la route de Pau à Navarrenx à travers le cimetière de Laroin dans l'alignement de l'église en supprimant la sacristie (AF III 612, plaquettes 4288, pièces 1-17, 4289, pièces 58-60, et 4290, pièces 61-87).

Remplacement des ministres de la Guerre et de la Marine et des Colonies.

On délibère sur la démission présentée par le citoyen Milet-Mureau, général de brigade dans l'arme du génie, des fonctions de ministre de la Guerre, qui est acceptée, en le promouvant général de division et en l'appelant au bureau militaire près le Directoire, lettres de Milet-Mureau prévenant Lagarde qu'il est malade, et, sur papier à en-tête et vignette gravée du ministère, présentant sa démission au Directoire pour raison de santé en demandant à revenir au bureau militaire, 7 messidor. On s'occupe du choix de son successeur au ministère de la Guerre. Les suffrages se réunissent en faveur du général Bernadotte, général de division, et on lui adresse l'acte de sa nomination à ce ministère. On procède au choix d'un ministre de la Marine en remplacement du citoyen Bruix, actuellement commandant la flotte française. Le Directoire nomme à ce ministère le citoyen Bourdon, actuellement commissaire de la marine à Anvers (AF III 612, plaquettes 4289, pièces 44-46 bis, et 4290, pièces 102-105, minutes de Lagarde signées des cinq Directeurs).

Finances.

Arrêté sur l'ordre à établir dans la comptabilité des contributions: ordre aux administrations centrales des départements où celles de l'an VII ne sont pas soldées de se réunir tous les jours impairs de six heures du matin à midi à cette seule fin, et aux répartiteurs de faire de même, les répartiteurs qui n'auraient pas achevé leur travail au 14 thermidor y étant contraints par l'envoi de garnisaires; *les rôles définitifs des contributions directes de l'an 7 seront terminés dans toute la République avant le 1^{er} fructidor prochain, les membres des agences des contributions qui seront en retard y seront contraints conformément à la loi du 17 brumaire an 7; comptes-rendus décennaires du ministre sur le recouvrement et la rédaction des rôles et impression de la liste des départements qui auront fait les plus grands efforts et ceux qui se trouveront les plus arriérés* (AF III 612, plaquette 4289, pièces 48-49, minute sur papier à en-tête et vignette gravée d'extrait des registres du Directoire, envoi au journal *le Rédacteur*).

Guerre.

Rétribution de trois francs par fusil aux militaires du département de la Mayenne désarmant des révoltés, arrêté écrit au bas d'une lettre d'Ehler³. Levée de l'état de siège mis à Nîmes avant les élections à la demande du général

¹ Le registre cite à la fin du procès-verbal les lois du jour, apportées par un second messenger des Anciens. Les deux premières viennent après les affaires du ministre de l'Intérieur et de la Guerre – dont les rapports sont les derniers signés par Milet-Mureau - et les messages aux Cinq-Cents par lesquelles commence le procès-verbal; elles sont suivies du remplacement des ministres de la Guerre et de la Marine et des Colonies, du message des Cinq-Cents, de l'arrêté sur la rentrée des contributions et enfin des lois du jour. Les lois sur l'arrondissement de recette de Die et l'octroi de Versailles font suite à des messages du Directoire des 23 ventôse et 9 germinal (*tome VIII*).

² Le message sur Bourg-de-Péage (nom révolutionnaire: l'Unité-sur-Isère) répond à celui des Cinq-Cents du 3 germinal (*tome VIII*, au 6 suivant). Celui sur Levroux se réfère à la loi du 4 nivôse reconnaissant valables les achats de biens nationaux par les communes antérieurs à celle du 24 avril 1793.

³ Voir plus haut, au 11.

Petitguillaume, commandant la 9^e division militaire. Nomination d'un adjudant de place à la Hougue (auj.: Saint-Vaast-la-Hougue). Gendarmerie: réintégration, à la demande d'Augereau, ex-commandant de la 10^e division militaire, de Sirugue-Maret, chef de la 10^e division de gendarmerie, à la résidence de Carcassonne¹; suivant jugement du 9 prairial du conseil de discipline extraordinaire, mutation de Leblond, chef du 29^e escadron, au 30^e à Laon²; mutation de lieutenants: Courtrai, Gand, Huy, Loches, Maastricht et Tours; remplacement d'Eckmeyer, lieutenant à Mayence nommé sous-inspecteur des forêts du Mont-Tonnerre³; gratification et citation à la revue du 1^{er} vendémiaire à deux gendarmes ayant combattu le brigand Gilquenet, condamné à mort⁴ (AF III 612, plaquette 4289, pièces 24-43).

Intérieur.

Le ministre de l'Intérieur fait un rapport sur la nécessité de faire concourir à l'instruction du peuple et à consacrer à la mémoire des grands événements les encouragements que le gouvernement accorde aux beaux-arts. Il propose en conséquence 1° que les travaux ordonnés aux artistes en conséquence des prix qu'ils auront obtenus ne traiteront que des sujets patriotiques et moraux; 2° que l'artiste qui a obtenu cette année le premier prix de peinture prendra pour sujet du tableau qu'il doit livrer au gouvernement l'assassinat des plénipotentiaires français par les troupes autrichiennes; 3° que, conformément à la loi du 22 floréal, il sera frappé une médaille en mémoire de ce grand forfait, mesures adoptées par le Directoire et rapport précisant que le peintre est Girodet et que le graveur Bervic devra faire également une gravure sur le même sujet. Détermination du mode de célébration des fêtes nationales à Paris jusqu'au 1^{er} vendémiaire an VIII⁵. Brevet d'invention à Jean-Baptiste Brun, ex-professeur à l'Oratoire, de Paris, pour une méthode d'apprentissage de l'écriture⁶; certificat de perfectionnement de celui des luthiers Cousineau père et fils pour nouvelle mécanique de harpe⁷. Autorisation à Justin Blanchet et compagnie de poursuivre pendant 50 ans l'exploitation des mines de cuivre, plomb et sulfates de cuivre et de fer de Chessy (Rhône) et Sain-Bel et délimitation des limites des deux concessions. Destitution d'un administrateur central de la Charente pour abandon de poste *dans un moment où la tranquillité publique était menacée*⁸, de l'administration centrale de la Nièvre tolérant le retour des cinq-sixièmes des conscrits partis et négligeant les lois sur les cultes et les passeports, et du président de la municipalité de Langeais royaliste. Annulation de celles de l'agent municipal de Richelieu et de la municipalité de Tours⁹. Nomination de l'administration centrale des Deux-Nèthes, lettre des députés Beerenbrœk, Bruslé et Frison, au ministre de l'Intérieur (AF III 612, plaquettes 4289, pièces 47 et 50-57, 4290, pièces 88-99, 4291, pièces 148-150, et 4292, pièces 238-244 et 295-302).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 612, plaquettes 4291, pièces 106-147 et 151-327, et 4292, pièces 245-294 et 303-355. Nominations administratives (commissaires municipaux sauf exception¹⁰), *Ain*, Bourg [-en-Bresse] *extra muros*; Châtillon-en-Michaille; Chavannes [-sur-

¹ Annulation de l'arrêté du 3 ventôse (*tome VIII*) ordonnant son transfert à Perpignan, Milet-Mureau notant dans son rapport qu'il en ignore la raison. L'arrêté du 29 brumaire (*tome VII*) fixant les résidence et nommant les officiers de gendarmerie avait établi le siège de la 10^e division de gendarmerie à Carcassonne (ressort sur les départements de l'Ariège, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales et du Tarn). La 10^e division militaire (Perpignan) avait comme ressort les trois premiers cités ici plus la Haute-Garonne, le Gers et les Hautes-Pyrénées.

² Ces deux escadrons (Nord et Pas-de-Calais et Aisne et Somme) faisaient partie de la 15^e brigade de gendarmerie. Leblond, chef du 29^e escadron, envoyé de sa résidence d'Arras à Saint-Omer le 3 ventôse (*tome VIII*). On ignore pourquoi le conseil de discipline avait prescrit son déplacement. Les mutations de lieutenants qui suivent ne sont pas en rapport avec ce conseil de discipline.

³ Remplacé par Duport, lieutenant réformé de la Marne, qui, ayant reçu par erreur sa nomination à Ussel (Corrèze), a vendu ses biens et s'est trouvé sans emploi ni ressources en arrivant prendre son poste.

⁴ Et ayant réussi à le tuer bien qu'il ait ouvert le ventre de l'un d'eux. Ils sont dits de la brigade de "Tongres, département de l'Ourthe" (en réalité: de la Meuse-Inférieure); les faits auraient eu lieu dans une auberge à Glain,auj.: commune de Liège (alors: Ourthe). Les deux départements appartenaient à la 17^e brigade de gendarmerie (Liège), comprenant les 33^e et 34^e escadrons (Meuse-Inférieure et Deux-Nèthes, et Ourthe et Sambre-et-Meuse).

⁵ Sur le rapport de Quinette: *Le Directoire a senti la nécessité de diminuer dans les circonstances actuelles les dépenses qu'occasionne la célébration des fêtes nationales à Paris, mais il fallait en même tems ne pas paraître abandonner ces belles institutions*. Minute d'un premier texte portant des ratures et des corrections jointe à la minute définitive.

⁶ Après l'apprentissage de la tenue de la plume, précédée par des exercices pour plier les doigts, les enfants apprennent à tracer des lignes droites et des courbes puis les lettres les unes après les autres au moyen d'une boîte dans laquelle on glisse des tablettes découpées aux formes voulues. Il ne semble pas s'agir de l'homme de lettre Joseph-André Brun de La Combe, oratorien et professeur de logique aux écoles centrales de Paris.

⁷ Brevet du 27 ventôse (*tome VIII*).

⁸ Pas de précision sur l'événement. Destitution à la demande des députés Bellegarde, Desprez, Doche de Lisle, Lassée et Marvaud.

⁹ Voir plus haut, respectivement aux 27 et au 13 floréal.

Suran]; le Grand-Abergement; Hauteville [-Lompnes]; Seyssel; Songieu; Thoissey; Treffort [-Cuisiat];- *Allier*, Lurcy-Lévis¹;- *Ariège*, commissaire central: Bellouguet, de nouveau, candidat du député Bergasse-Laziroule, préféré à Castel, commissaire municipal de Castillon [-en-Couserans], *républicain mais sans instruction*, qu'il avait présenté avec ses collègues Clauzel et Estaque²; Ax [-les-Thermes]: remplacement d'un royaliste *fort dangereux par l'astuce et l'adresse avec lesquelles il a su protéger les prêtres réfractaires*; Daumazan [-sur-Arize]; Pamiers *intra muros*; Saverdun;- *Bouches-du-Rhône*, Aix [-en-Provence];- *Charente-Inférieure*, Ciré [-d'Aunis]; Humeau, instituteur; la Rochelle: Réal, muté de Courçon, présenté par les députés Bouisseren, Héard, Lemercier, Levallois et Vinet, parmi les candidats: Pinet, orfèvre, essayeur au bureau de garantie des matières d'or et d'argent; Surgères;- *Corrèze*, commissaire central: Sauty, ex-administrateur central, à la demande du général Marbot;- *Doubs*³, commissaire central: Quirot, de nouveau, remplaçant Mourgeon, destitué et arrêté en l'an IV comme complice d'une conspiration, démissionnant; Amancey; Besançon; Beure; Bonnav; Maïche; Montbenoit; Passavant; Pont-de-Roide; Pontarlier; Pouilley [-les-Vignes]; Quingey; Recologne; Roulans; Sancey [-le-Grand]; Vaucluse;- *Eure-et-Loir*, commissaire central: Marceau, frère du général, ex-commissaire municipal de Chartres, remplaçant Dazard, destitué⁴;- *Haute-Garonne*, commissaire central: Lamagdelaine⁵; Toulouse⁶;- *Gers*, commissaire central; Auch *intra muros*; Estant; Gimont; Lavardens; Lectoure *extra muros*; Mauvezin; Mirepoix, ex-Puycasquier; Monferran [-Savès]; Monfort; Nogaro; Riscle⁷;- *Hérault*, commissaire central;- *Isère*, Saint-Georges-de-Commiers;- *Jemappes*, commissaire central: Dupuyde, ex-conservateur des Hypothèques à Tournai, présenté par le député Auverlot, remplaçant Pradier, destitué⁸, candidat: Mathieu, commissaire municipal d'Harveng (auj.: commune de Mons), présenté par le député Delneufcourt;- *Loire*, commissaire central: Descombes-Montmélieux, commissaire municipal de Feurs⁹, présenté par les députés Ferrand, Gaudin, Richard et Perroy; Bourg-Argental; Roanne;- *Loire-Inférieure*, le Croisic;- *Lot*, commissaire central: Périès-Labarthe, ex-commissaire municipal de Montauban; Cahors: remplacement d'un commissaire civique mais n'ayant pas les connaissances nécessaires¹⁰; Figeac; Montauban *intra et extra muros*;- *Marne*, Sainte-Menehould¹¹;- *Mayenne*, Ballée: Besnard, de Sainte-Suzanne, ex-chef de légion de la garde nationale sédentaire, remplaçant Chollière assassiné *depuis longtemps*; Loiron; Sainte-Gemmes-le-Robert: Drouin, notaire à Courcité, remplaçant un commissaire provisoire décédé, arrêté de nomination provisoire par l'administration centrale, vignette gravée, et rapport du ministre de l'Intérieur Bénézech proposant de le confirmer, an V;- *Deux-Nèthes*, commissaire central: Dominique Ogez, ex-administrateur central, remplaçant Levêque¹², sous le coup de la loi du 3 brumaire; Anvers;- *Orne*, commissaire central: Thomas-Laprise, président de la municipalité de Domfront¹³, remplaçant Fresnay-Dupré, en mésintelligence avec l'administration centrale, à la demande des députés Bourdon, Castaing et Fourmy;- *Puy-de-Dôme*, Thiers: remplacement de Madiou, nommé près le tribunal correctionnel¹⁴;- *Basses-Pyrénées*, commissaire central;- *Bas-Rhin*, commissaire central: Christiani, nommé de nouveau¹⁵;- *Haute-Saône*¹⁶, Amance; Champlitte; Chargey

¹⁰ Dans plusieurs cas, des rapports signés par François de Neufchâteau sont recopiés et signés par Quinette. Il s'agit le plus souvent de réintégration de commissaires municipaux destitués récemment.

¹ Nom révolutionnaire: Lurcy-le-Sauvage.

² Les nominations de commissaires municipaux de ce département qui suivent sont faites à la demande de Bergasse-Laziroule et des députés de la Haute-Garonne *à raison du voisinage*.

³ Nominations à la demande des députés Briot, Michaud et Violand. La réintégration du frère du député Quirot comme commissaire central et celle de commissaires municipaux destitués comme anarchistes le 2 germinal (*tome VIII*), qui sont la majorité de ceux nommés ici, sont présentés en tableau synoptique dans l'ouvrage de M. Bernard Gainot, *1799, un nouveau jacobinisme? La démocratie représentative, une alternance à Brumaire*, Paris, éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2001, pages 395-396, de même que pour les commissaires de la Haute-Saône qui suivent. Les minutes de destitution d'anarchistes à Roulans et Vaucluse citées dans cet ouvrage sont en fait du 12 ventôse et non du 2 germinal; il en est de même pour Beure, que ne retient pas l'auteur.

⁴ À la demande des députés Godard, Guillard et Judel pour avoir *abusé des pouvoirs de sa place pour servir ses caprices et ses passions en provoquant la destitution des patriotes les plus purs*. Il est défendu par les députés Maras et Paillart. Note en marge du rapport, rédigée en réponse à une question du Directoire: *Il y a eu 6 commissaires révoqués en messidor an 6, frimaire, pluviôse et floréal an 7; il y a eu trois administrateurs de département et 18 agens municipaux destitués depuis le 19 floréal an 6 jusqu'au 9 ventôse an 7. La nomination du citoyen Dazard est du 8 prairial an 6. On ignore qui l'a présenté*. Sur son remplaçant, voir *tome IV*, 5 pluviôse an VI, affaires non citées au procès-verbal, note.

⁵ Joseph-Victor-Alexandre, de Verdun-sur-Garonne, futur préfet de l'Orne (*Roman d'Amat*).

⁶ Commissaire *intra muros* d'après un arrêté du 8 ventôse (*tome VIII*).

⁷ Remplacement de l'ex-député Pérez (voir plus haut, 13 prairial).

⁸ Élu aux Cinq-Cents invalidé pour défaut d'âge par la loi du 8 prairial (plus haut, au 9).

⁹ Voir *tome VI*, 9 vendémiaire, affaires non citées au procès-verbal, commissaire municipal de Feurs, note.

¹⁰ La députation demande qu'on lui rende sa commission de débitant de poudre, dont il a été privé en l'an II par intrigue.

¹¹ Destitution d'un négligent que le député Morel, ex-commissaire central, dit ne pas pouvoir formellement accuser d'être transfuge de l'armée et d'avoir déclaré *en pleine administration que, s'il avoit été membre de la Convention nationale, il n'auroit pas voté la mort du dernier Roy*.

¹² Sur Ogez, voir *tome VI*, 13 fructidor an VI, Intérieur, note. Alexandre-François-Narcisse Levêque, de Douai, nommé le 7 prairial an VI (*tome V*), élu aux Anciens par l'assemblée mère invalidé avec tous les élus des deux assemblées, par la loi du 11.

¹³ Charles-Jean-Étienne, député à la Convention et aux Cinq-Cents sorti en l'an VI, nomination datée du 4 thermidor an VII par *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*.

¹⁴ Le 4 prairial (plus haut).

¹⁵ Henri Christiani (Marie-Frédéric-Henri, député à la Convention et aux Cinq-Cents sorti en l'an V?), voir *tome V*, 7 prairial an VI, affaires non citées au procès-verbal, note.

¹⁶ Rapport de François de Neufchâteau de germinal, postérieur à la destitution de la plupart des commissaires ici réintégrés.

[-lès-Gray]; Faucogney [-et-la-Mer]; Faverney; Fougerolles; Granges [-le-Bourg]; Gy; Jussey; Lavoncourt; Mélisey; Morey (auj.: la Roche-Morey); Port-sur-Saône; Quers: réintégration de Gravier, persécuté par l'ex-général Ferrand¹ pour une mission pour le départ des conscrits à Amancey; Rioz; Scey-sur-Saône [-et-Saint-Albin]; Vauvillers: remplacement d'un oncle d'émigré et agent d'un seigneur; Vitrey [-sur-Mance];- *Yonne*, commissaire central: Hérard².

Séance du 15 messidor an VII [3 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 36 verso-39 recto; AF III 612, plaquette 4293)

Guerre.

*La séance est ouverte par la lecture de la correspondance des armées. On confère ensuite sur la direction des forces de terre. Le ministre de la Guerre est introduit; il fait sur cet objet divers rapports et sur ses propositions on arrête les propositions suivantes*³: réunion des armées d'Italie et de Naples sous le nom d'armée d'Italie avec un seul état-major; rattachement à l'arrondissement de celle du Danube de la place de Belfort et de la 6^e division militaire outre le Mont-Terrible et Huningue; emploi à celle d'Italie des généraux de division Championnet et de brigade Desnoyers, commandant provisoirement la 6^e division militaire; promotion de Commès, chef de brigade attaché à la 4^e demi-brigade de ligne, général de brigade et emploi dans la 10^e division militaire, remplaçant le général Duvigneau, nommé en armée d'active; remise en activité dans cette division du général Aubugeois, remplaçant le général Pinon, muté dans la 12^e; nomination de l'adjudant général Dauvergne commandant la place de Lyon, remplaçant l'adjudant général Juncker; permutation des chefs de brigade Nardy et Bergeron, commandant celles de Besançon et Charleroi, et des commandants des forts de l'Écluse et de Joux; arrestation du général de brigade Merlin pour désobéissance au général Macdonald et pour la perte de Pontremoli, qui a failli couper les communications avec Gênes par Sarzana, et envoi au fort Carré d'Antibes jusqu'à ce qu'un conseil de guerre puisse se réunir pour le juger⁴; autorisation aux détachements de garde nationale escortant les voitures publiques et les convois de prisonniers à défaut de troupes de ligne de passer dans les départements voisins jusqu'au premier gîte d'étape dans lequel ils seront remplacés, envoi au journal *le Rédacteur*. Lettres annonçant à Milet-Mureau l'acceptation de sa démission et la nomination de son successeur, qui sera installé aujourd'hui à midi, lui témoignant *sa satisfaction du zèle qu'il a montré dans ses fonctions* et lui annonçant qu'il est promu général de division. Introduction de Bernadotte, prestation de serment et lettre l'invitant à aller prendre son portefeuille au ministère. *Il s'y rend aussitôt précédé d'un huissier du Directoire*. Ordre au ministre de faire un rapport sur l'exécution de la loi du 10 mettant en activité les conscrits de toutes les classes, et d'écrire au général Milet-Mureau de se rendre auprès du Directoire (AF III 612, plaquette 4293, pièces 1-19, 23-26 et 38-40, minutes en partie de Lagarde⁵).

Police générale.

Libération de Darzier-Dubreuil, sa femme et leur fille, et autorisation de rester sous la surveillance de leur municipalité pendant deux mois pour se justifier de la prévention d'émigration, rapport notant l'absence de preuve du séjour à Saint-Pétersbourg et l'incertitude de certificats de résidence à Givet et Paris⁶. Prêtres, sursis à déportation: Fabrègues, instituteur aux Filles-Dieu de Paris, défendu par la députation du Gard, et Louis Saint-Genis, curé de Manas,

¹ Jacques Ferrand, commandant la 6^e division militaire (Besançon) lors de sa destitution en l'an IV, élu de la Haute-Saône aux Cinq-Cents en l'an V invalidé par la loi du 19 fructidor an V (*Six*).

² Jean-Baptiste Hérard, conventionnel, sorti des Anciens en l'an VI, nommé commissaire près les tribunaux le 14 prairial an VI (*tome V*).

³ Tel que sur le registre. Comme on le comprend plus bas, il s'agit de Milet-Mureau.

⁴ L'arrêté sur Championnet n'est pas relevé dans *Six*, qui ignore celui du 5 (plus haut) annulant sa traduction en conseil de guerre, et le dit acquitté par le tribunal militaire de Grenoble puis nommé commandant de l'armée des Grandes Alpes le 7 juillet / 19 messidor. L'auteur ne connaît pas non plus l'arrêté sur le général Desnoyers (François-Antoine Denoyé dit), au contraire de ceux sur Jean-André Commès, Bernard-Étienne-Marie, dit Achille Duvigneau, selon l'auteur alors désigné pour l'armée d'Italie et parti en congé pour raison de santé le 20 juillet / 2 thermidor, Antoine-Jean-Baptiste Aubugeois dit de La Borde, selon le même nommé commandant la 2^e subdivision de cette division, et Jean-Simon Pinon. Sur les adjudants généraux Dauvergne et Jucker, voir *tomes VIII*, 15 ventôse, et *VII*, 17 pluviôse, Guerre, note. Sur les places de Besançon et Charleroi (ici sous son autre nom révolutionnaire de Charles-sur-Sambre), voir *tome VIII*, 3 ventôse, Guerre, note. Les forts de l'Écluse (Ain, commune de Léaz) et de Joux (Doubs, commune de la Cluse-et-Mijoux). L'arrêté sur le général Antoine-François Merlin, frère de Merlin de Thionville, est la dernière mesure que cite *Six* jusqu'à la mort de ce général en 1842.

⁵ Les deux ordres à Bernadotte analysés à la fin de ce paragraphe terminent le procès-verbal sur le registre, après les affaires de la Police générale. Comme le demandait Milet-Mureau dans sa lettre de démission, il est réintégré au bureau militaire auquel il appartenait au moment de sa nomination au ministère.

⁶ Voir plus haut, 8 prairial.

faussement accusé de regretter que les assassins du républicain Arnoux, de Puy-Saint-Martin, l'aient raté au fusil et aient dû le tuer au couteau en risquant leur vie par la faute de celui qui leur avait fourni de la mauvaise poudre, et présenté par la députation comme assermenté et agent municipal en l'an VI¹. Déclaration de non-émigration de Nicolas Darrac-Bielh, curé d'Estibeaux déporté volontaire en Espagne avec passeport de la municipalité de Bagnères [-de-Bigorre], et levée du séquestre des biens de son frère, de Pomarez (AF III 612, plaquette 4293, pièces 20-22 et 27-37).

Séance du 16 messidor an VII [4 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 39 recto-42 verso; AF III 613, plaquettes 4294 à 4297)

Messages des Cinq-Cents.

[Délibérés le 14 et expédiés le 16] sur les fonds demandés par l'administration centrale de la Manche pour solder l'achat de sa nouvelle maison après l'écroulement de celle des Nouvelles-Catholiques, envoyé au ministre de l'Intérieur; et transmettant une adresse au Corps législatif de la municipalité de Saint-Germain [-les-Belles] du 29 prairial demandant le rétablissement des institutions républicaines *par l'exécution stricte des lois sur les conscrits et les réquisitionnaires, sur l'assiette et le recouvrement des contributions, sur la police intérieure et sur l'instruction publique*, envoyé aux ministres des Finances, de la Guerre, de l'Intérieur et de la Police générale (AF III 613, plaquette 4296, pièces 59-62 et 66-68).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur: l'assemblée communale de Juignac où le bureau a été formé par acclamations et dont *l'un des scrutateurs, au lieu de faire sur le bureau le bulletin d'un citoyen qui ne savait pas écrire, en tira un de sa poche qu'il déposa dans l'urne*, chemise du dossier de la commission spéciale créée le 18 et procès-verbal de l'assemblée; le transfert des communes d'Esquéhéries et Leschelles du canton de Guise² à celui du Nouvion [-en-Thiérache]; un projet de taxe sur la bière de la commune de Cambrai³; et la vente sur simple estimation des Capucins de Bordeaux à Lachauvetière et compagnie pour leur manufacture d'étoffes à l'instar de celle anglaise; et invitant le Corps législatif à régulariser l'emploi des fonds accordés au Directoire pour complément des dépenses de l'an VII et à décider de compter ceux provenant de l'emprunt créé par la loi du 6 messidor comme les autres revenus mais par article séparé, envoi au journal *le Rédacteur* (AF III 613, plaquettes 4294, pièces 7-8, 4295, pièces 43-45, et 4296, pièces 56-58, 69-71 et 75-77).

Finances.

Arrêté de distribution de fonds sur l'exercice de l'an VII. Maintien provisoire des droits de pacage dans les forêts nationales pour les communes du département des Forêts justifiant leur droit d'usage, sur arrêtés de l'administration centrale à transmettre au ministre de la Justice avec l'analyse des titres, à propos des communes de Martilly et Mellier (auj.: communes d'Herbeumont et de Léglise) et de Neufchâteau, demande de copie conforme par H. Teste-Le Beau, avocat à la Cour de cassation, 1832. Vente de bois communaux de Boviolles pour rebâtir des chemins, deux fontaines, deux ponts et la maison du pâtre. Maintien de la vente à Jean Parent du domaine de Bazoches provenant de Denis-François Angran d'Alleray, lieutenant civil au Châtelet de Paris condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire⁴, et renvoi en justice de la réclamation de sa veuve Marie-Angélique-Catherine d'Arhus comme son bien propre. Réduction de l'adjudication de domaines faite en frimaire an VI à Thuring en command pour les citoyens Sannier et Despréaux, à la portion provenant de l'émigré Ranguel, de Montdidier (Somme), celle provenant de la commanderie d'Éterpigny ayant déjà été aliénée⁵. Dépôt par le ministre de l'état des mutations à la régie de l'Enregistrement pendant la dernière décade (AF III 613, plaquettes 4294, pièces 5-6, 4295, pièces 33-38 et 46-51, et 4296, pièces 52-55).

Guerre.

Traduction en conseil de guerre de *tout commandant de place forte qui, à dater de l'ouverture de cette campagne, aurait capitulé avec l'ennemi pour rendre la place qui lui était confiée sans avoir forcé les assiégés à passer par les travaux lents et successifs des sièges et avant d'avoir repoussé au moins un assaut au corps de place sur des brèches praticables..., ainsi que les membres des conseils de guerre qui auront signé*

¹ L'arrêté de déportation du premier est du 4 brumaire an VI (*tome III*) sous le nom de Fabrique et celui du second, dit aussi Saint-Genest et Saint-Geney, du 22 floréal suivant (*tome V*).

² Nom révolutionnaire: Réunion-sur-Oise.

³ Qui en évalue la consommation annuelle à 4 464 000 litres, surtout de fabrication locale. Le rapport du ministre de l'Intérieur joint note que la loi du 3 frimaire sur les octrois municipaux invite au contraire à gêner le moins possible l'industrie locale.

⁴ Le 9 floréal an II (Arch. nat., W 354, dossier 737).

⁵ La localisation des biens vendus n'est pas précisée; la vente de ceux provenant de la commanderie d'Éterpigny (alors canton de Barleux et district de Péronne) avait été faite par celui de Montdidier. Le fichier des émigrés des Archives nationales connaît un ou deux officiers des armées émigrées appelés de Ranguel (références dans la sous-série O³) et Jean-François Ranguel (F⁷ 4844³ et 6063), inscrit dans l'Aisne.

ces honteuses capitulations ou qui n'auraient pas protesté contre, envoi au *Journal des défenseurs* et au *Rédacteur*. Arrêtés sur le personnel¹ (AF III 613, plaquettes 4294, pièces 15-26, et 4295, pièces 27-32).

Intérieur.

Rappel des commissaires pour la recherche des objets d'art et de sciences d'Italie². Destitution: administration centrale de l'Ariège à la demande du député Bergasse-Laziroule; municipalités: Bourg [-en-Bresse] incivique, à la demande des députés Gauthier et Groscassand-Dorimond, Fay [-sur-Lignon]: président et agent municipal du chef-lieu ayant facilité l'évasion d'un assassin et d'un déserteur de la 16^e demi-brigade, la Ferté-sous-Jouarre: agent de Jouarre autorisant un habitant à travailler ostensiblement un décadi, Lizy [-sur-Ourcq]: agent et adjoint d'Ussy [-sur-Marne] violant le décadi et laissant danser publiquement un dimanche, Mâcon permettant aux prêtres insoumis de sortir de leurs lieux de résidence et tolérant la violation du décadi et l'ouverture des boutiques lors de la fête funèbre des plénipotentiaires de Rastatt, à laquelle deux membres seulement ont assisté, Millen (Meuse-Inférieure,auj.: commune de Riemst): président ayant enlevé les registres d'état civil du chef-lieu pour empêcher la levée complémentaire des conscrits, Plailly: agent de Ver [-sur-Launette] refusant de rendre ses comptes et l'état civil de l'an V, Saintes: membre résistant à un arrêté de l'administration centrale interdisant de nommer un 4^e commissaire de police, la ville ne comptant que trois sections, et Tigy: président et agent d'Ouvrouer [-les-Champs] refusant de réintégrer un acquéreur de biens d'émigrés comme percepteur; agents: Antoing (Jemappes) s'étant caché à l'arrivée des gendarmes venant rechercher des conscrits et Pontchâteau ayant arboré la cocarde blanche comme maire en 1793; adjoint de Nuillé-sur-Vicoin fanatique. Destitution et jugement pour aide aux réquisitionnaires déserteurs et aux conscrits fuyards: président de la municipalité de Perreux (Loire) et agent du chef-lieu l'un donnant l'asile à son gendre réquisitionnaire déserteur et l'autre refusant d'inscrire un citoyen de l'âge de la conscription, agent de Moulis où l'on a sonné les cloches pour avertir les déserteurs de l'arrivée d'un détachement de gendarmes et dont les habitants ont attaqué la brigade de Castillon [-en-Couserans] pour libérer d'autres déserteurs, adjoint de Malines-sur-Meuse (Meuse-Inférieure) refusant d'aider les gendarmes à arrêter des conscrits, et agent et adjoint de Garac complices d'un attroupement contre le commandant de la garde nationale de Cadours venant établir des garnisaires chez des parents de réquisitionnaires déserteurs et de conscrits fuyards. Approbation d'un arrêté de l'administration centrale du Var fixant suivant un plan non joint ici les limites des communes du canton de Solliès: le chef-lieu Solliès-Pont, Solliès-Toucas, Solliès-Ville et <Solliès-> la Farlède, autrefois indivises, contre l'avis du commissaire municipal, du président de la municipalité et de l'agent du chef-lieu affirmant qu'il n'existait qu'une seule commune jusqu'à la division en quatre bourgs en l'an III (AF III 613, plaquettes 4296, pièces 63-65 et 72-74, et 4297, pièces 78-80, 96-106, 158-162, 168-179, 184-203 et 243-248).

Relations extérieures.

Communication de différentes lettres des agents extérieurs³. Rappel de Lombart et Perrochel, envoyé extraordinaire en République batave et ambassadeur en République helvétique, remplacés par Fouché de Nantes, nommé ministre plénipotentiaire, et Reinhard (AF III 613, plaquettes 4294, pièces 1-4, et 4295, pièces 39-42, minutes signées des cinq Directeurs).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 613, plaquette 4297, pièces 81-95, 107-157, 163-168, 180-183 et 204-242. Nominations administratives (commissaires municipaux sauf exceptions), *Aisne*, Wassigny;- *Ardennes*, Beaumont [-en-Argonne]; Rocquigny; Sévigny [-Waleppe]: remplacement d'un commissaire *ayant tenté de séduire les employés de l'administration centrale en faveur des réquisitionnaires et conscrits*; Villers-Deux-Églises⁴;- *Corrèze*, à la demande du général Marbot⁵, Allasac; Argentat; Beynat; Brive [-la-Gaillarde] *intra et extra muros*; Bugeat; Chamboulive; Chameyrat; Égletons; Eygurande; Juillac; Lubersac, adresse

¹ Premiers rapports signés par Bernadotte. Dont emploi dans son grade dans une armée de la République de l'adjudant général Juncker, ex-commandant de la place de Lyon, confirmation de la promotion d'Étienne Mentor, député de Saint-Domingue aux Cinq-Cents validé par la loi du 3^e complémentaire an V (*tome II*, au lendemain) au grade d'adjudant général par Polverel et Raimond, agents du pouvoir exécutif dans la colonie, et nomination de lieutenants et sous-lieutenants à la 91^e demi-brigade en remplacement d'officiers nommés en demi-brigades nouvelles depuis brumaire, dont annulation de la nomination de l'ex-général de brigade provisoire Charles-Robert-André Bonnard au grade de lieutenant (voir *tome VII*, 19 nivôse, Guerre, note).

² Le peintre Mouricault et le sculpteur Philippe-Laurent Roland, nommés le 9 ventôse (*tome VIII*), se trouvant à Chambéry, et l'architecte Jean-Guillaume Legrand, nommé le 23 germinal (*ibidem*), n'ayant pas quitté Paris. Voir *tome VII*, 19 pluviôse, Intérieur, arrêté nommant les premiers membres de la seconde commission des objets d'art et de sciences d'Italie, note.

³ Pas d'autres précisions. Affaires non représentées ici.

⁴ Auj.: Belgique, province de Namur, commune de Cerfontaine.

⁵ Qui expose que, depuis une année, les républicains n'ont pas cessé d'être persécutés dans le département de la Corrèze, que les places y ont été livrées à des hommes sans couleurs ou ennemis de la Révolution, avec tableau précisant par qui les commissaires destitués avaient été désignés ou notant qu'ils l'avaient été sans la participation du ministre de l'Intérieur. Dans plusieurs cas, les remplacés sont *commissaires d'origine*.

de citoyens contre le commissaire ici destitué, an IV; Meilhards; Meymac; Meysac; la Roche [-Canillac]; Ségur [-le-Château]; Seilhac; Servières [-le-Château]; Tulle *intra* et *extra muros*¹; Turenne; Ussel²; Uzerche;- *Gironde*, Bordeaux, commissaire près la 1^{re} municipalité;- *Indre-et-Loire*, Tours;- *Haute-Loire*, commissaire central: Borel-Vernières, député sorti des Cinq-Cents, préféré à Fabre, juge de paix de Paulhaguet, présenté par les députés Girot-Pouzol et Grenier;- *Puy-de-Dôme*, commissaire central: Rouillon-Petit, remplaçant Boutarel, nommé le 17 pluviôse an IV; Arlanc; Chamalières; Clermont [-Ferrand]; Ennezat; Gerzat; Issoire *intra muros*; Mauzun; Montel-de-Gelat; Monton (auj.: Veyres-Monton), lettre de Biauzat, commissaire près le tribunal correctionnel de Paris, proposant la candidature de celui ici nommé pour succéder à son frère, décédé, an IV; Neschers; Plauzat: le conventionnel Monestier³; Randan; Riom *intra muros*; Thiers *intra muros*: Grangeon, réintégré⁴; Vic-le-Comte⁵;- *Haute-Saône*, Luxeuil: remplacement du commissaire *causant depuis trois mois aux habitants de son canton des tracasseries continuelles*.

Séance du 17 messidor an VII [5 juillet 1799]

(AF* III 16, 42 verso-45 recto; AF III 613, plaquettes 4298 à 4301)

Lois.

[Du 16] portant règlement de l'administration des hospices civils; et maintenant la ville du Puy en possession du prieuré Saint-Pierre-le-Monestier en validant la convention passée avec Pierre André fils premier, Jean-André Liabœuf et Baptiste Pons⁶ (AF III 613, plaquettes 4294, pièces 9-11, et 4298, pièce 3).

Message des Cinq-Cents.

[Délibéré le 14 et expédié le 17], envoyé au ministre de la Police générale, transmettant une adresse de l'administration centrale du Puy-de-Dôme du 7 aux députés du département, papier à en-tête et vignette gravée, sur les *pillages et les incendies qui désolent journellement ce département*: vol de poudre au magasin national de Clermont-Ferrand, rassemblement d'émigrés dans le canton de Giat, assassinat de deux gendarmes et du conducteur de la recette de Felletin qui se rendait à Aubusson, suivi de celui de deux gendarmes escortant celle d'Ambert, qui a été volée, et de celui de l'agent municipal de Chapdes [-Beaufort], incendie d'un moulin appartenant au commissaire municipal de Pontgibaud, où les brigands ont empêché le meunier de sortir, faits attribués à une bande commandée par le constituant Mathias⁷, *monstre couvert du sang des républicains* (AF III 613, plaquette 4300, pièces 50-53).

Message aux Cinq-Cents.

Sur le transfert du tribunal correctionnel de Neuville [-aux-Bois] à Pithiviers, demande rejetée par les Anciens en l'an VI sur une résolution des Cinq-Cents contenant une fausse représentation des localités du tribunal, ayant pour ressort les districts de Boiscommun, Neuville et Pithiviers, rapport donnant les chiffres de population des 18 cantons concernés, dont 10 se prononcent pour le transfert, et dossier d'une commission spéciale des Cinq-Cents⁸: adresses d'habitants de Pithiviers au Directoire et aux Cinq-Cents, environ 160 signatures, dont Durondeau, conservateur des Hypothèques, Copin, brigadier de la gendarmerie, et Venard, juge de paix *intra muros*; *Mémoire sur la demande en translation à Pithiviers du tribunal correctionnel séant à Neuville* imprimé sur ordre de la municipalité de Pithiviers, 2 floréal, Paris, de l'imprimerie rue et bâtiment des ci-devant Capucines, 8 pages; copies de pièces transmises par le ministre de la Justice aux membres de la commission des Cinq-Cents; mémoire des habitants de Neuville; carte du département encre couleur, imprimée par le bureau de l'Atlas national de France; rapports de rapporteurs de commissions spéciales: Cholet, des Cinq-Cents, séance du 12 frimaire an VI, Ysabeau, des Anciens⁹, séance du 22 ventôse an VI, et Labbé, des Cinq-Cents, 16 vendémiaire an VIII, Paris, Imprimerie nationale, 6, 14 et 20 pages; adresses aux Cinq-Cents de ventôse et germinal an VII: citoyens des cantons de Batilly [-en-Gâtinais], environ 60 signatures, Beaune-la-Rolande, environ 50 signatures, Bellegarde, environ 60 signatures, Boynes, environ 80 signatures, dont Hureau, instituteur, Ribot, huissier et Simon, notaire¹⁰, Malesherbes, vingt signatures, et Vrigny, environ 110 signatures, des municipalités de Bazoches-les-Gallerandes et Sermaises, des habitants de Puiseaux, environ 40 signatures, dont Devilliers, notaire, et, sur formulaires identiques, de ceux des communes du canton: Augerville [-la-Rivière], Aulnay [-la-Rivière], Boësse, Briarres [-sur-Essonne], Bromeilles, Dimancheville, Échilleuses, Grangermont, la Neuville [-sur-Essonne], Ondreville [-sur-Essonne], Orville et Villereau, et des habitants de Sermaises, environ 40 signatures, et des communes du canton sur formulaires identiques: Audeville, Engenville, Guigneville, Intville [-la-Guétard],

¹ Le commissaire *extra muros* destitué avait été nommé sur recommandation de Brival et de Marbot.

² Voir *tome V*, 1^{er} prairial an VI, affaires non citées au procès-verbal, note.

³ Voir *tome V*, 1^{er} germinal an VI, affaires non citées au procès-verbal, note.

⁴ Voir *tome VII*, 5 pluviôse, affaires non citées au procès-verbal, note.

⁵ Nom révolutionnaire: Vic-sur-Allier. Le tableau joint à ces arrêtés note une rectification à faire sur le nom du commissaire de Saint-Amant-Tallende à destituer, affaire pour laquelle il n'y a pas de minute d'arrêté.

⁶ Voir *tome VIII*, 17 ventôse, message aux Cinq-Cents, note.

⁷ Antoine Mathias, député du clergé de la sénéchaussée de Riom. D'après *Lemay*, il émigra en septembre 1792 pour Chambéry puis l'Italie et fut chargé par Monsieur d'une mission auprès du comte d'Antraigues à Venise, avant de rentrer à la fin de 1795 dans son ancienne paroisse d'Égliseneuve-d'Entraigues puis de prêter serment à la Constitution de l'an VIII, l'auteur ne donnant aucun renseignement sur ses activités pendant cette période.

⁸ Contrairement au cas général, on n'a pas la chemise du dossier de cette commission ni la date de sa création.

⁹ Claude-Antoine-Ysabeau, né à Gien, député d'Indre-et-Loire à la Convention et aux Anciens sorti en l'an VI.

¹⁰ Cachet de cire rouge légendé ADMINISTRATION DU CANTON DE BOYNES DEP¹ DU LOIRET (plaquette 4301, pièce 99).

Montville (auj.: commune d'Engenville), Morville [-en-Beauce], Pannecières, Rouvres [-Saint-Jean], Sébouville (auj.: commune de Guigneville) et Thignonville¹; et contre la création d'un tribunal de commerce à Pons² vu l'avis défavorable du tribunal civil, par lettre du 21 prairial jointe, à cause du faible mouvement du commerce, excepté celui de l'eau-de-vie, concentré entre un petit nombre d'entreprises, sauf celui des foires, qui n'occasionnent pas de contestations, chemise du dossier d'une commission spéciale des Cinq-Cents créée le 27 germinal an VI, adresses de la municipalité, germinal an VI, et de négociants de Pons aux Cinq-Cents, ventôse an VII, environ 120 signatures (AF III 613, plaquettes 4298, pièces 6-12, 4299, pièces 29-33, et 4301, pièces 83-130).

Guerre.

Rapport sur *la situation alarmante du service des subsistances de l'armée d'Italie*, renvoyé au ministre des Finances³. *On délibère sur la direction des forces de terre*: formation d'une armée sur la frontière des Alpes sous le nom d'armée des Alpes; nomination de Championnet général en chef sous les ordres du général en chef des armées d'Italie et des Alpes⁴. Création d'une armée du Rhin sur la ligne du fleuve de Neuf-Brisach à Dusseldorf et nomination de Moreau commandant en chef, remplacé à l'armée d'Italie par Joubert, minutes de Lagarde signées des cinq Directeurs, minute d'un arrêté à *annuler* du 19 nommant provisoirement Lefebvre commandant l'armée du Rhin (AF III 613, plaquettes 4299, pièces 43-49, et 4300, pièces 54-60).

Justice.

Cassation: d'un référé du tribunal civil du Jura autorisant Claude-Étienne Prost, créancier de la République depuis une adjudication de bois dans la forêt de Bonlieu par Jacques Rousseau, agent de la Marine, à la compenser par sa dette pour une nouvelle adjudication de bois⁵; et d'une condamnation par le juge de paix de Périers pour injures à préposé du droit de passe⁶. Déclaration de démission du juge de paix de Civrac [-en-Médoc]⁷. Jugement: agent municipal de Campagne [-lès-Hesdin] pour faux acte de mariage de son frère et ex-agent de Chanaleilles pour faux actes de mariage de sept réquisitionnaires⁸. Renvoi au ministre des Finances de la demande d'un ex-directeur des postes à Mayence d'être nommé à Cologne⁹. Approbation du rejet de pourvoi en cassation de Joseph Duppen, meunier à Geldern, condamné pour injures par le tribunal criminel de la Roër en appel du tribunal correctionnel de Clèves; renvoi devant celui de Rhin-et-Moselle de la condamnation par celui du Mont-Tonnerre sur questions complexes de Jean Kieffer pour complicité de vol de nuit avec effraction. *On délibère sur les pièces transmises au Directoire relativement au citoyen Scherer, ex-ministre de la Guerre. Ces pièces établissant contre lui la prévention de diverses malversations commises dans l'exercice de ses fonctions, le Directoire arrête que son commissaire près le tribunal correctionnel de la Seine est chargé de dénoncer à l'accusateur public ledit citoyen Scherer et qu'à cet effet toutes les pièces relatives à cette dénonciation seront adressées audit commissaire pour être transmises à l'accusateur public*, envoi par Du Bois-Du Bais à Sieyès d'un relevé d'accusations contre Scherer: affaire de la vente de fusils aux Anglais par l'intermédiaire du nommé Gaillard, vente des palissades de Gravelines, dilapidations et ventes à vil prix lors de la vente des ateliers et parcs aux entreprises, et intervention auprès d'un juge de paix de Paris pour faire arrêter des poursuites contre des fournisseurs infidèles, affaire sur laquelle le citoyen Lecourbe, frère du général, employé au ministère de la Justice, donnera des renseignements, 11 messidor; rapport du ministre de la Justice sur l'échec de la perquisition dans la maison de campagne de Scherer appelée la Muette, au Bas-Meudon, dont il était absent, 21 messidor (AF III 613, plaquettes 4298, pièces 14-18 et 21-24, 4299, pièces 25-28, et 4300, pièces 61-73 et 78-80).

Police générale.

¹ De 10 à 15 signatures par commune en général, une quarantaine à Engenville, une trentaine à Boësse et 25 à Échilleuses. Dans le canton de Puiseaux, la commune de Desmonts n'est pas représentée.

² Voir *tome VIII*, 19 germinal: message des Cinq-Cents.

³ Affaire non représentée ici. Cette affaire vient en seconde position sur le registre, après l'affaire de Fouché. Les décisions qui sont ici analysées à la suite viennent presque en fin de séance; elles sont interrompues par la réception du message des Cinq-Cents, après laquelle le registre note que le Directoire continue ses opérations. Les décisions sur Scherer, relevant du ministère de la Justice, terminent le procès-verbal.

⁴ Une première minute, présente ici sous la forme d'un extrait du registre des délibérations signé par Sieyès, président, et Lagarde, secrétaire général, le nomme chef du *corps d'armée des Alpes*, expression corrigée suivant lettre et rapport de Bernadotte du lendemain, sur une minute néanmoins datée du 17.

⁵ *Les deux objets n'ayant aucune relation entre eux et ledit référé tendant à établir le Corps législatif juge dans une contestation privée.*

⁶ Fait qui relevait de l'amende convertie en taxe à taux fixe.

⁷ S'absentant sans congé et n'en prévenant pas les assesseurs.

⁸ Dont les noms sont cités sur la minute et non repris à l'index. Le registre prend l'un d'eux pour l'ex-agent.

⁹ Remplacé à Mayence par le commissaire du Directoire dans les départements de la rive gauche du Rhin, qui relève du ministre de la Justice, pour avoir été dénoncé comme vendémiaire à Reubell. Depuis lors, c'est la régie des postes, qui relève de celui des Finances, qui nomme dans ces départements.

Annulation de la fermeture du théâtre de la rue de Louvois, des architectes, l'ingénieur hydraulique de la Seine et le commandant en second des pompiers ayant reconnu que *cette salle est susceptible par sa disposition de recevoir les réservoirs et les pompes nécessaires en cas d'incendie*. Libération et mise sous la surveillance de sa municipalité de Jean-Baptiste Leblond, d'Hensies (Jemappes)¹. Déclaration de non-émigration de Pierre Doré, tonnelier à Vertou, embarqué comme novice en 1784 sur le navire particulier *le Comte d'Angevillers*, ayant déserté à Port-au-Prince, enfui de Saint-Domingue en l'an V et débarqué de Philadelphie à Bordeaux en l'an VI (AF III 613, plaquette 4299, pièces 34-42).

Relations extérieures.

Ordre de faire partir dès demain Fouché, nommé ambassadeur en République batave (AF III 613, plaquette 4298, pièce 13, minute de Lagarde).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 613, plaquette 4298, pièces 1-3. Extrait authentique du procès-verbal de la séance des Cinq-Cents du jour renvoyant à la commission sur les dépenses de l'an VIII la rédaction d'une résolution supprimant jusqu'à la paix le supplément d'indemnité des députés.

AF III 613, plaquette 4300, pièces 74-77 et 81-82. Nominations judiciaires, *Indre-et-Loire*, Tours, tribunal correctionnel, commissaire;- *Loire*, tribunaux, substitut;- *Puy-de-Dôme*, *idem*, commissaire.

Séance du 18 messidor an VII [6 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 45 verso-48 verso; AF III 613, plaquettes 4302 à 4305)

Loi.

[Du 17] sur l'ordre des radiations de la liste des émigrés: sursis à radiation des individus porteurs de certificats de résidence à Lyon sans y avoir résidé avant le 29 mai 1793; radiation dans l'ordre suivant: défenseurs de la Patrie, non nobles ni privilégiés inscrits après le Neuf-Thermidor, après le 31 Mai et avant cette date, et, dans tous ces cas, en commençant par ceux inscrits hors de leur département de domicile (AF III 613, plaquettes 4298, pièces 4-5, et 4302, pièce 18).

Message des Cinq-Cents.

[Délibérés le 16 et expédiés le 18] dénonçant: des abus de certificats de non-émigration, tel que celui de l'administration centrale de la Seine portant qu'Amélie de Boufflers femme Gontaut n'est portée sur aucune liste d'émigrés; et le pamphlet royaliste non joint *Deux mots au Directoire français par L.-C. P., chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, capitaine de l'armée de Condé et l'un des chefs pour le roi dans la Vendée*², messages envoyés au ministre de la Police générale; et rappelant le précédent message dénonçant Scherer au reçu par le Conseil d'une lettre de lui accompagnée de son précis des opérations de l'armée d'Italie du 21 ventôse au 6 floréal, envoyé à celui de la Guerre pour être joint au dossier transmis au directeur du jury de la Seine; [délibéré le 17 et expédié le 18] sur les causes de la reddition subite des places, notamment Corfou, tombée à cause du retard de l'envoi des approvisionnements, et Turin, tombée le 2, où Fiorella et son état-major ont consenti à rester prisonniers de guerre dans le pays ennemi et dont les troupes sont rentrées en France sous condition de ne pas servir jusqu'à l'échange³, message classé vu l'arrêté du Directoire du 16 (AF III 613, plaquettes 4302, pièces 19-24, et 4305, pièces 92-97).

Messages aux Cinq-Cents.

Pour: employer à l'armée du Danube une partie de la légion polonaise sur fonds du ministère de la Guerre à titre d'avance au gouvernement cisalpin, qui a pris cette légion à sa solde; autoriser une exportation de clous et planches de cuivre de Bayonne et Bordeaux pour la marine espagnole; savoir si l'exemption de patente des officiers de santé près les armées et les hôpitaux s'étend à ceux d'entre eux exerçant aussi pour le public; et exempter du droit de timbre les actes sous seing privé produits pour la liquidation des créances de l'État et leur inscription sur le Grand livre de la dette publique, mention de l'envoi au journal *le Rédacteur*; sur: la liquidation des dettes d'émigrés stipulées payables après leur mort; et celle des dots des femmes et filles d'émigrés, chemise des dossiers de deux commissions des Cinq-Cents créées le 21, adresse de Bérulle, de Paris, demandant que les experts en partage de la Nation et des intéressées soient les mêmes; l'affectation des Ignorantins de Moulins au magasin de la place militaire sauf les parties réservées au marché de la ville; et celle d'une partie de l'évêché de Saintes à

¹ Sous le coup d'un arrêté de déportation du 2 thermidor an VI (*tome VI*, index), alors qu'il n'est pas prêtre mais cultivateur et père d'enfants en bas âge et a simplement chanté avec d'autres lors d'une messe.

² S'agit-il de l'imprimé de ce titre signé des trois initiales sans la suite cité par *Martin et Walter* (anonymes n° 5499) comme se vendant à Londres chez les marchands de nouveautés en 1798?

³ La garnison française de Corfou avait capitulé le 13 ventôse / 3 mars et celle de Turin le 3 messidor / 21 juin. Le général Pascal-Antoine Fiorella, commandant de la citadelle, fut emmené en Allemagne comme prisonnier de guerre.

l'administration centrale à titre définitif¹ (AF III 613, plaquettes 4302, pièces 9-14, 4303, pièces 25-26, 39-43 et 47-49, et 4304, pièces 50-52 et 65-72).

Décision du Directoire.

Ordre aux ministres des Finances, de la Guerre et des Relations extérieures de faire un rapport sur les opérations des agents politiques et des commissaires civils *envoyés précédemment dans les lieux occupés par les armées françaises sur le Rhin, dans l'Helvétie et dans les différents états de l'Italie* (AF III 613, plaquette 4305, pièce 85).

Finances.

Bois communaux, coupe: Aillant [-sur-Tholon] repris sur la veuve La Briffé, pour payer l'aménagement de tous les bois de la commune et la construction de fossés contre les bestiaux, et Doulaincourt [-Saucourt]; et bois de Foulin à Preuilly provenant de la commanderie de l'Ormeteau (Indre, commune de Reuilly). Confirmation de l'échange de bois par l'ancien gouvernement avec Foillenot en 1787², objet d'une transaction entre lui et la commune de Jussey la même année et approuvé par le tribunal civil en fructidor an V. Arrêté portant que le produit des vacances d'emploi de la douane n'entre pas dans la caisse destinée à l'acquit des pensions de ses employés. Rejet de la réclamation du fils de la femme Charles-André Renouard, émigrée, fille naturelle de Pierre-Nicolas Midy, mort à Chartres en l'an IV, sur la succession de ce dernier, déclarée bien national. Poste aux chevaux: perception d'un quart de poste en plus par le maître de poste de Nîmes jusqu'aux relais de Saint-Gervasy et d'Uchaud, et, à renouveler tous les ans, par celui d'Angers avec celui de Saint-Mathurin-sur-Loire³; fixation de la distance entre ceux de Friesenheim et Marckolsheim; indemnités à celui de Claye [-Souilly] pour pertes après un incendie et à d'autres pour localités difficiles⁴. Permutation entre les inspecteurs des contributions directes de l'Aisne et de l'Aube⁵ (AF III 613, plaquettes 4303, pièces 36-38 et 44-46; 4304, pièces 53-64 et 73-75, et 4305, pièces 76-84).

Guerre.

Fixation des traitements des généraux de division réformés et autres officiers supérieurs commandant les contingents de la levée complémentaire de chaque département avec le titre de chefs de bataillon. Remise en activité et emploi dans les départements réunis de l'adjudant général Frantzen. Nomination: du général Dembarrère commandant la 11^e division militaire et annulation de l'arrêté du 27 prairial y nommant Canclaux, et du général Michaud, commandant la 13^e division, commandant temporaire de l'armée d'Angleterre. Renvoi du général Beaufort à la 12^e division⁶ (AF III 613, plaquette 4303, pièces 27-35).

Intérieur.

Délivrance d'un passeport *au citoyen Merlin, membre de l'Institut*, pour se retirer à Oisy [-le-Verger], lettres de Merlin de Douai au président du Directoire, 1^{er} et 11 messidor, déclarant dans la seconde vouloir se retirer à Oisy, où *je vivrai absolument isolé, entièrement ignoré et observant le plus rigide silence, même sur les absurdes et plates calomnies dont les journaux sont chaque jour remplis contre moi*, et signalement d'après une lettre du député Ortalle à Lagarde. Destitution et remplacement des administrateurs centraux de la Seine *ennemis de la République ayant figuré*

¹ Sur l'exportation pour la marine espagnole, voir *tome X*, 17 thermidor: loi de la veille à la suite de ce message. Sur celui sur les droits de patente, voir *ibidem*, 11 9 brumaire an VIII: loi du 9 précédent exemptant tous ces officiers de santé, même exerçant concurremment pour les particuliers. Sur le message sur Moulins (Allier), voir *ibidem*, 9 brumaire an VIII: message des Cinq-Cents du 7 précédent demandant plus de renseignements, les casernes de la ville paraissant suffisamment vastes pour cet usage. Le dernier message répond à celui des Cinq-Cents du 29 ventôse (*tome VIII*, à cette date).

² Voir *tome VII*, 24 frimaire: message des Cinq-Cents du 22 précédent, note.

³ Nom révolutionnaire: Port-la-Vallée.

⁴ À Tarascon (Bouches-du-Rhône), Cubzac [-les-Ponts] (Gironde), et à la Charité [-sur-Loire], Nevers et Pougues [-les-Eaux] (Nièvre).

⁵ Voir *tome VII*, 13 pluviôse, Finances, note.

⁶ Sur l'adjudant général Frantzen, voir: AF III 190, dossier 878, pièce 30, datant de la période où il était réformé. *Six* ne donne pas la date de la nomination du général Jean Dembarrère à la 11^e division militaire et ne dit rien sur Canclaux, mais connaît l'arrêté sur le général Claude-Ignace Michaud, selon l'auteur remplaçant Dembarrère au commandement provisoire de l'armée d'Angleterre (la minute de l'arrêté de nomination de Michaud et sa feuille d'exécution sont classés par erreur au dossier du 18 thermidor, AF III 619, plaquette 4370, pièces 44-45). *Six* ignore l'arrêté sur le général Beaufort, qui annule sa nomination comme adjoint d'Hédouville, commandant le camp qui devait se former à Liège, le 3 prairial (plus haut).

*dans tous les rassemblements provoqués par les royalistes*¹. Réintégration des deux membres du bureau central de Lyon destitués le 20 ventôse² (AF III 613, plaquette 4305, pièces 88-91 et 98-103).

Relations extérieures.

Exequatur à Nicolas Pagano, consul de la République ligurienne dans tous les ports méridionaux de la République française *ci-devant Provence*, à Marseille, malgré un incident provoqué en son absence par le vice-consul. Signature des lettres de créance de Fouché et de recréance de Lombart (AF III 613, plaquette 4302, pièces 1-8).

Séance du 19 messidor an VII [dimanche 7 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 48 verso-51 recto; AF III 614, plaquettes 4306 et 4307)

Lois.

[Du 18] appliquant aux gens de mer l'amnistie aux soldats de l'armée de terre déserteurs; et sur la vente des biens nationaux grevés de baux emphytéotiques ou à vie (AF III 613, plaquette 4302, pièces 15-17; AF III 614, plaquette 4306, pièce 1).

Message des Cinq-Cents.

[Du 18] sur l'assemblée primaire scissionnaire de Tournai, envoyé au ministre de l'Intérieur; [du 17] sur des poursuites n'ayant pas abouti contre Beaumarchais, fournisseur de fusils, Velez, payeur du service des fourrages, et Wanderberg, fournisseurs reconnus débiteurs par la commission de la comptabilité intermédiaire³, envoyé à celui des Finances (AF III 614, plaquette 4306, pièces 16-18 et 22-24).

Message aux Cinq-Cents.

Transmettant les états non joints des Acadiens et Canadiens ayant droit aux secours prévus par la loi du 25 février 1791, rapport retraçant l'origine depuis la paix de 1763⁴ (AF III 614, plaquette 4306, pièces 19-21).

Guerre.

Formation de bataillons de miquelets dans les Pyrénées-Orientales pour lutter contre la contrebande et les émigrés passant clandestinement la frontière. Ordre aux généraux Bonnamy, Decæn, Dufresse et d'Hautpoul de venir à Paris présenter leur défense au ministre et annulation des arrêtés les traduisant en conseil de guerre. Nomination du général Tilly commandant les départements réunis et annulation de celle d'Hédouville commandant du camp de Liège. Emploi du général Cervoni à l'armée d'Italie⁵ (AF III 614, plaquette 4306, pièces 2-14).

Intérieur.

¹ Parmi les destitués, Desmousseaux, agent de la Cour en 1792, peut-être le futur préfet Antoine-François-Erhard-Marie-Catherine (voir *tome II*, 5 thermidor an V, Autres décisions du Directoire, note); parmi les nominations l'ex-consul à Palerme Auguste-Louis Lachevardière (voir *tome IV*, 18 nivôse an VI, Police générale, note) et Nicolas Leblanc, élu aux Anciens invalidé en l'an VI, nommé de nouveau.

² *Tome VIII*. Ils sont réintégrés à la demande du député Vitet.

³ Comprendre: commission (ou bureau) de liquidation de la comptabilité intermédiaire (du 1^{er} juillet 1791 à la fin de la Convention thermidorienne), créé par loi du 2 messidor an VI (*tome V*, séance du lendemain).

⁴ Réponse au message des Cinq-Cents du 12 floréal (plus haut, à cette date). Les bénéficiaires sont définis comme français nés dans les deux territoires et ayant refusé de prendre les armes contre la France. Le rapport précise que les secours étaient d'abord dispensés par le ministère de la Marine à Rochefort à titre de solde. La loi de 1791, en prescrivant de faire bénéficier de secours les personnes qui avaient perçu cette solde et les enfants et orphelins jusqu'à l'âge de vingt ans, soulève des difficultés puisque les pièces de comptabilité du paiement de cette solde auraient disparu des bureaux de la marine à Rochefort dans un incendie et qu'elle ne dit pas si les enfants et orphelins devaient être nés dans ces territoires, par conséquent avant 1763, ce qui les excluait des secours.

⁵ Les miquelets étaient des auxiliaires de l'armée française en Catalogne pendant la guerre contre l'Espagne. Les généraux Bonnamy et Dufresse, de l'armée de Naples, avaient été traduits en conseil de guerre pour malversations les 13 et 16 germinal, et Decæn et d'Hautpoul, de celle du Danube, le 9 floréal pour insubordination (*tome VIII*). *Six* ne rapporte pas cet arrêté ni celui sur Hédouville, date du 9 juillet la nomination du général Tilly (Jacques-Louis-François Delaistre de), mais donne la bonne date pour Jean-Baptiste Cervoni.

Destitution et remplacement: administration centrale¹ et commissaire central du Jura à la demande des députés des départements voisins, membres de celle des Pyrénées-Orientales à celle d'Augereau et 11^e municipalité de Paris et commissaire municipal, incivique et négligeant la levée des conscrits². Réintégration de l'administrateur central du Gard Fabre à la demande des députés Cazalis et Leyris. Remboursement par l'administration centrale de la Seine à la Trésorerie nationale des avances pour fourniture de farine aux hôpitaux de Paris depuis le 1^{er} nivôse, le produit de l'octroi devant suffire à la dépense, état des sommes à rembourser noté comme renvoyé au ministre le 28 (AF III 614, plaquettes 4306, pièces 34-41, 50-52 et 59-64).

Police générale.

Levée du séquestre sur les biens à Versailles de Charles-Florent Gourbillon, ex-directeur des postes à Lille, auquel ne s'applique pas l'inscription sur la liste des émigrés de Seine-et-Oise de la femme Gourbillon (AF III 614, plaquette 4307, pièces 30-33).

Le Directoire arrête qu'il chomera demain décadi vingt messidor et ajourne sa séance à après-demain vingt-un dudit. La séance est levée.

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 614, plaquette 4306, pièces 14-15, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, pages 159-161. Instructions au général en chef des armées d'Italie et des Alpes, minute signée des cinq Directeurs: nécessité de connaître avec exactitude la force des ennemis; s'il juge possible de reprendre l'offensive, se rendre maître de la rive droite du Pô jusqu'à Plaisance en prolongeant sur sa gauche sur le Tessin, reprendre les places de Ceva et Turin et rétablir les communications de l'armée avec la France et la Suisse. Dans le cas contraire, s'appuyer sur la Rivière de Gênes, couvrir si possible la Ligurie, attaquer la place de Ceva; si sa ligne est trop étendue, se replier sur Savone voire sur Finale [-Ligure]. Dans le premier cas, l'armée des Alpes se portera en Piémont pour en reprendre les places puis suivra le mouvement de celle d'Italie; dans le second, occuper fortement Genève et tous les passages des Alpes et empêcher l'ennemi de se porter sur sa gauche à l'appui du prince Charles en Suisse. *Le général en chef des deux armées considérera que son objet primitif et essentiel est de maintenir le territoire de la République à l'abri de toute incursion ennemie... Il faut enfin que, se livrant à l'impulsion des talents militaires qui lui ont mérité la confiance du gouvernement et de tous les amis de la République, il prenne dans les occasions imprévues le parti habile et audacieux qu'il jugera le plus convenable.*

AF III 614, plaquette 4307, pièces 42-49 et 54-58. Nominations administratives, commissaires centraux de la Loire-Inférieure: Louis Dufeu, commissaire municipal de Nantes; de la Moselle, à la demande des députés Bar, Couturier, Giral et Rolland: le conventionnel Thirion, remplaçant Albert, *ayant opprimé tout le département par l'influence d'une famille ambitieuse* et exempté 1 600 réquisitionnaires en une fois, défendu par le député Husson, son beau-frère; et de la Seine: Réal, remplaçant Dupin, *agent tout dévoué des ministres de la Police générale ayant fait enlever en l'an 6 les procès-verbaux de l'assemblée mère de l'Oratoire*, parmi les candidats: François-Xavier Audouin, Choudieu, Paré³, premier commissaire central du département, et Sotin; commissaires municipal de Bouzonville et près le bureau central de Lyon.

Séance du 21 messidor an VII [9 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 51 recto-52 verso; AF III 614, plaquette 4308⁴)

Messages des Cinq-Cents.

[Délibérés le 18 et expédiés le 19] renvoyant une demande de contribution locale de la commune de Chassiers n'étant pas parvenue par les voies constitutionnelles et que la commission spéciale des Cinq-Cents ne peut examiner; et sur les besoins des enfants naturels de la Patrie de l'Indre où les salaires des nourrices sont arriérés de trente mois, transmis aux ministres des Finances et de l'Intérieur; [et délibéré le 19 et expédié le 21] dénonçant des nominations de

¹ Parmi ceux nommés: Philibert Buchot, ex-procureur-syndic du département nommé commissaire des Relations extérieures le 20 germinal an II (*Recueil des actes du Comité de salut public*, tome XII, page 451). *Roman d'Amat* écrit qu'il aurait exercé cette fonction pendant environ huit mois et qu'on le retrouve instituteur à Paris en 1798, poste qu'il aurait perdu pour s'être opposé aux députés du département, et ne mentionne pas notre arrêté; il est démissionnaire et remplacé en même temps qu'un de ceux nommés ici le 13 thermidor (*tome X*).

² Les membres de la municipalité, sauf l'écrivain Michel de Cubières, qui avait été nommé par le Directoire le 21 vendémiaire an VI (*tome III*, Intérieur), et avait démissionné pour ne pas siéger avec ceux élus en l'an VII, sont remplacés par ceux destitués le 5 ventôse (*tome VIII*). Candidature non retenue de Julien de Toulouse, présenté par le ministre.

³ Pierre-François Réal, directeur de la police sous l'Empire. Jules-François Paré, ex-ministre de l'Intérieur. La candidature de Pierre-René Choudieu, député de Maine-et-Loire à la Législative et à la Convention, est connue de *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*.

⁴ La plaquette 4308 contient une feuille avec mention néant pour le 20 messidor.

commissaires des guerres et d'officiers contraires aux règlements militaires, dont celle de jeunes conscrits, transmis à celui de la Guerre (AF III 614, plaquette 4308, pièces 7-9, 12 et 15-20).

La séance est en grande partie consacrée à la lecture de la correspondance des armées et à des conférences sur les différentes parties de l'administration générale et sur la direction des forces militaires.

Décision du Directoire.

Circulaire aux ministres sur la tenue des feuilles de travail (AF III 614, plaquette 4308, pièces 6 et 21-23).

Finances.

Distribution de fonds sur l'exercice de l'an VII avec tableau des fonds disponibles non joint. Recouvrement par l'Enregistrement des droits sur les marchés de Paris¹ (AF III 614, plaquette 4308, pièces 1-2 et 13-14).

Guerre.

Nomination de Marbot commandant la 17^e division militaire, remplaçant Joubert, nommé commandant l'armée d'Italie (AF III 614, plaquette 4308, pièces 10-11, minute de Lagarde).

Séance du 22 messidor an VII [10 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 52 verso-55 verso; AF III 614, plaquettes 4309 à 4312)

Lois.

[Du 21] créant un octroi à Châlons [-sur-Marne]; et transférant le canton de la Meignanne à Montreuil [-Juigné]² (AF III 614, plaquettes 4308, pièces 3-5, et 4309, pièce 18).

Messages des Cinq-Cents.

[Déliéré le 21, dit expédié le 23 mais reçu le 22] renvoyant de nouvelles pièces sur des ventes d'effets d'armement par l'ex-ministre Scherer: vente de bombes au calibre d'Allemagne dont les bouches se trouvent sur les remparts de Valenciennes, et d'effets de campement et d'habillement dénoncée par la municipalité de Sainte-Foy [-la-Grande], *transmis au ministre de la Guerre pour être joint aux pièces sur le même objet sur lesquelles il lui a été précédemment demandé un rapport*; [du 18, expédié le 22] demandant l'annulation du droit de timbre sur les reconnaissances de fonds déposés dans les bureaux de poste aux lettres, envoyé à celui des Finances pour rendre compte des motifs de sa décision³; [et du 21 expédié le 22] sur des assassinats et des vols en Corrèze, demandant de *secourir les veuves et enfans des républicains qui y sont tombés sous les fers des brigands*: copie conforme d'une adresse de citoyens d'Ussel (Corrèze) et mention de l'assassinat de deux gendarmes et du vol de la caisse publique entre Felletin et Aubusson par une bande retirée en Corrèze, envoyé aux ministres de l'Intérieur et de la Police générale (AF III 614, plaquettes 4310, pièces 39-41 et 55-57, et 4311, pièces 82-85).

Messages aux Cinq-Cents.

Envoyant un rapport du ministre de l'Intérieur non joint ici sur les dépenses des hospices, de la navigation intérieure et des prisons en l'an VII; sur: la création d'octrois à Bayonne et Nancy, avec réserves du ministre sur la taxation de la bière et du cidre fabriqués sur place à Nancy; une erreur du tarif de celui de Bordeaux; et la vente de communaux de Benfeld et Herbsheim⁴ (AF III 614, plaquette 4311, pièces 60-65 et 68-75).

Guerre.

¹ Réunis au domaine de la République car la loi du 23 août 1793 met les dettes de la commune de Paris à sa charge.

² À la suite de messages du Directoire des 13 et 19 floréal (plus haut).

³ Voir *tome X*, 21 thermidor: message du Directoire en réponse.

⁴ Le premier message répond à celui des Cinq-Cents du 11 prairial (plus haut, au lendemain). Sur l'octroi de Bayonne, voir *tome X*, 17 fructidor: loi le créant. Sur le tarif de celui de Bordeaux, voir plus haut, 24 floréal, loi de la veille. Sur le dernier message, voir *tome X*, 17 brumaire an VIII: loi de la veille autorisant ces ventes.

Arrêtés sur le personnel¹. Formation de compagnies franches de conscrits des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, du Morbihan, de la Sarthe, des Deux-Sèvres et de la Vendée autorisées par loi du 24 messidor an III, pour garder les côtes, servir les batteries et *maintenir la tranquillité intérieure de ces départements* (AF III 614, plaquettes 4309, pièces 23-25, et 4310, pièces 26-38, 42-54 et 58-59).

Intérieur.

Annulation: de la destitution des municipalités d'Aix [-en-Provence], à la demande des députés Constant, Natoire et Pélissier, et Pézenas surprise par le commissaire central, qui y a fait inclure un membre démissionnaire depuis dix mois pour les remplacer par des administrateurs de l'an V réacteurs, et destitution et remplacement du commissaire municipal, président du comité révolutionnaire de 1793; de la nomination comme commissaire du gouvernement à la foire de Beaucaire (Gard) de Mauche, commissaire central des Bouches-du-Rhône, accusé *d'improbité et de partialité dans l'exercice de ses fonctions*, qui est destitué et remplacé; et de la suspension par l'administration centrale du Gers de la municipalité d'Auch, accusée sans preuves d'avoir provoqué les scissions des assemblées primaires, à la demande des députés Carrère-Lagarière, Gauran et Soubdès². Destitution à la demande d'Augereau du président de la municipalité de Perpignan, d'un administrateur royalistes et du commissaire municipal dévoué aux caprices du président. Confirmation de l'exploitation de la verrerie de Roches (Mont-Terrible), créée par Schaffter, Liomin fils et compagnie suivant les règles en vigueur avant l'entrée des troupes françaises dans la prévôté de Moutier, et rejet de la réclamation des propriétaires de l'usine d'Undervelier³ (AF III 614, plaquettes 4311, pièces 66-67, 76-81 et 86-88, et 4312, pièces 89-91, 113-114, 158-163 et 200-205).

Marine et Colonies.

Secours à la veuve du capitaine de frégate Trobriand⁴ (AF III 614, plaquette 4309, pièces 21-22).

Relations extérieures.

Dispositions sur les étrangers en France: relations avec ceux accrédités près du gouvernement ou se trouvant ponctuellement en France *par suite d'opérations politiques auxquelles le gouvernement prend part* réservées au ministre des Relations extérieures; relations directes des consuls étrangers avec les autorités judiciaires et administratives de leurs arrondissements et avec les ministres par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs, résidents ou chargés d'affaires, qui s'adresseront au ministre des Relations extérieures; *on s'occupe ensuite des moyens de concilier les convenances politiques avec la surveillance à l'égard des étrangers en France*: mesures sur les étrangers non accrédités autorisés à voyager ou séjourner en France concertées entre ce ministre et celui de la Police générale, sous la surveillance duquel ces étrangers *resteront spécialement* (AF III 614, plaquette 4309, pièces 1-13 et 19-20).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 614, plaquette 4312, pièces 92-112, 115-157, 161-199 et 206-216. Nominations administratives (commissaires municipaux sauf exception), *Creuse*, Évaux [-les-Bains] *extra muros*⁵; - *Dordogne*, commissaire central; Périgueux *extra*

¹ Dont remise en activité du commissaire des guerres Sébastien-Guillaume Cayrol (voir *tome VII*, 25 frimaire, Guerre, note), nomination des généraux Jacques-Léonard Muller commandant provisoire de l'armée du Rhin chargé de son organisation et Gabriel-Venance Rey commandant la 12^e division militaire (mesures connues de *Six*), promotion de général de division de Suchet (*Six* ajoute qu'il est nommé chef d'état-major de Joubert à l'armée d'Italie), de généraux de brigade de l'adjudant général Charles Buget et des chefs de brigade Jean-Baptiste-Grégoire Delaroché, ici dit Laroche, et Jean-Louis-Brigitte Espagne, commandant les 6^e hussards et 4^e de cavalerie (mesures connues de l'auteur), et d'adjudant général du futur général Nicolas-Joseph Maison, chef de bataillon aide de camp (à l'armée française en République batave d'après *Six*), nomination des futurs généraux Claude-Pierre Pajol, chef d'escadron à la suite du 4^e hussards, chef de brigade au 23^e de cavalerie à la place du général Mortier – il est nommé commandant le 6^e hussards à la place de Jean-Baptiste Delaroché, promu général, le 3 thermidor (plus loin) -, et Louis-Joseph Grandeau, chef de bataillon à la 20^e demi-brigade légère, chef de la 10^e, remplaçant le général Gazan (mesures connues de *Six*), emploi du général Baraguey d'Hilliers à l'armée du Rhin (voir *tome VI*, 26 thermidor an VI, Guerre, note), et confirmation de la nomination provisoire comme chef de brigade par Hoche et nomination comme chef de la 47^e demi-brigade de Pierre-Denis de La Chastre, que *Quintin* identifie comme ayant levé et commandé pour l'expédition d'Irlande de l'an V le régiment dit de La Châtre, l'un de ceux licenciés par le Directoire le 3 ventôse (*tome VIII*).

² Et d'un de leurs collègues que le rapport du ministre appelle Jedinot.

³ Qui reprochent à cette verrerie de n'être pas conforme à l'arrêté du 3 nivôse an VI (*tome IV*) sur la poursuite des exploitations minières.

⁴ Jean-Joseph Trobriand, découvreur de l'archipel qui porte son nom à l'est de l'actuelle Papouasie-Nouvelle-Guinée lors de l'expédition de d'Entrecasteaux, capitaine de la frégate *la Vestale* mort à Saint-Domingue le 16 mars 1799 (Étienne Taillemite, *Dictionnaire des marins français*, nouvelle édition, Paris, Tallandier, 2002).

⁵ Voir *tome VIII*, 2 floréal, affaires non citées au procès-verbal, note.

muros: remplacement de Mage, élu juge au tribunal civil;- *Doubs*, tableau d'après les députés Briot, Michaud, Quirot et Violand, Nancray: Pierre Reverchon, artiste de la manufacture de Besançon; Roche [-lez-Beaupré]; Rougemont; Vercel [-Villedieu-le-Camp];- *Drôme*, Moras [-en-Valloire] à la demande des députés Duchesne, Jacomin et Martinel;- *Gironde*, tableau d'après la députation¹, Aillas²; Auros: Lassus, de Pauillac, juge au tribunal du district de Lesparre [-Médoc], lettre à La Revellière-Lépeaux se portant candidat commissaire près le tribunal correctionnel à créer à Pauillac, an IV; Barsac; Blasimon; Bordeaux, commissaire près la 2^e municipalité; Cadillac; Captieux; Castres [-Gironde]; Grignols; Lamarque; Lamothe-Landerron; Langoiran; Langon: Jean Lafargue jeune, sorti des Cinq-Cents, remplaçant Deranci, en poste depuis l'an IV, ayant des *liaisons avec ceux qui n'ont ni ne méritaient la confiance des républicains*; Noaillan; Pellegrue; Quinsac; Saint-André-de-Cubzac: remplacement d'un tracassier ayant un réquisitionnaire comme secrétaire; Saint-Estèphe;- *Hérault*, Agde; Cessenon; Lunas; Mèze; Montagnac; Pignan; le Poujol [-sur-Orb];- *Isère*, Beaurepaire: Claude Émery, officier de santé, ex-maire et commandant de la garde nationale, remplaçant Villars, élu administrateur central; Saint-Christophe [-sur-Guiers];- *Léman*, Ferney-Voltaire; Genève: Delaplanche, ex-administrateur central, remplaçant Schmit-Meyer, favorisant *les prêtres, les déserteurs et les correspondances de l'Angleterre et de l'Autriche*;- *Mont-Terrible*, Chevenez;- *Pas-de-Calais*, commissaire central: Robert Crachet, député invalidé en l'an VI, remplaçant Boitel³;- *Pyrénées-Orientales*, *idem*: remplacement de Vacquer, accusé par Augereau d'être *toujours sévère avec les patriotes*;- *Saône-et-Loire*, Mâcon *intra muros*;- *Vosges*, Fraize: remplacement de Mengin, élu administrateur central, par le commissaire d'Hurbache;- *Yonne*, Noyers, remplacement de Philipot, nommé chef de bureau de l'administration centrale.

Séance du 23 messidor an VII [11 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 56 recto-58 verso; AF III 614, plaquettes 4313 à 4316)

Lois.

[Du 22] sur l'assemblée primaire de la section du Nord de Fleurance; et autorisant un échange de biens nationaux avec la commune d'Issoire⁴ (AF III 614, plaquettes 4309, pièces 15-17, et 4313, pièce 4).

Messages des Cinq-Cents.

[Délibéré le 21 et expédié le 23] *transmettant une motion faite à la tribune de ce conseil par un de ses membres relativement au traitement du secrétaire général du Directoire exécutif, contenant diverses inculpations contre le citoyen Lagarde, qui occupe actuellement cet emploi*: l'accusant d'abus sur ses traitements, d'avoir fait meubler sa maison de campagne de Suresnes de meubles précieux appartenant à la République, d'être propriétaire des journaux *l'Ami des lois* et *le Journal des défenseurs de la patrie*, en ayant leur directeur Jean Gratiot comme prête-nom, et d'avoir fait chasser Hacquart, imprimeur du Directoire; *Réponse du citoyen Lagarde, secrétaire-général du Directoire exécutif, aux inculpations transmises au Directoire par le message du Conseil des Cinq-Cents en date du 21 messidor*, Paris, Jean Gratiot, imprimeur, 14 pages⁵; [délibéré le 19 et expédié le 23] transmettant une pétition non jointe de citoyens du faubourg Marceau demandant l'épuration des municipalités de Paris (AF III 614, plaquettes 4308, pièces 24-25, 4309, pièce 14, et 4314, pièces 33-35).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur l'indemnité de Garnier, chargé des messageries hors de Paris⁶; et pour rendre les receveurs généraux responsables du recouvrement des contributions en les obligeant à souscrire des engagements personnels à date fixe, mention de l'envoi au journal *le Rédacteur* (AF III 614, plaquette 4313, pièces 20-26).

Remplacement des ministres ⁷

Le citoyen Bourdon, nommé ministre de la Marine et des Colonies, informe le Directoire de son arrivée à Paris. Introduction du ministre, prestation de serment et installation à midi, lettre du Directoire informant Talleyrand,

¹ Si le rappel des patriotes éloignés par l'intrigue étoit différé, dit-elle, la méfiance et les craintes qui les ont si longtemps tourmentés remplaceroient bientôt la joie pure qu'ont inspiré les derniers événements. Il s'agit le plus souvent de remplacer des commissaires nommés sur présentation de l'ex-commissaire central Lahary.

² Minute, au bas de l'arrêté de nomination, d'un arrêté du 16 fructidor précisant l'identité du commissaire ici nommé.

³ Quinette écrit du destitué, nommé le 13 prairial, que *l'imputation qui lui est faite d'être de l'âge de la réquisition et son peu d'empressement à éclaircir ces soupçons d'après mon invitation me mettent dans la nécessité de le signaler au Directoire exécutif*.

⁴ À la suite d'un message du Directoire du 19 nivôse (*tome VII*).

⁵ Le message et l'imprimé sont dans le dossier du 21 messidor (plaquette 4308, pièces 24-25). Un autre exemplaire du message des Cinq-Cents, dit délibéré et collationné le 22 et destiné à la commission des dépenses de l'an VIII, se trouve dans le dossier du 22 (plaquette 4309, pièce 14) et un autre de l'imprimé de Lagarde est joint au message du Directoire du 24.

⁶ Réponse à un message des Cinq-Cents du 27 messidor an VI (*tome V*, au 29 suivant, affaires non citées au procès-verbal), sur un traité passé en l'an V avec l'ancienne administration des postes et messageries pour les trajets jusqu'aux premiers relais hors de la ville.

⁷ C'est par cette affaire que commence le procès-verbal de la séance. Les affaires de la Justice s'intercalent entre l'annonce de l'arrivée de Bourdon et sa prestation de serment.

ministre par interim, de l'installation de Bourdon, lettre de celui-ci au Directoire de Péronne, le 21 messidor (AF III 614, plaquettes 4313, pièce 1, et 4316, pièces 88-89).

Finances.

Prolongation jusqu'au 30 fructidor du délai pour la reddition des comptes de l'ex-administration des postes, section des relais¹. Liquidation des arriérés d'indemnités de maîtres de poste suivant les règles de la loi du 24 frimaire an VI sur l'arriéré de la dette publique (AF III 614, plaquette 4314, pièces 27-32).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel²; feuilles de brevets de pension de la Guerre, lettre d'envoi par le secrétaire général du ministère, sur papier à en-tête et vignette gravée, à Lagarde des commissions des généraux Championnet et Joubert et de [l'adjudant] général Mentor, apostille de Lagarde sur la signature des brevets et leur renvoi au ministre le 24 (AF III 614, plaquette 4313, pièces 5-19).

Justice.

Rapports: classé par le Directoire, sur Mallarmé, conventionnel, ex-commissaire central de la Dyle, l'accusant d'avoir été le défenseur officieux du rebelle Jean-Joseph De Meer, baron de Moorsel et d'avoir fait afficher un placard le défendant à Bruxelles en nivôse an V, copié ici en manuscrit, vendu les biens nationaux en masse et non par petits lots, causé la déportation de Millé, pléban de Bruxelles ayant pourtant prêté serment de haine à la royauté, dénoncé le commissaire municipal de Bruxelles Rouppé comme anarchiste et fait nommer chef du bureau d'instruction publique du département Vassant, de Sedan, qui avait comparu à la barre de la Convention le 31 mars 1793 pour répondre de friponneries³, copies de lettres des députés Dimartinelli et Doutrepoint et d'une note de Mallarmé contre Rouppé renvoyée par Merlin de Douai au ministre, floréal an VI; transmis au ministre de la Guerre sur des abus dans les fournitures aux armées dans les nouveaux départements de la rive gauche du Rhin⁴; et approuvé sur des économies pour l'impression du *Bulletin décadaire* en le composant sur une seule feuille pour *ne pas excéder les bornes d'une lecture à faire en séance publique* et non plus comme le *Bulletin des lois* en 33 500 exemplaires, mais 7 000, un par administration centrale et par municipalité. Changements de commissaires près les tribunaux⁵. Nomination d'administrateurs centraux de Rhin-et-Moselle et de la Roër (AF III 614, plaquette 4315, pièces 81-87 et 108-111).

Police générale.

Prêtres, déportation de quarante-quatre de l'Ourthe qui *exercent sur leurs sectaires une maligne influence, cherchent à les aigrir contre la République et les excitent à la révolte*. Sursis à celle de 86 autres de ce département déportés le 14 brumaire mais assermentés, libérés sous la surveillance des municipalités, de Jacques-Benoît Carette, principal du collège de Menin (Lys) ayant sauvé sept soldats français après l'évacuation, n'ayant pas ensuite prêté serment mais n'exerçant plus de fonctions ecclésiastiques, Michel Caroly, ex-religieux du département de Jemappes compris dans les listes de déportés du 14 brumaire, pharmacien à Bruxelles, et Gonzargues, du canton de Taverny, allié à la famille Méchin, défendu par le député Lebrun. Émigrés, radiation⁶: l'ex-député Pierre [-Antoine]-François Rémusat⁷, sur recommandation de Baudin des Ardennes. Maintien: les émigrés de l'Escaut Jacques Lunden, colonel de Tournai (Jemappes); et les autres de Gand: Thérèse Jacobs femme Pierre-Joseph Vanvolden, Josse-Françoise-Livine Vanderbilt et les sœurs Catherine et Isabelle Vantcers, soi-disant malades la première à Münster et les

¹ Voir *tome VIII*, 29 ventôse, Finances.

² Remise en activité à l'armée des Alpes du général Charles-François Raoul (mesure datée du 11 novembre 1799 / 20 brumaire an VIII par *Six*, qui connaît l'arrêté du 17 brumaire an VI, *tome III*, le mettant en traitement de réforme), du chef de bataillon Boyé, aide de camp du général Duhesme à l'armée de Naples (Henri-Jacques-Jean ou Joseph Boyé, futurs généraux?, voir *tome VIII*, 7 ventôse, Décisions du Directoire), et de Féraud, ex-commissaire ordonnateur en chef de l'armée d'Helvétie (voir *tome VI*, 13 vendémiaire, Guerre, note), traitement de réforme en attente de remise en activité du général de brigade Charles-Joseph Boyé d'Abaumont (mesure connue de *Six*), confirmation de la promotion par Championnet de son aide de camp Antoine-Alexandre Romieu, chef d'escadron à la suite du 7^e hussards, adjudant général chef de brigade (mesure connue de *Quintin*) et nomination de Jacques-Pierre Marchant commissaire des guerres (cité avec les mêmes prénoms comme adjoint à ceux de l'armée d'Italie dans AF III 293, dossier 894, pièce 15).

³ Vassan, procureur de la commune de Sedan, venu à cette date à la barre de la Convention demander un prêt pour sa ville obtenu sur l'intervention favorable de Mallarmé, qui notait cependant que le montant demandé était le triple de celui que le même demandait quelques jours plus tôt. Il est cité par la *Table des procès-verbaux de la Convention* au 9 juillet suivant comme auteur de calomnies. Nous ignorons s'il s'agit du maire de la ville Vassan cité par le *Recueil des actes du Comité de salut public*, tome X, pages 110, 160 et 371 comme destitué, à transférer à Paris et détenteur de placards insurrectionnels.

⁴ Affaire non représentée ici.

⁵ Que nous analysons comme d'habitude au paragraphe Affaires non citées au procès-verbal.

⁶ Pas de feuille de travail ni de cahier récapitulatif des affaires d'émigration soumises au Directoire.

⁷ Député des Bouches-du-Rhône aux Anciens invalidé par la loi du 19 fructidor an V, émigré inscrit par le Directoire le 23 nivôse (*tome VII*).

autres à Brême; et les officiers autrichiens André et Jean-Baptiste de Giey, radiation demandée par leur mère Marie-Catherine-Félicité D'Hane, veuve Pierre-François-Joseph de Giey, femme Éloi Triest, et Ferdinand D'Hoop, soi-disant naturalisé allemand par l'Empereur; et ceux de Toulon: Pierre Cabasson, soi-disant négociant à Marseille; Antoine Guès, négociant en blé, soi-disant ouvrier et fédéraliste, et sa fille Marie-Jeanne-Pauline, partis avec les Britanniques, et sursis pour sa femme Anne-Marie Blond, dite décédée en France en 1792; et Pierre Romain, officier ingénieur des bâtiments civils ayant signé l'acte d'aliénation de la ville (AF III 614, plaquettes 4314, pièces 36-50, et 4315, pièces 51-80).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 614, plaquette 4316, pièces 90-107 et 112-115. Nominations judiciaires, commissaire près le Tribunal de cassation : Abrial, nommé de nouveau¹, remplaçant Jourde, nommé substitut à la place de Bourguignon;- *Corrèze*, tribunaux, commissaire; Tulle, tribunal correctionnel, commissaire;- *Doubs*, Pontarlier, et *Gard*, Nîmes, *idem*;- *Gers*, 2^e substitut;- *Hautes-Pyrénées* et *Haut-Rhin*, tribunaux, commissaires et substituts².

Séance du 24 messidor an VII [12 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 59 recto-61 verso; AF III 614, plaquettes 4317 à 4320)

Loi.

[Du 23] soumettant les contribuables payant leurs contributions directes et leurs droits de patente par bons au porteur aux seules formalités de la loi du 22 floréal (AF III 614, plaquettes 4313, pièces 21-3, et 4318, pièce 141).

Message des Cinq-Cents.

[Du 23], envoyé au ministre des Finances, demandant des renseignements sur les salines de l'Est et celles *des nouveaux départements réunis*³ (AF III 614, plaquette 4319, pièces 166-168).

Messages aux Cinq-Cents.

Le secrétaire général du Directoire exécutif lui soumet sa réponse au contenu du message des Cinq-Cents le concernant, analysée largement sur le registre, qui est transmise par un message du Directoire en la forme ordinaire, minute de Lagarde et autre exemplaire de l'imprimé joint au message des Cinq-Cents⁴. Messages: transmettant un rapport non joint du ministre de l'Intérieur sur les hospices; et pour autoriser celui de la Guerre à fournir la subsistance et la solde des troupes cisalpines, helvétiques, piémontaises et polonaises combattant avec l'armée française⁵ (AF III 614, plaquettes 4318, pièces 151-163, et 4319, pièces 169-170 et 183-185).

Guerre.

Ordre au général Vandamme de venir à Paris s'expliquer sur les inculpations pour lesquelles il est traduit en conseil de guerre, les faits ayant eu lieu à Vieux-Brisach ayant pu faire l'objet d'une instruction mais non ceux s'étant produits en Wurtemberg. Remise en activité du général Lesuire et de l'adjudant général Requin à l'armée des Alpes, et du commissaire des guerres réformé Marcel Regnier⁶. Concentration pour réorganisation à Compiègne des éléments du 12^e hussards formé dans la 11^e division militaire, ayant perdu deux escadrons de guerre dans l'expédition d'Irlande et presque tout un autre dans une autre expédition maritime, dispersés, en partie à Libourne et la cavalerie à Versailles (AF III 614, plaquettes 4318, pièces 154-160, et 4319, pièces 161-165).

Intérieur.

Destitution de trois administrateurs centraux du Pas-de-Calais et réintégration de deux autres destitués le 3 fructidor an VI, à la demande des députés du Nord. Réintégration de Teste-Le Beau, administrateur central de l'Isère destitué le 9 suivant⁷. Réduction du droit de passe pour les voitures chargées de l'approvisionnement en bois des

¹ Il avait été nommé commissaire français dans les états napolitains le 1^{er} ventôse (*tome VIII*).

² Nomination de Jean-Louis Schirmer, député du Haut-Rhin à la Législative, substitut de ce département.

³ Ceux de la rive gauche du Rhin; message rappelé par celui du 9 fructidor (*tome X*, au 12 suivant).

⁴ Cette affaire vient en seconde position sur le registre, qui commence par l'ordre donné au ministre de la Police générale à cause d'un risque de mouvement à Paris.

⁵ Voir plus loin, au 6 thermidor: message des Cinq-Cents du 2 précédent demandant les effectifs concernés, et *tome X*, 22 thermidor: message du Directoire répondant qu'il s'agit de 8540 helvétiques employés à l'armée du Danube et, à celle d'Italie, de 4752 cisalpins, 2916 piémontais et 4902 polonais, et ne donnant qu'un aperçu de la dépense en attente de la répartition de toutes ces troupes par grade.

⁶ Vandamme, dénoncé par le ministre du Wurtemberg en France pour avoir levé des contributions sur les habitants à son profit, traduit en conseil de guerre le 8 floréal (*tome VIII*). Joseph-Mathurin-Fidèle Lesuire, général de brigade, rentré de Saint-Domingue à la fin de l'an VI, mesure datée de la veille (11 juillet 1799) par *Six*. Sur l'adjudant général Pierre Requin et le commissaire des guerres Regnier, voir *tomes VIII*, 24 germinal, et *VI*, 26 vendémiaire, Guerre, notes.

⁷ Sur ces deux affaires, voir *tome VI*, aux dates indiquées, Intérieur, note.

salines d'Arc [-et-Senans] et Salins [-les-Bains], et en bois et charbon de celles de Montmorot, du transport des engrais, du blé, de la farine et de matériaux de construction dans la Manche, et de fonte pour les forges des Vosges. Brevets d'invention à Étienne-Laurent Delacroix, commandant le dépôt des prisonniers de guerre et déserteurs à l'étranger de Metz: bâtiment naviguant sur les lacs, fleuves et canaux sans voiles, chevaux ni rouages, et à Pierre-Henri et Joseph Girard père et fils, de Paris: utilisation des vagues comme force motrice¹ (AF III 614, plaquettes 4319, pièces 171-179 et 186-189, et 4320, pièces 190-192, 203-205 et 209-211).

Marine et Colonies².

Remboursement de dépenses imprévues pour le séjour des troupes espagnoles à Rochefort, au vice-amiral Martin et à Léger, commandant des armes et ordonnateur de la marine du port. Promotion, à la demande de l'agent du Directoire en Guyane, du chef de bataillon Joseph-Guillaume Davisard³, actuellement employé auprès du Directoire et du ministre, adjudant général chef de brigade. Secours à Brianciaux, ex-armateur à Dunkerque⁴ (AF III 614, plaquette 4318, pièces 142-151).

Police générale.

Sur rapport du ministre non joint *annonçant que des agitateurs, des étrangers qui affluent à Paris et des hommes vendus à l'Angleterre et à l'Autriche veulent troubler la tranquillité publique et préparer le renversement de la constitution*, réitération de l'ordre *d'avoir l'œil ouvert sur les conspirateurs et de prendre toutes les mesures propres à assurer la tranquillité des citoyens* et invitation à se concerter avec le commandant en chef de la 17^e division militaire *et de rendre au Directoire d'heure en heure compte de la situation de Paris*, minute de Lagarde, lettre de Marbot annonçant un mouvement prévu ce soir aux Tuileries (AF III 614, plaquette 4319, pièces 180-182).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 614, plaquette 4317, pièces 1-135. Approbation, signée des cinq Directeurs, du compte des dépenses secrètes de Talleyrand, ministre des Relations extérieures, du 11 brumaire an VI au 30 pluviôse an VII, rapport de Talleyrand du 12 ventôse, tableau, reçus signés par les bénéficiaires sur formulaires imprimés autorisant Lafont, chef du bureau des dépenses du ministère, à verser les fonds, quelques rapports des bureaux du ministère et quelques ampliations d'arrêtés du Directoire sur rapports du ministre: traitements mensuels de Dèmeunier pour travaux extraordinaires pour le Directoire, et de Desrenaudes pour travaux extraordinaires et secrets pour le ministre; états d'abonnements de journaux, avec noms des directeurs; abonnements de Renard, sous-commissaire de la marine à Calais, aux journaux anglais le *Courier*, le *Morning Chronicle* et le *Times*; facture de Jean Gratiot pour des journaux, des exemplaires des constitutions des républiques ligurienne, cisalpine et helvétique, et pour le *Tableau des campagnes des Français*; dépenses particulières, dont: mission secrète en Italie de l'adjudant général Sébastien Jorry, brumaire an VI; achat à Pichon d'exemplaires de sa *Lettre à Mr. Pitt* et de sa seconde *Lettre* pour circulation à l'extérieur, frimaire et ventôse an VI; frais de retour au Danemark de Barré, né en Angleterre de réfugiés français, ancien des marines britannique puis russe venu en France au début de la Révolution, chargé d'une mission en Pologne par l'ambassadeur au Danemark Grouvelle en l'an IV, nivôse an VI; prêts à Thomas Muir suivant un arrêté du Directoire du 22 pluviôse an VI pour rembourser des avances faites par le consul de France à Cadix, avec reçus signés de Muir et lettre écrite de Passy le 29 ventôse proposant au ministre d'envoyer Achelet, secrétaire de la société de correspondance, à Londres où *il possède une bien puissante influence sur la classe des ouvriers*, et le citoyen James Smyth, de Glasgow, membre du parti philosophique républicain proscrit depuis quatre ans, actuellement employé par la France à Brest pour des expériences chimiques sur la purification de l'eau, en Écosse, nivôse et germinal an VI; achat à Mittié d'exemplaires de sa *Descente en Angleterre* et à la librairie Maradan d'exemplaires de la carte coloriée des descentes en Angleterre avec leur notice historique imprimée par Crapelet, pluviôse an VI; solde des appointements de Merciat dit Certany, agent secret à Rome et Naples révoqué, ventôse an VI; paiement à Louis Grandmaison, employé du consulat général aux États-Unis envoyé par Letombe porter des paquets en France, ventôse an VI; secours à l'ex-diplomate Hubert de Folard suivant arrêté du Directoire du 12 floréal an VI; avance à Piveron pour une mission de Paris à Toulon, floréal an VI; paiement à Rouget de L'Isle pour l'impression de 3 000 exemplaires d'un ouvrage destiné à une circulation à l'extérieur, floréal an VI; appointements de Parandier, agent secret dans le nord de l'Allemagne, avec état de frais à Berlin en l'an VI daté d'Altona en frimaire an VII, prairial an VI et frimaire an VII; secours à Chaponel ex-agent de la marine et du commerce dans la Rivière de Gènes puis en Caroline-du-Nord suivant arrêté du 22 prairial an VI; reçu par Laran pour l'impression en 3 700 exemplaires d'une lettre du ministre des Relations extérieures à l'envoyé des États-Unis, thermidor an VI; secours à Edmond O'Finn, négociant à Cork, suivant arrêté du 4 messidor an VI, reçu par l'intéressé d'une rescription à Anvers et lettre du commissaire central des Deux-Nèthes annonçant que le bénéficiaire s'embarque pour Hambourg, messidor-fructidor an VI; paiement à Charles-D. Pougens, imprimeur libraire à Paris, pour impression, brochage et emballage de 3 000 exemplaires de

¹ Le bateau du premier est mû par des rames reposant sur des plates-formes et muni à l'avant et à l'arrière de figures en forme de prismes imitant les mouvements de la tête et de la nageoire caudale des poissons. La seconde invention utilise le mouvement vertical d'un corps flottant sur un levier d'après des mesures à Marseille, Nice et Sète.

² Aucun rapport ne porte la signature du ministre Bourdon.

³ Voir *tome II*, 5 messidor an V, Guerre, note.

⁴ Brianciaux ou Briansiaux de Milleville, voir *tome IV*, 13 nivôse an VI, Marine et Colonies, note.

la traduction de la constitution de la République romaine en anglais, lettre sur papier à en-tête, messidor an VI; remboursements à Desportes, ex-commissaire du gouvernement à Genève, de dépenses secrètes en l'an VI suivant arrêté du 12 brumaire an VII, dont paiements à Letru, chargé de surveiller les exportations frauduleuses et les rentrées d'émigrés, à Gardiole, agent dans le pays de Vaud, à Reymond, chargé de surveiller les syndics et les clubs révolutionnaires de la ville, à Licheron, capitaine de brigade à Meyrin pour récompense aux préposés ayant arrêté des correspondances contre-révolutionnaires, à Agnus, capitaine de hussards envoyé le 7 floréal an VI porter le traité de rattachement au Directoire, à Bénédicte Gallay, orfèvre, et aux potiers d'étain Charton et Morel pour fourniture de prix offerts aux bataillons des communes du canton pour la fête du Quatorze-Juillet, et frais de diligence du transfert des archives de la légation de France à Genève *pesant ensemble environ trois quintaux et demi*; paiement à Belleville, consul général à Gênes, en remboursement d'avances faites à Piveron suivant arrêté du 6 vendémiaire an VII, lettre de Belleville sur papier à en-tête, lettre de Piveron à Belleville, et de Najac, ordonnateur de la Marine à Toulon, sur papier à en-tête, thermidor an VI, certificat par Giacomo Parodi, courtier de change à Gênes, du cours du louis neuf de France, octobre 1798, brumaire an VII; remboursement de dépenses secrètes de Ginguené, ex-ambassadeur à Turin, dont gratification à Bourgues, courrier extraordinaire, pour son expédition au col de Tende pour livrer le barbet Contin au général Garnier et paiement de frais de renseignement et de secrétariat au piémontais Fontana, frimaire an VII¹.

AF III 614, plaquette 4320, pièces 193-202, 206-208 et 212-213. Nomination de commissaires centraux, *Aude*: remplacement de Génie, démissionnant, lettre de Génie déclarant au ministre de l'Intérieur cesser d'exercer comme défenseur officieux au tribunal civil, vendémiaire an VII, extrait du rôle du tribunal en fructidor an VI et vendémiaire an VII le citant comme défenseur officieux dans chaque affaire, ordre de Merlin de Douai sur papier à en-tête *Le citoyen Merlin, membre du Directoire exécutif* de vérifier le fait et rapport du ministre François de Neufchâteau, brumaire an VII;- *Nièvre*: Étignard, nommé de nouveau², à la demande de l'ex-député Sautereau, membre du Tribunal de cassation;- *Vendée*: Godet, commissaire près le tribunal correctionnel de Fontenay [-le-Comte], remplaçant Coyaud, nommé en l'an IV, n'ayant *ni l'amitié ni la confiance des républicains qu'il ne perdit jamais l'occasion de molester*; et commissaire près le bureau central de Marseille: Giraud, neveu du conventionnel Laurens, remplaçant Micoulin cadet, dénoncé par les députés Constant, Natoire et Pélissier comme *jeune ambitieux* persécutant tous les républicains.

Séance du 25 messidor an VII [13 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 62 recto-64 verso; AF III 615, plaquettes 4321 et 4322³)

Lois.

[Du 24] sur les otages à prendre, dans les départements reconnus en état de trouble par une loi provoquée par le Directoire, parmi les parents d'émigrés, leurs alliés, les nobles non compris dans les exceptions des lois des 3 brumaire an IV et 9 frimaire an VI et les aïeuls, pères et mères de non-émigrés connus comme membres de bandes de brigands; portant proclamation du Corps législatif au peuple français sur le danger des dissensions civiles; créant un tribunal de commerce à Charolles avec même arrondissement que le tribunal correctionnel; et sur l'assemblée communale de Belvianes [-et-Cavirac]⁴ (AF III 614, plaquette 4318, pièces 136-140; AF III 615, plaquette 4321, pièce 41).

¹ Les arrêtés du Directoire d'après lesquels certaines dépenses sont payées figurent tous aux dates indiquées dans nos tomes précédents. Sur le *Tableau des campagnes des Français* de Carnot, voir *tome I*, 14 floréal an V, Guerre, note. Sur l'adjudant général Sébastien-Louis-Gabriel Jorry, dont la mission secrète n'est pas évoquée auparavant dans les procès-verbaux du Directoire, voir *tome V*, 21germinal an VI, Police générale, note. Louis-André Pichon, auteur d'une *Lettre d'un Français à Mr. Pitt ou Exposé du système suivi par le gouvernement britannique envers la France durant les dernières années de la monarchie et depuis l'établissement de la République*, Paris, Dupont, an VI, et d'une *Seconde lettre*, connues de *Martin et Walter*; il est peut-être à rapprocher de Louis-Antoine Pichon, employé du ministère des Relations extérieures nommé secrétaire de légation en République batave le 6 prairial an VI (*tome V*). Le nommé Barré, sans doute descendant de protestants français, n'est pas identifié; on décide de le renvoyer au Danemark, où il a déjà servi la France, parce qu'il ne pourrait servir dans la marine française avant la paix. Sur le patriote écossais Thomas Muir, voir *tome III*, page 180, note 3. Les deux personnages qu'il recommande ne sont pas connus du *Dictionary of national biography* britannique; le nom du second pourrait être une francisation de celui d'Ashley. Jean-Corisandre Mittié, auteur de *La Descente en Angleterre, prophétie en deux actes et en prose*, Paris, au café du Théâtre de la Cité, an VI (*Martin et Walter*). Letombe, consul à Philadelphie rappelé à sa demande et remplacé le 26 floréal an V (*tome I*). Sur Antoine-Christophe-Louis Piveron, émigré de la Mayenne radié en l'an VIII et dit général de brigade, envoyé en mission auprès de Bonaparte, voir *tome V*, 2 floréal an VI, Relations extérieures, note. La liste des publications de Claude-Joseph Rouget de Lisle recensées par *Martin et Walter* ne permet pas de savoir de laquelle il s'agit ici. Pierre Parandier, en réalité ambassadeur français en Prusse d'avril 1795 à décembre 1798 (*Repertorium der diplomatischen Vertreter*). Sur l'imprimé de Talleyrand, voir *tome V*, 22 messidor an VI, Relations extérieures, note.

² Voir *tome V*, 12 germinal an VI, Police générale, note.

³ La plaquette 4322 contient une feuille néant pour le 26 messidor / dimanche 14 juillet, entièrement consacré à la fête du Quatorze-Juillet.

⁴ La loi sur les otages n'est pas citée au procès-verbal, qui n'en annonce que trois, la fiche de renvoi aux arrêtés de promulgation en comptant bien quatre. Celle créant le tribunal de commerce de Charolles n'est, contrairement à l'habitude, précédée d'aucun message du Directoire; la série C ne cite d'ailleurs l'affaire que par une résolution des Cinq-Cents adoptée

Message des Anciens.

[Du 17] ordonnant l'impression et l'envoi au Directoire d'un mémoire sur les événements de la République cisalpine imprimé joint *Corps législatif. Conseil des Anciens. Tableau des événemens politiques et militaires arrivés dans la République cisalpine depuis une année adressé au représentant du peuple Dubois-Dubais par le citoyen Mengaud, agent du Directoire en Italie, pour être communiqué au conseil des Anciens*, Paris, Imprimerie nationale, an VII, 23 pages, avec texte de discours de Dubois-Dubais et de Moreau de l'Yonne, exemplaire collationné sur l'original par Baudin, président, Du Bois Du Bais, Gastaud, Hubar et Violland¹. *Lecture faite dudit message et de la pièce jointe, on en ordonne le classement* (AF III 613, plaquette 4298, pièces 19-20, dossier du 17).

Messages des Cinq-Cents.

[Du 21] sur la création d'un receveur particulier pour les revenus patrimoniaux de la commune de Wassy; envoyé au ministre de l'Intérieur; [du 23] sur la dénonciation par Miquel, médecin à Nancy, du marché pour l'entreprise des dépôts de mendicité passé par le ministre de l'Intérieur François de Neufchâteau avec les citoyens Delacombe et [Leclerc de] Montlinot, deux de ses principaux commis, envoyé au même; et une plainte de déportés de l'île de France, envoyé à celui de la Marine et des Colonies; [du 24] sur la plainte de Rondonneau, propriétaire du dépôt des lois au Carrousel, contre le droit de timbre sur ses réimpressions des lois et arrêtés du Directoire, envoyé à celui des Finances; et demandant des renseignements sur les compagnies et individus qui ont été ou sont chargés des diverses parties du service de la Guerre, envoyé à celui de la Guerre² (AF III 615, plaquette 4322, pièces 24-26, 33-35 et 44-53).

Message aux Cinq-Cents.

Envoyant quatre états de pensions de veuves et enfants de la Patrie non joints ici (AF III 615, plaquette 4322, pièces 27-29).

Décision du Directoire.

Rédaction d'une proclamation invitant les citoyens à l'union et déclarant que le Directoire *ne souffrira jamais qu'il soit porté atteinte à la constitution de l'an III et qu'il ne souscrira jamais aucun traité indigne du peuple français*, à insérer au *Bulletin des lois* et à réimprimer et afficher dans toutes les communes: *Républicains, la patrie est menacée, l'inéptie et la trahison l'ont mise sur le bord de l'abyme, nos ennemis en ont conçu les plus vastes espérances, mais les patriotes veillent, le Corps législatif et le Directoire exécutif vont déployer tous les moyens de salut public que la constitution a remise entre leurs mains, le triomphe de la liberté ne peut être douteux.... Jurons tous de nous ensevelir sous les ruines de la République plutôt que de souffrir qu'il soit porté la plus légère atteinte à la liberté, et la patrie sera sauvée* (AF III 615, plaquette 4322, pièces 54-56, brouillon approuvé par Gohier, Moulin et Sieyès et minute signée par Barras, Ducos et Gohier).

Finances.

Interdiction de tout transport de poudre sans ordre signé par le ministre de la Guerre ou celui de la Marine et des Colonies³. Ordonnement de fonds⁴ pour la rédaction des rôles définitifs des contributions (AF III 615, plaquettes 4321, pièces 2-3, et 4322, pièces 38-43).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel⁵. Instruction sur l'organisation des bataillons et compagnies créés par la loi du 14, en tableau synoptique suivant les articles de celle-ci. Feuille de brevets de pension (AF III 615, plaquette 4322, pièces 30-32, 36-37 et 57).

Police générale.

le 5 messidor et ses pièces jointes (C 580, dossiers 130 et 135).

¹ Sur Joseph-Antoine Mengaud, voir *tome V*, 6 prairial an VI, Relations extérieures, note.

² Voir plus loin, 8 thermidor, le message du Directoire répondant sur le marché de l'entreprise des dépôts de mendicité avec la compagnie Delacombe passé par Charles-Antoine-Joseph Leclerc de Montlinot, chef de la 2^e division du ministère (ici appelés Lacombe et Moulinot).

³ Voir *tome X*, 1^{er} fructidor: ajout du ministre des Finances pour tenir compte des transports de poudre pour les mines et la chasse.

⁴ De trois cent mille livres au lieu de francs sur le registre et la minute.

⁵ Promotion du futur général Maurice-Étienne Gérard, capitaine de cavalerie légère adjoint à l'adjudant général Villatte, chef d'escadron (*Six* ajoute à la suite du 9^e hussards et comme aide de camp de Bernadotte), et nomination du commandant de la place de Toul.

Mesures contre les émigrés *savoisiens*, notamment les officiers sardes: réimpression d'extraits de la loi du 25 brumaire an III sur les savoyards et les citoyens du comté de Nice et de la principauté de Monaco absents depuis 1792 dans l'Ain, les Alpes-Maritimes et le Mont-Blanc¹ et ordre d'en dresser des listes et de procéder au séquestre et à la vente de leurs biens, rapports du ministre sur le refus de l'administration centrale du Mont-Blanc de dresser des listes d'absents demandées par la municipalité de Chambéry, et sur les correspondances d'émigrés saisies: le marquis d'Allinge, officier sarde, écrivant à Boismond, capitaine de grenadiers qui devait être nommé *lors de l'organisation par Pichegru*, Lambert d'Ysoirier, colonel d'un régiment genevois de l'armée sarde, auquel le général Kellermann s'intéressait en l'an VI, le frère cadet de Philippe Rosset, député du Mont-Blanc aux Cinq-Cents invalidé par la loi du 19 fructidor an V, Thaon-Saint-André, capitaine de la place de Turin maintenu par le Directoire, dont le fils a été libéré par l'administration centrale du Mont-Blanc avec la simple injonction de se retirer à l'étranger, et Varax, capitaine de place en Piémont². Émigrés, maintien³: Jean-Baptiste Laboissière, né à Saint-Germain [-les-Belles], lieutenant de gendarmerie à Toulon radié irrégulièrement par le district en l'an III; Euphrosine Lobry veuve Havart, exploitant une brasserie à Marchiennes, rentrée en l'an III, soi-disant ouvrière; Louis-Raimond-Gabriel d'Oillamson, noble de Cæn, neveu du commandant les chouans en second sous Frotté le comte d'Oillamson, soi-disant parti du Havre en 1791 comme sergent d'artillerie à Sainte-Lucie puis donnant des dates contradictoires de sa captivité en Angleterre, traduit en conseil de guerre; François-Ignace Schmitt, procureur à Rouffach, ayant fui un mandat d'arrêt en 1793 pour une affaire particulière (AF III 615, plaquette 4321, pièces 5-23).

Relations extérieures.

Renvoi au ministre de lettres adressées directement au Directoire par des consuls français et ordre de leur mander qu'ils ne doivent correspondre qu'avec le ministre (AF III 615, plaquette 4321, pièce 1).

Séance du 26 messidor an VII [dimanche 14 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 64 verso-69 recto)

Fête du Quatorze-Juillet.

Description du cérémonial de la fête au Champ de Mars, précédé de salves d'artillerie la veille à neuf heures et le matin à six heures, et des réunions des autorités locales au temple décadaire de chaque arrondissement de Paris; et de l'arrivée du cortège du Directoire. Exécution par le Conservatoire de musique de l'hymne *Amour sacré de la patrie*. Texte du discours de Sieyès, président du Directoire: *Dix ans se sont écoulés depuis cette époque immortelle où, bravant tous les efforts de la tyrannie, les représentants du peuple français firent le serment solennel de proclamer ses droits et de fonder sa liberté. Ce sublime signal fut entendu et le 14 juillet vit tomber pour jamais cette antique forteresse, gage odieux de notre servitude, évocation des troubles survenus plus tard à l'instigation de l'étranger jaloux et perfide... pourrions-nous avoir oublié ces tems calamiteux où, bien certainement par la même influence, tous ceux qui avaient servi leur patrie ou étaient en état de la servir furent déconsidérés, outragés, persécutés, où l'autorité la plus tutélaire était haïe par cela seul qu'elle était autorité, où toutes les notions furent confondues au point que ceux qui n'étaient chargés officiellement de rien voulaient se charger de tout, où ceux qui n'avaient pu obtenir la confiance du peuple prétendaient par cela même qu'eux seuls avaient le droit de vouloir et de parler en son nom, où tous enfin semblaient vouloir représenter la nation à l'exclusion de ses représentants véritables. Français, profitez des leçons d'une longue expérience, elles nous ont coûté assez cher. Entourés que nous sommes de dangers imminents, nous avons besoin d'une grande et républicaine énergie. Reprenons, ressuscitons celle qui nous animait tous au 14 juillet, mais gardons-nous qu'il ne s'y mêle une impulsion étrangère. La première, vous la reconnaîtrez dans tous les sentiments qui tendent à accroître nos moyens de force en nous unissant, la seconde dans tout ce qui tendrait à désunir les amis de la République. Français, mettez fin à de funestes dissensions. Songez que l'ennemi est à nos portes et qu'avant tout, il faut le repousser. Rappelez-vous le premier anniversaire de la journée que nous célébrons, <de> cet enthousiasme ravissant qui semblait ne faire qu'une âme de quatre cents mille français réunis dans cette enceinte. Ce sublime spectacle promettait déjà un peuple de héros et cet espoir n'a pas été trompé. Que ce souvenir vous agrandise, que toute l'ardeur de vos désirs, toute la chaleur de vos mouvements se perdent dans une seule pensée, une seule passion, un seul besoin, celui de vaincre. Telle est notre volonté, répondez-vous. Je puis donc le dire en votre nom: la victoire est à nous, la patrie est sauvée, la République est affermie à jamais. Vive la République.* Description des exercices militaires et départ du cortège du Directoire.

¹ Le nouveau département du Léman n'est pas cité.

² Le marquis d'Allinge paraît être l'émigré du Mont-Blanc Prosper-Gaëtan d'Allinges, cité comme officier sarde par les fichiers des émigrés des Archives nationales (F⁷ 5790, dossier 5, pièce 130, et F⁷ 5881), qui connaissent deux émigrés du même département du nom de Rosset: Jean-Claude, officier de l'armée de Condé (F⁷ 4336, dossier 5), et Victor, lieutenant sarde (F⁷ 4223, dossier 9, 5356² et 607, F^{7*} 679), ainsi que Charles Thaon-Saint-André, émigré des Alpes-Maritimes au service du Piémont ou général en chef dans l'armée piémontaise, inscrit avec ses trois fils, dont les prénoms ne sont pas donnés (F⁷ 3334, 4867¹, 5790, dossier 5, pièce 42 bis, et 6099).

³ Avec cahier récapitulatif.

Séance du 27 messidor an VII [15 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 69 verso-71 recto; AF III 615, plaquettes 4323 et 4324)

Message aux Cinq-Cents.

Envoyant un projet non joint de nouvelle démarcation des tribunaux de la Manche par les tribunaux civil et criminel du département (AF III 615, plaquette 4324, pièces 39-40).

Justice.

Rapport, classé par le Directoire, sur les opérations de Reinhard, commissaire en Toscane: relation des événements militaires du 23 floréal au début de messidor, avec mention de la révolte d'Arezzo et des mouvements de Macdonald jusqu'à son départ de Florence le 30 prairial¹, et des activités de Reinhard pour l'administration civile: maintien des autorités locales et désignation de délégués du commissaire à Livourne: Samadet², à Pise: Cailhasson, dont Reinhard n'est pas satisfait, à Sienne: Abraham, et auprès de la république de Lucques, où le général Joubert avait établi un directoire, un corps législatif et des administrations locales: Moulin; conflit avec Delamarre, receveur caissier de la commission civile près l'armée d'Italie, au sujet d'une coupe de foin des domaines du Grand duc, observations de Reinhard sur les objets d'art: le commissaire a abandonné dans le principe à la commission le Palais Pitti et le Palais Vieux, où il se trouve une collection précieuse de tableaux, vu que c'était la propriété particulière du ci-devant Grand duc, que relativement à la galerie de Florence, c'est une propriété nationale du pays, que déjà des protestations ont été faites contre tout enlèvement. Il s'y trouve un cabinet de médailles, camées et vases précieux qu'on envisageait de vendre, mais que la commission civile entendait emporter à Paris avec la Vénus de Médicis, ce qui regarde la commission des objets d'art et de sciences d'Italie. Cassation d'ordonnances d'un juge de paix de Lyon et du directeur du jury de la ville refusant, sous prétexte que les anciennes lois sur les contrefaçons n'existent plus, de poursuivre les auteurs et diffuseurs d'une contrefaçon du cours complet d'agriculture de Rozier à la requête du libraire parisien Jeudy-Dugour³. Renvoi en justice: de la prise du navire américain *l'Anne-et-Suzanne*, chargé de Charleston pour Londres d'une cargaison de café, sucre et tabac, capitaine Richard Pickett, par le corsaire de Cherbourg *l'Heureux Spéculateur*, armateur Mosqueson; et d'un conflit sur la propriété de deux maisons dans le Tarn achetées par le nommé Gleizes à Pagèze, père d'émigré; et devant l'administration de la réclamation de Sybille-Clotilde Guinet-Montvert, représentée par son mari Leclerc-La Verpillière, en restitution de fonds déposés par testament de Claude-César Teyssier en 1786 à l'hospice de la Charité de Lyon pour être remboursés sans intérêt à sa majorité ou à son mariage; et de poursuites par Jeanne-Marie-Catherine Vertamy contre son mari émigré François-Paul de La Chaise devant le tribunal civil de la Loire; renvoi devant l'administration centrale de l'Hérault de Jean-François-Xavier Daudé d'Alzon, Pierre Bellier, Jean-François-Pascal Bonnefoy, et Firmin Dauprat, émigrés acquittés le premier par la commission militaire de Montpellier et les autres par celle de Nîmes (AF III 615, plaquettes 4323, pièces 1-11, et 4324, pièces 28 et 35-38).

Marine et Colonies⁴.

Troupes d'artillerie de marine: promotion de général de division du général Favereau⁵, inspecteur des troupes, rapport rappelant son rôle pour protéger la fonderie d'Indret (Loire-Inférieure, commune d'Indre) contre les brigands en l'an II et état de services; nominations aux 1^{ère}, 4^e et 5^e demi-brigades (AF III 615, plaquettes 4323, pièces 15-26, et 4324, pièces 27 et 29-33).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 615, plaquette 4324, pièce 34. Renvoi par le ministre de la Guerre à Lagarde du brevet de général de division de Millet-Mureau pour correction de forme.

AF III 615, plaquette 4324, pièces 41-61. Nominations administratives et judiciaires: destitution et remplacement des commissaires près les 1^{ère}, 4^e, 6^e, 9^e et 12^e municipalités de Paris⁶; nominations judiciaires, *Dordogne*, tribunaux,

¹ La révolte de la région d'Arezzo avait débuté le 17 floréal / 6 mai. Les insurgés étaient entrés à Florence le 19 messidor / 7 juillet.

² Négociant, nommé le 2 vendémiaire an VIII (*tome X*) sur proposition de Reinhard, alors ministre des Relations extérieures, agent secret dans la partie non neutre de l'Allemagne sous fausse identité de négociant allant à la foire de Leipzig.

³ Jean ou François Rozier, curé constitutionnel à Lyon mort pendant un bombardement lors du siège de 1793. La seule édition connue de *Martin et Walter* de son *Cours complet d'agriculture* fut publiée à Paris par Cochet en dix volumes entre 1781 et 1800.

⁴ Rapports émanant de la 3^e division, bureau des troupes, du ministère, sans signature du ministre.

⁵ Charles-François-Léger Favereau, mesure connue de *Six*.

⁶ Dont nomination à la dernière d'Étienne-Jean Panis, député de Paris à la Convention, ignorée de *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*.

commissaire, lettre de Joseph Dumoulin, ex-administrateur central *honorablement chassé par Chauvier avec trois de ses confrères*, sans date; commissaires près les tribunaux correctionnels de Périgueux et Sarlat [-la-Canéda];- *Deux-Nèthes* et *Yonne*, tribunaux, commissaires¹.

Séance du 28 messidor an VII [16 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 71 recto–75 recto; AF III 615, plaquettes 4325 à 4328)

Lois.

[Du 27] annulant les congés militaires absolus depuis le 23 août 1793 et créant des jurys départementaux pour les dispenses de service pour incapacité ou infirmités; et autorisant la vente de communaux de Pierrefontaine [-lès-Blamont] à Joseph Barrey pour établir une huilerie² (AF III 615, plaquettes 4323, pièces 12-14, et 4325, pièce 24).

Messages des Cinq-Cents.

[Délibéré le 21, expédié le 23 et reçu le 28] sur la réclamation de Clin et Doublet, adjudicataires de l'abbaye de Vaucelles à Crèvecœur [-sur-l'Escaut]³; [du 27] demandant des renseignements sur les marchés de construction de navires passés depuis l'an IV; sur une adresse de l'administration centrale des Alpes-Maritimes *qui témoigne sa crainte de voir son territoire envahi par les barbares du Nord*; et la plainte du général Cordellier contre le refus des payeur et receveur généraux du Haut-Rhin et du commissaire des guerres de payer la solde des conscrits de Seine-et-Marne qu'il conduisait à Colmar; [du 28] sur la mauvaise qualité des munitions de guerre de la garnison de Turin révélée lors du passage de prisonniers de guerre français libérés à Bourgoin [-Jallieu]: cartouches contenant du sable, balles hors calibre ou faites en bois et *revêtues extérieurement d'étain*, messages envoyés le premier et le deuxième aux ministres des Finances et de la Marine et des Colonies, et les autres à celui de la Guerre (AF III 615, plaquettes 4326, pièces 25-36, et 4327, pièces 61-63).

Messages aux Cinq-Cents.

Envoyant le procès-verbal de l'assemblée communale de Maison-Ponthieu et des états de pension de 204 employés des douanes, pièces non jointes ici, et le tableau des ventes de biens nationaux en prairial; sur l'échange par la commune de la Rochelle du collège contre l'évêché pour une école centrale supplémentaire, chemise du dossier de la commission spéciale créée le 1^{er} thermidor, plan du terrain du collège, encre couleur, et estimation par Alexis Bouffard et Aubin Brossard, architectes entrepreneurs, brumaire an VII; et rappelant le précédent message sur la nécessité d'une loi sur l'emploi des crédits ouverts aux ministres de la Guerre et de la Marine et des Colonies par les lois des 3 et 21 fructidor an VI et 26 vendémiaire et 10 messidor à prendre sur les domaines pour l'armement des conscrits et le rétablissement de la marine (AF III 615, plaquettes 4325, pièces 4-5 et 14-21, et 4327, pièces 54-60 et 67-69).

Finances.

Arrêtés de distribution décadaire de fonds sur les exercices des ans V à VII avec tableau des fonds disponibles. Coupes de bois d'hospices: de "la Ruelle" appartenant à l'un de ceux de Cæn et de celui de Mouzon (Ardennes) en lisière du bois de la Sartelle⁴ provenant de l'émigré Faily, et communaux de Lunéville dévastés par les troupes autrichiennes et les délinquants et Pechbonnieu pour réparer des ponts. Fixation des frais de fabrication des pièces de monnaie pour l'an VII⁵. Nomination d'un substitut du commissaire du Directoire près les postes à la subdivision du sud à Nîmes. Rejet du cautionnement insuffisant du receveur général de la Gironde. Confirmation de la soumission par Damour des douves et fossés de Redon engagés par le Roi aux bénédictins en 1737 et cédés par eux à la ville en 1786 pour en faire une promenade publique. Création d'un bureau de distribution de la poste aux lettres à Couture [-sur-Loir] au lieu de Villedieu [-le-Château], qui n'est pas sur le grand chemin du courrier entre Montoire [-sur-le-Loir] et Château-du-Loir. Indemnités à des maîtres de poste pour localités difficiles⁶. Dépôt par le ministre de l'état des mutations à la régie de l'Enregistrement pendant la 2^e décade de messidor (AF III 615, plaquettes 4325, pièces 6-13, 4326, pièces 37-53, 4327, pièces 64-66 et 70-81, et 4368, pièces 119-120).

Intérieur.

¹ Dont remplacement dans les Deux-Nèthes de Pierre-François Piorry, député de la Vienne à la Législative et à la Convention, démissionnaire, ce que n'évoque pas *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels* en retraçant ses déboires depuis le mandat d'arrêt lancé contre lui par le Directoire le 24 ventôse (*tome VIII*).

² À la suite d'un message du Directoire du 13 ventôse (*tome VIII*).

³ Voir *tome IV*, 19 ventôse an VI, Finances, note.

⁴ À Villemontry, auj.: commune de Mouzon.

⁵ L'arrêté du 19 brumaire an VI (*tome III*) ne les avait fixés que pour l'an VI car on pensait installer une nouvelle pompe à feu à la Monnaie de Paris.

⁶ Aux Granges (Aube), à Halle (Dyle), Braine-le-Comte (Jemappes), Dole (Jura) et en Côte-d'Or à Auxonne, Chanceaux, Saint-Marc [-sur-Seine], Saint-Seine [-l'Abbaye] et Val-Suzon.

Réorganisation, administrations centrales: Eure: membres élus en l'an VII¹, Eure-et-Loir: remplacement de démissionnaires², et Haute-Vienne: membres ayant influencé *le système de destitution des municipalités et commissaires municipaux*; municipalités: Autun contre-révolutionnaire avant le Dix-Huit Fructidor, Montpon [-Ménéstérol]: président versatile, Seignelay: agent et adjoint du chef-lieu l'un ayant assisté à une cérémonie du culte en écharpe et l'autre tolérant le travail le décadi et des danses et jeux aux jours de fête religieuse, Paris: 1^{ère} à 4^e, 6^e, 8^e à 10^e et 12^e municipalités³ à la demande de *l'administration centrale régénérée*, et Tuffé: membres fanatiques; et adjoint municipal d'Allerey refusant d'accompagner les gendarmes à la recherche de déserteurs et *qui, interrogé par les gendarmes pourquoi des croix existaient dans son arrondissement, leur répondit que, plantées avant eux, elles subsisteraient après eux*. Annulation de la destitution des présidents des municipalités de Longuyon et Thiviers comme anarchistes, et de Darnaudéry, agent de Mont-de-Marsan, et annulation de l'arrêté du 6 floréal an VI suspendant Dulamon et Petitjean, secrétaires en chef de l'administration centrale des Landes et de la municipalité de Mont-de-Marsan, et Fargon, employé de l'administration centrale⁴. Jugement de l'ex-agent de Lironcourt *trafiquant de ses fonctions en faveur d'auteurs de délits forestiers en levant sur eux des amendes arbitraires*. Réduction du droit de passe des voitures transportant des engrais, du blé, de la farine et des approvisionnement pour les usines dans l'Aisne. Autorisation de disposer de fonds pour secours à douze patriotes irlandais réfugiés reconnus tels par Thompson, seul agent des Irlandais Unis reconnu par le Directoire⁵ (AF III 615, plaquettes 4327, pièces 82-88, et 4328, pièces 100-115, 124-126, 136-171 et 202-210). Proclamation du Directoire rendant les nouvelles mesures obligatoires au 1^{er} vendémiaire an VIII dans les douze départements autour de la Seine: Aisne, Aube, Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Marne, Oise, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme et Yonne, manuscrit, loi du 1^{er} vendémiaire an IV sur les poids et mesures, Imprimerie de la République, an IV, 4 pages (AF III 533, plaquette 3506, pièces 29-32, dossier du 28 messidor an VI).

Relations extérieures.

Signature des lettres de créance de Reinhard, ambassadeur en République batave, et de recréance de Perrochel. Ordre au ministre de *suspendre toute démarche relativement au prince de Carignan, qui sollicite un passeport pour sortir de France: vous nous dirés quelle est la conduite actuelle du roi de Sardaigne à l'égard de la France et, s'il est vrai qu'il y ait de sa part des actes hostiles, ces renseignements détermineront notre décision*, et à celui de la Police générale de le surveiller avec sa suite *et ceux qui socient avec lui* à Paris (AF III 615, plaquettes 4325; pièces 1-3, et 4327, pièce 89, minutes de Ducos et Sieyès signées des cinq Directeurs).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 615, plaquette 4327, pièces 90-91. Résolution des Cinq-Cents du 11 rejetée par les Anciens le 28 tendant à n'appliquer l'article 24 de la loi du 19 fructidor an V qu'aux prêtres refusant de prêter serment ou se rétractant, et chemise de la commission spéciale créée par les Cinq-Cents le 29.

AF III 615, plaquette 4328, pièces 92-100, 116-117, 121-123, 127-135 et 172-201. Nominations administratives, *Loir-et-Cher*, commissaire central: Venaille, conventionnel, nommé de nouveau, lettre de l'administration centrale dénonçant une association créée à Blois après sa destitution⁶ et adresses d'habitants de Vendôme et Romorantin [-Lanthenay] en sa faveur, environ 60 et 90 signatures, messidor an IV; et commissaires municipaux, *Bouches-du-Rhône*, Marseille, commissaires près les municipalités du Midi et du Nord;- *Charente-Inférieure*, Tonnay-Charente⁷: Regnault, administrateur du district de Rochefort;- *Finistère*, Saint-Renan;- *Isère*, Châbons;- *Haute-Vienne*, à la demande des députés Bordas, Guineau, Jevardat-Fombelle et Jourdan, Aix [-sur-Vienne]: Robert, notaire; Bellac; Bessines [-sur-Gartempe]; Chalus; Châteauneuf [-la-Forêt]; Châteauponsac; Eymoutiers; Lussac-les-Églises; Panazol ou Limoges *extra muros*; Saint-Barbant; Saint-Germain [-les-Belles]; Saint-Laurent-sur-Gorre: Marcillat, secrétaire du district de Saint-Junien; Saint-Martin-de-Jussac; Saint-Sulpice-les-Feuilles.

¹ Arrêté légèrement modifié le 11 fructidor (*tome X*).

² Parmi les remplaçants: Berroys et Malin (voir *tomes VII*, 25 brumaire, et *V*, 19 floréal an VI, Intérieur, notes).

³ Les quatre membres de la 1^{ère} destitués sont dits vendémiairistes. L'un de leurs remplaçants est Pierre-Nicolas Garnot, conventionnel de Saint-Domingue sorti des Cinq-Cents en l'an V, dont *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels* écrit qu'il fut nommé président de cette municipalité en l'an VII. Michel, fabricant de rouge, ex-administrateur de police, nommé à la 6^e, pourrait être le membre de la Commune et administrateur de police prénommé Étienne que cite *Martin et Walter* pour une *Pétition... à la Convention* sans date. La nomination d'Emmanuel-Pierre Le Tourneur, conventionnel de la Sarthe, à la 8^e est connue de *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*. Viel, graveur, nommé à la 12^e, pourrait être Pierre Viel, graveur parisien spécialisé dans les reproductions connu de *Thieme et Becker*.

⁴ Voir *tome VIII*, 15 ventôse, pour Thiviers, et 29 suivant pour Longuyon (arrêté qui destituait le président de la municipalité de Longwy), et *tome V*, 6 floréal an V, Justice, note, pour les Landes.

⁵ Les noms des douze irlandais ne sont pas donnés et le *Dictionary of national biography* britannique ne permet pas d'identifier Thompson.

⁶ Le 9 messidor an IV (*Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*).

⁷ Nom révolutionnaire: Charente.

Séance du 29 messidor an VII [17 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 75 recto-77 verso; AF III 615, plaquettes 4329 et 4330¹)

Loi.

[Du 28] sur l'assemblée primaire de Jaujac (AF III 615, plaquettes 4325, pièces 22-23, et 4329, pièce 8).

Messages des Cinq-Cents.

[Du 28], envoyés le premier au ministre des Finances et les autres à celui de l'Intérieur, sur: le remplacement des biens aliénés de l'hospice d'Elbeuf et la plainte de couteliers de Thiers contre la contrefaçon des marques de fabrique; et demandant un devis sur le projet de réunion du tribunal correctionnel et de la maison d'arrêt de Montreuil-sur-Mer² (AF III 615, plaquettes 4329, pièces 23-25, et 4330, pièces 29-34).

Guerre.

Réforme avec traitement de réforme de son grade du chef de brigade Ramand, commandant la place d'Ajaccio. Promotion d'adjudant général et emploi dans la 8^e division militaire du chef de bataillon Baciocchi. Formation sur le champ de colonnes mobiles dans l'Aisne, le Nord et le Pas-de-Calais à la disposition du commandant des 24^e et 25^e divisions militaires³ (AF III 615, plaquettes 4329, pièces 19-22, et 4330, pièces 35-36).

Marine et Colonies⁴.

Remise du prix du navire espagnol *la Marie* à des citoyens d'Antibes, au détachement de la garnison et à l'équipage de la felouque des douanes *la Surveillante* l'ayant repris sur un corsaire britannique. Nomination des commis extraordinaires de la Marine à Toulon Antoine-Étienne Blache et Maillard, rescapé de l'incendie du vaisseau *l'Orient*⁵ en l'an VI, renvoyé pour sa santé d'Alexandrie et ayant échappé au massacre des Français en Sicile alors qu'il faisait relâche à Augusta, commis ordinaires de 1^{ère} classe (AF III 615, plaquette 4329, pièces 9-18).

Police générale.

Prêtres, annulation de la déportation le 14 brumaire⁶ de Dupuy, Maltête et Planier, de la Vienne, mariés, le premier et le deuxième curés d'Usson [-du-Poitou] et de Saint-Germain de Poitiers et le troisième vicaire constitutionnel de Lusignan, marié à Londres en 1775, à la demande des députés de la Charente-Inférieure. Sursis et libération sous la surveillance des autorités pour deux ecclésiastiques de la Meuse-Inférieure déportés le même jour n'ayant jamais été prêtres (AF III 615, plaquette 4330, pièces 37-42). Le ministre prend les ordres du Directoire sur Boillet, Bontoufle, Dufour, Duplessis et Gaudin, pièces reprises par lui⁷.

Relations extérieures.

Annulation des exequatur donnés avant l'arrêté du 16 ventôse an VI aux individus nés ou devenus français comme agents des puissances étrangères et, en conséquence, annulation de celui donné le 8 fructidor an IV à Théodore Van Moorsel, né à Ostende, comme vice-consul danois à Anvers⁸ (AF III 615, plaquette 4329, pièces 1-3). Rapport, classé aux pièces secrètes, sur la conduite actuelle du roi de Sardaigne⁹.

Le Directoire arrête qu'il chômera demain trente messidor et ajourne sa séance à après-demain premier thermidor prochain. La séance est levée.

Affaires non citées au procès-verbal.

¹ Plaquette contenant une feuille néant pour le 30 / 18 juillet 1799. Sa pièce 43 est une minute d'arrêté du 29 messidor an IV nommant Guiraud, notaire, commissaire municipal de Vauvenargues.

² Sur le message sur les contrefaçons de marques de fabriques, voir *tome X*, 16 fructidor: message du Directoire favorable à la demande et proposant de généraliser la protection demandée. Sur le tribunal correctionnel de Montreuil-sur-Mer, voir *tome VIII*, 29 pluviôse, messages du Directoire.

³ Le futur général Félix-Pascal Baciocchi, mesure connue de *Six*. Les 24^e et 25^e divisions militaires sont celles des départements réunis de Belgique; voir aussi *tome X*, 17 thermidor: maintien sur place de celles des cantons côtiers du Nord et du Pas-de-Calais.

⁴ Rapports émanant de plusieurs divisions du ministère sans signature du ministre.

⁵ Le vaisseau amiral de Brueys détruit lors de la bataille navale d'Aboukir.

⁶ *Tome VI*, à cette date, comme anarchistes.

⁷ Affaires non représentées ici.

⁸ Voir *tome IV* à la date indiquée, Relations extérieures, note, et *Debidour*, tome III, page 452.

⁹ Affaire non représentée ici.

AF III 615, plaquette 4330, pièces 26-28, copies au registre du bureau particulier, AF* III 19, pages 162-164. Nomination de Moreau commandant en chef de l'armée du Danube, remplaçant Masséna, destiné à un autre commandement¹⁰, et instructions: le département du Léman étant provisoirement réuni à l'arrondissement de l'armée du Danube en attendant que celle des Alpes soit en mesure de le défendre, ordre à Moreau de passer d'abord par Genève et prendre des dispositions pour renforcer les défenses de la place en établissant une liaison sûre avec l'armée des Alpes pour empêcher des incursions ennemies du Haut-Piémont contre le Mont-Blanc et le Léman; et en Suisse, *le général en chef assurera autant qu'il lui sera possible la possession du terrain qu'occupe l'armée, mais, en couvrant les positions essentielles, il évitera le danger de s'affaiblir par la dissémination de ses forces .. Le général Moreau connoit les ressources de la guerre de manœuvre et il observera que les opérations qui y sont analogues sont applicables à notre position actuelle et au théâtre de la guerre où il va commander.*

Séances du 1^{er} au 10 thermidor an VII [19-28 juillet 1799]

Séance du 1^{er} thermidor an VII [19 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 78 recto-79 verso; AF III 616, plaquette 4331)

Lois.

[Du 29 messidor] annulant l'élection aux Cinq-Cents de Jeannet par la Guyane; créant un tribunal de commerce à Joigny; et autorisant un échange de communaux de Pluvault avec Edme Loison² (AF III 615, plaquette 4329, pièces 4-7; AF III 616, plaquette 4331, pièce 1).

Messages des Cinq-Cents.

[Délibérés le 29 messidor], envoyés le premier au ministre de la Police générale et les autres à celui de l'Intérieur, demandant des renseignements sur l'incendie de la ville de Saint-Claude et le procès-verbal de l'assemblée primaire mère de Chauffailles, le plaignant ayant été élu juge de paix par l'assemblée scissionnaire, et la demande de remboursement de travaux publics par Musnier dit Depraile, entrepreneur à Bar-le-Duc³ (AF III 616, plaquette 4331, pièces 4-9 et 18-20).

La séance est consacrée en grande partie à la lecture de la correspondance des armées et à des conférences sur divers objets politiques et militaires.

Guerre.

Arrêtés sur le personnel⁴ (AF III 616, plaquette 4331, pièces 10-17).

Séance du 2 thermidor an VII [20 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 79 verso-82 recto; AF III 616, plaquettes 4332 à 4335)

Lois.

[Du 1^{er}] créant une retenue sur les traitements, indemnités et salaires de tout mandat, fonction et emploi civil jusqu'à la paix, remplaçant celles créées par les lois des 3 nivôse et 27 floréal; [du 2] ouvrant des crédits supplémentaires aux ministres de la Guerre et de la Marine et des Colonies (AF III 616, plaquettes 4331, pièces 2-3, et 4332, pièces 16-18).

Messages des Cinq-Cents.

¹⁰ Arrêté expressément annulé par celui du 29 thermidor (*tome X*, affaires non suivies au procès-verbal) maintenant Masséna commandant en chef de l'armée du Danube et nommant Moreau commandant en chef de celle du Rhin. *Six* ne rapporte que l'arrêté du 17 messidor (plus haut) nommant Moreau chef de l'armée du Rhin, poste auquel l'auteur dit qu'il ne se rendit pas, en ignorant ce qui concerne Masséna ici ainsi que l'arrêté du 29 thermidor.

² Georges-Nicolas Jeannet-Oudin, cousin de Danton (voir *tome II*, 4 messidor an V, Marine et Colonies, note), ex-agent du Directoire dans cette colonie (*Kuscinski, Les députés au Corps législatif*, date cette loi du 18 messidor an VII). Sur Joigny et Pluvault, voir *tomes VI* et *VIII*, 4 fructidor an VI et 7 germinal, messages aux Cinq-Cents.

³ Sur l'incendie de Saint-Claude, voir *tome X*, 6 vendémiaire an VIII, message du Directoire. Bar-le-Duc, nom révolutionnaire: Bar-sur-Ornain; le plaignant en serait à sa 47^e pétition, *le ministre de l'Intérieur lui a toujours répondu n'avoir pas de fonds pour acquitter ces sortes de travaux*, sur lesquels aucune précision n'est donnée.

⁴ Dont remise en activité du commissaire des guerres Peyras, réformé lors de la suppression de l'armée de l'Ouest (précision qui n'est donnée que par le registre).

[Délibéré le 27 messidor et expédié le 29], invitant le Directoire à faire payer des arriérés de traitements aux artistes de la manufacture de Sèvres et à envoyer au Conseil le compte prescrit par la loi du 10 prairial an V¹; [du 1^{er}] sur la dénonciation par le commandant de la place de Perpignan d'une vente d'effets d'armement et d'équipage, messages envoyés respectivement aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre (AF III 616, plaquette 4334, pièces 54-59).

Messages aux Cinq-Cents.

Sur: une contribution locale de la municipalité de Nouvelle-Église pour curer la rivière de Vinfillle et un des *watergants* (canal de dessèchement) d'Oye [-Plage]; les moyens d'assurer les fabrications extraordinaires d'armes dont les armées vont avoir besoin: intérêt de garder au travail les ouvriers des manufactures et d'obliger les particuliers à déclarer les armes en leur possession pour les racheter et en équiper les colonnes mobiles et les gardes nationales, dont on enverrait les armes aux armées; et la législation sur l'admission dans les compagnies de vétérans nationaux, chemise du dossier d'une commission spéciale des Cinq-Cents sur les compagnies de vétérans et texte manuscrit d'un rapport avec projet de résolution de Joubert de l'Hérault au nom de cette commission² (AF III 616, plaquettes 4332, pièces 12-15, 4333, pièces 47-49, et 4334, pièces 60-65).

Remplacement des ministres.

La séance est ouverte par la lecture de la correspondance. Le citoyen Talleyrand, ministre des Relations extérieures, renouvelle au Directoire l'invitation qu'il lui a faite le 25 messidor dernier d'accepter sa démission, lettres de Talleyrand du 25 messidor: Ce n'est point pour vous que j'ai eu besoin de répondre aux calomnies qui me poursuivent. Ma conduite, mes travaux, mes principes en sont à vos yeux la réfutation suffisante. Mais j'ai cru devoir à mes concitoyens des éclaircissements qui ne puissent leur laisser aucun doute sur la constance et la pureté de mon zèle ainsi que sur l'évidente imposture des inculpations qu'on a dirigées contre moi. J'ai rempli cette tâche. Je sens aujourd'hui par l'acharnement même de mes ennemis que, ne pouvant être utile comme ministre, je dois comme citoyen ne pas souffrir que la fureur insensée dont je suis l'objet puisse profiter de ma présence au ministère pour oser inquiéter l'autorité exécutive elle-même. Permettez donc, citoyens Directeurs, qu'en vous adressant la réponse que j'ai publiée³ et qui attestera, je crois, à tous les vrais amis de la République que ma conduite fut irréprochable, je vous prie d'accepter ma démission du ministère des Relations extérieures; et du 2 thermidor: .. Je sens que mon nom seul, attaqué chaque jour par de nouveaux outrages, pourroit devenir un obstacle aux vues du gouvernement. D'ailleurs, dans un moment où un tribunal du département de la Seine vient de me condamner sans même m'avoir appelé en cause et de déclarer calomnieuse et inconstitutionnelle une dénonciation qui n'a jamais existé ni par écrit ni de vive voix, que je n'ai ni faite ni même un seul instant voulu faire, tout m'avertit que je dois me retirer... Acceptation de cette démission, remplacement par Reinhard, ministre plénipotentiaire en République helvétique, minute de Lagarde, et lettre à Talleyrand pour lui annoncer l'acceptation de sa démission et le choix de son successeur. Le Directoire lui témoigne en même temps sa satisfaction du zèle constant, du civisme et des lumières que ce citoyen a apportés tant dans les fonctions de son ministère que dans celles du ministère de la Marine qui lui avoient été momentanément confiées.

On délibère ensuite sur la démission offerte par le citoyen Ramel, ministre des Finances, remplacé par Robert Lindet⁴, minute de Sieyès: Lettre à Ramel l'en informant, le Directoire lui témoigne que l'intention du Directoire est qu'il continue ses fonctions jusqu'à l'arrivée du citoyen Robert Lindet et qu'il lui donne tous les renseignements que son expérience a pu lui procurer. Le Directoire lui exprime aussi sa satisfaction de l'attachement à la République, du civisme et du zèle qu'il a montrés jusqu'à ce jour.

La délibération se continue sur l'organisation du ministère. Révocation de Lambrechts, ministre de la Justice, remplacé par Cambacérès, minute de Sieyès. On informe par une lettre le citoyen Lambrechts de la nomination de son successeur et on l'invite à lui donner tous les renseignements nécessaires pour que les différentes parties de ce ministère ne souffrent aucune espèce d'interruption. Le Directoire ajoute qu'en lui faisant cette invitation il compte sur son attachement à la chose publique.

Le citoyen Bourguignon, ministre de la Police générale, prie le Directoire de recevoir sa démission, lettre du 1^{er}: Je vous prie d'accepter ma démission et de pourvoir à mon remplacement. Nomination de Fouché, actuel ministre plénipotentiaire en République batave, remplacé par Florent-Guyot, ex-résident de France dans les Grisons. Nomination de Bourguignon régisseur de l'Enregistrement, liste et lettres de candidats régisseurs à la place de

¹ Tome II, au lendemain, ouvrant des fonds au ministre de l'Intérieur en l'an V, sauf pour divers articles, dont cette manufacture, jusqu'à approbation par le Conseil de compléments d'information à fournir par le Directoire avant le 1^{er} messidor suivant. Voir tome X, 28 fructidor: message du Directoire en réponse.

² Le premier message répond à celui des Cinq-Cents du 6 messidor (plus haut, au lendemain); la rivière de Vinfillle, au sud de Guempes, figure comme branche occidentale du watergand (canal de dessèchement) dit de la rue Serpentine sur la carte de Cassini; Oye y est représenté entre ceux dits du Nord et du Sud. Sur le second message, voir tome X, 13 thermidor: loi de la veille autorisant le maintien de 3000 employés des manufactures et ateliers de réparation d'armes.

³ Non jointe ici, sans doute l'imprimé *Éclaircissements donnés par le citoyen Talleyrand à ses concitoyens*, Paris, Laran, an VII (Martin et Walter).

⁴ La nomination de Jean-Baptiste-Robert, dit Robert Lindet, député de l'Eure à la Législative et à la Convention, au ministère des Finances est datée du 5 thermidor par Kuscinski, *Dictionnaire des conventionnels*.

Quinette¹, dont Alquier, constituant, député de Seine-et-Oise à la Convention et aux Anciens jusqu'en l'an VI, Deronzières, conventionnel de Loir-et-Cher, Jollivet, député à la Législative, Lombard-Lachaux, conventionnel du Loiret, vérificateur au bureau de liquidation de la comptabilité intermédiaire, et Marragon, député de l'Aude à la Convention et aux Anciens jusqu'en l'an VI. Signature des lettres de créance de Fouché et de créance de Florent-Guyot et lettre demandant au premier de partir sans délai pour Paris, minutes de Sieyès et Lagarde, copies au registre du bureau particulier, AF* III 19, pages 164-165 et supplément page 20 (AF III 616, plaquette 4332, pièces 1-9 et 19-21, 4333, pièces 22-46, et 4334, pièces 66-78).

Intérieur.

Brevet d'invention à Louis-Jean Focard-Château, de Paris, pour une machine dite manège (de chevaux) de campagne² (AF III 616, plaquette 4334, pièces 50-53).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 616, plaquette 4335, pièces 79-176. Nomination de commissaires centraux, *Côte-d'Or*, Pierre Chauvot, de Gemeaux, ex-administrateur central, remplaçant Volfus³, accusé par les députés Buvée, Dezé, Godard et Guillemot de versatilité et de répugner à poursuivre les prêtres réfractaires;- *Marne*, le conventionnel Drouet⁴;

- et commissaires municipaux, *Ardèche*, Lamastre; *Largentièrre*; *Tournon*: remplacement d'un commissaire ayant célébré des fêtes en l'honneur de Marat puis protégé les égorgés de Lyon évadés des prisons de la ville;- *Gironde*, Gensac; *Sudre*, officier de santé; *Saint-Laurent [-Médoc]*: remplacement de Demarleng, élu administrateur central; *Sainte-Foy [-la-Grande]*: remplacement d'un *jeune homme contre lequel il s'est élevé beaucoup de plaintes, tant sur sa manière d'administrer que sur sa conduite lors des dernières élections*;- *Lozère*, le Buisson;- *Nièvre*⁵, Anlezy; *Brassy*; *Brinon [-sur-Beuvron]*; *Cervon*; *Champlemy*; *la Charité [-sur-Loire]*; *Château-Chinon*; *Clamecy intra et extra muros*; *Corbigny*; *Cosne [-Cours-sur-Loire]*; *Decize*; *Donzy*; *Entrains [-sur-Nohain]*; *Larochemillay*; *Luzy*; *Magny [-Cours]*; *Monceaux [-le-Comte]*⁶; *Montreuillon*; *Neuvy [-sur-Loire]*; *Nevers intra et extra muros*; *Pouilly [-sur-Loire]*; *Rouy*; *Saint-Amand [-en-Puisaye]*; *Saint-Germain-en-Viry* (auj.: *Saint-Germain-Chassenay*); *Saint-Pierre-le-Moutier*; *Saint-Saulge*; *Tannay*;- *Orne*, Écouché;- *Seine-et-Oise*, Sucy [-en-Brie]; *Dujardin*, instituteur, remplaçant Piis, muté près la 1^{ère} municipalité de Paris;- *Tarn*, Monestiès;- *Vienne*, Poitiers; *Hellion aîné*, apothicaire.

Séance du 3 thermidor an VII [dimanche 21 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 82 recto-85 recto; AF III 616, plaquettes 4336 et 4337)

Message des Cinq-Cents.

[Du 2], transmis aux ministres des Finances et de la Guerre, dénonçant la vente de la maison d'Uzès, siège du 2^e conseil de guerre de la 17^e division militaire présidé par le général Projean⁷, où ses membres étaient logés, après la condamnation de cinq chefs de bureau du ministre Scherer pour faux certificats de décès d'émigrés dans les hôpitaux militaires (AF III 616, plaquette 4337, pièces 43-45).

Messages aux Cinq-Cents.

Rendant compte de la situation générale des crédits de la Guerre et de la Marine et des Colonies en l'an VII, soumettant des observations sur la loi du 1^{er} messidor ouvrant des crédits et proposant de décider d'appliquer aux différentes parties du service les fonds ouverts par celle du 26 vendémiaire et ceux devant provenir de l'emprunt

¹ Qui avait été remplacé le 1^{er} prairial (plus haut) par Duchâtel, ex-député de la Gironde aux Cinq-Cents.

² Munie d'un système évitant de creuser des fondations et de planter l'axe du manège.

³ Député du tiers du bailliage de Dijon à la Constituante. Candidature de Michel-François Vaillant aîné, archiviste à Dijon, nommé le 16 (*tome X*) à la place de Chauvot, refusant pour raison de santé.

⁴ Nomination connue de *Kuscinski*, *Dictionnaire des conventionnels*.

⁵ Le plus souvent, réintégration à la demande de l'ex-député Sautereau de commissaires destitués en l'an VI.

⁶ Remplacement du constituant Louis-Nicolas Parent de Chassy, député du tiers du bailliage de Nivernois et Donziois, par celui qu'il avait remplacé le 23 prairial an VI (*tome V*).

⁷ Ce général de brigade n'est pas connu de *Six*. Peut-être s'agit-il de Claude-Antoine Projean, nommé chef de brigade par Bassal, représentant en mission dans le Doubs, le 21 brumaire an II (AF III 194, dossier 816, pièces 292-296 et 417) et promu adjudant général le 28 thermidor (*tome X*). La 17^e division militaire était celle de Paris, où se trouvait la maison nationale dont il s'agit. Voir *tome X*, 11 thermidor, le message du Directoire transmettant le rapport du ministre des Finances Ramel de Nogaret démentant les accusations ici formulées et le dossier d'une commission spéciale des Cinq-Cents sur un nouveau message du Directoire du 27 vendémiaire an VIII proposant d'affecter cette maison à la régie des Douanes pour servir de local de plombage des marchandises destinées à l'exportation, pratique qui éviterait de procéder à l'inspection détaillée des chargements aux postes de douane frontaliers. Voir aussi AF III 151 A, dossier 707, pièces 50-52: rapports du ministre de la Guerre sur le transfert du conseil de guerre de la maison d'Uzès et celui de la maison commune, 12 et 15 thermidor an VII.

ouvert par celle du 10 messidor, rapports joints de Bernadotte et Bourdon des 1^{er} et 2 thermidor¹; et proposant de remplacer le droit de timbre sur les acquits d'ordonnances sur les caisses publiques par une retenue aux frais des parties prenantes (AF III 616, plaquette 4336, pièces 8-11 et 21-22).

Installation de Cambacérés ministre de la Justice².

Lettre l'invitant à se rendre à midi au lieu des séances du Directoire pour son installation, minute de Lagarde signée des cinq Directeurs (AF III 616, plaquette 4337, pièce 63). Introduction et prestation de serment de Cambacérés, ensuite accompagné au ministère par un huissier du Directoire.

Finances.

Arrêtés de distribution décadaire de fonds sur les exercices des ans V à VII avec tableau des fonds disponibles. Mutation du receveur général de la Haute-Marne dans le Pas-de-Calais (AF III 616, plaquette 4336, pièces 1-7 et 19-20).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel³ (AF III 616, plaquette 4337, pièces 23-38).

Justice.

*La séance est ouverte par la lecture de la correspondance. Le ministre de la Justice (Lambrechts⁴) est introduit et soumet au Directoire le compte des opérations administratives qui, pendant le cours de messidor dernier, ont eu lieu dans les nouveaux départements situés sur la rive gauche du Rhin, rapport sur l'organisation administrative et judiciaire, comptes des dépenses et des contributions, échec d'une tentative d'enrôlement de jeunes gens: *Quelques jeunes citoyens ayant essuyé des désagrémens ou humiliations de la part des chefs de corps auxquels ils s'étaient adressés, cet exemple découragea les autres* et développements sur les fournitures de guerre; *Extrait des registres du Directoire exécutif. Arrêté du 24 floréal an 7 autorisant le général en chef de l'armée du Danube à demander aux administrations centrales des départements voisins d'assurer les subsistances, Mayence, Pfeiffer et compagnie, imprimeurs du département*, 4 pages. Rapport, classé par le Directoire, *sur la conduite et la moralité* des commissaires près les tribunaux des neuf départements réunis, tous *français d'origine* sauf celui de l'Ourthe, défavorable à celui de Jemappes, Sta⁵, dont le remplacement est demandé par les députés Auverlot, Foncez et Latteur. Publication dans ces départements des lois des 14-19 février 1792 et 30 mai 1793 sur les saisies et les oppositions. Levée provisoire des scellés sur la saline de [Bad-] Münster-am-Stein (Rhin-et-Moselle) à charge pour leurs propriétaires, négociants à Francfort [-sur-le-Main], de produire les titres à l'appui de leur réclamation à raison de sa cession en 1721 par le Rheingrave de Salm, attestation du magistrat de Francfort que les réclamants ne sont pas émigrés de la rive gauche du Rhin, traduction française, et procuration à leur fondé de pouvoir par devant Jean-Gérard Jænnike, notaire impérial à Francfort, 1799⁶. Rejet faute de consignation d'amende du pourvoi en cassation d'Henri Fayen contre sa condamnation par le juge de paix de Wolfstein (Mont-Tonnerre); cassation d'une sentence de celui d'Oyonnax condamnant le président et le secrétaire de l'assemblée communale d'Arbent⁷ (AF III 616, plaquettes 4336, pièces 16-18, et 4337, pièces 39-42, 52-56 et 60-62).*

Police générale⁸.

Annulation de toutes dispositions privant Gay-Vernon de ses droits de citoyen français. Dispositions sur les réclamations d'inscrits sur la liste des émigrés du Mont-Blanc après l'incendie des papiers de l'administration centrale en nivôse: délai de cinq jours pour réclamer et d'un mois pour fournir les preuves de résidence, au-delà duquel ils seront déclarés émigrés. Traduction devant un conseil de guerre de la 17^e division militaire comme espion de

¹ Voir *tome X*, 4 fructidor: loi de la veille attribuant un supplément de crédits au ministre de la Guerre pour l'an VII.

² La lettre à Cambacérés vient à la fin des affaires du ministre de la Justice (Lambrechts) par lesquelles commence le procès-verbal. Son installation suit la réception du message des Cinq-Cents, avant les affaires du ministre des Finances, les messages du Directoire et les affaires de la Police générale qui terminent la séance.

³ Nominations à la 98^e demi-brigade nouvelle, promotion du futur général Antoine Maurin, chef d'escadron aide de camp, adjudant général, mutation du futur général Pajol commandant le 6^e hussards (voir plus haut, 22 messidor, Guerre, note), mesures connues de *Six*, et remise en activité des généraux de division Antoine-Claude Dièche, nommé commandant de la place d'Entrevaux et de son arrondissement (*Six* le dit réformé en l'an II et employé à l'armée des Alpes à notre date), et de brigade Pierre Poinsot de Chansac, réformé le 29 thermidor an VI (*tome VI*, index), pour emploi à l'armée d'Italie, ce que *Six* ne précise pas, et des commissaires des guerres Pradel (voir *tome VII*, 28 frimaire, Guerre, note) et Rivaud, ex-commissaire des guerres à l'armée de Sambre-et-Meuse et commissaire près la 3^e municipalité de Paris (voir *tome IV*, 12 nivôse an VI affaires non citées au procès-verbal, note).

⁴ Dont on a ici les derniers rapports signés.

⁵ Sur ce personnage, voir *tome IV*, 8 pluviôse an VI, affaires non citées au procès-verbal, note.

⁶ Timbre sec de la chancellerie de la ville et sceau de cire rouge légendé JOH: GERH: IAENNIKE NOT: CAES: PUBL: encadrant un palmier dans un médaillon entouré des mots JUSTUS SEU PALMA VIREDDIT (pièce 41).

⁷ Les circonstances de ces deux dernières affaires ne sont pas précisées.

⁸ Rapports signés par Bourguignon.

l'individu *se nommant Laurent Emont*, détenu au Temple et refusant de faire connaître son état politique, se disant né aux États-Unis, conduit à Nantes à l'âge de dix ans, abandonné par ses proches et travaillant comme terrassier, mais n'ayant pas la peau et les mains d'un homme de peine, arrêté en l'an VI chez un cabaretier à Romilly et conduit devant le juge de paix de Morée, rapport proposant son expulsion comme étranger (AF III 616, plaquette 4337, pièces 46-51 et 57-59).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 616, plaquette 4337, pièce 64. Adresse du jour de membres d'une société patriotique de Paris au Directoire, classée aux *pièces diverses*, pour les condamnés à la déportation par la Haute Cour de Justice de Vendôme, détenus à Cherbourg et réduits au dénuement le plus déplorable... *Le boulanger et le boucher chargés de fournir des vivres à ces malheureux prisonniers viennent de déclarer à l'administration municipale de Cherbourg que le défaut de paiement de ce qu'ils avoient déjà avancé les mettait dans l'impossibilité de continuer plus longtemps la fourniture de cette maison de détention*, environ 130 signataires, dont Boissier, adjudant général, Ceracchi, *romain*, Dumez, officier de santé de la Marine, Lamberté, Martin, chef de bataillon, et Rossignol l'aîné¹.

AF III 616, plaquette 4337, pièces 65-66. Nomination du commissaire près le tribunal correctionnel de Bordeaux.

Séance du 4 thermidor an VII [22 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 85 recto-88 verso; AF III 616, plaquettes 4338 à 4341)

Lois.

[Du 3] réduisant de quatre à deux les justices de paix du canton de Sèvres; et créant: deux arrondissements de recette dans le Mont-Terrible et un tribunal de commerce à Villefranche [-sur-Saône]² (AF III 616, plaquettes 4336, pièces 12-15, et 4338, pièce 8).

Message aux Cinq-Cents.

Sur la vente: des fours banaux et de la maison dite du marguillier de Gemeaux pour réparer des fontaines, et de communaux de Bonfol (Mont-Terrible) pour acheter une pompe à incendie, la Mûre pour payer le dessèchement d'un marais traversé par la route de Briançon et Roubion au maréchal-ferrant Ugo pour y bâtir une forge et une machine à écorcher l'orge; envoyant les procès-verbaux non joints des assemblées primaires scissionnaires de Tournai; sur: la création d'octrois à Dijon, Morlaix, Quimper et Troyes; et de taxes sur la bière, le cidre, l'eau-de-vie et le vin à l'entrée par les communes d'Auray, Lorient et Pontivy; et une contribution locale de celle de Sogny-en-l'Angle pour rétablir un pont; et rappelant les précédents messages³ sur la nécessité de soumettre les citoyens qui professent l'art de guérir à un examen rigoureux (AF III 616, plaquettes 4338, pièces 11-12, 4339, pièces 28-42 et 45-56, et 4340, pièces 60-65).

Décision du Directoire.

Nomination de Buart huissier du Directoire, remplaçant Caron⁴ (AF III 616, plaquette 4340, pièce 96).

Guerre.

¹ L'adjudant général Boissier est peut-être Henri Boissier, remis en activité le 5 messidor (plus haut). Sur le peintre Ceracchi, voir *tome I*, 2 prairial an V, Relations extérieures, note. Théodore Lamberté, imprimeur, né à Chartrettes (Seine-et-Marne), dit Lamberthé par *Debidour*, et Rossignol aîné, sans doute le général Jean-Antoine, impliqués dans la conspiration de Babeuf (*Les Archives du Directoire*).

² Lois prises à la suite de messages des 22 ventôse, 17 germinal et 9 floréal (*tome VIII*), la première créant des justices de paix du Nord et du Sud du canton de Sèvres (Garches, Marnes [-la-Coquette], Saint-Cloud, Vaucresson et Ville-d'Avray, et Chaville, Meudon et Sèvres), le juge de paix de Meudon devant remettre ses archives à la justice de paix du Sud et celui des cinq communes rurales à celle du Nord, et la deuxième créant des arrondissements de recette à Porrentruy et Delémont: ressorts sur les cantons d'Audincourt, Chevenez, Cornol, Damphreux, Désendans, Montbéliard, Saignelégier, Saint-Brais et Saint-Ursanne, et sur ceux de Bienne, Courtelary, Glovelier, Laufon, Malleray, Moutier, la Neuveville, Reinach et Vicques.

³ Sur Bonfol, voir *tome X*, 6^e complémentaire: message des Cinq-Cents du 3^e complémentaire demandant des précisions sur les biens à vendre. Sur les octrois de Dijon et Troyes, voir *tome X*, 17 et 13 fructidor, lois les créant. Sur Sogny-en-l'Angle, voir *tome X*; 28 vendémiaire an VIII: loi de la veille. Le dernier message sur les guérisseurs est celui du 4 nivôse an VI (*tome IV*).

⁴ Alexis Caron, né à Villeroy (Somme), cité dans *Les Archives du Directoire*. On ne dit pas pourquoi il est remplacé. Buart est le nom d'un des gendarmes récompensés le 14 messidor (plus haut) pour leur courage contre un brigand dans l'Ourthe.

Rapport classé au bureau particulier sur les agents politiques et les commissaires civils près les armées françaises à l'étranger⁵. Arrêtés sur le personnel⁶. Gratification et citation à la revue du 1^{er} vendémiaire de gendarmes de Blois, Jussey et Lyon pour *actions d'éclat dans leur service*⁷ (AF III 616, plaquette 4340, pièces 78-95).

Intérieur.

Transfert du Pape de Valence, où il est arrivé de Briançon le 26, à Dijon⁴. Organisation provisoire des octrois de Poitiers et Versailles⁵. Destitution: de deux administrateurs centraux de la Marne; municipalités: Jussey, agent municipal de Cendrecourt déclarant en séance *que les Autrichiens, en massacrant les plénipotentiaires à Rastadt, n'avaient fait qu'user de représailles puisqu'on avait bien massacré le Roy*, Laon: membres fanatiques, dont un fauteur de troubles aux assemblées primaires, Paris, 7^e municipalité: membres en majorité élus en l'an VII, à la demande de l'administration centrale régénérée, Pouilly [-les-Vignes]: président n'assistant pas aux fêtes décadaires et ne communiquant pas les lois et la correspondance à ses collègues, Puttelange [-aux-Lacs]: agents de Folschviller et d'Hoste à cause de rassemblements à la fontaine d'Hoste après de *prétendus miracles et la soi-disant apparition d'une vierge sur les eaux*⁶, Sucy [-en-Brie]: agent du chef-lieu sachant à peine signer et agent de Villiers [-sur-Marne] et adjoint de Chennevières [-sur-Marne] fanatiques, Vesoul *extra muros*: président retardant par insouciance le versement de subsistances pour l'armée du Danube et Villers [-Bocage] (Somme): membres fanatiques; agents: Grandvelle [-et-le-Perrenot] laissant sonner les cloches, Mazières [-sur-Béronne] condamné par le tribunal correctionnel de Melle pour avoir accusé d'insultes un cabaretier chez lequel il s'était enivré, et Privas⁷; agent et adjoint d'Aubenas trafiquant de bons d'étapes comme actionnaires de la ferme de celles du département, laissant les marchands s'installer aux anciennes dates et tolérant des troubles contre ceux qui respectent les nouvelles; adjoint de Quirbajou présentant un prêtre réfractaire comme pauvre cultivateur père de deux enfants puis complice de sa libération par une bande de deux cents hommes. Destitution et jugement: agents de Bœsenbiesen détournant le produit d'une vente irrégulière d'arbres communaux et se faisant rembourser presque le double des frais de nourriture des répartiteurs des contributions de l'an V, et destitution de l'adjoint, Pardailhan libérant un individu incitant les conscrits à désertir et la Romiguière (Aveyron, auj.: commune du Truel) avec le secrétaire de la municipalité de Broquiès pour faux acte de mariage de conscrit. Annulation des destitutions: de trois administrateurs centraux de l'Aude injustement inculpés d'anarchie, et réorganisation de cette administration; et d'un inspecteur du droit de passe de la Seine depuis assesseur de juge de paix de la division des Quinze-Vingts; et de l'annulation de la nomination du secrétaire de la municipalité de Lavour (Tarn), à la demande des députés Bermond, Castagné, Compaire et Daubermesnil⁸ (AF III 616, plaquettes 4338, pièces 1-3 et 16-24, 4339, pièces 25-27, 43-44 et 57-59, et 4341, pièces 98-157).

⁵ Affaire non représentée ici, sans doute le rapport demandé par le Directoire le 18 messidor (plus haut) en même temps qu'aux ministres des Finances et des Relations extérieures.

⁶ Remise en activité du général Charles-François Desbureaux, admis au traitement de réforme le 24 germinal an V (*tome I*), nommé commandant la 12^e division militaire (*Six* le dit remis en activité un jour plus tard puis commandant cette division à partir du 12 août / 25 thermidor) à la place du général Gabriel-Venance Rey, muté à la 14^e (mutation que *Six* date aussi du 12 août), et nomination du général Verdière (Jean-Christophe Collin, dit) chef de la 15^e (mesure connue de l'auteur, voir *tome V*, 7 prairial an VI, Guerre, note); remise en activité des commissaires des guerres Robinet, destitué le 19 ventôse an VI (*tome IV*, Guerre, voir note), et Pierre Sevret (voir AF III 195, dossier 898, pièce 226: Pierre Sevret, ex-commissaire des guerres), et du chef de bataillon Cerisier, ex-adjoint aux adjudants généraux à Saint-Domingue, attaché à la suite d'un corps d'infanterie (voir *tome III*, 25 vendémiaire an VI, Marine et Colonies, note).

⁷ Les premiers, au nombre de deux, ayant réussi à garder un prévenu d'émigration qu'ils conduisaient à Mer malgré l'attaque de 12 à 16 brigands, les suivants, blessés à Combeaufontaine où ils conduisaient un prêtre réfractaire, ayant réussi à alerter des secours qui ont capturé 16 de leurs 20 attaquants (voir *tome X*, 15 thermidor, un message des Cinq-Cents du 13 transmettant un rapport très détaillé de l'administration centrale de la Haute-Saône sur ces événements), et les derniers pour leur courage contre le chef de brigands Debose, qu'ils ont abattu dans une auberge à Neuville [-sur-Saône].

⁴ La Drôme étant entourée de départements *absolument fanatisés* et le commissaire central et l'administration centrale étant en conflit pour régler les problèmes de son séjour à Valence. Le pape Pie VI mourut à Valence le 12 fructidor / 27 août 1799.

⁵ Dont décision de ne les affecter que d'un seul préposé, les conventionnels Gay-Vernon à Poitiers et Laignelot à Versailles. Le premier, nommé commissaire central de la Somme le 8 (plus loin), fut remplacé à l'octroi de Poitiers le 16 (*tome X*) par le conventionnel de Paris Jean-François-Gabriel Vaugeois, lui-même refusant et remplacé le 6 fructidor suivant. *Kuscinski, Dictionnaire des conventionnels*, qui cite la nomination de Gay-Vernon au poste de commissaire central de la Somme, croit que c'est à l'octroi de Versailles qu'on le destinait. Laignelot, qu'il dit bien nommé à Versailles, mais le 2, refusa comme il l'écrivit et fut remplacé le 18 (*tome X*) par l'ex-commissaire des guerres Martin, beau-frère du Directeur Moulin, mesure qu'il ne cite pas, non plus que celles concernant Vaugeois.

⁶ Ces rassemblements sont cités dans le rapport du 9 (plus loin) ordonnant le transfert des prêtres détenus de la Meurthe, de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans le département de l'Yonne. Voir aussi AF III 150 B, dossier 706, pièce 161: rapport du ministre de la Guerre sur les mesures prises pour dissiper ces rassemblements, 27 prairial an VII.

⁷ Michel, administrateur central destitué après le Dix-Huit Fructidor, destitué à la demande des députés Delichères et Saint-Prix, et des conventionnels Gleizal et Thoulouse.

⁸ Les arrêtés ici annulés sont du 12 pluviôse (*tome VII*) pour l'Aude, du 23 germinal pour l'ex-inspecteur du droit de passe de la Seine Boyer (voir *tome VIII*, à cette date, Intérieur, note) et du 16 ventôse (*tome VIII*) pour Lavour.

Marine et Colonies.

Arrêtés sur le personnel militaire, dont traitement de réforme de Charles-Joseph Béghin, ex-chef de la 7^e demi-brigade d'artillerie de marine¹, et confirmation de la promotion de lieutenant de vaisseau de Jean-Pierre Pellabon, commandant le bâtiment *le Cerf*, par Bonaparte après la bataille de Chébréis (AF III 616, plaquette 4340, pièces 66-77).

Police générale.

Ordre au ministre de présenter demain un rapport indiquant les départements, cantons et communes où il y a lieu d'appliquer la loi du 24 messidor sur la répression du brigandage et des assassinats dans l'intérieur pour servir à un message du Directoire *qui doit être fondé sur des faits et des preuves qui nécessitent la mesure provoquée et ôtent à la malveillance le prétexte d'en accuser l'application d'arbitraire ou d'injustice* (AF III 616, plaquette 4340, pièce 97, minute de Lagarde).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 616, plaquette 4338, pièces 9-10. Ordre au ministre de la Police générale de verser sur ses fonds secrets une avance à celui des Relations extérieures pour les frais du départ de Florent Guyot, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, page 165, et lettre en prévenant le ministre des Relations extérieures, minutes de Lagarde.

AF III 616, plaquette 4338, pièces 14-15. Message des Anciens du 3 sur des secours à la commune de Saint-Claude après un incendie, envoyé au ministre de l'Intérieur.

Séance du 5 thermidor an VII [23 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 88 verso-90 verso; AF III 617, plaquettes 4342 à 4344)

Messages aux Cinq-Cents.

Sur: la soumission par Pouyet d'une partie du domaine du Bois-Louis provenant du collège de Pau; et l'affectation du château de Vitré comme maison d'arrêt, avec arrêté du jour le décidant provisoirement² (AF III 617, plaquette 4344, pièces 77-84).

Décision du Directoire.

Circulaire ordonnant aux ministres de ne pas faire, sur des affaires terminées, de nouveaux rapports sur simple apostille d'un ou plusieurs membres du Directoire, sauf sur les objets variables tels que les nominations et sur les arrêtés que les ministres croiraient susceptibles de révision: *Il arrive assez souvent, citoyen ministre, que l'on sollicite près des membres du Directoire des apostilles portant ordre d'un rapport sur des affaires déjà terminées par des arrêtés. Ces apostilles sont souvent surprises aux membres du Directoire, soit en leur dissimulant les arrêtés qui existent déjà, soit en profitant, pour leur présenter de semblables pétitions, d'un moment où ils ne peuvent en faire qu'une lecture rapide* (AF III 617, plaquette 4342, pièce 12, minute de Lagarde).

Finances.

Arrêtés de distribution décadaire de fonds sur les exercices des ans V à VII avec tableau des fonds disponibles. Financement d'un approvisionnement du port de Brest par délivrance par la Trésorerie nationale à Julien Ouvrard, munitionnaire général des vivres de la marine, de rescriptions admissibles en paiement des contributions de l'an VII contre remise par lui de valeurs en bons des deux tiers. Autorisation à la compagnie Delfosse, chargée de la fourniture et de l'entretien des lits militaires des départements frontière du Nord suivant traité terminé en l'an VI et dont les associés émigrés ont quitté cette compagnie, de liquider sa dette avec les ordonnances provenant de son service. Administration comme biens nationaux de ceux des religieuses anglaises des rues de Lourcine et des Fossés-Victor de Paris et autres établissements étrangers³. Coupe de bois de la forêt nationale de Saint-Méen [-le-Grand] et communaux de Chanceaux pour payer une indemnité après suppression d'un droit de banalité et d'Hagécourt pour réparer un pont sur le Madon. Nomination d'un receveur général du Gard. Indemnités à des douaniers de la Meuse-Inférieure ayant dû s'enfuir pendant quinze jours lors des troubles en brumaire et aux veuves de trois d'entre eux assassinés à Eksel (auj.: Hechtel-Eksel), Holven et Kerkhoven (communes d'Overpelt et d'Eksel), état nominatif, par Gousseaux, contrôleur de la brigade des douanes de Lille-Saint-Hubert (auj.: commune de Neerpelt), des pertes subies. Rejet de la

¹ Voir *tome VI*, 5 vendémiaire, Marine et Colonies, note.

² Sur le Bois-Louis, voir *tome VII*, 14 frimaire, message des Cinq-Cents, note. Sur Vitré, voir *tome X*, 4^e complémentaire: message des Cinq-Cents du 2^e complémentaire demandant des précisions.

³ Les religieuses anglaises étaient restées en possession de leurs établissements après le passage à l'ordre du jour par les Cinq-Cents le 6 prairial an VI sur les messages du Directoire des 13 germinal et 5 fructidor an V (*tomes I et II*). Voir aussi *tome X*, 8 fructidor, Finances: rejet de la réclamation des religieuses anglaises contre cet arrêté, ordonnant la vente de leurs biens.

réclamation de Massin, adjudicataire d'une maison rue de la Huchette à Paris, sur une autre mitoyenne appartenant à l'hospice d'humanité. Dépôt par le ministre de l'état des mutations à la régie de l'Enregistrement pendant la 3^e décade de messidor (AF III 617, plaquettes 4342, pièces 1-11, et 4344, pièces 47-62, 71-76 et 85-89).

Guerre.

Entretien et solde comme les autres troupes de la République à compter du 1^{er} fructidor des 1^{ère} et 8^e demi-brigades, détachées de l'armée française en République batave à celle de Mayence depuis l'an VI. Feuille de brevets de pension et feuille de travail du ministre (AF III 617, plaquette 4344, pièces 63-70).

Police générale.

Émigrés, radiation¹: Xavier-Richard-Camille Geoffrion dit Merville, commissaire des guerres, de Valenciennes, ex-officier de cavalerie non noble². Maintien: François, Louis et Paulin Alziari frères, de Roquestéron, officiers sardes, le premier au régiment de Châblais et les deux autres capitaines du génie; du Bosc-Guyot, noble d' "Amfreville" (Eure); Michel de Coux, comte, de Benayes, parti de Paris en 1792 pour l'Irlande, pays de sa femme; Charles David, prêtre de Quilly (Loire-Inférieure) soi-disant caché comme insermenté, ne prouvant pas être fonctionnaire public et présentant des actes notariés de l'an V comme preuves de résidence à Blain et Bouvron; Rodolphe Hébray, de Roquemaure, soi-disant fédéraliste, sous le coup d'un mandat d'arrêt de nivôse an II et déserteur du 25^e chasseurs à cheval en messidor suivant; Antoine-Guillaume Paul, de Marseille, soi-disant agriculteur et fédéraliste, sous le coup d'un mandat d'arrêt de l'an II, présentant des déclarations devant le juge de paix de Mazargues (commune de Marseille) sur la perquisition de sa maison de campagne; Alexandre Tognet fils, de la Chambre, soi-disant parti étudier la peinture à Turin. Rejet de la réclamation de Jacques Le Pelletier du Longpré³. Correction des arrêtés du 25 nivôse an V⁴ ayant levé le séquestre des biens et radié de la liste des déportés mais non de celle des émigrés Claude-François Dumesnil, chanoine de Saint-Mihiel, et Marie-François-Delphin Maire, chanoine de la cathédrale de Besançon et vicaire général du diocèse de Tulle (AF III 617, plaquette 4343, pièces 13-46).

Séance du 6 thermidor an VII [24 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 91 recto-93 recto; AF III 617, plaquette 4345)

Lois.

[Du 4] réunissant la commune de Frocourt à celle d'Amenucourt; créant un tribunal de commerce à Mirecourt; et rectifiant le tarif de l'octroi de Bordeaux⁵ (AF III 616, plaquette 4338, pièces 4-7; AF III 617, plaquette 4345, pièce 3).

Messages des Cinq-Cents.

[Délibérés le 2 et expédiés le 4] demandant: les rapports annoncés dans celui du 9 messidor sur la situation intérieure et extérieure de la République⁶; et le nombre des troupes cisalpines, helvétiques, piémontaises et polonaises que le Directoire propose d'entretenir aux frais de la République, envoyé au ministre de la Guerre; sur la demande de création d'une recette des contributions et d'un tribunal correctionnel à Gournay [-en-Bray], envoyé à ceux des Finances et de la Justice; la plainte de colons déportés et réfugiés à Montpellier ne recevant pas de secours, envoyé à celui de l'Intérieur; le remplacement des biens aliénés de l'hospice de Bourbon-l'Archambault⁷, adresse de la commission des hospices de la ville au président des Cinq-Cents donnant l'état de ces biens, et une contribution locale de la municipalité de Barbaste pour acquitter ses dépenses de l'an VI, envoyés à celui des Finances; [et délibéré le 3] sur la dénonciation par Ferrand, capitaine à la 5^e demi-brigade, de vols à l'armée d'Italie⁸, envoyé à celui de la Guerre (AF III 616, plaquette 4332, pièces 10-11; AF III 617, plaquette 4345, pièces 7-15 et 20-29)

Message aux deux Conseils.

Sur la nécessité de réprimer *les écrits et provocations tendans à aliéner les états neutres et les états amis: Ici on attribue à l'Espagne les vues les plus odieuses et hostiles contre nous, on ose dire que la trahison lui a livré les vaisseaux français...*, là on se plaît à associer le cabinet de Berlin à celui de Londres, brouillon avec membre de phrase rayé rappelant que la loi du 19 fructidor an V a été rapportée (AF III 617, plaquette 4345, pièces 34-40).

¹ Avec feuille de travail et cahier récapitulatif des affaires d'émigrés soumises au Directoire.

² Arrêté sans rapport du ministre. Sa ville d'origine n'est citée que par le cahier récapitulatif.

³ Maintenu le 17 ventôse (*tome VIII*).

⁴ *Debidour*, tome IV, page 660. Le second était inscrit dans le Doubs.

⁵ Les deux premières lois font suite aux messages du Directoire des 27 fructidor an VI et 9 floréal (*tomes VI et VIII*) et la troisième corrige celle du 23 floréal (plus haut, au lendemain).

⁶ Contrairement à ceux qui suivent, ce message est classé au dossier du 2 (AF III 616, plaquette 4332, pièces 10-11) avec son accusé de réception du 6.

⁷ Nom révolutionnaire: Burges-les-Bains.

⁸ Sur lesquels on n'a aucune précision.

Remplacement des ministres.

Au reçu d'une lettre de Lindet jointe écrite de Caen le 5, exposant au Directoire son hésitation à accepter le poste de ministre des Finances à cause de son invalidation personnelle par la loi du 22 floréal an VI comme élu de l'Eure au Corps législatif, en rappelant le précédent des conventionnels mis en état d'arrestation décrétés non éligibles au Corps législatif par la loi du 5 fructidor an IV, nommés commissaires du Directoire et ayant dû démissionner, lettre classée au bureau particulier lui indiquant que le Directoire maintient sa nomination et lui demandant de faire savoir s'il accepte ou non, minute de Lagarde signée des cinq Directeurs, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, page 165; lettres de Lindet annonçant son départ pour Paris le lendemain, 7 thermidor, et du 11 informant Sieyès de son arrivée en lui demandant si le Directoire a l'intention de lui donner une audience particulière (AF III 617, plaquette 4345, pièces 30-33).

Guerre.

Transfert de plusieurs régiments de l'intérieur et du 9^e dragons, fait prisonnier de guerre à l'armée d'Italie et arrivé dans le Jura, envoyé à Paris. Annulation, vu leurs réponses au ministre¹, de la traduction en conseil de guerre des généraux Bonnamy et Dufresse, envoyés à l'armée des Alpes et à celle du Danube (AF III 617, plaquette 4345, pièces 16-20).

Relations extérieures.

Communication par le ministre de lettres de Berlin, gardées par lui; ordre de proposer des mesures pour le rétablissement de la paix avec les états barbaresques². Fixation des frais de premier établissement et des indemnités de Florent-Guyot et de divers consuls³ (AF III 617, plaquette 4345, pièces 34-40).

Séance du 7 thermidor an VII [25 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 93 verso-95 verso; AF III 617, plaquettes 4346 à 4348)

Loi.

[Du 6] sur l'échange par l'établissement de secours à domicile de Clermont-Ferrand d'un bâtiment à la Roche-Noire contre une terre du citoyen Truchon à Épinat, commune de Saint-Beauzire, et d'une grange contiguë à la maison de Lecourt à Clermont contre une terre à Montferrand⁴ (AF III 617, plaquettes 4345, pièces 1-2, et 4346, pièce 6).

Messages aux Cinq-Cents.

Envoyant les rapports qui devaient être joints au message du 9 messidor des ministres des Finances, de la Guerre, de l'Intérieur, de la Justice et de la Police générale, ordre au ministre de la Marine et des Colonies de rédiger le sien, chemise du dossier de la commission spéciale des Cinq-Cents du 30 prairial sur le message du Directoire de la veille et rapports des ministres des Finances du 7 avec tableau des produits affectés au service de l'an VII: totaux par article des recettes des neuf premiers mois, de celles présumées pour le dernier trimestre et de leur somme sur l'année entière, de la Guerre du 7 messidor notant qu'*au mois de germinal dernier, il a été reconnu qu'il y avait dans les cadres de l'armée un déficit de 150 000 hommes*, lettre d'envoi du ministre Milet-Mureau sur papier à en-tête et vignette gravée du ministère, et long rapport du ministre de la Police générale Bourguignon du 9, notant des germes d'insurrection dans les départements provisoires de la rive gauche du Rhin: *dans les principales communes, la fête funéraire en l'honneur des ministres français assassinés a été troublée et des placards séditieux ont publiquement insulté à leurs cendres*, des réunions contre-révolutionnaires dans la Meuse-Inférieure, des bandes de prêtres et de déserteurs dans les Deux-Nèthes, d'où les conscrits émigrent aux Pays-Bas, et des troubles royalistes dans l'intérieur, dans l'Ouest: *tout ici s'annonce avec des symptômes graves*, à Genève où les *oligarques* et les *indépendants* semblent se réunir pour concourir à la contre-révolution, dans les départements de l'Ardèche, des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, ainsi que dans ceux du Rhône, de l'Ain, de la Côte-d'Or, du Doubs, agité de nouveau après les destitutions de républicains, de la Loire, de la Haute-Loire et de Saône-et-Loire; proposant de traduire devant des commissions militaires temporaires les prévenus d'embauchage, assassinats, brigandage et espionnage, *les formes lentes des conseils de guerre, les dangers de la translation des prévenus et l'éloignement des conseils de guerre empêchent que l'action de la justice ne soit aussi prompte que l'exigent les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons*, envoi au journal *le Rédacteur*; et demandant la création de deux nouveaux régiments d'artillerie à pied, unités dont il n'existe que 160 compagnies au lieu des 230 qui seraient

¹ Dont on ne sait rien.

² Affaires non représentées ici.

³ La commission des Finances des Cinq-Cents ayant supprimé par erreur cet article pour l'an VII. Il s'agit d'Angelucci, Auric et Mangourit, consuls à Alicante, Majorque et Ancône, et de Dufour et Thédénat, vice-consuls à San-Remo et Savone.

⁴ Loi faisant suite aux messages du Directoire des 19 floréal an VI (*tome VI*) pour le premier échange, et 27 brumaire (*tome VII*) pour l'autre.

nécessaires, état de la dépense prévisible¹, et d'une légion dans les nouveaux départements de la rive gauche du Rhin nommée légion cisrhénane (AF III 617, plaquettes 4346, pièces 7-14, 4347, pièces 15-25, 30-32 et 37-40, et 4348, pièces 47-49, minutes en partie de Lagarde).

Finances.

Le ministre des Finances soumet au Directoire un traité passé entre lui et les entrepreneurs de différents services porteurs de délégations sur le produit des contributions et revenus de l'État de l'exercice des années cinq, six et sept, par lequel traité lesdits délégataires se sont obligés à faire une avance de trente millions au trésor national à prendre sur le quart des rentrées des délégations qui leur ont été délivrées, à condition d'en être remboursés en nouvelles délégations sur le tiers des premières rentrées de l'emprunt forcé dont le Conseil des Cinq-Cents s'occupe en ce moment².

Guerre.

Arrêtés sur le personnel³ (AF III 617, plaquette 4347, pièces 26-29 et 33-36). Rapport classé au bureau particulier sur la pénurie de ressources financières des armées⁴.

Justice.

Déclaration de deux juges au tribunal civil des Landes démissionnaires pour absences répétées (AF III 617, plaquette 4348, pièces 67-68).

Police générale.

Levée du séquestre des biens des individus condamnés à la déportation par la loi du 19 fructidor an V s'étant rendus à l'île d'Oléron suivant l'arrêté du 28 nivôse⁵ et envoi des noms des autres déportés n'ayant pas satisfait à la loi du 19 brumaire aux administrations centrales de leur domicile pour inscription sur la liste des émigrés, arrêtés envoyés au journal *le Rédacteur*⁶. Déportation à l'île d'Oléron de l'émigrée Marie-Poncette Raunet, de Sainte-Marie-à-Py, condamnée à la déportation par arrêté du 15 nivôse an V, arrêtée à Fumay en floréal dernier⁷. Prêtres, annulation de la déportation et libération de Duboueix et Marchand, de Maine-et-Loire⁸; sursis pour Antoine Daudel, de Pierrelatte, âgé et n'exerçant plus depuis trente ans, détenu à Valence, et Pierre Gerrært, d'Hondschoote⁹, mis sous surveillance de leurs municipalités (AF III 617, plaquette 4348, pièces 41-46 et 50-64).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 617, plaquette 4348, pièces 65-66 et 69-70. Nomination de commissaires près les tribunaux correctionnels de Béziers et Thiers.

Séance du 8 thermidor an VII [26 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 96 recto-99 verso; AF III 617, plaquettes 4349 à 4352)

¹ Voir *tome X*, 6^e complémentaire: loi du 4 précédent augmentant les 160 compagnies d'artillerie à pied d'un lieutenant en second, d'un sergent, d'un caporal, de sept canonniers de 1^{ère} classe et de huit de seconde, applicable après que les huit régiments à pied et les huit à cheval ainsi que les écoles d'artillerie auront été complétés suivant les lois antérieures, notamment celle sur la solde de l'an VIII.

² Affaire non représentée ici. Voir *tome X*, 22 thermidor, affaires non citées au procès-verbal: approbation par le Directoire du traité du 7, joint avec un traité du 3 nivôse, avec les délégataires des départements de la Guerre et de la Marine et de ceux de la Trésorerie nationale.

d'un traité avec les principaux négociants de Paris à la suite de celui-ci.

³ Dont promotion de général de brigade de l'adjudant général Jean-Baptiste Drouet, d'adjudant général des chefs de bataillon Étienne-Nicolas Lefol, futur général, et Antoine-Genès-Marie Delotz (mesures connues de *Six* et, pour le dernier, de *Quintin*), de chef de bataillon de Louis Guichard, capitaine à la suite de la 25^e demi-brigade, adjoint à l'adjudant général Drouet (mesure datée du lendemain par *Quintin*), et de chef d'escadron du futur général François-Joseph Gérard, capitaine à la suite du 4^e hussards, ex-aide de camp de Kléber, et d'Antoine-François Renaud, capitaine à la suite du 1^{er} chasseurs à cheval, également adjoint à l'adjudant général Drouet (mesures datées du lendemain par *Six* et *Quintin*), et remise en activité du commissaire des guerres Siauve (voir AF III 195, dossier 898, pièces 166 et 227: Siauve, ex-commissaire des guerres).

⁴ Affaire non représentée ici, sans doute en rapport avec le message du Directoire du 9 sur ce sujet.

⁵ *Tome VII*, à cette date.

⁶ Les noms sont cités à l'index à la rubrique *Coup d'État du Dix-Huit Fructidor*. Voir aussi *tome X*, 8 fructidor: ajout du général de Morgan à la seconde liste et correction du nom de Sicard en Jean-Baptiste Suard.

⁷ L'arrêté de l'an V (*Debidour*, tome IV, page 587, où la commune d'origine est dite *Sainte-Marie-à-Pié* dans les Ardennes) la maintenait définitivement sur la liste des émigrés. D'après son interrogatoire de l'an VII, les gendarmes s'étaient contentés en l'an V de la conduire dans l'ex-pays de Liège.

⁸ Voir *tome VII*, 4 frimaire, Police générale, note.

⁹ Sur ce prêtre, voir *tome VIII*, 14 germinal (où il est dénommé Gérard).

Lois.

[Du 7] sur l'assemblée primaire d'Ébreuil; une contribution locale de la municipalité de Saintes pour bâtir et réparer le local de ses séances; la vente au nommé Litschy d'un bien à Scherwiller par celle, y siégeant, de Sélestat *extra muros*; et divisant le canton de Lauzun *extra muros* en sept communes: Bourgougnague, le chef-lieu Lauzun, Lavergne, Montignac [-de-Lauzun], Saint-Colomb, Saint-Nazaire (auj.: commune de Lauzun) et Ségalas¹ (AF III 617, plaquettes 4346, pièces 1-5, et 4349, pièce 3).

Messages des Cinq-Cents.

[Du 6], transmis respectivement aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre, sur l'indemnisation des habitants de Fondeille après la grêle en l'an V; et la dénonciation par l'ex-capitaine Baron contre le bureau du personnel de l'artillerie et contre des vols² (AF III 617, plaquettes 4351, pièces 60-61, et 4352, pièces 93-95).

Messages aux Cinq-Cents.

Soumettant le contrat d'échange avec la veuve Sémonin d'une partie du domaine des Filles-Thomas de Paris après rejet par les Anciens d'une résolution des Cinq-Cents sur la cession de la ferme de Vélizy; répondant à celui du 23 messidor sur la dénonciation par Miquel, ex-médecin du dépôt de mendicité de Nancy, que l'adjudication des fournitures des dépôts de mendicité a été faite au mieux-disant, que les membres de la compagnie Delacombe ne sont pas des agents du ministère, que Montlinot, chef de la 2^e division, ne les a connus qu'à raison de son travail, qu'on a supprimé les postes de médecins des dépôts pour ne garder que les chirurgiens comme officiers de santé et en nommant les régisseurs concierges pour surveiller l'exécution des marchés par les entreprises, qu'à Nancy, Miquel a été réformé, Raybois, chirurgien en poste depuis trois ans, nommé officier de santé et un certain Gourdin, agréé par les autorités locales, nommé concierge, le régisseur ayant refusé le poste, et que le prix de journée y est passé de soixante-dix à soixante centimes; sur: le placement définitif des tribunaux civil et criminel de la Marne: envoi des plans non joints pour leur installation à Reims, le Directoire proposant de comparer les coûts et de les installer à Châlons; des demandes de création de foires dans les Basses-Alpes à Noyers [-sur-Jabron] et Saint-Vincent [-sur-Jabron], dans le Cher à Lignièrès, dans l'Eure aux Andelys, en Eure-et-Loir à Janville, dans le Jura à Clairvaux [-les-Lacs], dans la Loire-Inférieure à Legé, dans le Loiret à Sully [-sur-Loire], dans le Rhône à Savigny, en Saône-et-Loire à la Clayette et dans les Vosges à Mirecourt, chemise du dossier de renvoi à la commission spéciale créée le 14 pluviôse sur le message du Directoire demandant l'autorisation d'en créer et supprimer par arrêtés, délibérations et adresses des municipalités de Noyers [-sur-Jabron], Lignièrès, les Andelys *intra muros*, Legé, Sully [-sur-Loire], la Clayette et Mirecourt, adresse de l'agent municipal de Clairvaux [-les-Lacs]; envoyant des procès-verbaux d'assemblées primaires et communales: nombre de pièces par département sans localisation; et celui de l'assemblée communale mère de Caromb; sur les assemblées primaires et communales de Limours où le président suspendu, réélu et refusant, a été élu agent du chef-lieu à la place de l'agent, également suspendu, qu'une des assemblées primaires du canton a élu président de la municipalité; le transfert du canton de Candes [-Saint-Martin], commune excentrée, près du confluent de la Vienne avec la Loire et aux abords souvent inondés, à Larné; la vente d'un communal d'Oloron [-Sainte-Marie] à des particuliers pour bâtir leurs maisons; et la création d'un octroi à Bourg [-en-Bresse]; et pour inclure l'exposition publique des produits industriels au Champ-de-Mars pendant les cinq jours complémentaires, que les circonstances ne permettent pas d'organiser cette année, dans les fêtes de l'anniversaire de la fondation de la République à partir de l'an VIII, message envoyé au journal *le Rédacteur*³ (AF III 617, plaquette 4349, pièces 5-23, 4350, pièces 30-38, 42-50 et 58-59, 4351, pièces 67-68, 72-74, 83-89, et 4352, pièces 109-111 et 118-119).

Finances.

Fixation du dosage des poudres et salpêtres⁴. Dispense d'affranchissement pour les correspondances des officiers de gendarmerie avec le ministre de la Justice. Nomination d'un préposé au triage des titres de la Meuse-

¹ Les deux dernières lois font suite aux messages du Directoire des 7 thermidor an VI (*tome VI*) et 29 germinal (*tome VIII*). Une loi du 8 autorisant la translation du cimetière de Belleville-sur-Saône, dont l'expédition authentique et l'accusé de réception du Directoire du 9 sont conservés au dossier du 8 (plaquette 4349, pièces 1-2), est citée au procès-verbal du 11 (*tome X*).

² Sans aucune précision sur les faits dénoncés.

³ Sur la veuve Sémonin, voir *tome III*, 15 brumaire an VI, Messages aux Cinq-Cents, note. Sur la dénonciation par le médecin de Nancy, voir plus haut, 25 messidor, message des Cinq-Cents. Sur les tribunaux de la Marne, voir *tome VIII*, 24 germinal, message des Cinq-Cents, note. Le dossier sur les foires est renvoyé par les Cinq-Cents à la commission spéciale créée sur le message du Directoire du 9 pluviôse (*tome VII*); il s'agit le plus souvent d'augmenter leur nombre dans des localités en tenant déjà une ou plusieurs par an, jusqu'à dix à Lignièrès. On n'a pas retenu à l'index les noms des départements concernés (environ 60) par les envois en nombre de procès-verbaux d'assemblées primaires et communales.

⁴ La loi du 13 fructidor an V (*tome II*, au 14) sur leur fabrication et leur vente ayant chargé le Directoire de déterminer le dosage et les procédés à appliquer.

Inférieure¹. Déclaration que la République n'a aucun droit sur les biens propres en ligne paternelle de la femme d'Estaing et rejet de la plainte de Barré, de Château-Renault, administrateur central, acquéreur de la métairie de Bouttefeu (commune de Saint-Nicolas-des-Motets)². Augmentation de la perception des maîtres de poste de Besançon avec le relais de Saint-Vit et de Landerneau avec celui de Brest. Confirmation: de l'adjudication en l'an III par le district de Delémont (Mont-Terrible) de la métairie de "Ritzengrund" provenant de l'abbaye de Lucelle, au nommé Gluck et son cessionnaire Dollfus-Hausmann, et rejet de la vente postérieure au nommé Marty³; et du partage de la forêt de Wavre entre la République et diverses communes propriétaires de ses deux-tiers⁴. Échange de la maison de Thuaut réunie au Muséum d'histoire naturelle contre celle provenant du père de l'émigré du Lau d'Allemans à Paris. Location d'une partie de la maison des ex-écoles de droit au nommé Valette pour y établir une filature à l'anglaise⁵ (AF III 617, plaquettes 4349, pièces 27-29, 4351, pièces 55-57 et 75-82, et 4352, pièces 90-92, 95-108 et 112-115).

Intérieur.

Destitution et remplacement des trois municipalités de Lyon. Annulation de celle de deux membres de bureaux de bienfaisance de Paris⁶. Dispense de droit de passe aux voitures chargées des réquisitions pour l'armée suivant l'arrêté du 17 prairial. Organisation d'un nouveau concours pour le monument à élever à la place du château Trompette de Bordeaux, celui de l'an dernier ayant eu lieu d'après des mesures erronées⁷. Autorisation à Grassin, acquéreur du domaine du prieuré de la Celle [-sur-Morin], de bâtir un moulin à farine sous le pont du couvent et rejet de la réclamation d'Odent, propriétaire de celui de Courtalin⁸. Envoi de fonds pour secours à 91 préposés de l'agence d'Afrique de Marseille prisonniers à Alger (AF III 617, plaquettes 4349, pièces 24-26, 4350, pièces 39-41 et 51-53, 4351, pièces 63-66 et 69-71, et 4353, pièces 161-167). Autorisation de sortie de grains du Puy-de-Dôme moitié pour la Ligurie et moitié pour les départements du Midi, pièces reprises par le ministre⁹.

Police générale.

Ordre de rechercher les auteurs de l'agression du commissaire municipal d'Anglès à coups de fusil chez lui¹⁰ (AF III 617, plaquette 4352, pièces 116-117).

Relations extérieures.

Note pour la rédaction du procès-verbal sur la remise des lettres de créance de Glayre, envoyé du Directoire helvétique¹¹ (AF III 617, plaquette 4354, pièce 1, dossier du 9, apostille de Lagarde du 16 demandant de vérifier la date auprès du ministre des Relations extérieures pour classement au dossier du 9).

Affaires non citées au procès-verbal.

AF III 617, plaquette 4354, pièces 120-160 et 168-183. Nomination: de commissaires centraux de la Loire: René Martin, ex-substitut près les tribunaux¹², et de la Somme: le conventionnel Gay-Vernon, et de commissaires municipaux, *Aude*¹³: Alaigne; Arques; Chalabre; Cuxac-Cabardès; Espéras; Montréal; Narbonne; Saint-Hilaire; Saint-Laurent [-de-la-

¹ On écarte la candidature présentée par l'administration centrale d'un certain Crutz, chef d'un des plus riches établissements supprimés du département, trafiquant des *revenus des biens nationaux qu'il affermoit en gros et qu'il souslouoit ensuite en détail avec de très gros bénéfices*, auquel elle avait ajouté celles d'un de ses domestiques et d'un citoyen dont elle était sûre qu'il refuserait.

² Long rapport sur les liens supposés par Barré entre la famille de Dreux-Brézé, émigrée, et celle de Dreux-Nancré dont il s'agit ici, la République n'ayant de droits, du chef de l'émigration d'Anne-Léon Montmorency, que sur les propres paternels de Marie-Sophie Rousselet-Château-Renault femme Charles-Marie d'Estaing, morte sans enfants en 1792, ayant pour héritières Marie-Catherine-Louise et Sophie-Gabrièle Dreux-Rousselet, femmes Bessand et Barrairon. Barré avait refusé de payer le prix de cette métairie aux deux héritières.

³ La métairie n'a pas été identifiée. Il s'agit sans doute ici de l'abbaye de Klein-Lützel (Suisse, canton de Soleure), à proximité de Delémont, plutôt que de l'abbaye mère de Lucelle (Haut-Rhin).

⁴ Forêt située à Morhet (Belgique, province de Luxembourg, aujourd'hui: commune de Vaux-sur-Sûre, alors: département des Forêts), les autres communes étant Bercheux, Grande-Rosière, Petite-Rosière et Vaux-les-Rosières, ancien nom de Vaux-sur-Sûre à laquelle les autres sont également rattachées de nos jours.

⁵ Tout en maintenant le bail autorisé le 15 floréal (plus haut) avec la 12^e municipalité de Paris pour y tenir ses séances.

⁶ Destitués en nombre le 13 ventôse (*tome VII*) comme incapables ou anarchistes. On ne sait rien d'autre des deux réintégrés que leurs noms et les divisions auxquelles ils appartiennent.

⁷ Voir *tome II*, 23 fructidor an V, loi de la veille, note.

⁸ À Pommeuse, en amont de l'installation de son concurrent, dont il prétend qu'elle nuira à l'écoulement de ses propres délestages. Rapport détaillé sur avis de Lagoupillière, inspecteur de la navigation à Château-Thierry.

⁹ Affaire non représentée ici.

¹⁰ Affaire sur laquelle on n'a aucun détail.

¹¹ Le texte de la note de Lagarde parle bien de la réception du diplomate, qui assure le Directoire de la fidélité des autorités helvétiques en remettant ses lettres de créance, mais, d'après le *Repertorium der diplomatischen Vertreter*, Pierre-Maurice Glayre aurait été envoyé en France pour la reconnaissance de la neutralité helvétique le 19 juillet 1798 / 1^{er} thermidor an VI et serait reparti à une date inconnue en 1799 pour revenir sous le Consulat.

¹² Destitué le 8 prairial (plus haut) pour s'être rendu à Paris sans autorisation.

Cabrerisse]; Sainte-Colombe [-sur-l'Hers];- *Isère*, Veyssillieu;- *Jemappes*, Froidmont (auj.: commune de Tournai); Tournai: remplacement, à la demande des députés Auverlot, Frison et Stevenotte¹ du commissaire menaçant d'arrestation des citoyens s'ils ne votaient pas pour les candidats du gouvernement aux assemblées primaires;- *Loire-Inférieure*, Nantes;- *Marne*, Loisy-sur-Marne;- *Meuse*, Montzéville;- *Seine*, Paris, commissaire près la 6^e municipalité, lettre de candidature à La Revellière-Lépeaux, an V, parmi les candidats les conventionnels Audouin, David-Delisle (dit ici: David de l'Aube) et Pocholle, David-Labatut, auteur d'écrits patriotiques, et Lebrun-Tossa, homme de lettres;- *Tarn*, Cadalen; Graulhet; Pampelonne.

Séance du 9 thermidor an VII [27 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 99 verso-101 recto; AF III 617, plaquette 4354²)

Message aux Cinq-Cents.

Sur la situation financière des armées, message transmettant un rapport joint signé par Bernadotte *de nature à être lu en comité secret* affirmant que, sans des ressources aussi sûres que promptes, les plus grands malheurs menacent la patrie, mais que, si des fonds suffisants sont assurés sans délai, tout garantit que la République se relèvera digne d'elle et de la gloire qu'elle s'est acquise, rapport du ministre de la Guerre: *Chaque minute qui s'écoule au milieu de la pénurie vaut à la coalition armée le gain d'une bataille: voilà le langage que doit vous tenir le ministre de la Guerre*, projet différent préparé par Ramel, ministre des Finances, daté du 5, minute de Lagarde classée au bureau particulier (AF III 617, plaquette 4354, pièces 17-23, copie au registre du bureau particulier, AF* III 19, page 167).

Guerre.

Arrêtés sur le personnel³ (AF III 617, plaquette 4354, pièces 6-16).

Police générale.

Envoi dans les maisons de réclusion de l'Yonne des prêtres réfractaires, reclus et sous surveillance de la Meurthe, de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin qui ne cessent de provoquer les citoyens à la rébellion, au mépris des lois et à la contre-révolution, rapport détaillé d'après une lettre de l'administration centrale du Bas-Rhin au ministre de la Guerre sur les révélations du hongrois Warho, déserteur de l'armée autrichienne, devant le tribunal criminel, sur le plan de massacre des protestants, des catholiques patriotes, des acquéreurs de biens nationaux et des fonctionnaires fomenté par Marx, récollet né à Mutzig, retiré chez Joseph, propriétaire de la tuilerie de Saverne, faisant signer aux bons catholiques une liste où ils s'engagent à prendre les armes à l'approche des austro-russes ou à l'époque qui leur sera indiquée pour tomber sur les républicains et les égorger dans leurs maisons même, et sur Laurent Un, autre déserteur de l'armée autrichienne, employé de Jæger, garde forestier à Coswiller, puis voiturier à Wasselonne, servant d'intermédiaire avec Rastatt, sur la découverte d'une imprimerie clandestine à Strasbourg, rappelant les réunions des crédules des quatre départements à la fontaine miraculeuse d'Hoste: *là se distribuent les manifestes des puissances ennemies, les lettres écrites par Jésus Christ lui-même*, notant la présence de Wickham en Suisse, celle de Danican⁴ à Rastatt et d'un comité secret d'émigrés et d'officiers supérieurs autrichiens à Fribourg-en-Brisgau faisant des proclamations et des manifestes colportés sur la rive gauche du Rhin, sur la joie des prêtres réfractaires détenus à Strasbourg lors de l'assassinat des plénipotentiaires français *avant qu'aucun français fût instruit de cet attentat horrible* et les lettres découvertes sur ces prêtres qui prouvent qu'ils ont été

¹³ Souvent: remplacement de commissaires nommés le 12 pluviôse (*tome VII*), parfois par ceux qu'ils remplaçaient. Un arrêté du 11 vendémiaire an VIII (*tome X*) précise l'identité de celui nommé à Saint-Laurent.

¹ Pierre-Albert-Joseph Auverlot, député de Jemappes aux Cinq-Cents; André-Joseph Frison et Bernard Stevenotte, députés des Deux-Nèthes et de Sambre-et-Meuse aux Cinq-Cents.

² Contenant une feuille néant pour la séance du 10.

³ Remise en activité des généraux Châteauneuf-Randon (Alexandre-Paul Guérin de Châteauneuf-Randon de Joyeuse, voir *tome VIII*, 4 germinal), Jean-Joseph-Ange d'Hautpoul à l'armée du Rhin à la suite de l'examen, sur lequel rien n'est dit ici, de sa conduite par le ministre (voir *tome VIII*, 9 floréal), et François-Xavier Mengaud, nommé commandant la 6^e division militaire. Nomination des généraux Louis-Alexandre d'Albignac, mis au traitement de réforme le 17 brumaire an VI (*tome III*), Jean-François Carteaux, remis en activité le 7 floréal an V (*tome I*, Guerre, voir note) et François-Xavier-Jacob Freytag commandant les 10^e, 9^e et 5^e divisions militaires. Promotion de général de brigade d'Édouard-François Simon, chef de brigade commandant le 16^e chasseurs à cheval (et également adjudant général, voir *tome IV*, 12 ventôse an VI, Guerre, note), commandement où le remplace le futur général Antoine-Jean-Auguste-Henri Durosnel, dit Henry-Durosnel, chef d'escadron au 10^e hussards, mesures connues de Six sauf pour le dernier, dont l'auteur date la promotion de chef de brigade du 28 février / 10 ventôse, en le disant chef de brigade provisoire du 16^e chasseurs à cheval (voir *tome VII*, 13 pluviôse, Guerre, note), et datée du 1^{er} août / 14 thermidor pour le général Carteaux. Ordre au ministre d'écrire à celui des Finances pour payer la pension du général de brigade Paul-Alexandre Leblanc-Deslisle, ayant cessé ses activités de maréchal de camp en 1793, avec état de ses services.

⁴ Louis-Michel-Auguste Thévenet dit Danican, général chef de l'insurrection de vendémiaire an IV à Paris, condamné à mort, agent des Princes. Il fut soupçonné d'avoir participé à l'assassinat des plénipotentiaires français au congrès de Rastatt, question que le rapport n'évoque pas.

constamment en relations avec le ci-devant cardinal de Rohan, sur l'afflux dans le Bas-Rhin de prisonniers de guerre autrichiens sans escorte ni route désignée, dont le prince d'Hohenlohe, capturé dans les Grisons et arrêté de nuit par l'agent municipal d'Hohatzheim, prisonniers dont le juge de paix de Landau dit qu'ils sont plus nombreux que la garnison et dont l'accusateur public craint qu'ils ne prennent la place en se procurant des armes de celle de Philipsburg (AF III 617, plaquette 4354, pièces 2-5).

Séance du 10 thermidor an VII [dimanche 28 juillet 1799]

(AF* III 16, folios 101 recto-105 recto)

Procès-verbal de la fête de la Liberté.

Description des cérémonies décadaires des municipalités de Paris le matin, de l'aménagement du Champ de Mars, de l'arrivée du Directoire à quatre heures, suivie de l'exécution d'une symphonie et de l'Hymne à la Liberté. Texte du discours de Sieyès, président du Directoire:

Citoyens, Nous célébrons aujourd'hui la fête de la Liberté. Tout ce qui a été conçu et exécuté pour elle doit en ce moment se retracer à notre souvenir, des efforts de la philosophie aux travaux plus immédiats de quelques hommes, citoyens avant même qu'ils eussent une patrie, qui vers l'époque de 89 réveillèrent dans le cœur des Français le sentiment presque éteint des droits de la Nation puis à ceux des assemblées et à cette gloire sans nuage des armées françaises qui, toujours grandes, toujours infatigables, ont imposé l'admiration jusque dans leurs revers à toutes les puissances de l'Europe: tant de faits, tant de prodiges, tant d'événemens inconnus jusqu'à ces derniers tems vivront éternellement dans la mémoire des hommes. Elle y vivra aussi, la victoire remportée sur la longue et sanglante tyrannie dont ce jour nous rappelle plus particulièrement la chute. Je ne veux point reproduire ici un affreux tableau tracé si souvent et avec des intentions si diverses... Des hommes sans génie mais non sans audace avaient puisé dans le nom seul de la liberté qu'ils profanaient une force incompréhensible, un pouvoir monstrueux qui n'eut jamais de modèle et, je le jure par la République, qui n'aura jamais de retour... Ces tyrans furent renversés le neuf thermidor! Honneur donc à cette journée mémorable! Nul français ne pourra l'abjurer sans honte. Honneur à la Convention nationale qui, brisant tout à coup ses fers, ressuscita la liberté pour tous! Honneur à l'époque où fut désabusée enfin cette portion nombreuse de nos concitoyens sur laquelle on était parvenu à étendre les ténèbres de l'erreur et de l'ignorance et qui, par un effet même de son amour naturel pour la justice et la liberté, n'avait pu se résoudre à croire qu'au nom de ces deux vertus des Français fussent devenus des assassins et des tyrans! Mais aussi opprobre ineffaçable à ces hommes qui, abusant cruellement d'une victoire bientôt dénaturée, se hâtèrent de persécuter ceux-là même qui, au péril de leurs jours, leur avaient rendu la liberté et la vie! Opprobre à ces lâches persécuteurs qui, à l'aide de quelques mots échangés dans le terrible vocabulaire de la calomnie, substituèrent avec une facilité si effrayante une tyrannie nouvelle à la tyrannie que l'on venait d'abattre!... Citoyens, ces tems calamiteux ne se reproduiront plus, vos représentants, vos magistrats doivent vous en garantir, ils sauront même prévenir jusqu'au besoin de ces crises qui ébranlent toujours ce qu'elles réparent. Notre situation actuelle présente des difficultés sans doute, mais qu'on se plait mal à proposer à exagérer. À cet égard, les espérances de la haine et les tristes calculs de la peur seront trompés car nos forces sont supérieures à nos dangers. Nos revers passagers sont un retard et non une défaite. Nos armées ont su conserver intact le territoire sacré de la République, elles se renforcent en ce moment de cette jeunesse brillante et valeureuse, nouvel espoir de la Patrie. Allez, jeunes conscrits, rejoignez vos devanciers dans la carrière de la gloire! Ici, nous veillerons sur vos familles, qu'aucune allarme sur les objets de vos affections n'arrête l'essor de votre courage. Nous détestons autant que vous tout ce qui est contraire au bon ordre et à la tranquillité du citoyen. Plus de vengeance illégale, mais l'action calme et ferme de la loi; plus de réaction quelconque, le gouvernement existe pour la justice comme vous pour la victoire, il connaît son devoir, il veut le remplir. Lorsque, triomphans des ennemis de notre patrie, vous rentrerez dans vos foyers, vous y trouverez avec la reconnaissance nationale la liberté que vous aurez sauvée, le repos, la sécurité, la garantie de votre propriété, tous les biens en un mot qui vous ont été promis et que nous saurons vous assurer. Vive la République!

Description des exercices militaires, après lesquels les troupes viennent se réunir devant l'autel de la Patrie et, par une acclamation unanime à la gloire de la République, prennent l'engagement solennel de la défendre avec leur courage accoutumé, de mourir s'il le faut pour ses saintes lois. Fin de la fête par une salve d'artillerie et le Chant du départ. Description du retour du Directoire vers la maison du Champ de Mars puis le palais directorial.